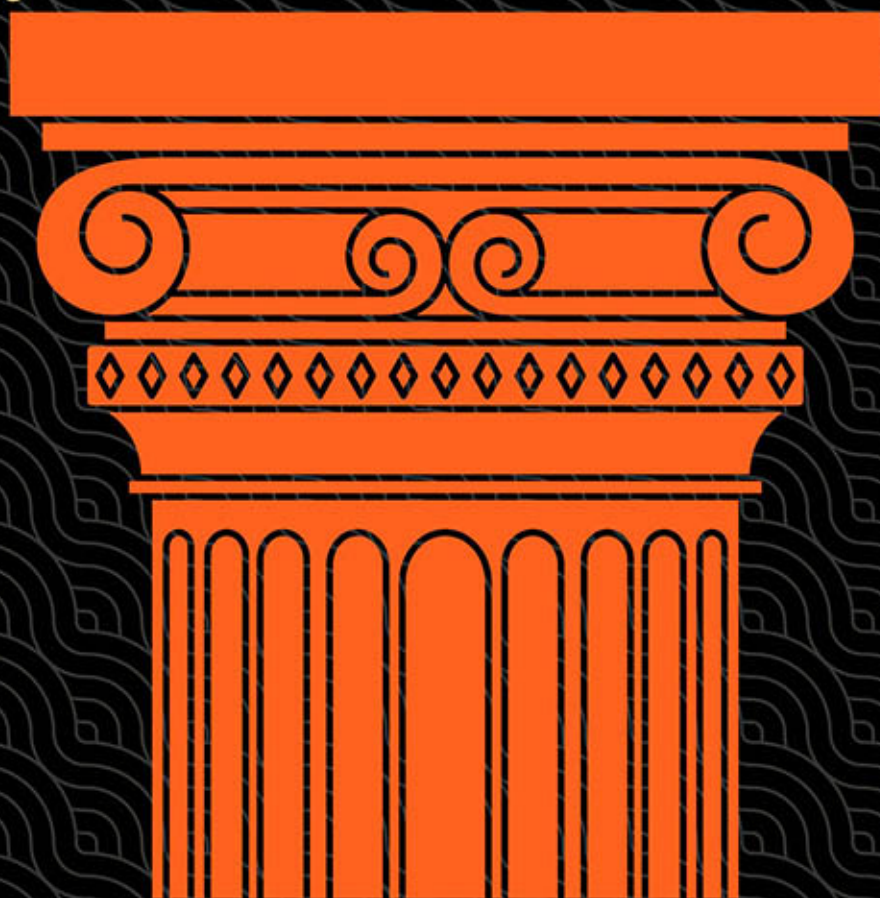


**QU'EST-CE QUE L'HUMANISME JURIDIQUE?
CHE COS'È L'UMANESIMO GIURIDICO?
¿QUÉ ES EL HUMANISMO JURÍDICO?**



**Xavier Prévost
Rafael Ramis Barceló
Luigi-Alberto Sanchi
(editores)**



Qu'est-ce que l'humanisme juridique?

Che cos'è l'umanesimo giuridico?

¿Qué es el humanismo jurídico?

The Figuerola Institute
Programme: Legal History

The Programme "Legal History" of the Figuerola Institute of Social Science History –a part of the Carlos III University of Madrid– is devoted to improve the overall knowledge on the history of law from different points of view –academically, culturally, socially, and institutionally– covering both ancient and modern eras. A number of experts from several countries have participated in the Programme, bringing in their specialized knowledge and dedication to the subject of their expertise.

To give a better visibility of its activities, the Programme has published in its Book Series a number of monographs on the different aspects of its academic discipline.

Publisher:
Carlos III University of Madrid

Book Series:
Legal History

Editorial Committee:
Manuel Ángel Bermejo Castrillo, *Universidad Carlos III de Madrid*
Catherine Fillon, *Université Jean Moulin Lyon 3*
Manuel Martínez Neira, *Universidad Carlos III de Madrid*
Carlos Petit, *Universidad de Huelva*
Cristina Vano, *Università degli studi di Napoli Federico II*

More information at www.uc3m.es/legal_history

Qu'est-ce que l'humanisme juridique?

Che cos'è l'umanesimo giuridico?

¿Qué es el humanismo jurídico?

Xavier Prévost
Rafael Ramis Barceló
Luigi-Alberto Sanchi
(editores)

DYKINSON

2026

Esta publicación forma parte del proyecto de generación del conocimiento “Respuestas jurídicas hábiles a conflictos sociales complejos (siglos XII-XX)” (PID2023-152772NB-I00) financiado por MICIU/AEI

Historia del derecho, 154
ISSN: 2255-5137

© 2026 Autores

Editorial Dykinson
c/ Meléndez Valdés, 61 – 28015 Madrid
Tlf. (+34) 91 544 28 46
E-mail: info@dykinson.com
<http://www.dykinson.com>

Preimpresión: TALLERONCE

ISBN: 979-13-7047-310-5
Depósito legal: M-14382-2026

Versión electrónica disponible en e-Archivo
<https://hdl.handle.net/10016/50157>



Licencia Creative Commons Atribución-NoComercial-SinDerivadas 3.0 España

ÍNDICE

Xavier Prévost – Luigi Alberto Sanchi, *Introduction* 9

ESTUDIOS

Patrick Arabeyre, *De quoi le bartolisme est-il le nom ?* 19

Mario Ascheri, *Umanesimo giuridico e crisi del diritto comune* 41

Diego Quaglioni, *Saxum Sysyphi. Umanesimo giuridico e senso della tradizione* 51

Italo Birocchi, *Il problema della definizione dell'umanesimo giuridico: uno specchio per lo storico del diritto* 63

Wouter Druwé, *L'humanisme juridique dans le contexte des Pays-Bas méridionaux* 83

Rafael Ramis-Barceló, *El humanismo jurídico: definición, etapas y categorías para su estudio* 99

TEXTOS

Philippe Cocatre-Zilgien, *François Douaren, De docendi discendique iuris ratione (1544) : proposition de traduction* 135

Théo Crea, *La préface De ratione docendi discendique iuris civilis, ad iuventutem écrite par Eguiner Baron* 195

INTRODUCTION

Xavier Prévost

Professeur d'histoire du droit à l'université de Bordeaux
(Institut de recherche Montesquieu – UR 7434)

Luigi-Alberto Sanchi

Directeur de recherche au Cnrs
(Institut d'histoire du droit Jean Gaudemet – UMR 7184)

Selon que vous soyez juriste de droit positif ou historien, la réponse à la question posée par le présent ouvrage – qu'est-ce que l'humanisme juridique ? – ne sera pas la même. Si vous appartenez à la première catégorie, l'expression *humanisme juridique* renvoie à une conception du droit qui attache une importance particulière aux droits de l'homme. Cette expression a été popularisée par les travaux de Mireille Delmas-Marty (1941-2022). La défense d'un humanisme juridique face aux transformations contemporaines du droit a été particulièrement développée par Mireille Delmas-Marty dans ses deux derniers ouvrages : *Sortir du pot au noir. L'humanisme juridique comme boussole*¹ et *Une boussole des possibles : gouvernance mondiale et humanismes juridiques*². Elle fut également au cœur de son dernier cours annuel au Collège de France, en 2011, intitulé *Sens et non-sens de l'humanisme juridique* ; dont il est éclairant de relire la présentation³:

Ce titre exprime un malaise, car les abus de la ritournelle humaniste fragilisent l'humanisation des systèmes de droit à un moment où elle semble plus que jamais

1 Sur cet ouvrage publié chez Buchet Chastel en 2019 et, plus généralement, pour une présentation de l'humanisme juridique selon Mireille Delmas-Marty, voir la contribution de Camila Perruso dans le cadre du dossier hommage paru quelques mois après le décès de la professeure au Collège de France : « Pour un nouvel humanisme juridique – Notes à propos de *Sortir du pot au noir. L'humanisme juridique comme boussole* », *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, 2023/1, pp. 43-42, <https://doi.org/10.3917/rsc.2301.0043>.

2 L'ouvrage publié par les éditions du Collège de France en 2020 est librement accessible en ligne : <https://doi.org/10.4000/books.cdf.8983>.

3 Disponible sur le site du Collège de France [consulté le 30 mars 2026] : <https://www.college-de-france.fr/fr/agenda/cours/sens-et-non-sens-de-humanisme-juridique>.

nécessaire, face à la mondialisation. Certes l’humanisme « juridique » est en apparence renforcé par le développement des droits de l’homme, l’apparition d’un droit humanitaire et l’émergence d’une justice pénale internationale. Et pourtant les courants antihumanistes ont beau jeu de dénoncer ses non-sens, évoquant les nombreuses contradictions qui sont révélées, et parfois aggravées, par la mondialisation.

Quelques exemples : le durcissement du contrôle des migrations souligne la contradiction entre fermeture des frontières et ouverture des marchés ; l’aggravation des exclusions sociales contraste avec la croissance des profits économiques et financiers ; la persistance de crimes internationaux liés ou assimilés aux conflits armés montre les limites de la justice pénale. Citons encore la multiplication des atteintes à l’environnement face au développement économique, ou l’ambivalence des nouvelles technologies numériques et biomédicales qui favorisent à la fois l’individualisation et son contraire. À l’épreuve de la mondialisation, le mythe de l’humanisme juridique ressemble à une mystification.

Pour donner sens à la fois à l’humanisme et à la mondialisation, il ne suffit pas de réaffirmer des principes humanistes. Il faut mettre en œuvre des processus, encore utopiques mais déjà repérables, qui visent à humaniser les systèmes de droit en permettant de surmonter les contradictions dans la perspective d’un “pluralisme ordonné”.

Une telle approche vous sera, en revanche, peu familière si vous vous intéressez au droit du passé. Dans ce cas, l’expression *humanisme juridique* renvoie, pour vous, à un courant de pensée de la Renaissance qui a intégré à la compréhension du droit la révolution intellectuelle européenne que fut l’humanisme : c’est l’objet de cet ouvrage et, plus généralement, du vaste programme de recherche qui en est à l’origine. Tenter de tracer les contours de ce mouvement constitue, en effet, l’ambition centrale du Réseau Humanisme Juridique, depuis sa fondation fin 2016. Pour cela, ce réseau international fédère des chercheurs de toutes les disciplines qui travaillent sur les productions des humanistes de la Renaissance intéressant le droit et les savoirs juridiques. Outre le soutien des travaux de ses membres, le réseau organise lui-même diverses activités visant à améliorer la compréhension de l’humanisme juridique. Ainsi, chaque année, entre janvier et juin, il propose quatre à cinq séances de séminaire, qui se tiennent à l’Institut d’histoire du droit Jean Gaudemet. Ce séminaire a donné lieu à une première publication collective en 2021⁴, qui a été très récemment complétée par un manuel d’intro-

4 X. Prévost – L.-A. Sanchi (eds.), *L’Humanisme juridique. Aspects d’un phénomène intellectuel européen*, Paris, Classiques Garnier, 2022, <https://doi.org/10.48611/isbn.978-2-406-11801-5>.

duction à l'humanisme juridique⁵. Conçue comme un ouvrage permettant de s'initier à ce mouvement intellectuel protéiforme de la Renaissance quelles que soient sa provenance disciplinaire et ses connaissances préalables dans le domaine, cette introduction donne évidemment des éléments de réponse à la question posée ici : qu'est-ce que l'humanisme juridique ? Néanmoins, durant les séances de séminaire, la préparation du collectif *L'Humanisme juridique. Aspects d'un phénomène intellectuel européen* et la rédaction du manuel d'introduction, il est apparu très délicat de donner une définition simple et précise de l'humanisme juridique.

C'est la raison pour laquelle il a semblé opportun d'y consacrer un colloque permettant la confrontation des points de vue que reflète ce volume d'actes, qui constitue un complément utile à l'*Introduction* parue en 2025, afin de préciser encore les contours de l'humanisme juridique. En effet, bien que ce mouvement fasse l'objet de recherches croissantes⁶, il manque encore aujourd'hui un débat approfondi à l'échelle européenne sur sa délimitation, notamment sa chronologie et ses auteurs. C'est la raison pour laquelle il a été demandé aux intervenants, à partir de leur propre expérience de recherche, d'essayer de répondre aux questions suivantes. L'humanisme juridique fait-il partie intégrante de l'humanisme de la Renaissance ? N'est-il qu'une transposition de l'idéal de rénovation humaniste à l'étude du droit ou possède-t-il ses propres caractéristiques distinctives ? Dans quelle mesure s'inscrit-il dans la temporalité et les thématiques qui agitent les autres champs de la connaissance au cours de la Renaissance ? Quels sont les liens précis que l'humanisme juridique entretient avec les *studia humanitatis* et, plus largement, avec les autres domaines du savoir ?

Ces interrogations ont nourri de riches discussions à l'université Paris-Panthéon-Assas, les 12 et 13 juin 2025, lors du colloque organisé par l'Institut d'histoire du droit Jean Gaudemet (UMR 7184) avec le soutien de l'Institut de recherche Montesquieu (UR 7434) de l'université de Bordeaux, l'Institut universitaire de France et l'Instituto de Estudios Hispánicos en la Modernidad de l'université des Îles Baléares. Sur les huit communications présentées, sept sont ici publiées, auxquelles s'ajoute une contribution supplémentaire. Ainsi, l'ouvrage comprend six études et deux traductions de sources de la Renais-

5 X. Prévost – L.-A. Sanchi (eds.), *Introduction à l'humanisme juridique. Auteurs, œuvres, idées, formes, destinées*, Genève, Droz, 2025.

6 Pour les références détaillées, on renvoie à la vaste bibliographie donnée dans *Introduction à l'humanisme juridique...*, pp. 491-559.

sance. Les trois premiers articles cherchent à définir l'humanisme juridique dans ses rapports aux autres manières d'étudier le droit. La contribution de Patrick Arabeyre étudie la distinction entre les méthodes scolastiques et humanistes en revenant sur le qualificatif de *bartolisme* qui sert à désigner, par opposition à l'humanisme, l'étude des droits romain et canonique s'imposant à la fin du Moyen Âge. C'est pourquoi, comme le montre Mario Ascheri, comprendre ce qu'est l'humanisme juridique nécessite de l'analyser en lien avec la crise du *jus commune*. Diego Quaglioni, quant à lui, revient sur la distinction des méthodes plus particulièrement à travers l'œuvre d'André Alciat (1492-1550), l'un des fondateurs de l'humanisme juridique. Les deux articles suivants tentent de définir l'humanisme juridique à travers un contexte particulier. Italo Birocchi le fait à partir d'une relecture historiographique, notamment du néo-humanisme, et Wouter Druwé s'intéresse au cas particulier des Pays-Bas méridionaux. Le dernier article, rédigé par Rafael Ramis Barceló, revient sur les transformations du mouvement lui-même en essayant de catégoriser les différents ensembles constitutifs de l'humanisme juridique. Le volume se clôt par deux traductions, qui permettent d'aborder la définition de l'humanisme juridique par les sources. Il s'agit de textes dans lesquels deux juristes exposent leur conception d'un enseignement humaniste du droit : Philippe Cocatre-Zilgien traduit la lettre programmatique de François Le Douaren (1509-1559), et Théo Crea la préface *De ratione docendi discendique juris civilis* d'Éguiner-François Baron (c. 1495-1550).

Ces deux derniers chapitres s'inscrivent dans une ambition que souhaite porter le Réseau Humanisme Juridique au cours des prochaines années : rendre largement accessible la richesse de l'humanisme juridique en publiant des traductions de cette littérature avant tout néo-latine, dont la contribution fut décisive non seulement pour les ordres juridiques européens mais, plus largement, pour la pensée occidentale.

En effet, à côté de la nécessaire élaboration d'un dispositif conceptuel apte à fournir une définition satisfaisante de l'humanisme juridique, il est urgent de promouvoir la diffusion, l'édition scientifique et la traduction des principaux écrits des juristes humanistes : cela ne peut que favoriser une telle élaboration, objet du colloque de 2025. Outre les *Annotations aux Pandectes* (1508 et 1526) de Guillaume Budé (1468-1540), les œuvres de François Connan (1508-1551) ou de Jacques Cujas (1522-1590), pour ne citer que quelques exemples, toutes écrites en latin humaniste – donc un latin érudit, complexe, truffé d'allusions et de citations – restent à pourvoir d'une édition moderne

et d'une traduction. Il est donc important de promouvoir une campagne de publications critiques de sources humanistes qui permettra ensuite de mieux étayer les essais et les dissertations savantes sur l'humanisme juridique, pour l'heure encore largement fondées sur la lecture des écrits pertinents dans leurs éditions anciennes (xvi^e-xviii^e siècle). Des éditions scientifiques modernes serviraient non seulement à mieux connaître et faire connaître la richesse des productions des juristes humanistes, mais éclaireraient des pans entiers de ce que l'on pourrait nommer un "siècle des Lumières" d'expression latine, anticipant de quelque deux cents ans, par leur liberté de ton et par leurs explorations tous azimuts, les Lumières européennes, lesquelles s'exprimèrent très largement dans les langues modernes. En particulier, notre vision de la culture savante française en ressortirait transformée, puisque le "*Cinquecento giuridico francese*", pour citer le titre de la synthèse de Vincenzo Piano Mortari⁷ (1924-2008), constitue la portion la plus significative de ce "siècle des Lumières" latines à la Renaissance.

Un autre élément décisif qui s'impose à la lecture des contributions ici réunies consiste en la mise en discussion, grâce à l'étude de l'humanisme juridique, des frontières, si dures à abattre, entre les trop monolithiques notions de "Moyen Âge" et de "Modernité". Ces notions sont certes opératoires, en ce qu'elles gouvernent des secteurs de spécialisation universitaire en histoire comme en philosophie, littérature et dans les arts. Ainsi, en dépit des proclamations de principe sur la nécessaire interdisciplinarité et malgré des cursus et des concours accueillant les différentes époques historiques, les spécialistes du Moyen Âge et ceux de la première modernité franchissent rarement – dans un sens ou dans l'autre – la barrière de 1500 (ou 1492, ou 1517... les critères varient). S'ajoute à cela un préjugé aussi pervasif que tenace imposant encore aujourd'hui, parfois de manière souterraine, une axiologie favorable à une Renaissance entièrement "rationnaliste" au détriment d'un Moyen Âge en bloc "ténébreux", voire obscurantiste ; dichotomie qui, dans le domaine du droit, prend la forme de l'opposition entre *mos italicus* et *mos gallicus*, et ajoute un malentendu géographique encore plus fourvoyant : le Français Cujas contre l'Italien Bartole (c. 1314-1357), en quelque sorte.

L'un des mérites des études ici réunies est précisément de battre en brèche ces antithèses stériles en rappelant combien les frontières réelles sont insaisissables entre ces notions essentialisées et combien de nuances existent entre

⁷ V. Piano Mortari, *Cinquecento giuridico francese: lineamenti generali*, Napoli, Liguori editore, 1990.

la tradition dogmatique médiévale, à laquelle on doit, outre le *jus commune*, la connaissance précise et organique du contenu technique du *corpus juris civilis*, et les nouveautés philologiques et encyclopédiques promues par les humanistes, à qui l'on doit la conscience et l'étude de la dimension historique, et généralement littéraire, du droit romain. Une figure comme celle d'André Alciat – Milanais enseignant à Bourges, humaniste recourant aux méthodes bartolistes, érudit épigraphiste mais auteur des très célèbres poèmes illustrés, les *Emblemata* – suffirait à dissiper bien des malentendus, et le tableau est immensément plus riche. Peut-être, au fond, le problème des étiquettes comme “médiéval” et “renaissant”, ou “humaniste”, réside en l'effacement du *devenir* historique : du point de vue chronologique, l'humanisme a surgi en plein Moyen Âge, notamment avec François Pétrarque (1304-1374), et, du point de vue géographique, il s'est d'abord épanoui, avec ce grand poète et savant – juriste de formation – entre Avignon et la Toscane. Cet humanisme ne fut pas une sorte de corps étranger au sein d'un monde médiéval figé, mais il en représenta l'un des aboutissements, à l'intérieur d'une dynamique féconde – d'une contradiction dialectique – entre sphères culturelles diverses et opposées : universités, monastères, évêchés, cours royales ou locales, élites des communes ; et entre expressions intellectuelles variées, de la poésie de l'amour courtois à la théologie, en passant par le droit. En amont, déjà, une figure comme celle de Dante (1265-1321) prôna l'introduction de l'éloquence et des lettres anciennes dans la culture tant vernaculaire qu'universitaire ; de nombreux juristes prirent part à ces courants, encore en plein Moyen Âge, donc. À ces forces qui s'opposaient à l'époque médiévale tardive correspondent des tensions et des luttes en plein xvi^e siècle, comme le montre l'existence d'un “parti conservateur”, notamment universitaire (en particulier à la Sorbonne), très agissant en son temps et efficacement combattu par toute une série de libelles et d'écrits, parmi lesquels se signalent les *Lettres des hommes obscurs*⁸, pamphlet publié anonymement entre 1515 et 1517, ou les romans universitaires de Rabelais (c. 1494-1553), ridiculisant les “sophistes Sorbonicoles”.

L'approfondissement de l'humanisme juridique, de ses développements historiques, de son déploiement continental, britannique et américain, de ses aspects plus ou moins “médiévaux” ou “renaissants”, devrait donc amener à une meilleure connaissance réciproque de ces deux importants moments de

8 U. von Hutten, *Lettres des hommes obscurs*, trad. J.-C. Saladin, Paris, Les Belles Lettres, 2004.

l'histoire du droit comme, plus généralement, de ces deux grandes étapes de l'histoire européenne, sans oublier bien sûr de les contextualiser au sein de l'histoire mondiale, où l'Europe occidentale a fini par jouer un rôle déterminant.

ESTUDIOS

DE QUOI LE BARTOLISME EST-IL LE NOM ?

Patrick Arabeyre

École nationale des chartes – PSL (Centre Jean Mabillon)

Pas de bartolisme sans Bartole, modèle parfait du “grand juriste”¹, “juriste global” pour Mario Ascheri², juriste plus grand que lui-même : “Bartole-symbole” pour Pierre Legendre³, “héros éponyme” ou antonomase pour Severino Caprioli⁴. Et sans doute Bartole est-il déjà cela dans les années 1470 à Urbino, seul véritable juriste représenté dans le *studiolo* de Frédéric de Montefeltre, ce que la *Vita Bartoli* de Diplovatazio ne manque pas de signaler⁵ ; il l’était déjà et peut-être plus encore dans les années 1440 à Palerme sur la fresque du *Triomphe de la mort*⁶, où s’amoncellent les cadavres des puissants de ce monde, empereur, papes, rois, évêques, programme iconographique qui rappelle un moment du concile de Bâle avec ses deux papes ; une danse de mort qui compte aussi un juriste, un seul, que l’on pourrait tenir pour le conciliariste archevêque de Palerme, le Panormitain lui-même – le “Bartole des canonistes” – mais cependant pas, parce qu’il tient un livre ouvert sur lequel on peut lire : *Bartolus de Sassoferrato, lux juris civilis*.

Le “bartolisme”, comme tous les mots en *-isme*, se présente davantage

1 L. Fontaine, *Qu’est-ce qu’un grand juriste ? Essai sur les juristes et la pensée juridique contemporaine*, Paris, Lextenso éditions, 2012.

2 M. Ascheri, “Bartolo da Sassoferrato : introduzione ad un giurista globale”, en *Mundos medievales. Espacios, sociedades y poder. Homenaje al profesor José Ángel García de Cortázar y Ruiz de Aquirre*, Santander, Publican ediciones, 2012, II, pp. 1029-1040.

3 P. Legendre, “La France et Bartole”, en *Bartolo da Sassoferrato : studi e documenti per il VI centenario*, Milano, Giuffrè, 1961, I, pp. 133-172.

4 S. Caprioli, “La sorte di Bartolo”, en *Atti del Convegno su Bartolo da Sassoferrato nel VII centenario della nascita*, Spoleto, Centro italiano di studi sul basso Medioevo, 2014, pp. 1-32.

5 *Ibidem*, p. 3 (Tommaso Diplovatazio, *Liber de claris jurisconsultis, pars posterior*, H. Kantorowicz – F. Schulz – G. Rabotti (eds.), Bologna, 1968 (*Studia Gratiana*, 10), p. 286).

6 P. Maffei, “*Bartoli vera effigies*. Il ritratto di Bartolo nel Trionfo della morte di Palermo e nuove ricerche sulle tradizioni iconografiche bartoliane”, en F. Treggiari (ed.), *Conversazioni bartoliane in ricordo di Severino Caprioli*, Sassoferrato, Istituto internazionale di studi piceni «Bartolo da Sassoferrato», 2018 (*Studi bartoliani*, 2), pp. 181-197.

comme un concept que comme un nom, ici forgé sur celui d'un juriste : il évoque une école voire un système de pensée – à moins qu'il ne s'agisse d'un épouvantail rhétorique. C'est en France, là où l'humanisme juridique aurait longtemps présenté Bartole, selon la vision traditionnelle⁷, comme l'incarnation d'un droit sclérosé, qu'est né le néologisme dans sa coloration péjorative... mais bien après le xvi^e siècle comme on le verra. L'usage contemporain qu'on interroge est en revanche celui effectivement donné à un groupe : les "bartolistes", censément moqués depuis les débuts du mouvement. Qui sont-ils ? même question : réalité historique ou construction polémique ?

Il sera seulement et modestement question ici de l'usage dans le domaine français des deux termes ("bartolistes" et "bartolisme"), qui viennent assez communément sous la plume des spécialistes, quand on touche de près ou de loin à l'humanisme juridique, parce que hier comme aujourd'hui on lui tend un miroir inversé. Cette question d'un usage qui vient spontanément à qui se penche sur les œuvres des derniers bartolistes français, on doit se la poser à soi-même : y a-t-il quelque crédit à user sans scrupule de cette terminologie ? En cela ne serait-on pas mû avant tout par un réflexe pavlovien qui fait naturellement considérer qu'en France, patrie de l'humanisme juridique, il y aurait eu une plus grande facilité à rejeter l'École comme un système (le "bartolisme") parce qu'on le voyait dépassé par ce qui – comme la Renaissance selon la fameuse formule de Bertrand Jestaz – demeure un "mouvement".

J'ai ainsi nommé Guillaume Benoît bartoliste⁸, peut-être parce que sa caricature *Repetitio* résonnait comme celle que Rabelais place dans l'inventaire parodique de la bibliothèque de l'abbaye de Saint-Victor (*Pantagruel*, chapitre VII) : *Preclarissimi juris utriusque doctoris Maistre Pilloti Racquedenari, De bobeliandis glosse Accursiane baguenaudis repetitio enucidiluculidissima*.

J'ai aussi dû me demander à quoi on reconnaît les bartolistes français : des auteurs déjà marqués d'une culture juridique encyclopédique, et qui se signalent par le nombre de citations de Bartole et de Balde, tels Benoît et Chasseneuz⁹ (et

7 Née avec J. Flach, "Cujas, les glossateurs et les bartolistes", *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, 1883, pp. 205-227.

8 Et ensuite nommé de même tous les autres, ses contemporains ou presque, dont je me suis attaché à l'étude : Étienne Aufréri, Barthélemy de Chasseneuz, Vincent Cigauld, Guillaume Le Rouillé, Jean Montaigne, Jean de Selve.

9 "Culture juridique et littérature européennes chez les derniers bartolistes français (première moitié du xvi^e siècle)", *Clio@Themis. Revue électronique d'histoire du droit*, 2 (2009). Benoît : sur un total d'environ 13 600 allégations, Bartole (environ 1 960 = 14,4 %) et encore davantage Balde (environ 2 300 = 16,9 %) se taillent, à eux deux, la part du lion,

pourtant aussi Cujas¹⁰) ; des auteurs d'une "tractatistique" juridico-politique caractéristique du premier xvi^e siècle¹¹ ; des représentants d'une ancienne manière d'enseigner le droit, celle dont semble témoigner un André d'Exea (bartoliste repentant ?) qui déclare avoir adopté, mais dans les années 1540 seulement, pureté de la langue et retenue dans les citations¹² ; des juristes qui en dépit de tout ont connu la renommée, celle de listes d'honneur dont les médiévaux ne sont certes pas absents, mais au xvi^e siècle, sauf chez peut-être Pasquier, devenus invisibles¹³.

S'agissant précisément de la France, dira-t-on enfin, il n'est que de retourner à la lecture de la contribution classique de Pierre Legendre, "La France et Bartole", au congrès du 6^e centenaire. Car le maître n'hésite pas dès les premières lignes à user des termes de "bartolistes", d'"anti-bartolistes" et même de "bartolisme", terme le plus engageant, le fameux néologisme qui suppose par nature l'existence d'un système¹⁴. Legendre était cependant conscient de cette

soit plus de 31 % des références de la *Repetitio in cap. Raynutius, de testamentis* (1522/3). Chasseneuz : 1. Balde = 3828 (*Coutume* : 2514 + *Consilia* : 814 + *Catalogus glorie mundi* : 500), soit 10 % des citations (environ 38 000). 2. Bartole = 3353 (2233 + 781 + 339), soit 8,8 % ; d'après C. Dugas de La Boissonny, *Barthélemy de Chasseneuz (1480-1541)*, Dijon, 1977 (thèse de doctorat d'histoire du droit dact., Université de Bourgogne).

10 "Bartole est de loin le commentateur le plus cité : avec 260 références, il représente plus de la moitié des visas à la jurisprudence savante postérieure aux glossateurs" : X. Prévost, *Jacques Cujas (1522-1590). Jurisconsulte humaniste*, Genève, Droz, 2015 (*Travaux d'Humanisme et Renaissance*, n° DXLI), p. 165.

11 "Quand Rome était éternelle. La «tractatistique» française du premier xvi^e siècle et les derniers feux de l'école bartoliste", en P. Bonin – F. Cosandey – É. Haddad – A. Rousselet-Pimont (eds.), *À la croisée des temps. Approches d'histoire politique, juridique et sociale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016, pp. 143-156.

12 "Manière d'enseigner chez les bartolistes français des xv^e et xvi^e siècles : la fin d'une écriture ?", en L. Giavarini (ed.), *L'Écriture des juristes (xvi^e – xviii^e siècle)*, Paris, Éditions Classiques Garnier, 2010 (*Études et essais sur la Renaissance*, 90), pp. 75-91.

13 "Entre *priscus docendi stylus* et *nova docendi methodus*. Visions renaissantes du panthéon des juristes français", *Historia et ius. Rivista di storia giuridica dell'età medievale e moderna*, 8 (décembre 2015), paper 10, pp. 1-16.

14 Je n'irai pas plus avant dans l'analyse de l'expression de cet antibartolisme sans le mot, car elle a été faite tout récemment par X. Prévost, "«Une querelle ouverte par les Humanistes». Retour sur l'antibartolisme des juristes français de la Renaissance d'après *La France et Bartole* (1962) de Pierre Legendre", en L. Brunori – C. Ciancio – E. Tavilla (eds.), *Lotte e rivendicazioni. Lutte et revendications*, Roma, *Historia et ius*, 2025, pp. 305-317 et aussi : G. Rossi, "Querelles giuridiche nel XVI secolo : qualche riflessione sull'antibartolismo dei giuristi culti francesi", *ibidem*, pp. 319-330.

sorte d'anachronisme : “Bartole est indépendant de son destin. Ce n'est pas à lui qu'on doit reprocher d'avoir inculqué à ses successeurs tous ces défauts rassemblés sous l'appellation du reste mal contrôlée de Bartolisme”.

Retenons la formule frappante : “l'anti-Bartolisme peut paraître comme une constante et une donnée fondamentale de l'esprit juridique français”. Cela viendrait de loin, Bartole n'ayant pas joui en France de la même vénération qu'en Italie : “Bartole ne fut sûrement pas tenu en France pour l'Évangile” ; l'expression est de Paul de de Castro : *opinio Bartoli practicatur per totum mundum et assessores et iudices habent eam pro Evangelio*¹⁵. Et pourtant, pour Guillaume Benoît encore, il n'est rien moins qu'un “autre Pythagore”¹⁶. De même, “les *cathedrae Bartoli* sont une pratique qui ne paraît pas avoir été reçue chez nous comme à l'étranger [aux xvi^e et xvii^e siècles]”¹⁷. Mais ici aussi on peut soupçonner que l'étude de l'*apparatus* Bartoli n'est pas absente des facultés françaises : elle est imposée à Orléans¹⁸ et reprise à Bourges en 1523¹⁹ et à Angers en 1536²⁰.

15 P. Legendre, “La France et Bartole”, d'après F. Crosara, “Spunti bartoliani”, *Università degli studi di Camerino. Annali della Facoltà giuridica*, 19 (1952), pp. 61-102, particulièrement, pp. 74-75.

16 *Repetitio*, I.208.271. À rapprocher de l'exclamation d'André Tiraqueau à propos du même : *Bone Deus quis author !* d'après J. Brejon, *Un jurisconsulte de la Renaissance : André Tiraqueau (1488-1558)*, Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1937, p. 226. En somme, “la sola figura di commentatore contro cui si siano frante in vane spume pur le onde biliose del diletto umanistico”, d'après F. Crosara, *ibidem*, p. 94.

17 Sur ces “lectures” de Bartole dans les universités italiennes, voir A. Belloni, “L'uso di Bartolo nelle università fino agli inizi del Cinquecento in rapporto con l'Umanesimo”, en *Studi Umanistici Piceni. Supplemento monografico*, 32 (2012) (= Atti delle Giornate di Studi Bartoliani, Sassoferrato, 29-30 giugno 2011), pp. 45-56 ; particulièrement pp. 47-48. Relevons au passage que la dernière sans doute des éditions des œuvres complètes de Bartole (Venise, 1615) est de peu antérieure à la dernière édition du *Corpus juris civilis* avec la glose d'Accurse (Lyon, 1627).

18 Réformation des statuts approuvée par le parlement de Paris, 1^{er} février 1513 : C. M. Ridderikhoff, *Jean Pyrrhus d'Anglebermes. Rechtswetenschap en Humanisme aan de Universiteit van Orleans in het begin van de 16^e eeuw*, Den Haag, Universitaire Pers Leiden, 1981, pp. 331-332.

19 M. Fournier, “La fondation et la première réforme de l'université de Bourges, avant son apogée au xvi^e siècle (1463-1530) (Quatrième article)”, *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, 1900, pp. 664-667.

20 L. de Lens, *Université d'Angers, du xv^e siècle à la Révolution française. Tome premier, Faculté des droits*, Angers, 1880, p. 263.

Pierre Legendre aura somme toute été peu suivi en France, une petite recherche bibliographique montre qu'après lui, cette terminologie, du moins dans les titres, n'aura été maniée que peu de fois (sinon tout récemment) :

– Yves Mausen, “La logique de la preuve dans la littérature bartoliste. Quelques explications à partir de la *Summa circa testes et examinationem eorum* (Ms. Bruxelles, B.R., II 1442, fol. 101 ra – 103 rb)”, *Tijdschrift voor Rechtsgeschiedenis*, 76 (2008), pp. 249-271.

– Nicolas Warembourg, “André Alciat, praticien bartoliste”, en A. Rolet – S. Rolet (eds.), *André Alciat (1492-1550) : un humaniste au confluent des savoirs dans l'Europe de la Renaissance*, Turnhout, Brepols, 2013, pp. 119-129.

Alors que dans le même temps dans l'historiographie italienne, c'est-à-dire après le congrès fondateur de 1959 (publié en 1962), avec la contribution magistrale de Francesco Calasso (“L'eredità di Bartolo”, I, pp. 1-21) – et je ne m'attache encore arbitrairement qu'aux titres, ce qui n'a de valeur que pour une simple évocation, on peut citer :

– Emanuele Conte, “Umanisti e “bartolisti” tra i colleghi romani di Marc Antoine Muret”, *Rivista internazionale di diritto comune*, 4 (1993), pp. 171-189.

– Diego Quagliani, “Tra bartolisti e antibartolisti. L'Umanesimo giuridico e la tradizione italiana nella *Methodus* di Matteo Gribaldi Mofa (1541)”, en F. Liotta (ed.), *Studi di storia del diritto medievale e moderno*, Bologna, Mulino, 1999, I, pp. 185-212.

– Giovanni Rossi, *Incunaboli della modernità. Scienza giuridica e cultura umanistica in André Tiraqueau (1488-1558)*, Turin, Giappichelli, 2007, pp. 1-4 (Al di qua e al di là delle Alpi) et pp. 119-135 (Tra bartolismo e *mos gallicus* : alla ricerca di una *via media*).

– Giovanni Rossi, “Bartolo da Sassoferrato alle origini della moderna trattatistica giuridica : note di lettura sul *Liber Minoricarum*”, en *Studi Umanistici Piceni. Supplemento monografico*, 32 (2012) (= Atti delle Giornate di Studi Bartoliani, Sassoferrato, 29-30 giugno 2011), pp. 15-44 ; especialmente pp. 15-17 : “L'importanza di Bartolo, prima e al di là del «bartolismo»”.

Les apports du 7^e centenaire de 2013 (éd. 2014) et du colloque de 2018 ont été ici décisifs dans cette nouvelle visite : je pense aux contributions de Severino Caprioli (“La sorte di Bartolo”), de Paolo Mari (“Lecture bartoliane e «bartolismo»”) et surtout à celle d'Adolfo Giuliani (“Bartolo senza Bartolismo”)²¹ sur laquelle je reviendrai.

²¹ *Conversazioni bartoliane in ricordo di Severino Caprioli*, F. Treggiari (ed.), Sassoferrato, 2018 (*Studi bartoliani*, 2) : P. Mari, pp. 27-58 ; A. Giuliani, pp. 59-86.

Sans donc emprunter un chemin déjà bien balisé, je pense qu'on peut continuer à chercher dans certaines directions. Si le nom de Bartole en France a connu, dit-on, une destinée défavorable – d'abord synonyme d'excellence avant d'être un archétype à abattre – alors il faut aussi s'attacher à l'usage métaphorique voire à la proverbialisation du nom et à l'usage ancien du terme de "bartoliste". Et cela devra faire considérer ce qui, en France toujours, a formalisé l'idée d'une périodisation des écoles juridiques dont Bartole et les bartolistes auraient été les marqueurs entre glossateurs et humanistes. Et enfin est-ce que ce phénomène – la périodisation en premier lieu – aura été suffisant pour créer dès l'époque l'idée d'un système, ou bien n'est-ce pas bien plus tard, au XIX^e siècle, qu'est né le "bartolisme" comme l'ont suggéré des études récentes ?

1. *La mauvaise réputation : où sont les "bartolistes" ?*

Il est assez tôt de premiers signaux, certes faibles, d'un autre sentiment que celui de la vénération pour le maître de Pérouse. Ainsi de l'anecdote rapportée en premier lieu par Tommaso Diplovatazio dans sa *Vita Bartoli* (ca. 1500-1511) : Bartole formulait d'abord (sans doute les conclusions de ses consultations) puis demandait à son ami Francesco Tigrini de trouver les *leges* qui pouvaient convenir, car il avait peu de mémoire²². Cette pique parmi d'autres, toutes dues à la malveillance de son élève Balde, n'a apparemment jamais été reprise par un juriste français, si ce n'est que le juriste de Carpentras Étienne Bertrand (†1516) pour se défendre d'une accusation de plagiat, n'a pas hésité à convoquer le grand Bartole, accusé de même²³.

Restons en France. Dans la littérature ancienne le chemin de la mauvaise réputation a déjà été suivi²⁴. Mais empruntons-le encore. La légende de Bar-

22 T. Diplovatazio, *De claris jurisconsultis...*, p. 280 (la source serait Balde, p. 274) : *Legit Pisis sed continuavit quasi semper in Perusio et ibi domicilium habebat, quo tempore ibi legebat Franciscus Tigrini de Pisis, et erant amici, ut fratres. Fuit enim Bartolus satis subtilis, sed non memoriosus in tantum quod, quando aliquid cogitabat et non reperiebat leges ad propositum, ibat ad dictum dominum Franciscum et ille dicebat sibi leges.*

23 R. Fredona – S. A. Reinert, "Before Plagiarism: Lawyers and Copynorms in Europe, 1300-1600", *Rivista storica italiana*, 134 (2022), pp. 714-765, particulièrement pp. 734-735.

24 Références précises dans P. Arabeyre, "Les bartolistes ont-ils lu Budé ? De l'influence de l'humanisme juridique sur les travaux des juristes français de la première moitié du XVI^e siècle", en C. Bénévnt – R. Menini – L.-A. Sanchi (eds.), *Les Nocés de Phi-*

tole est à la fin du XVIII^e siècle celle qui recouvre sans doute d'un voile noir tous les anciens juristes – pensons à Beaumarchais : Bartholo, vieux barbon, jaloux de quiconque s'attire les faveurs de Rosine dans *Le barbier de Séville*, ou à Lorenzo da Ponte pour les *Nozze di Figaro*²⁵ – et n'épargne pas Cujas, par exemple chez le marquis de Sade ("Si vous rigorigez, si vous citez Cujas et Bartole, si vous écoutez le préjugé, etc."). Dans sa vindicte anti-juridique, coutumière chez lui, le divin marquis se montre ainsi, du moins dans *Aline et Valcour* (1793), peu soucieux du détail²⁶ : Bartole et Cujas, en cette fin de XVIII^e siècle incarnent l'un comme l'autre et indifféremment, l'ancien droit²⁷, et cela bien avant Flaubert (*Dictionnaire des idées reçues*) : "CUJAS inséparable de Bartholde ; on ne sait pas ce qu'ils ont écrit, n'importe. – Dire à tout homme étudiant le droit : Vous êtes enfermé dans Cujas et Bartholde"²⁸.

On peut imaginer la peine que les juristes humanistes auraient ressentie à lire une telle assimilation. À y regarder de plus près, et cela a été bien démontré pour Cujas²⁹, Bartole n'est pourtant pas la vraie cible, du moins pas unanimement³⁰. Guillaume Budé lui-même a des mots élogieux pour le Pérugin, il

lologie et de Guillaume Budé. Un humaniste et son œuvre à la Renaissance, Paris, École nationale des chartes, 2021 (*Études et rencontres de l'École des chartes*, 62), pp. 439-452.

25 S. Caprioli, "La sorte di Bartolo", p. 7.

26 *Aline et Valcour*, lettre XXXVIII, en A. Le Brun – J.-J. Pauvert (eds.), *Œuvres complètes*, t. V, Paris, Pauvert, 1986, p. 159.

27 Déjà chez Molière plaçant dans la bouche de l'avocat qui veut assurer à Monsieur de Pourceaugnac (1669) que "la polygamie est un cas pendable" l'invocation de "Fernand, Rebuffe, Jean Imole, Paul Castre, Julian, Barthole, Jason, Alciat, et Cujas" (*Monsieur de Pourceaugnac*, Acte II, scène XI ; cité par X. Prévost, *Jacques Cujas*, p. XV).

28 Mis également en exergue par X. Prévost, *ibidem*, p. 137. Dans *Madame Bovary* (1856), Homais raille ainsi le clerc de notaire Léon : "Laissez donc un peu Cujas et Bartole, que diable !" Et Labiche encore, dans *Le Roi des Frontins* (1845), fait dire à un exécuteur testamentaire : "Je passe mes nuits avec Barthole, je déjeune avec Cujas et je soupe avec Papinien !". Pour une analyse de l'usage de ce couple dans la littérature, voir S. Geonget, "Cujas, du juriste de la Renaissance au personnage de fiction (xvi^e-xx^e siècle)", en A. Gotteley – D. Mantovani – X. Prévost (eds.), *Jacques Cujas, la fabrique d'un « grand juriste »*, Paris, Éditions du Collège de France, 2024, pp. 111-128.

29 Voir *supra* note 10.

30 Elle l'est clairement chez un Marc-Antoine Muret : *Quousque in illis floridissimis pratis Africani, Papiniani, Ulpiani et talium pasci oportebat, ii nunc in Bartoli, Baldi et aliorum etiam sequioris notae sordibus ac sterquiliniis volutentur ?* ("Jusqu'à quand faudrait-il que nous nous nourrissions dans les plus riches pâturages d'un Africanus, d'un Papinien, d'un Ulpien et de leurs semblables, tandis qu'eux, maintenant, se vautrent

est vrai pas pour ses sectateurs, ceux que, comme Louis Delaruelle l'avait bien noté³¹, il comprend sous le terme générique d'Accursiens, désignant ainsi les représentants de l'une et l'autre école, glossateurs comme commentateurs³². Il n'emploie d'ailleurs qu'une seule fois le terme de "bartolistes" dans les *Annotationes*, dans la première édition de 1508 comme dans les suivantes, l'édition non datée (1519 ?) et celle de 1521, terme qui disparaît curieusement de l'édition de 1524³³.

En tout et pour tout, on relève seulement huit références à Bartole dans l'édition de 1508³⁴, qui ne sont pas forcément négatives, comme l'avait bien noté Douglas Osler³⁵ ; mais à coup sûr le qualificatif "bartoliste", pour en re-

dans les ordures et les fumiers de Bartole, de Balde et d'autres encore, de réputation bien moindre ?") ; cité par G. Rossi, "Filologia e giurisprudenza nell'insegnamento romano di Marc Antoine Muret : alla ricerca di un nuovo metodo", en L. Bernard-Pradelle *et alii* (eds.), *Marc Antoine Muret, un humaniste français en Italie*, Genève, Droz, 2020, pp. 295-318 ; particulièrement p. 316.

31 L. Delaruelle, *Guillaume Budé. Les origines, les débuts, les idées maîtresses*, Paris, H. Champion, 1907, pp. 99-102.

32 G. Budé, *Annotationes ... in quattuor et viginti Pandectarum libros*, Paris, 1508, f. LIIIv : *Accursianos nunc appello istos non tam ingeniosos quam fuit Accursius aut Bartolus aliique, ut ita dicam, majorum gentium Accursiani, viri haud dubie industriae singularis si in meliora tempora incidissent, temporum enim ignorantia magis quam sua lapsi sunt ; sed istos stupidiores, qui homines latine nescientes auctores suos, latinissima Pandectarum scripta optime interpretari potuisse conniventibus oculis credi volunt* ("J'appelle Accursiens ceux qui, moins ingénieux qu'Accurse ou Bartole et d'autres, pour ainsi dire, grands juristes, sont assurément des hommes d'une industrie remarquable, s'ils avaient vécu en des temps meilleurs, l'ignorance qui était celle de leur époque les ayant davantage perdus que la leur ; mais il y a plus stupides encore : ceux qui, fermant les yeux, veulent croire que des hommes ignorant le latin ont pu interpréter au mieux les textes des Pandectes, écrits dans un latin des plus purs") ; cité par D. Maffei, *Gli inizi dell'umanesimo giuridico*, Milano, Giuffrè, 1956, p. 48. Budé forge même le terme d'*Accursianitas* (éd. 1508, f. CXr). Et Rabelais use peut-être aussi de la qualification d'Accursiens quand est évoquée, par le seigneur de Baiseul, l'un des deux contendants du procès dont Pantagruel donnera la sentence, la "sedition meue entre les Barragouyns et les *Accoursiers* pour la rébellion des Souisses" (*Pantagruel*, chapitre XI).

33 G. Budé, *Annotationes ... in quattuor et viginti Pandectarum libros*, Paris, 1508, f. VIv ; *Annotationes ... in quattuor et viginti Pandectarum libros*, Paris, s. d. [1519 ?], f. VIIIr ; *Annotationes ... in quattuor et viginti Pandectarum libros*, Paris, 1521, f. VIIIr.

34 *Annotationes*, éd. 1508, f. IIIIr (2) = éd. 1519 (?), f. Vr (2) ; f. Vv = f. VIv ; f. VIIv = f. IXr ; f. XIVv (2) = f. XVIIr (2) ; f. LIVv = f. LXIIIr ; f. CXIv = f. CXXXIr.

35 D. Osler, "Budaeus and Roman Law", *Ius Commune*, 13 (1985), pp. 195-212.

venir à lui, est sous sa plume clairement péjoratif. Le passage est annoncé en marge par un *leguleos carpit* ; Budé y fustige en effet les petits juristes : *Verum hoc istis bartholistis persuaderi non potest, qui leges istas non ab homine scriptas ac conceptas, sed de coelo ruisse credunt* (d'après Tertullien) – ironie envers ceux qui considèrent les lois romaines comme des lois divines, “descendues du ciel plutôt qu'écrites par des hommes³⁶”. Ces “bartolistes”, qui ne sont donc ni Bartole ni Balde, Budé les avait nommés peu auparavant³⁷, ce sont de renommés juristes italiens, à savoir Paul de Castro (†1441), Alexandre [Tartagni de Imola] (†1477) ou Felino Sandei (†1503) ; ailleurs³⁸ le Panormitain (†1445) ou André Barbatia (†1479) – tous des canonistes au demeurant sauf Paul de Castro. Et c'est bien à leur propos qu'il use de la célèbre formule érasmienne “ténèbres cimmériennes”.

Comme il a été souvent remarqué, l'histoire du terme n'a jamais été faite. L'appellation n'a d'abord connu qu'une acception positive. On connaît l'adage : *Nullus bonus jurista nisi bartolista*³⁹, mais on en ignore encore l'origine. Quoi qu'il en soit, il rend compte d'une opinion commune à la fin du Moyen Âge. Dans son *De modo studendi in utroque iure* (composé en 1466-1467), introduction aux études de droit et petit ouvrage fondateur du genre, Giovanni Battista Caccialupi l'a peut-être fait naître : *Bartholista optimus jurista censendus est*⁴⁰.

36 Relevé par A. Padoa-Schioppa, *Storia del diritto in Europa. Dal medioevo all'età contemporanea*, Bologna, Il Mulino, 2007, p. 258.

37 *Annotationes*, éd. 1508, f. VIr : *Quemadmodum igitur Pythagorici αὐτὸς ἔφα dicebant ; id est ipse dixit, sic Alexander, sic Paulus Castrensis, sic Felinus dixit inquit, sic denique unus quivis ex illa turba scriptorum qui luculentis priscorum consultorum scriptis Cimmerias, ut dicitur, tenebras offuderunt* (cité par D. Osler, “Budaeus and Roman Law”, p. 205). Rappelons ici que pour un bartoliste comme Guillaume Benoît, Bartole était précisément un “autre Pythagore” !

38 *Annotationes*, éd. 1508, f. XIVv. Deux citations célèbres traduites par L. Delaruelle, *Guillaume Budé ...*, p. 101.

39 S. Caprioli, “La sorte di Bartolo”, p. 6, rapproche les deux mots de même structure *bartolista* – *umanista*. Ont-ils jamais été accolés ? Le terme latin *umanista* semble rare au xvi^e siècle : 16 occurrences entre 1490 et 1575 en Italie (mais la littérature juridique n'a pas été explorée) d'après, qui en ajoute une, P. M. Brown, “A Significant Sixteenth-Century Use of the Word Umanista”, *The Modern Language Review*, 64 (1969), pp. 565-575 ; particulièrement p. 566 n. 2.

40 Innombrables éditions (depuis Venise, 1472), avec le *Vocabularius utriusque juris* de Jodocus d'Erfurt (depuis 1501), par exemple, Lyon, 1559, pp. 691-720, à la p. 704. Dans sa *Vita Bartoli*, Diplovatazio emprunte clairement à Caccialupi la formule *bonus bartolista bonus legista et jurista censendus* (p. 283).

Mais il est incontestable aussi qu'au xvi^e siècle, si le terme de bartoliste mérite d'entrer dans le lexique juridique de l'humaniste strasbourgeois Jacob Spiegel (1538) – *Bartolistae : qui a Bartolo plus nimio pendent*⁴¹ – la connotation négative s'est faite jour. Ainsi Zasius ne répugne pas, lui, à user du terme de “bartoliste” dans un sens clairement négatif. Accursiens et Bartolistes sont également blâmables dans l'erreur : *Ite Accursiani, ite Bartolistae, et violando textus claros et faciles, implete mundum erroribus*⁴² !

Le terme est-il pour autant répandu chez les humanistes français ? Assez peu au demeurant. On répète, depuis J. Flach⁴³, le jugement de Cujas : *Verbosi et prolixi more suo, ut solent in re facili esse multi, in difficili muti, in angusta diffusi*⁴⁴ (“Selon leur habitude, ils sont nombreux à se trouver verbeux et prolixes sur les questions faciles, muets sur les questions difficiles, dispersés sur les questions précises”), jugement que l'on retrouve, dans une formulation similaire, à deux autres reprises dans l'œuvre de Cujas⁴⁵. Ce sont à l'évidence les commentateurs civilistes qui sont visés, mais ils ne sont pas appelés bartolistes, terme dont le maître toulousain ne semble pas faire usage : dans la citation susdite, ils sont *interpretes*, dans la seconde *doctores nostri*, dans la troisième également *interpretes* désignant alors les commentateurs canonistes dans un cours sur les Décrétales. Le seul adjectif que Cujas paraît connaître est “bartolien” lorsqu'à une occasion il ne peut s'empêcher de fustiger telles *nugae bartolianae* (“sornettes bartoliennes”)⁴⁶. Mais si le Toulousain se livre parfois à des attaques bien senties à l'endroit de ceux qu'il ne nomme pas

41 J. Spiegel, *Juris civilis lexicon*, Strasbourg, 1538, à la lettre B, article *Bartolistae : qui a Bartolo plus nimio pendent*, lequel fait suite à un article *Bartoli opinionem ...* ; Strasbourg, 1539, article lui-même précédé d'un article *Bartolus* ; Strasbourg, 1541, les articles *Bartolus* et *Bartoli opinionem* sont fondus en un seul et augmentés, l'article *Bartolistae* aussi.

42 Cité par H. Thieme, “Les leçons de Zasius”, en *Pédagogues et juristes*, Congrès du Centre d'études supérieures de la Renaissance de Tours, été 1960, Paris, J. Vrin, 1963, p. 33 : “Entendons quelques phrases de Zasius d'un avant-propos supprimé de son *Intellectus juris* de 1526, que j'ai trouvé dans la bibliothèque de Bâle qui garde la plupart des manuscrits du maître fribourgeois”. Voir aussi *Responsorum juris civilis libri II*, Lyon, 1545, p. 63 : *Quae aliquanto latius attigimus quam instituerim, in gratia Bartolistarum, qui ab eo homine pendent tanquam a numine...*

43 J. Flach, “Cujas, les glossateurs et les bartolistes”, p. 216.

44 J. Cujas, *In lib. 5 Responsorum Papiniani* (D. 28, 3, 17) ; *Opera omnia*, Paris, 1658, t. IV/2, col. 214.

45 Citations complètes dans X. Prévost, *Jacques Cujas*, p. 175.

46 *Ibidem*, p. 176.

bartolistes, la critique demeure mesurée et l'importance de Bartole reconnue comme l'a bien montré Xavier Prévost⁴⁷.

Tournons-nous alors vers un contemporain, fameux critique à la plume acérée, François Hotman dans son *Antitribonian*, dont un des jugements est également bien connu, toujours d'après J. Flach⁴⁸. En français cette fois apparaît bien l'appellation contrôlée mais dans un contexte où les deux écoles ou plutôt les deux "partis" sont renvoyés dos à dos :

"Bref la plupart de leurs livres, disputes, et escrits de maintenant sont si remplis d'allégations concernans la grammaire, que les praticiens par un mespris et desdain en ont fait un brocard, et les ont blasonnez humanistes et grammairiens tellement qu'en nos universitez de maintenant il se void deux sortes et comme partialitez de légistes, dont les uns sont nommez chaffourreurs, *bartholistes* et barbares, les autres humanistes, purifiez et grammairiens⁴⁹."

Ailleurs les mêmes bartolistes sont dits ainsi :

"Le pauvre estat que l'on a veu depuis environ deux cents ans entre ces *docteurs scholastiques* si odieux qu'en la fin on ne les a pas tenus seulement pour lourd cerveau, mais pour sophistes, chicaneurs, abuseurs de justice⁵⁰."

47 *Ibidem*, pp. 164-168 ("la relative importance de Bartole"), pp. 168-174 ("l'effacement des autres commentateurs") et pp. 174-183 ("une critique mesurée"). Un autre des sept fondateurs de l'École de Bourges, pour parler comme Pasquier, Éguinaire Baron, sans pour autant user d'une dénomination quelconque, accable, lui, les docteurs de la suite de Bartole et Balde : "que si un chien a pissé en quelque lieu que ce soit, il n'y aura mastin, lévrier, ne briquet, d'une lieue à la ronde, qui là ne vienne lever la jambe, et pisser comme ses compagnons. Ainsi, si Bartole, Balde ou autre Protenotaire du Droit, ait en quelque passage, voire tout esloigné et hors bord qu'il soit, traité un point et dispute, toute la tribale et suite des autres Docteurs viendront illec compisser l'œuvre et mesme passage, y escrire par conclusions, limitations, notables raisons de douter et décider, ampliations, intellectes répétitions et autres apparats du mestier" ; propos tenu dans une des leçons de Baron et rapporté par Noël Du Fail dans les *Contes et Discours d'Eutrapel*, parus en 1585 (*Les Contes et Discours d'Eutrapel*, M.-C. Thomine (ed.), Paris, Classiques Garnier, 2020, pp. 185-186).

48 J. Flach, "Cujas, les glossateurs et les bartolistes", p. 226.

49 Fr. Hotman, *Antitribonian ou discours d'un grand et renommé jurisconsulte de nostre temps sur l'estude des loix. Fait par l'advis de feu Monsieur de l'Hospital Chancelier de France en l'an 1567*, Paris, 1603, repr. Saint-Étienne, 1980, pp. 119-120 (ch. XV : "De la maniere d'enseigner des docteurs modernes").

50 *Ibidem*, p. 111 (ch. XIV : "Des gloses et commentaires merveilleux sur les livres de Justinian").

Il ne faudrait pas enfin négliger le compagnonnage malheureux de Bartole et de Balde que suggère le joli néologisme de Théodore de Bèze : *bartolobaldizein* relevé par Donald Kelley. Dans une lettre à l’humaniste dijonnais Maclou Pompon (1539), Bèze exprime en effet une critique ouverte contre l’enseignement traditionnel en se vantant de se consacrer à tout autre chose qu’au droit, comme le soupçonnent ses “furies”, c’est-à-dire son père et ses oncles, et en évoquant le travail “inepte” de son ami⁵¹ :

Tu vero, ut scribis, conflictaris cum Accursio, egregio scilicet antagonista, sed postquam ita ut jurisconsultum geras necesse est, quaeso ut ineptum illum ita ut dignus est accipias. Mihi quidem certe nunquam libebit βαρτολοβαλδιζειν, licet assiduis conviciis urgear.

“Toi, en vérité, comme tu l’écris, tu te bats avec Accurse, un adversaire remarquable certes, mais puisque tu te comportes comme un juriste, je te prie de recevoir cet homme incompetent comme il le mérite. Pour ma part, il ne me plaira certainement jamais de me comporter comme Bartole et Balde, même si j’y suis pressé par des reproches constants.”

Alors où sont les bartolistes ainsi rarement nommés ? Prenons le cas de Jason de Mayno (Giasone del Maino), le plus renommé parmi les derniers peut-être⁵². Il semble vite compris dans la dérision générale, sans être pourtant jamais désigné, à ma connaissance, comme tel. Rabelais ne l’affuble, en compagnie de l’autre des grands bartolistes italiens du xvi^e siècle, Philippe Dèce (Filippo Decio), “que” du qualificatif de “rabaniste” – “celui qui suit la doctrine ou qui étudie les livres des rabbins” (Littre) – soit un savant obscur discutant à l’infini les subtilités de la Loi, un suiveur aveugle de la doctrine [de Bartole ?] et qui en l’occurrence ne sait juger de la “controverse merveilleusement obscure et difficile” que Pantagruel va précisément dénouer :

51 Th. de Bèze, *Correspondance*, H. Aubert et alii (ed.), Genève, Droz, 1960, I, p. 35, lettre n° 5 (cité par D. R. Kelley, “Clio and the Lawyers. Forms of Historical Consciousness in Medieval Jurisprudence” (1974), en *History, law and the human sciences*, London, 1984, II, p. 27 y note 7). Voir A.-C. Barioz, *Un arbre en ce monde. Théodore de Bèze, moraliste du contemptu mundi*, thèse d’histoire moderne, Sorbonne Université, 2024, pp. 103-104.

52 P. Arabeyre, “Jason et la France”, en E. Dezza – S. Colloca (eds.), *Giasone del Maino (1435-1519). Diritto, politica, letteratura nell’esperienza di un giurista rinascimentale*, Bologna, Il Mulino, 2020, pp. 15-37.

“Dont, par le commandement du roy, furent assemblez ... tous les principaulx regens des universitez, non seulement de France, mais aussi d'Angleterre et Italie, comme Jason, Philippe Dece, Petrus de Petronibus et un tas d'aultres vieulx *rabanistes*⁵³.”

2. Aux origines de formules : la proverbialisation française

Un autre type de formules peut se rencontrer dans les proverbes, témoins des usages “métaphoriques” (S. Caprioli) du nom de Bartole. Paola Maffei en a donné une belle illustration dans un article récent sur “La loi de Sassoferrato : celui qui a raison doit être emprisonné”⁵⁴. Elle relève à raison qu’il n’y a guère de grands esprits qui aient réussi à se faire une place comme protagonistes de locutions proverbiales, encore moins de dictons populaires. Bien sûr, l’emploi métaphorique ne vise pas directement Bartole mais “l’insofferenza nei confronti dei giuristi, la sfiducia nell’amministrazione della giustizia, la diffidenza verso l’autorità dei dottori, sentimenti attestati già dal XIII secolo, cioè anteriormente a Bartolo”.

En dépouillant ainsi les collections de proverbes et de locutions françaises – essentiellement d’après *Le livre des proverbes* d’Antoine Le Roux de Lincy – P. Maffei rencontre de nombreux dictons que les recenseurs font remon-

53 Rabelais, *Pantagruel* (1532), chapitre X (le troisième, *Petrus de Petronibus* est évidemment un personnage imaginaire). Sinon c’est la métaphore animalière qui prévaut pour Accurse, Balde, Bartole, etc. (*ibidem*) : “Car je suis sceur que et vous et tous ceulx par les mains desquelz a passé le procès, y avez machiné ce que avez peu, pro et contra, et, au cas que leur controverse estoit patente et facile à juger, vous l’avez obscurcie par sottises et desraisonnables raisons et ineptes opinions de Accurse, Balde, Bartole, de Castro, de Imola, Hippolytus, Panorme, Bertachin, Alexandre, Curtius, et ces aultres *vieulx mastins*, qui jamais n’entendirent la moindre loy des Pandectes, et n’estoient que *gros veaulx de disme*, ignorans de tout ce qu’est nécessaire à l’intelligence des loix”. Pensons à Lorenzo Valla, opposant les “cygnes” de la jurisprudence antique aux “oies” de la jurisprudence de son temps, à savoir les Bartole, Balde, Accurse, Dinus et tous les autres, dans son *Epistola contra Bartolum* de 1433 : voir G. Rossi, “Valla e il diritto : l’*Epistola contra Bartolum* e le *Elegantiae*. Percorsi di ricerca e proposte interpretative”, en M. Regoliosi (ed.), *Publicare il Valla*, Firenze, Ed. Polistampa, 2008, pp. 507-599 ; particulièrement pp. 541-542 et D. Quaglioni, “L’*Epistola contra Bartolum* de Laurent Valla (1433), fondation de l’humanisme juridique ?”, en X. Prévost – L. A. Sanchi (eds.), *L’Humanisme juridique. Aspects d’un phénomène intellectuel européen*, Paris, Classiques Garnier, 2022, pp. 47-66 ; particulièrement pp. 55-58.

54 P. Maffei, “«La legge di Sassoferrato : chi ha ragione va carcerato». Paremiologia bartoliana e riflessioni sull’immediatezza della fortuna di Bartolo”, *Studi Senesi*, 129 (2017), pp. 576-583.

ter au xvi^e siècle. La référence à Bartole est par exemple immédiatement perceptible dans le compagnonnage avec l'autre grand civiliste : “à Balde Bartole”, pour indiquer la nécessité de contrer des raisons tout aussi fortes. D'autres adoptent le ton humoristique et se moquent de l'érudition livresque : “il sçait son Bartole comme un cordelier son *Dormi secure*” [il connaît sa matière comme un franciscain ce recueil de sermons] ou “il en sait plus que le chien de Barthole, qui avait mangé un sac d'écritures⁵⁵”. Et “vendre son Bartole”, c'est se retirer de la pratique juridique.

Mais attardons-nous sur un proverbe qui a connu une fortune particulière : la locution “résolu comme Bartole”, qui désigne une personne audacieuse, entreprenante. Étienne Pasquier lui consacre un chapitre entier : “Plus résolu que Bartole ou bien résolu comme un Bartole⁵⁶”, qui concentre l'écrasante majorité des occurrences du nom dans l'ensemble des *Recherches de la France*, et avec sa biographie un hommage appuyé :

“Le semblable [s'appuyer sur les autorités d'Hippocrate, de Galien et d'Avicenne en médecine] est-il advenu à nostre jurisprudence, en laquelle les juges et advocats tirent leurs principales maximes des jurisconsultes qui ont escrit d'un stile non inélégant. A la suite desquels le temps produisit une infinité de docteurs qui découvrirent leurs conceptions en un latin goffe et grossier, dont les juges font souvent leur profit. Mais de tous ceux-là Bartole fut par l'ancienneté le capitaine général, qui avoit autant d'avantage sur tous les docteurs comme eux sur les escoliers.”

Mais est-ce tout ? La consultation des anciens dictionnaires, grâce au Grand Corpus des dictionnaires (ix^e – xx^e siècle) dont les Classiques Garnier fournissent la base en ligne, ne livre que quelques références littéraires, tirées du dictionnaire de la langue française de La Curne de Sainte-Palaye⁵⁷ :

55 À côté du chien savant, un chat cultivé enseigne l'astrologie à Balde dans un poème de la fin du xviii^e siècle : “Du grand Baldus, qui de Bartole / Soutint et même accrut l'école, / Je vous dirai le triste cas. / Connaissant tout, hors la magie, / Avec le plus savant des chats, / Il apprenait l'astrologie !” (*ibidem*).

56 É. Pasquier, *Les Recherches de la France*, livre VIII, chapitre 14, M.-M. Fragonard – F. Roudault (eds.), Paris, H. Champion, 1996, t. III, pp. 682-683 (de l'édition de 1665). Là en particulier Pasquier rapporte l'opinion d'Alciat sur Bartole d'après les *Parerga* : *In jure primas comparatur caeteris partes habebit Bartolus, decisiones ob frequentes* : “En droit on tiendra Bartole supérieur aux autres en raison de la fréquence de ses (bons) jugements”.

57 J.-B. de La Curne de Sainte-Palaye (1697-1781), *Dictionnaire historique de l'ancien langage François ou Glossaire de la langue françoise depuis son origine jusqu'au siècle de Louis XIV*, Niort-Paris, Favre et Champion, 1875-1882, 10 volumes.

“Bartole, *subst. masc.* Nom propre d’homme. *Bartole* est la vraie orthographe.

Proverbe : *Résolu comme Barthole*, c’étoit une façon de parler proverbiale à laquelle Bartole a donné lieu, par l’autorité qu’avoient acquises les décisions de ce jurisconsulte dans les parlemens et autres tribunaux (Voy. Pasquier, *Rech.* éd. 1665, p. 682), ou plutôt par une allusion à l’ouvrage de ce célèbre jurisconsulte, intitulé *Resolutiones Bartoli*.

Variantes :

Bartole. Pasquier (1529-1615), *Rech.* éd. 1665, VIII, 14, p. 682 ; éd. 1665, IX, 40, p. 857 : Bartolistes.

Bertholle. Coquillart, p. 120.”

On reviendra plus loin sur la seule occurrence du terme “bartoliste” chez Pasquier, terme qui n’est pas invoqué au chapitre du proverbe. En revanche, c’est bien ce fameux proverbe qui déjà est sollicité par Guillaume Coquillart (1452-1510) dans *L’Enquête d’entre la Simple et la Rusée* (années 1470), une pièce parodiant les deux parties d’un procès entre deux femmes qui se disputent un homme, Le Mignon. Elle atteint le comique en parodiant le jargon juridique, en faisant s’opposer la laideur à la beauté caricaturale du Mignon, en ce qu’il applique la rigueur juridique à un cas ridicule. Voici la figure du notaire⁵⁸ :

“Maistre Flourentin Teste molle,
Crachant tousjours loy ou chappitre
Et resolu comme Bertholle,
Clers quant ils ont leur prothocole,
Racheteur de rentes fondues,
Et touchant le fait de l’escolle,
Advocad des causes perdues.
Ce deposant, en plaines veues,
Fut fait notaire, et par exprés
Passa des lettres bien cornues,
Comme vous orrés cy après.”

Seul le dictionnaire de la langue du xvi^e siècle d’Edmond Huguet a relevé une occurrence, unique, du substantif “bartoliste”⁵⁹ :

58 G. Coquillart, “L’enquête d’entre la simple et la rusée faite par Cocquillart”, en *Œuvres...*, M. J. Freeman (ed.), Genève, Droz, 1975 (*Textes littéraires français*, 218), p. 108.

59 E. Huguet, *Dictionnaire de la langue française du seizième siècle*, 1925-1967, 10 volumes.

“Bartoliste. Disciple de Bartole, jurisconsulte.

— Voudrais-tu point ressembler à ce gros Bartoliste... ? TAHUREAU, 2^e *Dialogue du Democritic*, p. 148.”

Jacques Tahureau (1527-1555), dans les *Dialogues, non moins profitables que facetieux*, édités à Paris à titre posthume en 1565, raille en effet les travers de nombreux personnages dans “une écriture à la fois enjouée et mordante, une humeur facetieuse qui enveloppe la pensée dans ses plaisanteries, et qui restera dans l’esprit de beaucoup la manière de Rabelais”. Ici, les interlocuteurs ne sont que deux, le Democritic et le Cosmophile. Le premier, tel le philosophe d’Abdère, passe son temps à se moquer des folies des hommes. Le Cosmophile, comme son nom l’indique, commence par approuver les us et coutumes du monde, mais avant que les Dialogues ne s’achèvent sa conversion est accomplie, et tous deux se moquent de concert de la bêtise humaine. Ainsi Democritic en réponse au Cosmophile, qui raconte ses exploits de soldat, tourne en dérision les juristes, spécialement les (gros) bartolistes, qui se disent “chevaliers⁶⁰” :

“Quel vaillant gendarme ! A ce conte il en faudroit beaucoup de tels comme toi pour prendre Thionville d’assaut, ou pour desconfire les Genissaires du grand Turc. Mais voudrais-tu point ressembler à ce gros *Bartoliste*, qui se persuada estre vaillamment passé chevalier pour une accolade, qui lui fut donnee sans que jamais il eut porté har-nois, si ce n’avoit été possible en son etude pour faire peur aus rats et chaussouris, encores s’armoit-il alors de vieilles pieces de halecrets et brigandines mises dessus des-sous, et attachees devant derriere avecques les eguilletes renouees de ses chausses ? L’honneur de armes ne s’acquiert pas si aisement ! Il n’y a remede : il faut endurer pour estre beau.”

3. *Avant et après Bartole, aux origines de la périodisation : une invention française ?*

Donc en France, peu de bartolistes chez les juristes, peu de bartolistes en littérature ? Mais si l’on veut qu’avant les humanistes, il y eut d’autres juristes, peut-être bartolistes, alors d’où nous vient en France l’idée d’une périodisation des écoles de droit ?

Pour Donald Kelley, le mérite en revient à Pasquier : “The standard perio-

60 J. Tahureau, “Second dialogue du Democritic”, en M. Gauna (ed.), *Les Dialogues non moins profitables que facetieux*, Genève, Droz, 1981 (*Textes littéraires français*, 291), p. 190.

dization appears in Étienne Pasquier, *Les Recherches de la France* [...] : «les glossateurs», «les docteurs en droit» or «bartholistes» or «*scribentes*», and «les docteurs humanistes»⁶¹. Voyons cela, qui n'est pas aussi clair.

Au Livre IX, chapitre 33 des *Recherches* (*Que le Droit Civil des Romains, compilé par l'Ordonnance de l'Empereur Justinian, fut longuement perdu, et quelques centaines d'ans apres retrouvé*), Pasquier entame en effet une histoire du droit romain au Moyen Âge, “non aucunement traictée” :

“Puisque nous avons naturalisé en nostre France le Droit Civil des Romains, qui du commencement nous estoit Aubain, et basty sur ses ruines plusieurs Polices [...], si je discours de quelle façon, ayant esté perdu, il fut retrouvé, et comme depuis par succession de temps il se vint loger en ce Royaume, dont nos Universitez de Loix prirent leur origine. Histoire si je ne m'abuse, non aucunement traictée par aucun en son tout” (éd. 1996, p. 835).

Au chapitre 34 (*Restablissement du Droit Civil des Romains, et premier aage de ceux qui le commenterent*), il détermine, après le récit de la redécouverte, trois âges, dont le présent chapitre s'attache à celui des Glossateurs :

“Deslors commencerent plusieurs sous l'estandard d'Irnerius de s'employer à l'explication de ce Droit, dont je fais trois aages : des premiers que l'on appella Glossateurs ; des seconds qui se nommerent Docteurs en Droit ; des troisièmes qu'il me plaist appeler Humanistes pour nous avoir meslé en beau langage Latin les lettres Humaines avecque le Droit” (p. 838).

Au chapitre suivant (35), il en vient précisément au “second âge” (*Second aage de ceux qui commenterent le droit*) :

“Voila quel fut le premier aage du Droit [...]. Ceux qui depuis leur succederent que je mets pour le second aage, furent par la populace des Escolles nommez *Scribentes*, paravanture non sans cause : car ils ne furent que trop prodigues de leurs plumes sur le sujet. Je les veux à la difference des Glossateurs appeler d'un mot plus sortable : Docteurs de Droit [...]. Et le premier qui leur enseigna cette leçon fut Guillaume Durant : auquel je veux pour cette cause donner son Eloge particulier, ayant esté le premier de cette seconde chambrée [...].

[Guillaume Durant] duquel toute la posterité de la seconde Chambrée apprit de commenter le droit par un nouveau formulaire. [...] Lequel ayant donné à son livre le nom et tiltre de *Speculum*, servit de mirouër au second aage des Docteurs qui regnerent dés et depuis 1300 jusques en l'an 1500 et quelques années suivantes. Car ayant

61 D. R. Kelley, “Clio and the Lawyers”, p. 27 y note 7.

esté la bonde par luy levée, ils se deborderent en torrens en l'explication du droit [...]. Dinus qui mourut l'an 1303, Cinus son Disciple, Jean Andrée, Bartole, Balde, Alberic, Salicet, Fulgosius, Barbatias, Imola, Angelus, Anchoranus, Ludovicus Romanus, Lucas de Penna, Sosin l'Oncle, Alexander, Paul de Castre, Jason, Decius, Sosin le neveu, et infinis autres furent de ce party, dont je n'ay entrepris de vous faire le denombrement, et bien que je le voulusse, je ne pourrois, pour en estre le nombre infiny. Et ne vous cotte en ce faisant que les Docteurs Italiens" (p. 839-840).

De manière surprenante : 1) Bartole – qui n'est cité qu'une fois en ce chapitre – n'est pas le premier maître du "second âge", c'est Guillaume Durand ; 2) la postérité est celle des "Docteurs" ou des *Scribentes*, qui ne sont aucunement nommés "Bartolistes", contrairement à ce que pensait D.R. Kelley.

Après un détour par l'histoire des universités (chapitres 36 et 37) et la "pratique judiciaire" (chapitre 38), Pasquier en revient ensuite à la périodisation avec le chapitre 39 (*Troisième aage de ceux qui ont mis leurs plumes sur l'explication du Droit Romain*). Mais quand il écrit : "Le siecle de l'an mil cinq cent (dans lequel toutefois vesquirent Felin, Jason, Dece, Socin le jeune, Italiens, tous tachez et infectez de ceste ancienne lourdisse) nous apporta une nouvelle estude de Loix, qui fut de faire un mariage de l'Estude du Droit avecque les lettres Humaines, par un langage Latin net et poly, et trouve trois premiers entrepreneurs de ce nouveau mesnage : Guillaume Budé, François enfant de Paris, André Alciat, Italien Milanois, Uldaric Zaze, Alleman né en la ville de Constance", c'est après avoir fait figurer au même chapitre tout une série de juristes, revêtus certes de la "vieille guise et livrée des Italiens" mais reconnus "personnages de grande et singuliere doctrine" : parmi eux – que nous reconnaissons volontiers comme les bartolistes français, mais ce n'est pas du vocabulaire de l'auteur – Guillaume Durand, Pierre de Belleperche, Jacques de Révigny, Guillaume de Cunh, Jean de Blanot, Jean Faure, Étienne Aufréri, Guy Pape, les trois orléanais Feu, d'Angleberme et de L'Estoille, mais aussi, mis sur le même plan : Guillaume Benoît, Nicolas Bohier et Chasseneuz (p. 855-856).

Ce n'est qu'en conclusion qu'apparaissent, mais furtivement, non pas les bartolistes mais Bartole en sa "chambrée" :

"Conclusion, repassant les trois chambrées de ceux qui ont escrit sur le Droit. En la premiere je fais grand estat d'Accurse entre les Glossateurs, en la seconde de Bartole Italien, et entre [...] ceux de la troisième, qu'il me plaist de nommer Humanistes, je donne le premier lieu à nostre Cujas..." (p. 857).

En ce chapitre Bartole surgit donc enfin comme chef de file (et non plus Guillaume Durand). Quant aux bartolistes, il faut aller les chercher dans le chapitre suivant (40 : *Pays coutumier et de Droit escrit en la France*) :

“Bartole est d’avis que les Coustumes dont on usoit diversement en unes et autres Provinces, avoient esté anciennement introduites, *ut aliquid Juri communi adderent vel sustraherent*. Dont quelques *Bartolistes* estiment que toute la conduite judiciaire des Provinces estoit tirée du Droit ordinaire des Romains, sauf quand il y avoit quelque Coustume particuliere qui y dérogeoit” (p. 857).

Et ainsi apparaît la seule occurrence du terme de “bartolistes” dans *Les Recherches de la France*, et significativement pas dans le cadre de la périodisation qui a précédé. Bartole est, du bout des lèvres, reconnu comme associé au second âge, mais il n’est pas de bartolistes pour le suivre alors, même si, ailleurs et pour une seule fois, ils existent !

Or, il se trouve que ces différents “âges du droit” se lisent déjà chez Étienne Forcadel, dans sa *Sphaera legalis* [“La Sphère du Droit”] de 1549, admirablement éditée et traduite par Anne Teissier-Ensminger, à qui nous empruntons ici largement les éléments de présentation de l’ouvrage et des chapitres en cause.

Voici comment on peut présenter l’intrigue : “la figure emblématique du Juriste idéal, un néo-Accurse, qui a ressuscité en humaniste, réussira-t-il à convaincre de la suprême dignité du Droit et des juristes Momus, Dieu de la Critique et paradigme du Littéraire, qui dirige complaisamment son ironie féroce contre les lois et leurs interprètes⁶² ?”. Et à un moment, ce que A. Teissier-Ensminger considère comme une “cosmodicée de l’histoire du droit” se répartit entre l’époque romaine (quatre étapes) et l’époque médiévale (trois étapes) : “Les deux dernières étapes, jumelées autour de la doctrine, suivent jusqu’à l’époque moderne le destin du droit de Justinien et en confirment le caractère essentiel. À tout seigneur tout honneur : la sixième étape est consacrée par Accurse à sa propre Glose, et le patronage de Mercure sert à la présenter, par la voix de Momus, en parangon de la nécessaire interprétation des textes juridiques”. Mais “en dépit des avancées chronologiques, on ne s’éloigne guère du droit de Justinien, puisqu’il s’agit ensuite de défendre la fidélité paradoxale des juristes à leur texte révéral, et le point est si crucial qu’il occupe l’essentiel de la septième et dernière étape, consacrée aux

62 É. Forcadel, *La Sphère du Droit – Sphaera legalis*, A. Teissier-Ensminger (ed.), Paris, Classiques Garnier, 2011 (*Textes de la Renaissance*, n° 168), pp. 14-15.

post-Glossateurs⁶³”, lesquels ne sont nullement nommés bartolistes : ceux “qui sont de la famille de Bartole” sont “docteurs”, “docteurs jurisconsultes” et même “docteurs patriciens” :

[Première *Sphaera*⁶⁴, p. 176-177] XI. 1. *Vltimo tandem tempore, in Lunam ius peruenit, Sphaerarum ultimam, hoc est in Bartolo, Baldo, Iasone et aliorum commentarios, quos iustissima de causa Lunae comparamus. 2. Nam ut Luna ultima Caelo citima terris luce lucet aliena, puta Solis, sic Doctorum sententiae nouissimae alieno lumine fulgent, nempe ex iurisprudentium testimonio, quos nos superius Soli contulimus. 3. Per se uero Doctoris autoritas obscura est, § Consideremus in auth. de triente et sem. col. III ; multorum tamen patriciorum Doctorum opinio (patricios uoco eos qui de Bartoli familia sunt, reliqui plebeii censendi), ubi lex deficit, pro lege in causis decidendis obseruatur...*

XI. 1. “Pour sa dernière époque, enfin, le Droit arriva à la Lune, la dernière des sphères, c’est-à-dire aux commentaires de Bartole, Balde, Jason et autres, que nous avons une excellente raison de comparer à la Lune. 2. En effet de même que la Lune, «l’étoile la plus éloignée du ciel et la plus rapprochée de la terre», brille d’une lumière empruntée, à savoir celle du Soleil, de même les nouveaux commentaires des Docteurs resplendissent d’une lumière empruntée, à savoir le garant des jurisconsultes, que nous avons plus haut comparés au Soleil. 3. Car en elle-même, l’autorité des Docteurs est obscure, § *Consideremus*, Authentique *de triente et semisse*, coll. 3 ; cependant, quand la loi fait défaut, on suit, comme s’il s’agissait d’une loi, pour décider des causes, l’opinion de nombreux Docteurs patriciens – j’appelle «patriciens» ceux qui sont de la famille de Bartole, les autres sont à considérer comme des plébéiens...”

4. France-Italie : l’éternel retour du bartolisme, de Berriat-Saint-Prix à Calasso

Reste à trouver l’introuvable : le “bartolisme”. Adolfo Giuliani, dans deux contributions récentes, a donné la clef des origines⁶⁵. Elle se trouve dans l’ouvrage publié en France en 1821 et demeuré longtemps la référence sur Cujas : *l’Histoire du droit romain, suivie de l’histoire de Cujas*, de Jacques

63 *Ibidem*, pp. 46-47.

64 Le développement est repris à peu près dans les mêmes termes dans la Deuxième *Sphaera*, XIV. 1-2, pp. 386-387.

65 A. Giuliani, “Una nota sul bartolismo”, en *Atti del Convegno su Bartolo da Sassoferrato nel VII centenario della nascita*, 2013, Spoleto, 2014, pp. 585-600. A. Giuliani, “Bartolo senza Bartolismo”, en *Conversazioni bartoliane in ricordo di Severino Caprioli*, Ferdinando Treggiari (ed.), Sassoferrato, 2018 (*Studi Bartoliani*, 2), pp. 59-86.

Berriat Saint-Prix⁶⁶. Le terme vient y qualifier Étienne Forcadel qui porte le stigmate d'avoir été préféré à son illustre concurrent pour une chaire à Toulouse. Mais au-delà de l'épithète (une seule fois distribué au demeurant), A. Guiliani met en lumière le contexte dans lequel le terme est apparu : il se serait alors agi, pour intégrer l'idéologie de la codification – “une législation sans interprétation” – de construire un récit historique en termes simplifiés, à savoir un Moyen Âge à condamner et un nouveau départ donné par Cujas. Le bartolisme, expression de l'arsenal dialectique et argumentatif du juriste-interprète, devient alors, à l'ombre du Code, la cible d'une critique forcément féroce (p. 600).

Mais si le bartolisme naît en France d'une seule occurrence, a-t-il été adopté pour autant par les historiens du droit français, par exemple dans les manuels ? L'enquête mériterait l'exhaustivité, mais force est de constater son absence dans les contributions suivantes :

– Charles Giraud, *Histoire du droit romain*, Paris-Aix, 1841 : ni bartolistes ni bartolisme (Jason est “le dernier qui, par sa méthode et son style, appartient incontestablement à l'école de Bartole”, p. 461).

– Jacques Flach, “Cujas, les glossateurs et les bartolistes”, *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, 1883, pp. 205-227 : article fondateur d'une certaine légende noire, mais point de bartolisme.

– Henri Laurain, *Notice sur la vie et les œuvres de Jacques Berriat Saint-Prix*, Paris, 1889 : ne reprend pas à Berriat Saint-Prix, qu'il résume, le terme de “bartolisme”, mais adopte celui d’“école des dogmatiques” ou d’“école des bartolistes” (dont Guillaume Benoît est le plus parfait représentant français au xv^e siècle).

– Adolphe Tardif, *Histoire des sources du droit français. Origines romaines*, Paris, 1890, p. 410-437 : des bartolistes mais point de bartolisme ; la période est dite “période scolastique ou dogmatique, communément appelée bartoliste pour sa dernière partie”.

– Jean-Baptiste Brissaud, *Manuel d'histoire du droit français (sources – droit public – droit privé)*, Paris, 1898, p. 213-220 : “l'école des bartolistes” mais point de bartolisme.

– Paul-Frédéric Girard, “Les préliminaires de la renaissance du droit romain”, *Revue historique de droit français et étranger*, 1922, p. 5-46 : des bartolistes et “des pseudo-bartolistes” (?) mais point de bartolisme.

⁶⁶ J. Berriat Saint-Prix, *Histoire du droit romain, suivie de l'histoire de Cujas*, Paris, 1821, p. 582 : “Forcadel montre une affection particulière pour le bartolisme”.

– François Olivier-Martin, *Précis d'histoire du droit français*, Paris, 1932 : “l'école des bartolistes” mais point de bartolisme.

En vérité, il faut, pour trouver ou plutôt retrouver une définition du bartolisme, revenir en Italie avec deux articles de dictionnaires encyclopédiques, celui de Francesco Ercole en 1930 (“Bartolisti”, *Enciclopedia Italiana*, 1930) et surtout celui de Francesco Calasso de 1959 (“Bartolismo”, *Enciclopedia del diritto*, V, 1959, p. 71-74), pour une véritable compréhension de Bartole. La voie était ouverte, et le grand congrès de 1959 en porte la trace, notamment avec la contribution de Pierre Legendre⁶⁷.

4. Des conclusions ? Forcément des questions

– Le terme qui désigne l’“école” voire le “système” (le “bartolisme”) est une invention française... pour caractériser un “antibartolisme” formulé au XIX^e siècle.

– Le terme qui désigne le groupe (les “bartolistes”) n’a pas été inventé par les humanistes, mais a bien reçu une coloration péjorative au XVI^e siècle.

– Qui sont alors ces bartolistes sous la plume des humanistes ? La péjoration n’atteint pas vraiment Bartole, mais ses sectateurs, voire toute l’École, d’où l’usage du terme parfois indifférencié (Budé, Rabelais mais pas Zasius) d’“Accursiens”, lequel n’atteint pas non plus vraiment Accurse.

– Et cela d’autant plus que Bartole n’est pas forcément reconnu comme le père des commentateurs dans le cadre d’une périodisation humaniste (Forcadel, Pasquier) qui ne survit guère au-delà du siècle suivant.

– Une terminologie qui était finalement assez rare en France au temps de l’humanisme juridique : c’est la satire des littérateurs et des proverbialistes qui a fait le reste pour l’avenir : en un mot alors, Bartole et Cujas, tous les mêmes.

L’humanisme juridique, un mouvement. En France, on ne pouvait certes se poser qu’en s’opposant, mais si l’on paraît savoir à quoi on s’oppose, sait-on à qui ? À Bartole ? Aux bartolistes ? Aux derniers bartolistes ? Finalement, les bartolistes en leur temps, du moins ceux à qui l’on prête explicitement ce nom, ne furent-ils pas quelque peu intouchables, sinon peut-être les derniers d’entre eux, parce que, comme l’a écrit Severino Caprioli : déjà “Bartolo era un perfetto bartolista⁶⁸” ?

67 Relevons aussi celle, sans définition, de M. J. De Almeida Costa, “Romanisme et Bartolisme dans le droit portugais”, I, pp. 313-334.

68 S. Caprioli, “La sorte di Bartolo”, p. 17.

Mario Ascheri
Università Roma Tre

Il tema è enorme e, oggi, con una bibliografia internazionale importante. Già solo un esame degli autori italiani recenti, tra i quali basterà ricordare Giovanni Rossi e Italo Birocchi, sarebbe impegnativo¹. Della crisi del diritto comune basterà segnalare che c'è sempre stata, almeno da quando si è avuto coscienza della natura dottrinale del diritto comune. Del resto, avviene più in generale per il diritto, sempre in crisi a ben vedere in quanto normativa che aspira, quando elaborata e non puramente congiunturale, ad una tendenziale stabilità, da verificare poi di fatto nella inevitabile tensione dialettica con una realtà politica e socio-economica in movimento per definizione.

Intorno al 1500, le profonde trasformazioni politico-istituzionali in Europa incidono anche sul diritto. Per le corti inglesi, basterà pensare all'*equity*; ma, già prima, la specializzazione interna alla Segnatura apostolica, fino al tribunale dotto anticipatore per definizione, la Rota Romana in Avignone, aveva indicato una grande novità. Come per le corti giudiziarie dei principi, che si vantavano di avere nominato in esse dei Signori del diritto. L'età nuova è connotata dalla professionalizzazione della giustizia. Il canale alternativo della *grazia* esaltava, anziché sminuire, la giustizia dotta variamente organizzata.

Le Mercanzie, che cominciarono ad avere il giudice dotto accanto ai mercanti, divennero anch'esse una prova dell'affidabilità acquisita dal giurista di diritto comune. Nel Quattrocento, sono forse più usuali del solito le lamen-

¹ Perciò mi sono limitato a raccogliere gli appunti presi per il nostro incontro e li presento come tali: attestano un momento particolare della storiografia italiana, come la *Nota bibliografica* conclusiva cui rinvio per motivare quanto detto in queste prime pagine, che conservano il taglio colloquiale del seminario. Il mio intervento è sul filo della memoria più che un esame dell'ampia letteratura degli ultimi anni, anche perché nel 2013 ho condensato lavori precedenti qui rilevanti in "La certezza del diritto: spunti dal Medioevo", *Historia et Ius*, <http://www.historiaetius.eu/uploads/5/9/4/8/5948821/ascheri.pdf>. Altre indicazioni sono nella mia recensione al libro di Patrik Gilli, *La Noblesse du droit. Débats et controverses sur la culture juridique et le rôle des juristes dans l'Italie médiévale (XIIe-XVe siècles)*, Paris, Champion, 2003, pubblicata in forma di breve articolo con il titolo *Il paradiso perduto dei giuristi?*, *Rechtsgeschichte*, 6 (2005), pp. 196-199.

tele contro il malgoverno della giustizia, proprio perché si era convinti che ci fossero le forze per fare di meglio. Ancor prima del “*Juristen, böse Christen*”, l’Impero, con il *Reichskammergericht*, attuava quella *Rezeption* decisiva, in ultima istanza, per la storia giuridica europea e per il diritto comune. La stessa dedicazione dell’Istituto Max-Planck di Francoforte al diritto *europeo*, con la sua ricerca incentrata nello *ius commune*, confermò, ormai più di mezzo secolo fa, la coscienza europea di quel fenomeno. Le ricche testimonianze della *populär Literatur*, raccolte soprattutto per la Francia e la Germania, ci dicono della penetrazione del *ius commune* nei decenni intorno all’anno 1500. Allora, e solo allora, i professori italiani furono chiamati ad insegnare in Germania, mentre il Sannazari della Ripa era chiamato ad Avignone ad insegnare *more italico*, come a Pavia, e non seguendo le contemporanee sperimentazioni – di incerto gradimento – del giovane Andrea Alciato, pur dottissimo e geniale.

Le università potevano diversificare i modi dell’insegnamento in ambienti in cui la domanda di rinnovamento era più vivace. Chi riteneva pericoloso intervenire sulla *vulgata* dei testi, non solo romanistici, difendeva un patrimonio dottrinale consolidato che non era tuttavia immobile. Neppure le dottrine sulla *communis opinio*, spinte addirittura alla *communior* non senza problemi, fermavano il rinnovamento, dove più e dove meno accentuato. Si facevano delle ‘leggi delle citazioni’ nella speranza di contenere il dibattito dei dottori, ma anch’esse furono vane. Si fecero dei trattati sulla *communis opinio*, suscitando nuove discussioni, com’era inevitabile all’interno del sistema. A fine Cinquecento, i *Tractatus universi iuris* (1584) furono un monumento al trionfo del diritto comune, nonostante ogni critica ormai corrente.

Il *mos italicus* fu formula già contemporanea. Rassicurava, con una presa di coscienza pubblica di fronte alle prime sperimentazioni, divenute note. Così l’Università di Avignone quando, nel 1518, prescrisse l’insegnamento *more italico*, come era avvenuto in Germania; mentre l’Inghilterra esprimeva con la coscienza del suo *common law* la volontà di una identità peculiare. Ma la coscienza della crisi del diritto comune, forte intorno al 1500, non era nuova. Era più forte di prima, forse, ma le *opiniones* in conflitto e l’incertezza da esse prodotta erano discusse sin dal primo Duecento: a quest’epoca, ci sono passi – ad esempio – di Boncompagno da Signa di sconcertante *modernità*. Lo stesso Accursio, dopo di lui, intendeva fronteggiare l’incertezza del diritto derivante dalla molteplice varietà degli apparati, e con ciò si preoccupava del discredito che ne derivava ai professori nella città che venerava i *doctores*.

Il problema della autenticità dei testi era stato già avvertito anche per i *Libri feudorum* e per i testi canonistici, e alla fine del secolo XV il caso di Ludovico Bolognini è di nuovo esemplare, come quello di Giason del Maino. Già Boncompagno aveva ricordato le sottigliezze e contraddizioni dei dottori, che non consentivano di arrivare alle sentenze di condanna; e indicava un rimedio che ha periodicamente un grande *appeal*: si facciano leggi chiare, in modo che tutti comprendano che non ci saranno rimedi contro di esse; si scrivano in modo semplice. Insomma, per contrastare l'“immensa scienza dei giuristi – che fanno vacillare in modo credibile non solo le questioni dubbie, ma anche i casi più sicuri e i principi stabiliti con la massima evidenza – non si lasci spazio, con la chiarezza della legge, all'interpretazione; e il testo si dica, si legga alla lettera, senza glossa e spiegazione alcuna, nonostante qualunque legge”.

Ora, in quell'inizio del 1500, si rafforzava e ampliava con strumenti nuovi l'esigenza filologica; e alla svolta reagiva il proclama di Pavia-Avignone per il *mos italicus*. Esso tendeva ad applicare il metodo bartolista per risolvere i problemi della pratica giuridica, ma aveva una sua tradizione aperta, che coniugava didattica e pratica del diritto, in modo unitario, ‘continuista’. Le revisioni filologiche aprivano invece a letture più vere e ampie di testi, ad esempio alle fonti bizantine e nazionali; e con ciò *relativizzavano* le letture precedenti: non le demolivano, ma la svolta c'era. Testi nuovi si aggiungevano alla dottrina precedente. E, nel prendere le distanze dai testi tradizionali incerti, in Europa si poté guardare meglio anche alle tradizioni nazionali ed evidenziare, ad esempio, le tradizioni dei *pays de droit coutumier* e di quelli *de droit écrit...* Si lanciava un messaggio al pubblico. Con le nuove conoscenze classicistiche, si potevano risolvere i problemi del diritto scoprendo il testo *vero*: si aspirò a un nuovo equilibrio tra le ‘arti’. E con ciò si imparava la storicità delle categorie, e così la storicità del diritto e della sua produzione continua. Ma il *mos italicus* era un patrimonio da insegnare, con dei punti fermi per rispondere all'esigenza di certezza del diritto; e perciò ci furono delle “leggi delle citazioni”, e perciò l'esportazione in America latina del bartolismo.

La concorrenza delle università si fece così più forte di un tempo e cercare strade nuove di docenza fu un modo per segnalarsi. Fu una svolta europea, come avvenne in politica con la crisi dell'Impero. Quindi il diritto comune era proclamato in crisi, ma bisogna intendersi su che tipo di crisi. Paradossalmente, per certi versi il suo vero trionfo invece fu proprio nel secolo XVI. Allora, ad esempio, l'editoria stampò letteralmente di tutto, proprio perché

c'era bisogno di confrontare le *opiniones* dei giuristi. E cercare le *opiniones* più accreditate, ad esempio per metterle nelle *additiones* a Bartolo, pur di aggiornarlo, per renderlo sempre vivo. Il sistema giuridico non crollò: era gestito dai giuristi e tale rimase anche con il rinforzo della filologia e della storia, là dove gli si volle dare maggiore elasticità. Perché? Per servire eventualmente come modello per il nuovo diritto, a livello nazionale, regionale o locale. Persino chi lo ripudiava ufficialmente, come Venezia, risentì dell'egemonia dei giuristi. Nel suo ampio Dominio, i giuristi guidarono l'applicazione delle fonti giuridiche come altrove. Il successo del diritto comune fu successo *dottrinale*, nonostante la sempre più declamata competenza del legislatore; e, anche con il *mos* francese, si continuò il sistema, non lo si distrusse. Si volle favorire la risoluzione della crisi in un altro modo.

Non tanto *crisi* del diritto comune, quindi, in quei decenni decisivi: crisi sopravvalutata dalla critica umanistica. A giudicare dalla diffusione della cultura giuridica e dal maggior radicamento della sua professionalizzazione, si ebbe piuttosto un rafforzamento del diritto comune e dei suoi cultori. Studiando gli statuti comunali e la normativa delle istituzioni, questo processo è ben rilevabile. Non a caso, si assisté alla pubblicazione di opere postume con una corsa dei discendenti a pubblicare opere ed operette di ascendenti per riceverne in qualche modo gloria e onori. Un giurista di Novara fu indotto a creare *ex novo* dei *consilia* di Bartolo, pur di far comparire dei propri antenati in certi uffici laici ed ecclesiastici importanti! Fu un modo per poter presentare la propria famiglia come nobile, nell'agone sociale del tempo.

Ma – a parte la patologia editoriale, sulla quale tanti avvertimenti abbiamo avuto da Domenico Maffei – il prestigio italiano di quel tempo è bene verificabile dal tipo di presenza delle opere giuridiche già entro l'editoria tardo-quattrocentesca, nel meraviglioso mondo degli incunaboli. I dati quantitativi sono grosso modo sicuri e inequivocabili. Nell'ambito della produzione complessiva, si può stimare che sino a un decimo circa delle opere stampate fossero giuridiche: non poco, se si tiene conto dello spazio che ebbero la letteratura religioso-teologica e quella letteraria in senso stretto. Ma soprattutto ci riguarda il fatto che, entro la quota del diritto, la produzione fu largamente italiana quanto ai luoghi di stampa e quanto agli autori, che erano quasi esclusivamente dei giuristi. Cosa questo possa aver significato in termini di trasmissione del sapere al Cinquecento è facilmente intuibile.

Vero è che la stampa, di per sé, non prova che un'opera fosse letta, oggi come ieri. Vero è che all'abbazia di Monte Oliveto Maggiore, per ricordare

un esempio studiato concretamente, entrarono a fine Quattrocento splendidi incunaboli giuridici che sembra siano rimasti intonsi fino ai giorni nostri. Ma i libri erano comparativamente ben più cari di oggi, per cui è difficile pensare che il libro giuridico, per definizione non illustrato, e certamente poco divertente e leggibile solo dagli iniziati, fosse stampato in mancanza di domanda di mercato (come può avvenire oggi, che si stampa anche a fondo perduto o per rispondere a motivi politici ecc.). La domanda c'era, eccome, e fu disordinatissima, in tutte le direzioni, proprio perché, in un sistema aperto, 'dottrinale', qual era quello di diritto comune, si riteneva garanzia di maggiore equità e giustizia della decisione la ricchezza delle argomentazioni e la graduazione delle *opiniones* più diverse, in mancanza di un potere politico efficiente e monopolizzante. Pur di lanciare novità editoriali in un mercato vivacissimo, si stampò anche l'obsoleto: per un giurista tradizionale tali erano gli scritti dei glossatori, oppure i repertori quattrocenteschi con citazioni fuori moda, come del resto le fortunatissime decisioni rotali romane del Trecento, a loro volta però modello di una tipologia letteraria.

Ma non si deve rimanere succubi dei dati grezzi che ci danno gli elenchi degli incunaboli, nel senso che ovviamente non sempre furono stampate le opere più necessarie, o migliori. Ad esempio, è chiaro che di Bartolo c'erano molti esemplari *manoscritti* in circolazione; per cui la circolazione delle sue opere, come di altri autori di successo, è sottostimata dai dati quantitativi della stampa. I libri d'uso corrente, i professionisti se li trasmettevano di padre in figlio, o se li scambiavano tra colleghi. Viceversa, possono essere sovrarappresentate opere nate dalla presenza attiva di un docente in loco, di un veterano dell'insegnamento o, in qualche modo, di un docente largamente influente per mille motivi, anche se solo sul breve periodo – cosa che, si sa, è tipica peraltro del mondo accademico anche oggi.

Un esempio istruttivo è dato da Siena, dove sono stati prodotti, a quanto pare, 74 incunaboli. Di questi sono giuridici ben 56 volumi, a volte miscelanei, con varie operette al loro interno: i due terzi, quindi. Si dirà che è un caso-limite, essendo stata Siena sede universitaria di un certo prestigio per il diritto. Comunque, entro i 56 molti volumi sono di Giovan Battista Caccialupi, docente per tanti anni fino agli inizi della stampa in città, e – guarda caso – uomo divenuto potente in città. Ma l'interesse dello *specimen* senese non si esaurisce qui. Sono certo presenti altri giuristi senesi del tempo, ma i classici come Bartolo, Baldo e Giovanni d'Andrea, e Niccolò Tedeschi, che pure aveva autorevolmente insegnato nel primo Quattrocento in città, risultano poco

presenti o totalmente assenti. *A fortiori*, poi, lo sono i più famosi autori del tempo, come i vari Alessandro Tartagni, Pier Filippo della Corgna (Corneo), Giason del Maino. Il fatto dice molto della storia universitaria (e non solo) del tempo.

Altro dato sul quale riflettere è il *boom* della forma *tractatus* cui si assiste. Con il *tractatus*, si dice tutto di un certo istituto o di problema dal punto di vista giuridico: esso mette in guardia sui problemi e indica le soluzioni plausibili comunque sostenibili, salvo scelte diverse del potere politico locale (statuti, provvisori ecc.). Il *tractatus* era sempre stato un potente mezzo di penetrazione della dottrina, perché repertoriava i problemi e indicava le soluzioni che i giuristi avevano trovato. Per loro, fu un modo per prolungare la propria egemonia al di là della formazione professionale nelle aule o al di là della soluzione del caso concreto dato in una causa (con *decisiones* e *consilia*). Ebbene, i *tractatus* si moltiplicarono ora, mentre tendeva a isterilirsi la forma del *commentarium*. Ciò indica un *trend* più consistente verso la pratica; il che è di nuovo un elemento di forza del diritto comune, perché dimostra che le sue fonti tradizionali e i loro cultori sapevano risolvere i problemi, nonostante tutti i dubbi filologici sui quali gli umanisti amavano schiamazzare, come pensavano i giuristi.

Istruttivo, da questo punto di vista, un esame dei titoli inclusi nelle grandi raccolte di *tractatus* fino a quella veneziana dei *Tractatus universi iuris*, ricordata *supra*. Qui il giurista trovava il mondo ai piedi *sub specie juris*: i vari temi dal diritto pubblico, feudale, ecclesiastico, privato e così via erano trattati da varie penne in tutti i loro aspetti. E il buon giurista certamente sapeva che la raccolta presupponeva la selezione. Certe operette furono senz'altro escluse per motivi 'ideali', dato che siamo nel periodo della Controriforma. Le 'usure', ad esempio, erano un tema scottante, mentre altri lo erano per motivi di spazio. Altri trattati, apparsi prima singolarmente, non vi vennero inclusi per i motivi più vari. Ad esempio, non c'è il *De principatu* di Mario Salamino; mentre, dei tre *tractatus De peste* scritti da tre giuristi diversi nell'arco di soli tre anni, caldi dal punto di vista epidemico (inizio degli anni '20 del 1500), solo uno, e non il più significativo, vi è stato pubblicato.

Ma, visto che abbiamo accennato alle Rote, non possiamo trascurare i Senati, fonti di una larga produzione di *decisiones* preziose. Quello milanese, istituito durante la dominazione francese, guarda caso nel 1499, divenne una istituzione non solo giudiziaria, bensì largamente politico-rappresentativa. Esso ebbe un futuro illustre fino alle contestazioni illuministiche e seppes resi-

stere anche alle esigenti richieste provenienti dal governo di Madrid, il quale dominò per tanto tempo il ducato di Milano. Questa istituzione era formata non tanto da notabili locali, ma da professionisti, da giuristi che, tramite il Senato, trovavano la via dell'ascesa sociale sicura per la propria famiglia e la conferma definitiva del loro prestigio di giuristi. Fu piuttosto il collegio dei giuristi milanesi a divenire l'acropoli dell'aristocrazia cittadina.

In conclusione, l'Italia comunale, o con un passato fortemente comunale, fu in primo piano nella valorizzazione dei giuristi che gestirono la crisi del diritto comune. Anche perché quella fu l'Italia delle molte università, mentre, nel Regno di Sicilia, il quadro complessivo fu piuttosto in sintonia con l'Europa: fu quello di un ordinamento monarchico in cui le città e i loro gruppi dirigenti ebbero – pur con vistose eccezioni e non solo a Palermo e a Napoli – minor peso. Anche l'Italia centro-settentrionale presenta comunque un quadro assai mosso, per i suoi scompensi e le eccezioni. Una cosa è l'area dall'intenso passato comunale e talora ancora comunale, non solo di Firenze, Genova, Lucca e Siena, ma anche di Bologna, Perugia, Padova e poi Milano, Pavia, Verona, cioè l'area di città che ancora nel 1500 ebbero fiorenti università. Altra cosa è l'area centro-settentrionale dal passato comunale meno intenso, rimasta ai margini, nelle periferie signorili e feudali, come quelle da qualche tempo ormai sottoposte a un regime principesco grosso modo efficiente, come quello della dinastia dei Savoia. Ma c'è anche un'area di centri minori e tuttavia attivi produttori di operatori del diritto. Certe aree prodighe di militari, lontane dai grandi centri e traffici, nelle Marche, in Romagna, nell'Umbria, alimentarono anche intere generazioni di giuristi, creando i presupposti, ad esempio, per la fioritura moderna dell'Università e della Rota di Macerata.

Ci sono quindi *tre* diverse aree giuridiche, pur nella sola Italia esterna al Regno, senza dimenticare la deviazione di Venezia, senza università, niente giuristi né giudici e avvocati professionali nel capoluogo. Venezia era un'evidente alternativa all'Italia comunale, non solo per il suo governo nobiliare equilibrato, 'misto', ma anche in campo giuridico. Quel suo diritto, applicato da giudici locali che si alternavano nel ruolo di legislatori e che si ispiravano a criteri di equità, e quindi *lato sensu* politici, era in netto contrasto con l'exasperato culto della legge che l'Italia comunale coltivava, pur con tutte le sue molte contraddizioni, ma con numerosi giuristi che tanto influsso hanno esercitato in Europa anche nei secoli successivi, in modo quasi empirico, pur senza tanti apparati universitari; quando il Mezzogiorno recupererà i ritardi, rapidamente e spesso brillantemente, ma producendo una vastissima

letteratura giuridica già nel Cinquecento. Nonostante le ricorrenti crisi e le differenziate ramificazioni locali, il sistema del diritto comune, quindi, grazie ai giuristi, poté consolidarsi proprio nel tempo dell'umanesimo giuridico. La polemica umanistica realizzò una sorta di eterogenesi dei fini che non deve meravigliare. Il prolungato dialogo/scontro anche aspro delle 'arti' va considerato un dato positivo nella storia europea.

Nota bibliografica

Il contributo dei colleghi in questo volume e il lavoro recentissimo di Xavier e di Luigi Alberto² mi esonerano dall'affrontare la categoria dell'umanesimo giuridico e dall'aggiornare la mia bibliografia! Mi dedico qui, perciò, alla crisi del diritto comune, anche tenuto conto del fatto che l'umanesimo giuridico mi impegnò all'inizio del mio itinerario di ricerca con i lavori su Tommaso Diplovatazio e Gianfrancesco Sannazari della Ripa³. In quegli inizi degli anni '70, la guida per me fu un lavoro del mio maestro, Domenico Maffei⁴, cui prestai tanta attenzione da poter proporre qualche postilla in un lavoro apposito di pochi anni successivo⁵. Allora non era tanto in questione la crisi del diritto comune quanto, e drammaticamente, la cultura che aveva preparato, accompagnato e seguito la guerra mondiale⁶. Dopo tante tragedie, l'Europa e l'organizzazione internazionale nel mondo furono al centro dei desideri di rinnovamento per la pace e per i diritti individuali.

2 X. Prévost, L.-A. Sanchi, *Introduction à l'humanisme juridique. Auteurs, œuvres, idées, formes, destinées*, presentata all'Ecole de Chartes il 2 dicembre, mentre questo lavoro era in conclusione.

3 Il primo è *Saggi sul Diplovatazio*, Milano, Giuffrè, 1970; il secondo *Un maestro del 'mos italicus': Gianfrancesco Sannazari della Ripa (1480 c.-1535)*, Milano, Giuffrè, 1971. Entrambi i libri sono ora caricati Open access in academia.edu, sezione Books.

4 Un contributo divenuto presto un classico: D. Maffei, *Gli inizi dell'umanesimo giuridico*, Milano, Giuffrè, 1956, ora rist. a cura di P. Maffei, A. Casamassima, Roma, Senato della Repubblica, 2026.

5 "Giuristi, umanisti e istituzioni del Tre-Quattrocento: qualche problema", *Annali dell'Istituto italo-germanico in Trento*, 3 (1977, ma 1978), pp. 43-73, aggiornato in M. Ascheri, *Diritto medievale e moderno. Problemi di storia del processo, della cultura e delle fonti giuridiche*, Rimini, Maggioli, 1991, pp. 101-138, e in altri lavori successivi fino alla nota.

6 Non a caso Maffei rifletteva in particolare su Paul Koschaker (1938) e Johan Huizinga (pubblicato solo nel 1946, finita la guerra).

La storia del diritto aveva certo risentito del fascismo e della conseguente crisi in Italia, per cui aveva anch'essa bisogno di un rinnovamento. Superare il pur valido tecnicismo medievistico in cui si erano rinserrati gli storici del diritto divenne un problema sentito, come in tante altre discipline. Riccardo Orestano, tra gli altri, fece tanto per la storiografia romanistica, come Francesco Calasso per l'italianistica, interrotto però dalla morte prematura all'età di 61 anni (1965)⁷. Mentre Eugenio Garin e Attilio Momigliano, tra gli altri, facevano lavori e appelli importanti per la storia della cultura rinascimentale, Calasso si era concentrato sul 'rinascimento giuridico' per il lavoro iniziato dai glossatori⁸, pur sapendo bene del Petrarca e della schiera di altri dotti innovatori in campo giuridico con gli accertamenti sulla *littera Florentina*, ad esempio, già ben antichi, e dei tentativi di dare testi sicuri, persino per i suoi passi in greco.

Si parlava di umanesimo, quindi, anche per cercare di curare ferite recenti e guardare al futuro con fiducia. Gli intellettuali sentirono come un dovere rompere con tradizioni in qualche modo coinvolte con il recente passato, per essere all'altezza della Ricostruzione del Dopoguerra. Di qui una attenzione particolare, che si può dire oggi forse anche eccessiva, all'umanesimo tardo-quattrocentesco, oppure l'interesse nuovo per il diritto romano per la svolta di Savigny, o per le tipiche polemiche anticlericali dell'Ottocento. I decenni intorno al 1500 avevano prospettato possibilità notevoli, per cui era importante capire le cause del fallimento avvenuto in quell'epoca, in cui il Paese era stato al culmine della sua tradizione artistico-monumentale. Se ne potevano trarre lezioni per gli assilli del presente? Per rispondere a questo interrogativo, richiamo qualche lettura, utile tra le tante possibili.

Partirei dalla storia urbana, in cui si incontra l'università e, con ciò, la presenza dei giuristi aumenta; e cambia anche lo sviluppo della città. Si vedano M. Berengo, *L'Europa delle città. Il volto della società urbana europea tra Medioevo ed Età moderna*, Torino, Einaudi, 1999; M. Ascheri e F. Ricciardelli, *The City-States in Late Medieval Italy*, Roma, Viella, 2024; per l'organizzazione corporativa, si veda E. Brambilla, *Genealogie del sapere: università,*

7 Purtroppo non poté continuare il suo classico *Medioevo del diritto* del 1954, Milano, Giuffrè, rist. più volte.

8 In tempi recenti quei giuristi non sono stati più studiati solo per le loro dottrine, come si faceva in passato per la loro attività di romanisti. Così è avvenuto anche per i canonisti: pensiamo anche solo alla scuola anglo-normanna e a quanto si è fatto dopo. Il diritto *hominum causa* porta a precisi interessi di lettura e non solo per il *corpus* romanistico.

professioni giuridiche e nobiltà togata in Italia (XIII-XVII secolo), Milano, Unicopli, 2005, con ricca trattazione e bibliografia; per i giuristi, consultare il *Dizionario biografico dei giuristi italiani (XII-XX secolo)*, diretto da I. Birocchi, E. Cortese, A. Mattone, M. N. Miletta, I-II, Bologna, il Mulino, 2013; H. E. Troje, *Graeca leguntur. Die Aneignung des byzantinischen Rechts und die Entstehung eines humanistischen Corpus iuris civilis in der Jurisprudenz des 16. Jahrhunderts*, Köln-Wien, Böhlau, 1971; J. Krynen, *Le Théâtre juridique: une histoire de la construction du droit*, Paris, Gallimard, Paris, Gallimard, 2018. Per presenze locali, P. Nardi, *Maestri e allievi giuristi nell'Università di Siena*, Milano, Giuffrè, 2009; G. Minnucci, L. Košuta, *Lo Studio di Siena nei secoli XIV- XVI. Documenti e notizie biografiche*, Milano, Giuffrè, 1989. Per le istituzioni in particolare *Il Senato nella storia, II: Il Senato nel Medioevo e nella prima età moderna*, Roma, Senato della Repubblica, 1997, tralasciando forzatamente studi dettagliati e interdisciplinari pur interessanti (ad esempio per l'arte, cui è dedicata *LawArt. Rivista di Diritto, Arte, Storia*, e studi specifici come P. Maffei, "Angelo Gambiglioni modello del personaggio barbato in primo piano nella Flagellazione di Piero della Francesca?", *Atti e memorie dell'Accademia Petrarca di Lettere, Arti e Scienze*, in stampa).

Per sviluppi culturali: J. Hankins, *La meritocrazia politica nel Rinascimento italiano*, Roma, Viella, 2025, e *Roma e lo Studium Urbis. Spazio urbano e cultura dal Quattro al Seicento*, Roma, Roma nel Rinascimento, 1992, cui sono congiunti gli sviluppi dell'editoria, per cui *Juristische Buchproduktion im Mittelalter*, hrsg. V. Colli, Frankfurt/Main, Klostermann, 2002; D. Maffei, *Giuristi medievali e falsificazioni editoriali del primo Cinquecento*, Frankfurt/Main, Klostermann, 1979; G. Colli, *Per una bibliografia dei trattati giuridici pubblicati nel XVI secolo. Indici dei Tractatus universi iuris*, Milano, Giuffrè, 1994; C. Bastianoni, G. Catoni, *Impressum Senis. Storie di tipografi, incunaboli e librai*, Siena 1988.. Per consilia e privilegia *Legal Consulting in the Civil Law Tradition*, eds. M. Ascheri, I. Baumgärtner, J. Kirshner, Berkeley, University of California, 1999, e H. Monnhaupt, *Privilegien als Sonderrechte in europäischen Rechtsordnungen vom Mittelalter bis heute*, Frankfurt/M., Klostermann, 2024. Sono utili miscellanee come *Excerptiones iuris: Studies in honor of André Gouron*, ed. by B. Durand and L. Mayali, Berkeley, Robbins Collection, 2000, e *Scritti di storia del diritto offerti dagli allievi a Domenico Maffei*, a cura di M. Ascheri, Padova, Antenor, 1991.

Diego Quaglioni

Università degli Studi di Trento

In una delle sue lettere più note a Bonifacio Amerbach, inviata da Pavia il 24 gennaio 1537¹, Andrea Alciato faceva ammenda per il lungo silenzio causato dalle difficoltà delle comunicazioni oltralpe (la lettera precedente risaliva al 6 di aprile del 1536)², lamentando col verso seneciano “Peior est bello metus ipse belli” (citazione mnemonica di *Thyestes*, 572) la cupa atmosfera alimentata dal timore della guerra e lasciando scivolare tra le righe, con il calco di un crudo distico oraziano, la notizia, allora freschissima, dell’uccisione del duca Alessandro de’ Medici per mano del ‘tirannicida’ Lorenzino: “Dux Florentiae inuenit, qui sibi testes caudamque salacem demeteret ferro”³. La let-

1 G.L. Barni, *Le lettere di Andrea Alciato giureconsulto*, Firenze, Le Monnier, 1953, n. 98, pp. 162-163 = *Die Amerbachkorrespondenz: im Auftrag der Kommission für die Öffentliche Bibliothek der Universität Basel*. Bearbeitet und herausgegeben von A. Hartmann, V. Bd., *Die Briefe aus den Jahren 1537-1543*, Basel, Verlag der Universitätsbibliothek, 1954, n. 2106, pp. 17-18, da cui cito.

2 G.L. Barni, *Le lettere di Andrea Alciato giureconsulto*, n. 97, pp. 161-162 = *Die Amerbachkorrespondenz: im Auftrag der Kommission für die Öffentliche Bibliothek der Universität Basel*. Bearbeitet und herausgegeben von A. Hartmann, IV. Bd., *Die Briefe aus den Jahren 1531-1536*, Basel, Verlag der Universitätsbibliothek, 1953, n. 2023, pp. 409-410, da cui cito (con notizie sullo Studio pavese spopolato a causa della guerra e i saluti per Erasmo, tornato a Basilea da Friburgo, e non da Basilea a Friburgo, come equivoca il Barni): “Et cum huiusmodi tumultus oboriuntur, prima, quae clauditur, taberna est jurisconsultorum, quorum leges inter arma silent [Cicerone, *Pro Milone*, 11] [...]. Audiui Dñ Erasmum Friburgo demigrasse et istuc ad vetus hospitium reuertisse. Quod si uerum est, gratulor tibi, qui uicinum eum habeas et possis hominem quotidie salutare. Obsecro te, id ipsum et meo nomine facias” (p. 410).

3 G.L. Barni, *Le lettere di Andrea Alciato giureconsulto*, n. 98, p. 162 = *Die Amerbachkorrespondenz*, hrsg. von A. Hartmann, V. Bd., n. 2106, p. 17, da cui cito (“Il Duca di Firenze ha trovato l’uomo che gli tagliasse a fil di spada i testicoli e la coda lasciva”). Così deve essere corretta, con Hartmann, la lezione del Barni, che leggeva *ferre* invece di *ferro* (ma anche *testas* in luogo di *testes*), non avendo colto l’eco oraziana da *Serm.*, I, 2, 45-46. Per il celebre episodio qui evocato vedi Lorenzino de’ Medici, *Apologia e Lettere*, a c. di F. Erspamer, Roma, Salerno Editrice, 1991 («Minima», 21), con S. Dall’Aglio, “Nota sulla

tera si chiude esprimendo apprensione per le voci circolanti da qualche mese in Italia sulla morte di Erasmo, alle quali Alciato si rifiuta di credere finché l'amico non gliene dia certezza da Basilea: "Duravit hic aliquot menses rumor Dñ Erasmum periisse. Quae res mihi magno dolori fuit studiorum causa, ad quae promouenda ille natus erat; uerum donec a te sim certior factus, decretum est iisce rumoribus non credere, qui eum hominem toties extulerunt"⁴.

Rispondendo ad Alciato il 4 aprile del 1537, l'Amerbach non tardò a dare certezza della morte di Erasmo, avvenuta a Basilea nella notte tra l'11 e il 12 luglio del 1536: "Sic enim existimo, tua quammaxime referre, vt de incomparabilis viri Des. Erasmi Roterodarni morte certior reddare [sic] idque non solum communium studiorum nomine, sed vel inprimis amicitiae, quae tibi cum optimo viro haud uulgaris intercessit"⁵. Alciato, scrivendo da Pavia il 26 dello stesso mese, esprimeva all'amico il dolore per la perdita "amara ... lucuosaque" del "magnus Batauorum gloria Erasmus"⁶.

Tutta erasmiana è peraltro la lettera del 24 gennaio 1537, dalla quale abbiamo preso le mosse. Incastonato tra le prime righe, dopo necessarie parole di presentazione del latore della missiva, c'è un passaggio che ha giustamente suscitato l'attenzione degli interpreti del pensiero alciateo. Il grande giurista-umanista si rivolge infatti al suo amico scolpendo in pochi tratti l'immagine di sé al lavoro⁷:

Si queris quid agam, saxum illud Sysyphi sursum deorsum uoluo et cum Bartolo, Baldo idque genus caeteris luctor. Habeo nunc in manibus de leg. p^o [Dig. 30].

redazione e sulla datazione dell'*Apologia* di Lorenzino de' Medici", *Bibliothèque d'Humanisme et Renaissance*, 71 (2009), pp. 233-241. Un'ampia, importante disamina della letteratura del periodo è in J.-L. Fournel, J.-C. Zancarini, "«Ôtez-moi Brutus de la tête!». Tyrannicide et droit de résistance à Florence de Coluccio Salutati à Donato Giannotti", in *Le Droit de résistance, XII^e-XX^e siècle*. Textes réunis par J.-C. Zancarini, Paris, ENS Editions, 1999, pp. 47-69. Più in generale vedi F. Russo, *Bruto a Firenze. Mito immagine e personaggio tra Umanesimo e Rinascimento*, Napoli, Editoriale Scientifica, 2008.

4 G.L. Barni, *Le lettere di Andrea Alciato giureconsulto*, n. 98, p. 163 = *Die Amerbachkorrespondenz*, hrsg. von A. Hartmann, V. Bd., n. 2106, pp. 17-18, da cui cito.

5 *Die Amerbachkorrespondenz*, hrsg. von A. Hartmann, V. Bd., n. 2126, pp. 39-40, precisamente p. 39.

6 G.L. Barni, *Le lettere di Andrea Alciato giureconsulto*, n. 99, pp. 163-164 = *Die Amerbachkorrespondenz*, hrsg. von A. Hartmann, V. Bd., n. 2133, pp. 47-48.

7 G.L. Barni, *Le lettere di Andrea Alciato giureconsulto*, n. 98, p. 162 = *Die Amerbachkorrespondenz*, hrsg. von A. Hartmann, V. Bd., n. 2106, p. 17, da cui cito.

Una nota del Barni sembra avere orientato una lettura generalizzata di questo passo in senso simbolico, quasi dovesse escludersi per principio che Alciato, nell'evocare i nomi di Bartolo e Baldo, non potesse neppure essere sospettato di riferirsi ad un presente e concreto 'corpo a corpo' con la dottrina dei principali interpreti della tradizione civilistica di diritto comune: "Bartolo e Baldo – scrive Barni – sono i due grandi giureconsulti commentatori italiani: qui l'Alciato intende dire che si dedica completamente allo studio del diritto"⁸. Colpisce quella anacronistica, non dovuta precisazione, "italiani", spia del pregiudizio che impone di disporre Alciato dalla parte avversa a quella dei "commentatori italiani", vale a dire di quelli che ormai è invalso l'uso (ideologico) di definire come i rappresentanti del *mos italicus* in opposizione ai novatori del *mos gallicus*.

Analogamente, a commento di una precedente lettera all'Amerbach, da Milano, l'11 luglio del 1523, al ritorno da Avignone, nella quale, data notizia della quasi ultimata stesura del *Philargyrus*⁹, Alciato chiedeva all'amico in tono semiserio: "Et tu interim quid egisti? Lusisti ne talochis cum Ioanne an potius tetrica illa te studia tenuerunt et cum Bartolo luctatus es?"¹⁰, Barni commenta senza esitazione: "Bartolo da Sassoferrato, giureconsulto postglossatore (1314-1357): qui il suo nome viene usato da Alciato per indicare il diritto in genere"¹¹. Anche ammesso che Alciato abbia voluto rivolgersi all'amico indicando nel nome di Bartolo il vertice della tradizione civilistica, abusiva resta l'idea che l'allievo di Giason del Maino e di Filippo Decio potesse concepirne la riduzione ad astrazione, a simbolo antonomastico del 'diritto in

8 G.L. Barni, *Le lettere di Andrea Alciato giureconsulto*, n. 98, nota 1, p. 162.

9 *Die Amerbachkorrespondenz: im Auftrag der Kommission für die Öffentliche Bibliothek der Universität Basel*. Bearbeitet und herausgegeben von A. Hartmann, II. Bd., *Die Briefe aus den Jahren 1514-1524*, Basel, Verlag der Universitätsbibliothek, 1943, n. 926, pp. 436-437, precisamente p. 436: "Perueni fere ad catastrophon fabule, quam Philargyrum inscripsi, superestque una aut altera tantum scenula, ut deinde supremam manum illi imponam" = G.L. Barni, *Le lettere di Andrea Alciato giureconsulto*, n. 33, p. 60. Per questa ed altre comunicazioni sulla commedia vedi l'importante lavoro di A. Nogara, "Gli *otia* di un giurista filologo: il *Philargyrus* di Andrea Alciato", in *Textes et documents au temps des Guerres d'Italie: Alciato, Gagliano, Guicciardini, Machiavel, Sforza, Laboratoire italien* [En ligne], 17 (2016): <http://journals.openedition.org/laboratoireitalien/958>.

10 *Die Amerbachkorrespondenz*, hrsg. von A. Hartmann, II. Bd., n. 926, p. 436, da cui cito = G.L. Barni, *Le lettere di Andrea Alciato giureconsulto*, n. 33, p. 60.

11 G.L. Barni, *Le lettere di Andrea Alciato giureconsulto*, n. 33, nota 1, p. 60.

genere'. Gli stessi dati della breve nota del Barni, a cominciare da quella più che angusta qualificazione di Bartolo come “giureconsulto postglossatore”, sembrano voler rimarcare una distanza incolmabile con l’esperienza dell’età nuova e con l’abito culturale e scientifico dell’Alciato.

Domenico Maffei, scrivendo a pochi anni di distanza dal Barni e sottolineando, sulla scorta del Viard, che da parte di Alciato “le attestazioni di stima per Bartolo sono [...] infinite”, preferiva interpretare in chiave encomiastica i rimandi a Bartolo (e a Baldo) contenuti nelle due lettere all’Amerbach dell’11 luglio 1523 e del 24 gennaio 1537, aggiungendo che “le epistole dedicatorie del *De verborum significatione* (1529) e del *De Summa Trinitate* (1530) sono del resto un limpido specchio delle convinzioni dell’Alciato per quanto riguarda l’opera dei giuristi suoi predecessori”¹². Il caso di Alciato fu colto giustamente da Maffei come esemplare della necessità di evitare ogni contrapposizione rigida di uomini ed eventi come non solo falsa, ma riduttiva di un conflitto “dal quale sorgerà la scienza giuridica moderna, a un gioco di astrazioni [...]. Mentre è proprio quel conflitto che va valutato e studiato e spiegato: negli uomini singoli prima ancora che nell’intera età rinascimentale, e nel loro concreto operare più che nelle affermazioni polemiche delle quali sono intessuti i loro scritti”¹³.

Esattamente all’interno conflitto dei giuristi-umanisti, con se stessi prima ancora che con i loro avversari, veri o supposti tali, richiama il caso esemplare di Andrea Alciato. E ciò non solo perché la voce del giureconsulto milanese, così come quella di Ulrich Zasius e di Alessandro d’Alessandro, si stacca nettamente dal coro generale di invettive all’indirizzo della scolastica giuridica medievale, risultando generalmente improntata a moderazione; ma perché la sua cultura giuridica “affonda saldamente le sue radici nell’opera della giurisprudenza dell’età di mezzo”¹⁴.

Perfettamente a buon diritto, in tal senso, quasi un secolo fa Paul-Émile Viard poté parlare dell’Alciato in termini di “esprit de tradition”¹⁵, cioè di un ruolo-chiave dell’umanesimo giuridico alciateo, se bene intendiamo, nel salvataggio e nella trasformazione del *sensu* della tradizione giuridica occi-

12 D. Maffei, *Gli inizi dell’Umanesimo giuridico*, Milano, Giuffrè, 1956, pp. 53-54.

13 *Ibidem*, pp. 16-17.

14 *Ibidem*, p. 53. Vedi ora anche D. Quaglioni, « Aire italienne », in *Introduction à l’humanisme juridique. Auteurs, œuvres, idées, formes, destinées*. Sous la direction de X. Prévost et L.-A. Sanchi, Genève, Librairie Droz, 2025, pp. 35-51.

15 P.-É. Viard, *André Alciat, 1492-1550*, Paris, Société anonyme du Recueil Sirey, 1926, p. 139.

dentale come capace di rinnovarsi incessantemente rimanendo ancorata fermamente ai suoi fondamenti normativo-dottrinali¹⁶. E proprio in tal senso, in quelle preziose testimonianze epistolari c'è molto di più di un richiamo antonomastico dal possibile significato encomiastico. Si tratta di 'emblemi', di preziose immagini concettualmente densissime del giurista-umanista alle prese con una tradizione niente affatto esausta, ma bisognosa di rinnovarsi senza perdere il suo contenuto vivo di civiltà giuridica. Ha felicemente scritto Annalisa Belloni¹⁷:

La renommée d'Alciat, fondateur de l'humanisme juridique, est principalement fondée sur les *Mélanges* de philologie juridique qu'il publia à l'âge de 26 ans et sur les *Parerga*, fruit de sa maturité. Osons toutefois affirmer qu'avec la première période avignonnaise (1518-1522, c'est-à-dire entre ses 26 et ses 30 ans) se termine la période la plus fascinante de la vie d'Alciat. En Avignon, entouré d'un petit groupe d'étudiants hautement sélectionnés et avec un enthousiasme juvénile, il déploya ce goût vif pour la

16 Questa fondamentale connotazione della tradizione giuridica occidentale è una delle acquisizioni più importanti offerte alla storiografia giuridica contemporanea dall'opera di Harold J. Berman (1918-2007), in particolare nei volumi *Law and Revolution: The Formation of the Western Legal Tradition*, Cambridge, Massachusetts and London, England, Harvard University Press, 1983 e *Law and Revolution II: The Impact of the Protestant Reformations on the Western Legal Tradition*, Cambridge, Massachusetts – London, England, The Belknap Press of Harvard University Press, 2003, di cui ho curato la traduzione italiana: H.J. Berman, *Diritto e rivoluzione, II. L'impatto delle Riforme protestanti sulla tradizione giuridica occidentale*. Edizione italiana a c. di D. Quagliani, Bologna, Il Mulino, 2010. Vedi I. Birocchi – D. Quagliani – A. Mazzacane, "La tradizione giuridica occidentale nella prospettiva della sua crisi presente", *Quaderni fiorentini per la storia del pensiero giuridico moderno*, 40 (2011), pp. 1031-1059 e D. Quagliani, "«The Outer and the Inner Aspects of Social Life»", *Rechtsgeschichte – Legal History*, 21 (2013), pp. 189-191.

17 A. Belloni, "De l'interprétation des épigraphes milanaïses anciennes à la reconstruction des bureaux municipaux à Milan à l'époque romaine", in *L'Humanisme juridique. Aspects d'un phénomène intellectuel européen*. Sous la direction de X. Prevost et L.-A. Sanchi, Paris, Classiques Garnier, 2022, pp. 141-177, precisamente p. 160. Il contributo più importante per la ricostruzione della biografia e della genesi dell'opera di Andrea Alciato è quello di A. Belloni, *L'Alciato e il diritto pubblico romano. I Vat. Lat. 6216, 6271, 7071, I, I Rerum patriae libri; II, L'insegnamento, gli studi, le opere*, Città del Vaticano, Biblioteca Apostolica Vaticana, 2016 ("Studi e Testi", 507-508). Si veda anche il volume *André Alciat (1492-1550): un humaniste au confluent des savoirs dans l'Europe de la Renaissance*. Textes réunis et édités par A. Rolet et S. Rolet, Turnhout, Brepols (Collection «Études Renaissance»), 2013.

recherche, cette méthode philologique rigoureuse qu'il avait déjà affiné à Milan et mise en œuvre sur des textes juridiques au cours de ses études de droit à Pavie et pendant les deux années suivant l'obtention du diplôme.

Ad un periodo meno affascinante, ma non meno importante, com'è quello che precede di poco il rientro da Bourges in Italia, nel 1530, appartiene la già menzionata epistola dedicatoria (*Ad lectorem*) del commento al titolo *De Summa Trinitate et Fide Catholica* (C. 1, 1), in cui Alciato, secondo il superficiale avviso del Barni, “per giustificare la sua pubblicazione descrive le lamentele che da parte degli studenti gli furono esposte, perché ancora egli si era messo ad insegnare alla maniera tradizionale”¹⁸. In realtà l'apertura dell'epistola è una sconfessione del vizio di chi, volendo innovare alcunché contro la tradizione (“*adversus receptam aliorum consuetudinem*”), non mancando di ambizione e di temerarietà, giunga fino ad osare di sottrarsi agli istituti degli antichi e a condannare l'esperienza di lungo uso a favore dell'incerto. A uomini di tal fatta, scrive Alciato, capita la stessa sorte del corvo dal candido piumaggio della *fabula* ovidiana (*Metam.*, II, 531-565), beccato da una parte dei volatili per la sua difformità, ma dagli altri ritenuto non meno sospetto. Alciato confessa di temere la stessa sorte, per il rischio di offendere i professori giuristi trattando di diritto in un latino conciso (“*latine breviterque de iure disserendo*”), senza soddisfare al contempo i cultori dell'eleganza latina, che preferirebbero apprendere la purezza dell'eloquio in una materia più amena, invece di ritrovarsi in un'aspra e rigorosa selva di leggi (“*in tetrica hac horrentique legum sylva*”)¹⁹.

Di qui la scelta di preoccuparsi di giustificare il proprio abito scientifico nei confronti dei soli giuristi, tralasciando le opinioni intorno agli studi giuridici proprie di coloro che detestano lo studio del diritto (“*quid hi de nostris studiis sentiant, qui a iuris disciplina abhorrent*”). E di qui anche la narrazione dello stile dell'insegnamento alciatoeo che avrebbe dato luogo al lungo *plaidoyer* dello scelto gruppo di uditori²⁰:

Cum superiore anno accersitus Biturigum academiam venissem, tumque tertius Pandectarum tomus pro lege gymnasii explicarem, ego *De verborum obligationibus* ea responsa interpretanda suscepi, quae a Bartolo et recentioribus copiosius acutiusque, ob materiae subtilitatem, explanata fuerant, qualia sunt quae ad purgationem morae,

18 G.L. Barni, *Le lettere di Andrea Alciato giureconsulto*, n. 168, p. 250.

19 *Ibidem*.

20 *Ibidem*, pp. 250-251.

quae ad poenalis stipulationis commissionem, quae ad fidecommissorum renunciatio-
nem attinet...

La prefazione, col suo preciso ricordo dello stile e del metodo decisi da Alciato (*suscepi*) in occasione dell'insegnamento del *Novum* a Bourges, in particolare nella lettura, prevista dagli ordinamenti universitari, del difficile titolo *De verborum obligationibus* (D. 45, 1), le cui soluzioni tecniche (*responsa*) il giurista interpretava misurandosi con la ricca ed indispensabile tradizione bartolista, offre un'ampia spiegazione dell'atmosfera che cogliamo tra gli anni 1523-1537, cui appartengono le già citate lettere a Bonifacio Amerbach. Nel 1529, a Bourges, la consapevolezza di operare con un abito intellettuale nuovo nella *tetrica horrensque legum sylva* non può che significare il corpo a corpo con Bartolo e con i *recentiores*, alle cui interpretazioni sarebbe stata temeraria ambizione il volersi sottrarre.

Tra il 1523 e il 1537, Alciato è ormai avviato alla maturità e parla degli studi giuridici come di *tetrica studia*, studi rigorosi, severi e difficili, occupazioni gravi, che l'aggettivazione vergiliana già nobilita. Ma il senso più profondo di quelle chiare testimonianze epistolari consiste nell'uso ripetuto del verbo *luctor*, sempre riferito a Bartolo (11 luglio 1523) o a Bartolo e Baldo (24 gennaio 1537), il cui significato non può che essere quello, metaforico ma concreto nel suo riferimento ai grandi interpreti del diritto civile, del contendere, del gareggiare, del contrastare, del resistere, a riaffermazione della necessità del giurista di *transire per contraria* per aprire la via a soluzioni più avanzate.

Un destino e una condanna, se si pone mente all'impronta tutta erasmiana della lettera del 24 gennaio 1537, dominata dall'allusione all'*Adagium* 1340 (*Saxum volvere*)²¹, in cui il mito omerico di Sisifo e della sua condanna infermale a rotolare verso una cima un macigno che incessantemente ne ricade

21 *Opera Omnia* Desiderii Erasmi Roterodami recognita et adnotatione critica instructa notisque illustrata. Ordinis Secundi Tomus Tertius, *Adagiorum Chilias Secunda. Pars prior*, hrsg. von M. Szymański, Amsterdam – Boston – Heidelberg – London – New York – Oxford – Paris – San Diego – San Francisco – Singapore – Sydney – Tokyo, Elsevier, 2005, p.352: “SAXVM VOLVERE. Λίθον κυλίθειν, idest *saxum volvere*, dicuntur qui inexhausto quoque atque inutile labore fatigantur. Terentius in *Eunucho*: *Satis diu iam hoc saxum voluo*. Donatus admonet prouerbium fuisse in eos, qui inextricabili sudore, sed inutili, affligerentur, tractumque putat a notissima Sisyphei fabula, *saxum apud inferos sursum ac deorsum voluentis*. Apte vero stolidum militem *saxum* vocat, cum ipse fuerit Sisyphus vafer et callidus”.

è riferito da Erasmo, secondo l'interpretazione di Donato, a coloro che sono afflitti "inextricabili sudore, sed inutili"²². Ma più ancora dell'*Adagium*, ironicamente, l'allusione di Alciato era in tutta ovvietà diretta al luogo celeberrimo dell'*Encomium Moriae (De iure consultis)*, allo sferzante ritratto della condizione dei giuristi, che mentre "Sisyphi saxum assidue volvunt", affastellano glosse su glosse nella pretesa di rendere la loro disciplina la più importante perché la più difficile²³:

Inter eruditos iureconsulti sibi vel primum vindicant locum neque quisquam alius aeque sibi placet, dum Sisyphi saxum assidue voluunt ac sexcentas leges eodem spiritu contexunt, nihil refert quam ad rem pertinentes, dumque glossematis glossemata, opinionones opinionibus cumulantes, efficiunt vt studium illud omnium difficillimum esse videatur. Quicquid enim laboriosum, idem protinus et praeclarum existimant.

Se la breve confessione autobiografica di Alciato si arrestasse qui ("Si queris quid agam, saxum illud Sisyphi sursum deorsum uoluo..."), sarebbe pacifico intendere in senso autoironico il richiamo erasmiano alla *stultitia* del giureconsulto. Ma è la seconda parte di quella confessione che muta il senso dell'intero periodo: "...et cum Bartolo, Baldo idque genus caeteris luctor. Habeo nunc in manibus De leg[at]is p^o [D. 30]"²⁴. L'incessante fatica di Sisifo, la *stultitia* del giurista qui non appare più come una condanna, ma come la cosciente assunzione di una missione di incessante revisione della grande

22 *Ibidem*. M. Szymański avverte in nota, p. 353, che in Donato *ad Terentii Eunuchum*, 1085) si legge "laborem" anziché "sudorem". Per l'origine della *fabula* cfr. Omero, *Od.*, XI, 593-600.

23 *Opera Omnia* Desiderii Erasmi Roterodami recognita et adnotatione critica instructa notisque illustrata. Ordinis Quarti Tomus Tertius. *Moriae encomium id est Stultitiae laus*, ed. C.H. Miller, Amsterdam – Oxford, North-Holland Publishing Company, 1979, p. 142. Altri riferimenti al mito di Sisifo in *Adagia* 2001 (*Herculi labores*) e 2601 (*Scarabeus aquilam quaerit*), rispettivamente in *Opera Omnia* DESIDERII ERASMI ROTERODAMI recognita et adnotatione critica instructa notisque illustrata. Ordinis Secundi Tomus Quintus – Tomus Sextus, *Adagiorum Chilias Tertia*, edd. F. Heinimann and E. Kienzie, Amsterdam-Oxford, North Holland Publishing Company, 1981, pp. 23-41, precisamente p. 29 ("Sisyphi saxum voluere") e pp. 395-424, precisamente p. 412 ("putes te Sisyphum voluentem saxum videre"). Per quest'ultimo luogo vedi anche Erasmo da Rotterdam, *Adagia. Sei saggi politici in forma di proverbi*. A c. di S. Seidel Menchi, Torino, Giulio Einaudi editore, 1980, pp. 120-195, precisamente pp. 160-161.

24 G.L. Barni, *Le lettere di Andrea Alciato giureconsulto*, n. 98, p. 162 = *Die Amerbachkorrespondenz*, hrsg. von A. Hartmann, V. Bd., n. 2106, p. 17, da cui cito.

letteratura sapienziale lasciata in eredità dal diritto comune all'età nuova. Né puro richiamo antonomastico, né citazione dall'intento encomiastico, e neppure generico richiamo ad una letteratura di cui Bartolo e Baldo sono evidentemente le espressioni più alte. Alciato ha fra le mani uno dei luoghi più impegnativi dell'intero *corpus iuris* giustiniano, il lungo titolo *De legatis I* del Digesto (così lungo da occupare un intero libro della compilazione, come accade anche per i successivi due, anch'essi consacrati ai legati), il primo di tre libri sul quale la giurisprudenza medievale si è esercitata con grande forza creativa intorno ai complicatissimi problemi del diritto successorio.

Il 'corpo a corpo' con la tradizione dottrinale di diritto comune è questione che non interessa evidentemente solo i giuristi della prima metà del Cinquecento, ma riguarda soprattutto Alciato e la *proles Alciatea*, i cui caratteri distintivi affondano appunto ancora tutti nella giurisprudenza dell'età di mezzo, a dispetto di una visione della scolastica del diritto e dell'umanesimo giuridico l'una all'altro opposti, "conchiusi in precisi termini temporali, senza sfumature nei caratteri differenziali, i cui uomini rappresentativi non conoscono esitazioni e conflitti di ideali"²⁵.

Il panorama dell'umanesimo giuridico della prima parte del XVI secolo è popolato di personalità eminenti, tra le quali quella di Alciato appare tuttora aver maggiormente caratterizzato lo spirito di quel multiforme movimento intellettuale. Alciato proviene dalla tradizione giuridica italiana. La sua opera getta le basi dell'umanesimo giuridico, ma non segna una rottura netta²⁶. Per questo, come Alciato, i primi giuristi-umanisti, in Italia come in Francia, non adottano tutti una posizione eccessivamente netta nei confronti della dottrina

25 D. Maffei, *Gli inizi dell'Umanesimo giuridico*, p. 16. Esempio, a questo proposito, la vicenda umana e intellettuale del Gribaldi, sulla quale vedi D. Quaglioni, "Tra bartolisti e antibartolisti. L'Umanesimo giuridico e la tradizione italiana nella *Methodus* di Matteo Gribaldi Mofa (1541)", in *Studi di Storia del Diritto Medioevale e moderno*, a c. di F. Liotta, Bologna, Monduzzi Editore, 1999, pp. 185-212; cfr. anche Id., "L'éducation du juriste face au pouvoir: la «Methodus» de Matteo Gribaldi Mofa (1541)", in *Science politique et droit public dans les facultés de droit européennes (XIII^e-XVIII^e siècle)*. Sous la direction de J. Krynen et M. Stolleis, Frankfurt am Main, V. Klostermann, 2008 ("Studien zur europäischen Rechtsgeschichte", 229), pp. 347-357.

26 Vedi l'essenziale ed incisivo profilo tracciato da A. Belloni – E. Cortese, "Alciato (Alciati) Andrea", in *Dizionario biografico dei giuristi italiani (XII – XX secolo)*, diretto da I. Birocchi, E. Cortese, A. Mattone, M.N. Miletta, a c. di M.L. Carlino, G. De Giudici, E. Fabbriatore, E. Mura, M. Sammarco, con la collaborazione della Biblioteca del Senato, Bologna, Il Mulino, 2013, I, pp. 29-32.

medievale, al punto da poter essere descritti, nel giudizio di Jean-Louis Thireau, come “conciliateurs”²⁷.

Se è vero che nell’opera di Alciato, così come in quella di Budé e di Zaccarius, “gli assunti fondamentali della filologia umanistica vanno a costituire saldamente la struttura di un nuovo indirizzo metodologico nel campo stesso del diritto”²⁸, è nondimeno vero che nel giurista milanese resta “ben vivo [...] un finissimo senso giuridico, e si è stabilito saldamente, fin dal tempo della scuola, quell’equilibrio tra ragione giuridica e ragione storico-filologica che contras segnerà d’ora in poi le più valide e interessanti figure della giurisprudenza in Italia e soprattutto fuori d’Italia. Convinto del valore positivo e costruttivo, nonostante la cattiva latinità, dell’esperienza giuridica medievale; preoccupato di non liquidare, insieme con i difetti linguistici, una buona sostanza scientifica», Alciato «in più di una occasione fornisce aperto riconoscimento al valore dell’opera, originale e insostituibile, dei glossatori e dei commentatori. Egli accetta, in definitiva, la parte sostanziale della tradizione bartolistica, che risponde alle genuine necessità di una scienza del diritto vigente, di un diritto che si adegui costantemente alla realtà”²⁹.

Nella seconda metà del XVI secolo, le caratteristiche dell’umanesimo giuridico italiano ed europeo sembrano stabilizzarsi in una tendenza che è stata indicata come un’«osmosi tra i due indirizzi» degli studi giuridici³⁰. In questa prospettiva, è necessario rivedere il giudizio sull’umanesimo giuridico come fatto culturale nella transizione alla prima modernità, nonostante il perdurare di schemi storiografici ereditati da momenti di più accesa polemica, come nel caso esemplare di un Alberico Gentili (1552-1608), studente a Perugia prima di lasciare l’Italia per la Germania e per l’Inghilterra, dove si impegnò a difendere lo stile tradizionale delle scuole giuridiche italiane³¹. I suoi dia-

27 J.-L. Thireau, “Humaniste [Jurisprudence]”, in *Dictionnaire de la culture juridique*. Sous la direction de D. Alland et S. Rials, Paris, Quidrige / Lamy – PUF, 2003, pp. 795-800, precisamente p. 797.

28 D. Maffei, *Gli inizi dell’Umanesimo giuridico*, p. 128.

29 R. Abbondanza, “Alciato, Andrea”, in *Dizionario biografico degli Italiani*, 2, Roma, Istituto della Enciclopedia Italiana, 1960, pp. 69-77, precisamente p. 77.

30 I. Birocchi, “*Mos italicus e mos gallicus*”, in *Il contributo italiano alla storia del pensiero. Diritto*. Direttori scientifici P. Cappellini, P. Costa, M. Fioravanti, B. Sordi, Roma, Istituto della Enciclopedia Italiana, 2012, pp. 94-100, precisamente p. 100.

31 Vedi D. Quaglioni, “Le comparatisme juridique d’Alberico Gentili (1552-1608)”, in *Usages de l’histoire en politique au XVI^e siècle (France, Italie)*, *Revue des Sciences Philosophiques et Théologiques*, 102 (2018), pp. 3-14.

loghi sugli interpreti del diritto (*De juris interpretibus*, 1582), apparsi più di trent'anni dopo la morte di Alciato, sono all'origine del luogo comune che radicalizza la contrapposizione tra *mos italicus* e *mos gallicus* e che trasforma l'umanesimo giuridico in un partito, il 'partito degli Alciatei': "novam instituit sectam Alciatus", "Alciato ha costituito un nuovo partito", scrive Gentili nel primo dei suoi dialoghi; riducendo poi l'opposizione dei giuristi-umanisti ai vecchi interpreti del diritto al famigerato insieme di epiteti offensivi, allo scopo di dimostrare che gli umanisti non fecero altro che appropriarsi delle soluzioni già offerte dalla dottrina di Accursio, Bartolo, Baldo e Giasone del Maino³².

Quanto lo spirito alciateo sia lontano da questa asserita faziosità non è più necessario dimostrare. Meno agevole, forse, risulta ancora afferrare il senso originario di una rivoluzione intellettuale come quella dell'umanesimo giuridico, nel suo rapporto con la tradizione, nel passaggio dal mondo medievale alla prima modernità. Il *sensu* vivo della tradizione, se non lo 'spirito di tradizione', sembra ancora la cifra più evidente di questo vasto moto di pensiero giuridico, per il quale sarebbe vano cercare una definizione. Anche sul terreno della storia delle idee e delle dottrine giuridiche, come in quello del diritto civile, *omnis definitio periculosa*, ogni definizione può essere facilmente revocata in dubbio e rovesciata³³, perdendo il suo scopo, come ogni finzione che pretenda di raggelare la vita del pensiero in una formula: *simul cum in aliquo vitiata est, perdit officium suum*³⁴.

32 Alberici Gentilis, *De iuris interpretibus dialogi sex ad exemplar prioris editionis* edidit prolegomenis notisque instruxit G. Astuti, praefatus est S. Riccobono, Torino, Presso l'Istituto Giuridico della R. Università, 1937, p. 4.

33 Per una più ampia riflessione intorno al celebre frammento di Giavoleno nel titolo *De regulis iuris* del Digesto di Giustiniano (D. 50, 17, 202: "Omnis definitio in iure civili periculosa est: parum est enim, ut non subverti possit") e all'indole definitoria della giurisprudenza dell'età intermedia, vedi le penetranti considerazioni di R. Orestano, *Introduzione allo studio del diritto romano*, Bologna, il Mulino, 1987, pp. 148-149, e per qualche ulteriore spunto anche D. Quagliani, "Il diritto e le definizioni. Intervento introduttivo", in *Le definizioni nel diritto*. Atti delle giornate di studio 30-31 ottobre 2015, a c. di F. Cortese e M. Tomasi, Napoli, Editoriale Scientifica, 2016, pp. 13-20.

34 Mi permetto un ulteriore riferimento al luogo classico, dalla lunga e profonda influenza nella tradizione giuridica occidentale e nella stessa temperie umanistica (si pensi a Guicciardini), rappresentato dal frammento di Paolo, in apertura dello stesso titolo *De regulis iuris* (D. 50, 17, 1): "Regula est, quae rem quae est breviter enarrat. Non ex regula ius sumatur, sed ex iure quod est regula fiat. Per regulam igitur brevis rerum narratio traditur, et, ut ait Sabinus, quasi causae coniectio est, quae simul cum in aliquo vitiata est,

perdit officium suum”. È perciò che ogni riflessione sui concetti fondamentali del diritto, non può [...] prescindere dalla loro dimensione propriamente storica, di cui è appunto “pericoloso” ricercare una definizione statica, giacché essa sarebbe presto destinata a *perdere officium suum*, come la *regula vitiata* della massima del giurista Paolo” (D. Quaglioni, “Il diritto e le definizioni. Intervento introduttivo”, p. 20).

IL PROBLEMA DELLA DEFINIZIONE DELL'UMANESIMO GIURIDICO:
UNO SPECCHIO PER LO STORICO DEL DIRITTO

Italo Birocchi
La Sapienza-Università di Roma

1. *A mo' di premessa:*
la prolusione di Astuti sulla giurisprudenza umanistica

Agli inizi del 1938 Guido Astuti dedicò la prolusione catanese alla giurisprudenza culta, interrogandosi sul suo metodo nella interpretazione del *corpus iuris*¹. A suo parere, quella metodologia si risolveva in una ricerca storica che si esprimeva come un 'ritorno all'antico', tema centrale del Rinascimento². Egli asseriva che vi erano certamente giuristi culti provvisti di "equilibrio" – lo storico del diritto menzionava Alciato, Zasius, Augustín, Viglius³ –, ma nel complesso il significato dell'umanesimo giuridico si restringeva alla finalità della restaurazione storica del diritto romano, attraverso la caccia ai glossemi spuri. In ciò infatti consisteva la distanza con i maestri del *mos italicus* e la ragione della contrapposizione. Per Astuti, i culti non erano interessati ai problemi pratici, per affrontare i quali avrebbero dovuto padroneggiare la dogmatica, viceversa patrimonio della scuola italiana medievale, maestra della *interpretatio iuris*; la loro metodologia li collocava tra gli storici o i grammatici (il caso tipico era quello di Cujas), o tra gli enciclopedisti (il pensiero andava alle *Annotationes in Pandectas* di Budé). In definitiva, accomunati dall'interesse per la ricerca storica e dall'enciclopedismo – erano convinti, pur in diversa misura, che il Digesto contenesse quasi tutta la filosofia –, i culti non erano "veri" giuristi e a riprova negavano l'autonomia della scienza giuridica.

L'autore che esprimeva questi giudizi era allora molto giovane, ma già si distingueva tra gli storici del diritto italiani per l'interesse allo studio dell'età

1 G. Astuti, *La giurisprudenza culta e l'interpretazione del Corpus iuris*, Catania, Tipografia Zuccarello & Izzi, 1940 (da cui si cita). La prolusione è riedita in Id., *Tradizione romanistica e civiltà giuridica europea*, I, Napoli, Edizioni Scientifiche Italiane, 1984, pp. 421-437.

2 *Ibidem*, p. 6.

3 *Ibidem*, p. 9.

moderna e, in particolare, delle opere dell'umanesimo giuridico⁴. Guardava la storia col filtro della dogmatica giuridica; e così, ad esempio, per lui, nella dottrina contrattuale funzionava molto meglio la teoria dei *vestimenta pactorum*, prodotto tipico dei glossatori e commentatori, che non le erudite riflessioni sul sinallagma contenute nel *Commentario* di Connan.

In realtà, mentre parlava del conflitto metodologico tra la scuola italiana e quella francese, Astuti guardava alla contemporaneità; esordiva infatti nella prolusione con una critica alla grande scienza giuridica tedesca dell'Ottocento, che aveva ricollegato la modernità al cultismo cinquecentesco, dichiarandosi senz'altro sua erede⁵. Qui stava il punto e su questo l'autore dissentiva: la metodologia del cultismo era mera erudizione, inservibile per il diritto odierno. A suo avviso, l'umanesimo giuridico aveva gettato un seme nuovo nel campo della ricerca storica, ma non aveva operato in funzione del diritto del tempo e tanto meno poteva servire alle esigenze della contemporaneità (Astuti criticava lo stanco filone della romanistica del Novecento, dedito ancora alla erudita caccia alle interpolazioni⁶).

A parte il marchio nazionalistico proprio della cultura italiana sotto il fascismo – palesi le simpatie dell'autore per la scuola giuridica italiana, accreditata di un primato indiscutibile –, è evidente che la definizione-descrizione dell'umanesimo data da Astuti risentiva di una cultura storico-giuridica che accentuava il peso della dogmatica, strumento o piuttosto idolo del giurista. Quella cultura sviliva le relazioni tra il mondo del diritto e l'ambiente sociale e politico, accuratamente tenuto fuori da ogni discorso giuridico. La stessa sbrigativa riduzione della questione metodologica a controversia tra due *mores* individuati e basati territorialmente in Francia e in Italia impediva la comprensione delle ragioni profonde dei due indirizzi, come pure delle commistioni⁷. Dinanzi alla lente dogmatica, la ricchezza umanistica veniva messa

4 Nel 1937 era già stato pubblicato G. Astuti, *Mos italicus e mos gallicus nei dialoghi "De iuris interpretibus" di Alberico Gentili*, oltre all'edizione, da lui curata, del *De iuris interpretibus* di Gentili. Sull'autore (1910-1980), che veniva dalla formazione liberale tenuta in vita dalla scuola torinese anche durante la dittatura (Einaudi, Solari, Segrè) e che, negli anni Settanta, fu anche giudice della Corte costituzionale, v. la voce di M. Caravale, in I. Birocchi – E. Cortese – A. Mattone – M.N. Miletta (dir.), *Dizionario biografico dei giuristi italiani (XII-XX secolo)*, I, Bologna, Il Mulino, 2013, pp. 119-121.

5 G. Astuti, *La giurisprudenza culta e l'interpretazione del corpus iuris*, pp. 5-6.

6 *Ibidem*, pp. 18, 17 e 22.

7 Si può notare come i giudizi di Astuti riguardassero esplicitamente giuristi francesi attivi fino alla fine del Cinquecento (tra gli altri citava Hotman, Brisson, Cujas, senza differenziarli nella multiforme opera rispettiva).

in non cale. Nella visione purificata del diritto coltivata da Astuti era solo marginale un indirizzo intellettuale che adottava strumenti eterogenei per la comprensione delle fonti e che, nell'occuparsi del diritto pubblico, sconfinava nella politica: lungi dal costruire per risolvere problemi pratici, esso si limitava a predicare il ritorno all'ideale della classicità.

2. *Il quesito al centro della discussione*

Ho usato la prolusione catanese di Astuti come una sorta di premessa, ben sapendo che oggi nessuno storico del diritto adotterebbe il metodo e gli schemi mentali ivi sottesi; e ha ragione chi oggi, rileggendo l'intera opera di Cujas, è giunto alla conclusione che, in fondo, l'umanesimo esprime compiutamente il rifiuto della dogmatica fine a se stessa⁸. Nella sua nudità, tuttavia, il discorso dello storico del diritto piemontese dà risalto al tema intelligentemente posto dagli organizzatori di questo colloquio parigino, i quali, di fronte all'abbondante e spesso eccellente letteratura (non solo continentale) fiorita in materia negli ultimi decenni, si sono posti il problema che dà il titolo al convegno: si può proporre una sintesi che racchiuda i tratti caratteristici dell'umanesimo giuridico? È un interrogativo che fatalmente accompagna lo sviluppo delle conoscenze e che viene declinato secondo varie modalità; per restare nel campo storico-giuridico, talvolta si guarda allo strumento che principalmente connota un metodo d'intervento (ad esempio, l'età della glossa, che però è anche l'età della *summa* e delle *disputationes*); talaltra si usa un termine vago e ambiguo, che fa riferimento a qualcosa che non c'è più e che prelude a qualcos'altro che non c'è ancora (ad esempio, l'età dei postglossatori). Tipi diversi di etichette per rispondere alla domanda: che cosa caratterizza una certa corrente intellettuale?

Venendo al nostro tema, appare scontato che non si può andare alla ricerca di un ideal-tipo di cultismo giuridico, che non è mai esistito e che potrebbe essere solo una costruzione teorica astratta. E questo per l'intreccio di indirizzi assai variegati per metodo, strumenti letterari adoperati, interessi coltivati (di studio e di applicazione pratica) e per le commistioni insite in ogni fenomeno della cultura: quanto umanesimo (giuridico o no) si trasfonde nella Seconda Scolastica (non necessariamente spagnola) e nel giusnaturalismo laico? Se è vero – ed è inoppugnabile – che Grozio aveva stretta

8 X. Prévost, *Jacques Cujas (1522-1590) jureconsulte humaniste*, Genève, Droz, 2025, p. 505 (la I edizione è del 2015).

confidenza con le opere di Doneau e di Suárez, e se è pure vero – ed è stato dimostrato – che si stabilì uno scambio vivacissimo tra Lessius e il giurista olandese, il problema appare quello delle compresenze, dei travasi, delle assimilazioni, piuttosto che dei confini e delle definizioni⁹.

Difficile dunque stabilire i caratteri essenziali che connotano il cultismo giuridico, tanto più che, scontato ormai l'orizzonte europeo come campo territoriale di diffusione, resta controverso l'arco temporale di estensione. Non sembra dubbio, ad esempio, che il commentario penalistico di Anton Matthäus II, edito nel 1644, dimostri nella struttura, nella parte generale, negli orientamenti contenutistici e nell'atteggiamento critico dell'autore una spiccata appartenenza al cultismo, del resto confermato dalla formazione giovanile del giurista¹⁰. Ma in questo caso la data di pubblicazione e la materia specifica – il *ius criminale* – pongono un problema: quello era piuttosto il momento del trionfo di Farinacci e di Carpzov, i due eponimi del vecchio diritto penale citati in apertura del 'libriccino' di Beccaria, sicché è particolarmente importante studiare l'opera anche nei vari ambienti in cui fu edita e commentata.

Non sembra dubbio, insomma, che l'interrogativo posto – che cos'è l'umanesimo giuridico? – apra un problema di conoscenza assai sfrangiato, essen-

9 Cfr. R. Feenstra, "Hugues Doneau et les juristes néerlandais du XVII^e siècle: l'influence de son «système» sur l'évolution du droit privé avant le Pandectisme", in B. Schmidlin – A. Dufour (eds.), *Jacques Godefroy (1587-1652) et l'Humanisme juridique à Genève*, Bâle – Francfort-sur-le-Main, Helbing & Lichtenhahn, 1991, pp. 231-243, specialmente p. 239, Id., "Ius commune et droit comparé chez Grotius. Nouvelles remarques sur les sources citées dans ses ouvrages juridiques, à propos d'une réimpression du *De iure belli ac pacis*" (1992), in A. García y García – P. Weimar (cur.), *Miscellanea Domenico Maffei dicata. Historia - Ius - Studium*, III, Goldbach, Keip, 1995, pp. 513-542, specialmente p. 537, W. Decock, *Theologians and Contract Law. The Moral Transformation of the Ius commune (ca. 1500-1650)*, Nijhoff, Leiden-Boston, 2013, *passim*, ad nomen (Grotius, Lessius), e I. Birocchi, *Alla ricerca dell'ordine. Fonti e cultura giuridica nell'età moderna*, Torino, Giappichelli, 2002, pp. 174-175.

10 Edizione adoperata: A. Matthäus, *De criminibus*, Genevae, sumptibus fratrum Cramer, 1760. Per l'inquadramento dell'opera v. S. Pollorsi, *Recta ratione ductus. I Prolegomena al De criminibus di Anton Matthaeus*, Pavia, Pavia University Press, 2005; sul giurista e sulla formazione a Marburg v. F. Schlüter, *Anton Matthaeus II, aus Herborn (1929)*, reprint Frankfurt am Main, Keip, 1977; sulla sua fortuna in Italia, soprattutto nell'ambiente del neo-culti, v. I. Birocchi, "Il problema della riforma della giustizia in Italia nell'età dei lumi: l'incontro tra Pratiche criminali e nuova filosofia", in J.R. de Lima Lopes – A. Slemian (org.), *História das justiças 1750-1850. Do Reformismo Ilustrado ao Liberalismo Constitucional*, São Paulo, Alameda, 2017, pp. 53-107, specialmente pp. 64-67.

do molteplici i punti di vista da cui guardarlo (da storico *tout court*, o delle idee, del diritto, delle istituzioni, della filosofia, della letteratura, persino della teologia e della medicina e di altro ancora).

Poiché gli organizzatori del convegno hanno invitato i relatori a una riflessione a partire dalla propria esperienza di ricerca, qui si esporranno criticamente i principali snodi attraverso cui essa si è svolta nell'ambito della disciplina coltivata, la storia del diritto¹¹.

Il tema, cominciato ad affrontarsi agli inizi degli anni Ottanta, era quello della teoria generale del contratto nell'*Usus modernus Pandectarum*. L'argomento era eminentemente dogmatico, e però presentava immediatamente molte 'interferenze', *in primis* per le connessioni con il pensiero dei culti, a loro volta assai variegato; e d'altronde il compito non poteva risolversi nella collezione di una infinita sequenza di citazioni, magari muovendo dalla definizione di contratto e dalla individuazione dei suoi requisiti. Ai fini della comprensione storica occorreva indagare sulle cosiddette interferenze, cioè sulla formazione intellettuale dei giuristi di volta in volta esaminati e dei filosofi, logici, teologi loro referenti; sui generi letterari adoperati; sugli insegnamenti compresi nei curricula universitari; sui rapporti tra la scuola, le istituzioni e le corti principesche¹². Del resto, le connessioni col mondo culto cinquecentesco non erano isolate: c'era pure un neo-umanesimo che andò svolgendosi sul finire del Seicento in Italia e che nelle generazioni successive ai primi maestri assunse addirittura forme illuministiche¹³.

11 Questo spiega le citazioni ricorrenti di lavori di chi scrive: si vuole così esprimere l'itinerario della propria riflessione nel tempo. Si tratta ovviamente di una goccia nel benefico mare della letteratura sull'umanesimo giuridico.

12 A questi fini erano utili i poderosi contributi contenuti nell'*Handbuch* curato da Helmut Coing (per la letteratura umanistica, in particolare, provvedeva la sistemazione di un grande specialista: H.E. Troje, "Die Literatur des gemeinen Rechts unter dem Einfluss des Humanismus", in H. Coing (hrsg.), *Handbuch der Quellen und Literatur der neueren europäischen Privatrechtsgeschichte*, II/1, München, Beck, 1977, pp. 615-795), che peraltro non sostituiva la vecchia, ma ancor valida *Geschichte* di Stintzing, indispensabile per gli scavi biografici. Circolava tuttavia un piccolo ma prezioso libro, concepito inizialmente come capitolo introduttivo alla monografia su un umanista, Alessandro d'Alessandro: D. Maffei, *Gli inizi dell'umanesimo giuridico* (1956), Milano, Giuffrè, 1972. Sintesi già di accurati studi, questo libro delineava un intero ventaglio di ricerche, sviluppate poi in molte direzioni dalla successiva storiografia (Piano Mortari, Mazzacane, Ascheri, Quaglioni).

13 In tal senso G. d'Amelio, *Illuminismo e scienza del diritto in Italia*, Milano, Giuffrè, 1965, pp. 21-25.

Ecco dunque: quell'antica esperienza di studio su un argomento in sé strettamente dogmatico prospettava un problema identitario rispetto a un indirizzo culturale – l'umanesimo – che certamente aveva impresso il suo marchio all'esperienza giuridica dell'età moderna in Europa, di contro a una persistente storiografia italiana che parlava dei tre secoli post-medievali come della lunga crisi del diritto comune.

3. *Uno sguardo sul neo-umanesimo*

Come detto, l'osservazione di un cultismo e di un neo-cultismo apriva un problema identitario. Si sa che nella storia della cultura si parla a più riprese di neo-umanesimo (nella Germania del tardo Settecento, ad esempio, e a più riprese nel corso del Novecento e a tutt'oggi in Italia), senza però che effettivamente si possa accreditare un unico modello culturale ispiratore. Se invece si dimostra che, al di là delle etichette, l'indirizzo intellettuale manifestatosi sul finire del Seicento in Italia si ricollegava all'umanesimo cinquecentesco ed effettivamente se ne riscontrano almeno alcuni dei caratteri usualmente riconosciuti ad esso, si potrebbe ipotizzare un cultismo che visse più stagioni con connotazioni persistenti; o, in alternativa, si potrebbe parlare di un cultismo unico che, su un tronco condiviso di caratteri, si contaminò variamente con altri indirizzi. S'intende, non occorrerà constatare una ripresa a ricalco – ipotesi ovviamente assurda – ma basterà riscontrare l'accoglimento dei fermenti presenti nel cultismo originario e dunque una loro manifestazione viva e aggiornata¹⁴.

Nella Napoli degli anni Ottanta del Seicento molti segni indicano l'affacciarsi di un rinnovato fervore intellettuale. Si leggeva e si discuteva Grozio, si costituivano e si accrescevano magnifiche biblioteche da parte di importanti uomini del foro e delle magistrature (Francesco d'Andrea, Giuseppe Valletta, Gaetano Argento, Serafino Biscardi), si sviluppavano cenacoli ove emergevano le posizioni degli *afrancesados*¹⁵; nelle scuole private, diffusissime nella capitale, nei gabinetti e negli studi dei grandi forensi affiorava un modo nuo-

¹⁴ Una trattazione più distesa del neo-umanesimo è in I. Birocchi, *Alla ricerca dell'ordine*, spec. pp. 317-334.

¹⁵ Nella vastissima bibliografia, in cui primeggiano le opere di Raffaele Ajello e della sua scuola, basti citare R. Ajello, "Gli *afrancesados* a Napoli nella prima metà del Settecento. Idee e progetti di sviluppo", in M. Di Pinto (cur.), *I Borbone di Napoli e i Borbone di Spagna. Un bilancio storiografico*, Napoli, Guida, 1985, pp. 115-192.

vo di formare i giovani giuristi. Domenico Aulisio (1649-1717), in particolare, viene ricordato per l'impostazione umanistica dell'insegnamento: non si poteva imparare il diritto romano senza conoscere la storia e senza leggere i classici. Le testimonianze di gioventù di Gravina (1664-1718) e di Giannone (1676-1748), e lo stesso percorso intellettuale di Vico (1668-1744) – tutti pressoché coetanei – indicano univocamente il risveglio del mondo intellettuale che interessava le lettere, il diritto, la politica. Ed è forse la storia – intesa come autocoscienza di sé – a costituire il cemento di un tessuto espansivo che si svilupperà ancora nel periodo austriaco (emblematica la *Istoria civile* di Giannone, 1723) e che interesserà infine anche l'insegnamento del diritto nell'Università con le riforme di Celestino Galiani (l'introduzione della cattedra di *Ius regni* favorirà la costruzione sistematica delle principali branche del diritto patrio)¹⁶.

Come ben espresso dalla prosa di Gravina, gli interessi culturali, l'atteggiamento critico e i mezzi espressivi erano quelli degli umanisti cinquecenteschi¹⁷. E la ventata neo-culta non riguardava solo Napoli. Lo stesso Gravina – autore delle *Origines iuris civilis* (1708), partecipa a esperimenti scientifici, fondatore del movimento letterario dell'Arcadia¹⁸ – ottenne una cattedra di *ius canonicum* a Roma e, verso il termine della sua esistenza, nel 1717, fu chiamato a Torino nell'imminenza della rifondazione di quella Università.

Nell'Università pisana intanto teneva cattedra col metodo neo-culto Giuseppe Averani (1662-1738), i cui interessi spaziavano tra la matematica, la fisica sperimentale, la teologia e il diritto. La capitale del Granducato conservava il venerato manoscritto delle Pandette (la cosiddetta *littera florentina*) e quindi attirava l'interesse di studio di filologi, giuristi e studiosi di altre discipline (famosa e assai lunga la polemica sulla provenienza o meno del manoscritto da Amalfi, che ebbe come protagonisti Bernardo Tanucci, allora

16 D. Luongo, "Il dibattito sulla riforma dell'Università di Napoli (1714-1733)", in P. Contegna – D.V. Vidania – F. Caravita – P. Giannone, *All'alba dell'Illuminismo. Cultura e pubblico Studio nella Napoli austriaca*, a cura di D. Luongo, Napoli, Guida, 1997, pp. 7-75.

17 "La perizia delle varie lingue, le ragioni delle cose naturali, le notizie dell'antichità, le pure e sincere interpretazioni delle leggi e quel che per l'addietro era occupato da fosca caligine pare che a' nostri tempi si scuota l'antiche tenebre" (G.V. Gravina, *Discorso sopra l'Endimione* (1692), ora in Id., *Scritti critici e teorici*, a cura di A. Quondam, Roma-Bari, Laterza, 1973, pp. 49-73, specialmente p. 51).

18 Per Gravina la poesia e la tragedia erano forme di conoscenza e di impegno nella società.

giovane professore di indirizzo neo-culto, e Guido Grandi, che insegnava matematica). L'interlocutore principale era però Averani, in contatto con studiosi come Cornelis van Bynkershoek, Gerard Noodt e Henrik Brenkmann; egli era anche impegnato come consigliere di corte, in particolare per la questione di diritto pubblico dell'autonomia del Granducato dall'Impero (*De libertate civitatis Florentiae ejusque dominii*, 1722).

Gravina, Averani e Aulio (il cui nome però va legato a un cospicuo numero di togati partecipi dello stesso indirizzo) erano i tre maestri che nel giro di pochi decenni impostarono i caratteri di una scuola che diventò preponderante nel secondo Settecento trovando spazio nell'insegnamento universitario. L'orizzonte culturale del giurista neo-culto si può sintetizzare così:

- la riscoperta dello studio storico del diritto e propriamente la congiunzione necessaria tra storia e giurisprudenza (tra i tanti, l'aveva insegnato Baudouin e ancora nel 1711, l'insegnamento era stato ripreso da Barbeyrac nella prolusione tenuta a Losanna)¹⁹;

- la collocazione del diritto tra le scienze umane e sociali e corrispondentemente l'interesse a cercare le connessioni con la teologia e la medicina, la filosofia e la matematica²⁰;

- la coscienza di sé (del proprio metodo, dei propri compiti) e la conseguente esigenza di comparazione con le diverse scuole di diritto sviluppatasi nel tempo;

- un atteggiamento costruttivo verso la prassi, intesa non come evidenza statica dell'esistente, bensì come ambito su cui incidere attraverso il diritto;

- la crescita dell'interesse per quei settori (il penale, l'amministrazione della giustizia, il commercio, in generale la materia pubblicistica) verso i quali più incisivo poteva essere l'intervento attraverso il diritto patrio.

Le biografie dei singoli protagonisti mostrano un rapporto stretto tra i centri del potere e il mondo neo-umanista (spesso il giurista era un alto magistrato o un consigliere del sovrano). E quando, attraverso le riforme univer-

19 F. Baudouin, *De institutione historiae universae et ejus cum jurisprudentia conjunctione* (1561), letto nella raccolta, curata da J.G. Heineccius, *Jurisprudentia romana et attica*, I, Lugduni Batavorum, apud Kallewier et J. et H. Verbeek Bibliop., 1738, col. 1455 ss.; J. Barbeyrac, *Oratio inauguralis de dignitate et utilitate juris ac historiarum et utriusque disciplinae amica conjunctione*, in S. Pufendorf, *Le droit de la nature et des gens*, trad. du latin par J. Barbeyrac, Basle, Thourneisen, 1771, II, pp. 1-21 (in fine, con nuova numerazione delle pagine).

20 S. Mastellone, *Pensiero politico e vita culturale a Napoli nella seconda metà del Seicento*, Messina-Firenze, D'Anna, 1965, p. 97.

sitarie che si susseguirono nel corso del Settecento, il neo-cultismo si affermò nell'insegnamento, divenne soprattutto metodo, riproponendo l'esegesi dei testi antichi, permeando il genere delle *Practicae*, sistematizzando di volta in volta la materia affrontata. E mentre si riprendevano anche le invettive contro i legulei e la letteratura casistica, avevano una nuova fortuna editoriale i classici del cultismo (Connan, Doneau, Cujas, Le Douaren); in particolare a Pisa si pubblicò (1769-71) una raccolta di saggi ascrivibili alla giurisprudenza umanistica col titolo di *Variorum opuscula ad cultiorem jurisprudentiam adsequendam pertinentia*. Si affermò comunque un interscambio, che spiega come le *Origines* di Gravina e le *Interpretationes iuris* di Averani ebbero la prima edizione all'estero (rispettivamente in Germania e nei Paesi Bassi) e come le opere dei primi allievi (Pietro Giannone, Giuseppe Aurelio Di Gennaro, Francesco Rapolla, Pompeo Neri) dei maestri neo-culti ricevessero recensioni sulle riviste letterarie europee.

Il neo-cultismo poté attecchire in Italia e manifestarsi con caratteri appariscenti perché in contrapposizione con la cultura barocca, non essendo diffuso in precedenza il giusnaturalismo laico continuatore delle idee dei culti (anzi, la letteratura giusnaturalista era messa all'Indice dei libri proibiti perché di matrice protestante). Fu un rinnovamento di metodo e di contenuti, funzionale a ripensare il diritto: consentiva di tenere insieme l'idea di sistema universale (nei suoi principi, nelle categorie generali, negli istituti fondamentali) con la considerazione della storicità, per cui entro il sistema c'era spazio per il *ius patrium* o *novum* o *hodiernum*, cioè per le particolarità locali o nazionali che si andavano man mano estendendo soprattutto attraverso la legislazione regia. Si predicava il superamento dell'antitesi tra teoria e prassi: la teoria doveva guidare il diritto nuovo, ma questo doveva incastonarsi entro il sistema e in tal modo le specificità dei diversi ordinamenti (regni, principati, granducati) si stemperavano.

Al pari dell'umanesimo cinquecentesco, il neo-cultismo era espansivo e con tendenze unificanti, come indica la circolazione delle idee e degli uomini al di là degli ordinamenti particolari.

4. Una comunanza di metodo storico, una condivisione di strumenti per una prassi cangiante

I motivi fondanti del neo-cultismo coincidono in larga misura con gli indirizzi solitamente ascritti all'umanesimo. Con riferimento a quest'ultimo, in

una sintesi didattica molto autorevole Antonio Padoa Schioppa ha distinto l'orientamento storico-filologico, quello critico (no al principio d'autorità), quello sistematico e quello teorico (il fondamento del diritto doveva essere formulato in termini universali)²¹. Possiamo allora procedere a trarre da questa *koiné* una sorta di definizione che esprima i caratteri salienti del cultismo giuridico?

Non è la mia idea. Non si può andare oltre l'accertamento di una comunanza, ma non uniformità, metodologica (risalire alle fonti per comprenderle e storicizzarle, superando il principio d'autorità e instaurando un legame stretto con le altre scienze dello spirito) e una condivisione della strumentazione. Certo, per i limitati fini didattici e divulgativi, potrebbe essere utile prospettare una definizione descrittiva che inglobasse le ulteriori direttrici di impiego emerse nei più recenti studi, in particolare l'indirizzo pratico per il diritto nazionale che le nuove ricerche hanno opportunamente individuato: le opere della maturità di un Loisel, di un Coquille, o di un Le Caron potrebbero essere così facilmente incasellate. Ma conviene prendere atto che è introvabile, e comunque non può scientificamente darsi, una categoria unitaria astrattamente definibile che comprenda il fenomeno storico dell'umanesimo giuridico. E basterebbe del resto considerare due monografie ormai classiche, dedicate rispettivamente a Du Moulin e a Cujas, i cui autori hanno mirabilmente contestualizzato l'opera dei due giuristi in seno alla varietà del cultismo²². E così, ad esempio, l'immagine del giureconsulto tolosano – una volta ristretta nello spazio angusto di principe dell'indirizzo storico – è uscita davvero rinnovata se non trasfigurata, sia per i nessi con l'indirizzo pratico (e molti suoi allievi furono del resto magistrati o avvocati), sia perché almeno una parte dell'opera aveva finalità immediatamente pratica (in particolare nell'ambito delle successioni e dei feudi)²³.

In realtà già la diffusione dell'umanesimo, nel tempo e nello spazio, rende difficoltosa una operazione definitoria, posto che, come è stato ben rilevato, essa è avvenuta anche nella patria del *mos italicus*:

21 A. Padoa Schioppa, *Storia del diritto in Europa. Dal medioevo all'età contemporanea*, Bologna, Il Mulino, 2007, pp. 252-264.

22 J.-L. Thireau, *Charles Du Moulin (1500-1566). Etude sur les sources, la méthode, les idées politiques et économiques d'un juriste de la Renaissance*, Genève, Droz, 1980 (l'autore sottolinea che nel punto di vista di vista di Du Moulin l'umanesimo non era affatto un blocco unico: p. 140); X. Prévost, *Jacques Cujas, passim*.

23 X. Prévost, *Jacques Cujas*, pp. 194-199 e 355 ss.

I giuristi del XVI secolo in Italia hanno ricevuto un'educazione umanistica e apprezzano i metodi filologici e storici nell'analisi dei testi²⁴.

Ma soprattutto una definizione soddisfacente appare preclusa dal fatto che l'umanesimo deriva da un metodo – guardare in modo critico e libero le fonti e cioè innanzi tutto attraverso la filologia – che è intrinsecamente storico: non si può evidentemente imbalsamare la storia. Si può definire un metodo, ma non le conseguenze dell'applicazione del metodo, che nel loro fluire sono sempre diverse in relazione alle circostanze in cui il pensiero opera. Quel metodo guarda all'applicazione e perciò esprime una cultura in azione, che non si ferma al dato; piuttosto, suggerisce una attività di ricerca, è votato all'esplorazione. Sottende una molteplicità di relazioni, viaggi e comunicazioni, confronti: quanti titoli del Digesto, quanti testi letterari vennero riscoperti e sottoposti a nuova analisi dalla giurisprudenza umanistica? I bisogni analitici si moltiplicavano e richiedevano nuove sintesi aggiornate e formative, nelle quali perciò avesse spazio il diritto nazionale. E infatti da un capo all'altro dell'Europa si affacciarono opere originali dedicate alle Istituzioni, un tempo insegnate da giuristi in via di formazione e ora cimento di grandi grecisti, cultori di logica: quella di un Vultejus a Marburg, il differenziato trittico istituzionale prodotto in Francia da Coquille, Loisel e Le Caron²⁵, quella di un Pichardo de Vinuesa a Salamanca o ancora, poco dopo, quella concepita dalla mente di Grozio prigioniero in carcere, l'*Inleiding*, giunta fortunatamente fino a noi. Ci sono persino testi che fanno il giro del mondo, essendo concepiti e avviati nelle 'nuove' terre americane per poi circolare in Europa grazie alla stampa²⁶.

L'analisi portava alla sintesi, la riflessione sul 'dato' conduceva a una attività di costruzione, che prendeva vie variegata. Spesso ci si focalizza sulle

24 C. Vasoli, "L'avènement des juristes-bureaucrates", in A. Stegmann (ed.), *Pouvoir et institutions en Europe au XVIème siècle*, Paris, Vrin, 1987, pp. 15-28, specialmente pp. 15-16.

25 Propriamente l'opera di Le Caron non era intitolata alle Istituzioni: *Pandectes ou Digestes du droit françois* (1587, per la parte pubblicistica, ampliato nelle edizioni successive). Cfr. O. Cancedda, *Louis Charondas Le Caron (1534-1613) e la costruzione del diritto nazionale francese*, tesi di dottorato, Università degli studi di Roma "La Sapienza", anno accademico 1996-1997, che ha chiarito diversi punti oscuri della biografia e dell'opera dell'umanista francese.

26 C. Petit, "Una lectura del *Arte de los Contratos* de Bartolomé de Albornoz (1573)", *Anuario de Historia del derecho Español*, 95 (2025), pp. 37-69.

polemiche, eclatanti perché con protagonisti di primo piano (si pensi a quelle che coinvolsero Gribaldi Mofa e Alberico Gentili, o alla discussione a distanza tra Alciato e Deciani)²⁷; vi era certo una volontà di distinguersi, di schierarsi, derivante da un atteggiamento critico, senza che il confronto si risolvesse necessariamente in un conflitto²⁸. Più spesso si nota la propensione a osservare la distinzione tra le scuole. Capace di autocoscienza, il cultismo volentieri riconosceva le diverse ramificazioni interne e spesso l'autore che procedeva in questo esame indicava sommariamente la propria preferenza o appartenenza (ad esempio, Giulio Pace, Ugo Grozio, Gian Vincenzo Gravina)²⁹.

Proprio per il dinamismo del metodo, il giurista umanista non operava come un monolite entro una corazza; come detto, gli strumenti metodologici si applicavano a realtà, circostanze e intenti molto differenti. Se si escludono i giuristi che sono identificabili in una sola opera – è il caso di Connan, ad esempio – si vedono percorsi non rettilinei, discontinui, ora rivolti a discorsi di metodo, ora assai più legati alla pratica, e pieni di commistioni. Il semplice inventario delle opere di Alciato e di Zasius, di Bodin e di Hotman, di Brisson e di Wesenbeck, di Le Caron e di Favre, di Vigelius e di Vultejus prospetta una visione caleidoscopica, pur tutta interna a ciò che chiamiamo 'umanesimo giuridico'. Soccorrono le biografie, un tempo bandite dal bagaglio di conoscenze dello storico-giurista; come se si potesse fare la storia, anche la storia

27 D. Quaglioni, "Tra bartolisti e antibartolisti. L'Umanesimo giuridico e la tradizione italiana nella *Methodus* di Matteo Gribaldi Mofa (1541)", in F. Liotta (cur.), *Studi di storia del diritto medievale e moderno*, Bologna, Monduzzi, 1999, pp. 185-212; G. Minnucci, *Alberico Gentili tra mos italicus e mos gallicus. L'inedito commentario ad legem Iuliam de adulteriis*, Bologna, Monduzzi, 2002 e Id., *Alberico Gentilis iuris interpres della prima età moderna*, Bologna, Monduzzi, 2011; I. Birocchi, *Alla ricerca dell'ordine*, pp. 235-237.

28 Cfr. I. Birocchi, "Mos italicus / mos gallicus", in P. Cappellini, P. Costa, M. Fioravanti, B. Sordi (cur.), *Il contributo italiano alla storia del pensiero. Diritto*, Enciclopedia italiana - Appendice ottava, Roma, Istituto della Enciclopedia Italiana, 2012, pp. 94-101. Esempi di polemiche garbate si hanno anche nel mondo del neo-cultismo: v. ad esempio quella intercorsa tra Muratori e Rapolla (1743), che partivano entrambi da un'aspra critica ai prammatici, ma divergevano sulle soluzioni *de iure condendo*, confidando il primo sul legislatore, il secondo sugli interpreti del diritto (umanisticamente formati): v. I. Birocchi, *Il "De jurisconsulto" del Rapolla: ovvero il giurista come interprete ragionevole*, in F. Rapolla, *De jurisconsulto*, edizione a cura di I. Birocchi, traduzione e note di E. Fabbricatore, Bologna, Il Mulino, 2006, pp. 9-70, specialmente pp. 37 e 56-59.

29 Per le posizioni espresse dai tre giuristi v. I. Birocchi, *Alla ricerca dell'ordine*, rispettivamente pp. 238, 174, 321.

del pensiero giuridico, a prescindere dagli autori che costruirono quel pensiero. Esse ci parlano di conversioni di fede (persino più di una volta e magari rimaste nascoste), di mutamenti di occupazione (insegnamento accademico, avvocatura, magistratura, ritiro nell'*otium*), di spostamenti in ambienti e ordinamenti diversi. Conta anche l'occasione per cui si scriveva e va valutato il genere letterario adoperato (l'epistola, il trattatello, il testo di lezioni, il trattato strutturato, il commentario, il lessico, la prolusione); non meno importante è la considerazione della fortuna dell'opera.

In realtà, le forme in cui il cultismo giuridico fu declinato sono svariate perché aperto è il mondo della prassi: nelle parole di Freigius, "la pratica deve andare verso la teoria e la teoria a sua volta verso la pratica"³⁰. Quel che in precedenza si è chiamato il 'costruito', che si innesta immancabilmente sul 'dato', è infatti l'ambito pratico in cui opera il giurista; e non serve moltiplicare gli indirizzi per cercare una descrizione capace di comprendere tutte le modalità dell'azione del giurista. La storia è piena di sorprese, non dà risposte acquietanti, solleva soprattutto problemi. Così capita di leggere, e non solo in un'occasione, pagine di Cujas nelle quali il ferratissimo filologo del *corpus iuris*, dopo aver sezionato i testi, passava agli aspetti *de iure condendo* in tema di rischio contrattuale suggerendo una soluzione diversa da quella canonizzata nella compilazione giustiniana³¹.

Le semplificazioni della vecchia storiografia crollano. Da una parte, i contrasti che una volta erano relegati al dibattito tra bartolisti e antibartolisti, o tra filologi eruditi e sistematici si rivelano assai più estesi; il medesimo giurista entrava spesso in collisione con altri colleghi o con autorità civili e religiose. I conflitti avevano talora motivazioni nelle rivalità personali, talaltra nel *pathos* religioso, o ancora nell'atteggiamento verso il principe (in un elenco infinito, facile ricordare l'avversione tra Le Douaren e Baron, tra Cujas e Bodin, tra Vigelius e Vultejus). Dall'altra parte, però, cresceva anche una cultura comune. Con le parole di uno studioso che dai tardi anni Sessanta ha molto contribuito a rinnovare la storiografia sull'umanesimo,

all'interno di una cultura per larga parte comune a tutti i contendenti, si manifestava-

30 Cfr. A. Mazzacane, *Scienza, logica e ideologia nella giurisprudenza tedesca del sec. XVI*, Milano, Giuffrè, 1971, p. 76; Id., "Sistematiche giuridiche e orientamenti politici e religiosi nella giurisprudenza tedesca del secolo XVI", in F. Liotta (cur.), *Studi di storia del diritto medievale e moderno*, p. 226.

31 I. Birocchi, "Rischio contrattuale (diritto intermedio)", in *Enciclopedia del diritto*, XL, Milano, Giuffrè, 1989, pp. 1133-1143, specialmente p. 1140.

no disegni non dissimili nelle esigenze fondamentali, ma contrastanti nelle soluzioni, perché diversamente ispirati sul piano politico e religioso³².

Può essere utile una breve riflessione su un elemento – il *proprium* del soggetto di diritto – che polarizzò l’attenzione della letteratura umanista (eponimi, a cavallo tra gli ultimi decenni del Cinquecento e i primi del Seicento, Doneau e Grozio): esso è al centro delle analisi perché il ‘*proprium*’ di un soggetto è il soggetto stesso, cioè il nucleo minimo alla base di ogni consorzio umano; ma è, o può essere, anche l’elemento attorno a cui proporre il sistema giuridico; salvo che esso era impiegabile in tanti significati diversi. Così, di volta in volta, il ‘*proprium*’ è l’insieme delle caratteristiche del genere umano, o lo *status* sociale a cui ognuno afferisce, o i beni che appartengono al soggetto, o ancora l’identità individuale o (riferito in particolare al soggetto collettivo, come la *natio*) la sua storia: un ventaglio di usi pertinenti al diritto privato e al pubblico, sviluppabili giuridicamente in senso conservatore o innovatore³³.

5. *Umanesimo giuridico, storia della cultura e storia del diritto in Italia*

Si è detto in precedenza che sia il cultismo, sia il neo-cultismo propongono un metodo per accostarsi alla realtà: anche gli autori collocabili nei filoni eruditi che appaiono più legati alla ricostruzione dell’antico esprimono idee, giudizi, programmi, soluzioni per intervenire nel presente. Sono cioè ‘cultura’, e il modo di considerare l’umanesimo appartiene in ultima analisi alla storiografia della cultura giuridica. Ebbene, in Italia non esiste una storia

32 A. Mazzacane, “Sistematiche giuridiche e orientamenti politici e religiosi ...”, p. 232 (v. anche p. 235).

33 È in questa molteplicità di direzioni con cui il ‘*proprium*’ entra in rapporto che si sviluppò la riflessione del cultismo sulla distinzione *ius publicum/privatum*, a partire dalle fonti del *corpus iuris civilis* (cfr. I. Birocchi, “La distinzione ‘*ius publicum/ius privatum*’ nella dottrina della scuola culta [François Connan, Hugues Doneau, Louis Charondas Le Caron]”, *Ius commune*, XXIII (1996), pp. 139-176. Sul tema, oltre al primo volume della classica *Geschichte des öffentlichen Rechts in Deutschland* di M. Stolleis, v. di recente B. Sordi, *Diritto pubblico e diritto privato, Una genealogia storica*, Bologna, Il Mulino, 2020 (p. 24 ss. per l’evoluzione che muove dal cultismo) e I. Pupilizio, *Pubblico e privato. Teoria e storia di una grande dicotomia*, Torino, Giappichelli, 2019, impostato sul pensiero sociologico, ma non privo di riferimenti alla storiografia giuridica (p. 53 ss. e *passim*).

della cultura giuridica³⁴: le svariate centinaia di monografie e saggi ricavati dalle banche dati e intitolati appunto alla ‘cultura giuridica’, pressoché tutti apparsi nell’ultimo secolo, con un crescendo dagli anni Settanta del Novecento, trattano infatti aspetti per lo più settoriali (localmente o temporalmente) e quasi sempre muovendo da concetti non definiti e interscambiabili (spesso ‘cultura giuridica’ equivale a ‘scienza giuridica’ o a ‘pensiero giuridico’). D’altronde, nelle storie degli intellettuali o dei letterati, raramente è compreso il giurista o non lo è affatto, in omaggio alla nomea di tecnico che appare tanto gradita agli interessati quanto riduttiva e distorta³⁵. Si comprende allora come il cultismo sia stato un tema trattato solo da angolazioni parziali e comunque in maniera inadeguata nella trattatistica italiana che si è susseguita fino all’ultima generazione di studiosi. Si possono distinguere tre modalità di accostamento succedutesi nel tempo³⁶.

La prima, agli esordi di una disciplina etichettata nei curricula accademici come Storia del diritto italiano, si svolse per quasi un cinquantennio a partire dagli anni Ottanta dell’Ottocento. Tranne casi isolati, non c’erano studiosi specialisti di letteratura umanistica, sicché l’esposizione derivava sostanzialmente dall’erudizione complessiva di quei primi sistematori della materia, che ponevano le basi di conoscenza trattando l’umanesimo come ‘scienza giuridica’ che lavorava sulle ‘fonti’, principalmente attorno ai due *corpora iuris* (*civilis* e *canonici*). L’esigenza storicizzante era ricondotta ai filologi italiani

34 La promettente, e del resto geniale e innovativa, opera di Tarello, edita ormai mezzo secolo fa, riguarda solo un tema, svolto attraverso il pensiero giuridico e la legislazione snodatisi in poco più di un secolo dalla metà del Seicento alle soglie della Rivoluzione francese (G. Tarello, *Storia della cultura giuridica moderna*, I. *Assolutismo e codificazione del diritto*, Bologna, Il Mulino, 1976).

35 Si possono citare due ambiziose opere come C. Vivanti (cur.), *Intellettuali e potere*, Storia d’Italia. Annali, 4, Torino, Einaudi, 1981 e *Letteratura italiana*, I. *Il letterato e le istituzioni*, Torino, Einaudi, 1982. Più sensibile all’inglobamento del pensiero giuridico nella letteratura, ma di matrice francese, F. Attal, *Histoire des intellectuels italiens au XX^e siècle. Prophètes, philosophes et experts*, Paris, Les Belles Lettres, 2013.

36 Su quel che segue, maggiori dettagli in I. Birocchi, “I manuali di insegnamento della storia del diritto nel secolo XIX in Italia”, in G.P. Brizzi – M.G. Tavoni (cur.), *Dalla pecia all’e-book. Libri per l’Università: stampa, editoria, circolazione e lettura*, Bologna, Clueb, 2009, pp. 377-391, Id., “Cose di casa: al tempo di Calasso e un poco oltre”, in I. Birocchi – P. Caroni (cur.), *Storici del diritto allo specchio. Sei racconti contemporanei*, Pisa, Edizioni ETS, 2022, pp. 15-67 e Id., “Lehr- und Handbücher der Rechtsgeschichte in Italien von der Nachkriegszeit bis heute”, *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte*, Germanistische Abteilung, CXLI (2024), pp. 457-498.

quattrocenteschi, ma poi, fatta salva la figura di Alciato, si parlava indistintamente di decadenza della scuola italiana, rispetto alla fioritura d'Oltralpe. Inevitabile il confronto con l'esperienza francese e la contrapposizione tra *mos gallicus* e *mos italicus*. Emblematico il manuale di Giuseppe Salvioli, giunto alla nona edizione nel 1930 (la prima fu pubblicata nel 1890) e votato soprattutto agli aspetti sociali e alla legislazione: secolo per secolo, nell'età moderna, l'autore dedicava un capitoletto a 'scienza e pratica del diritto', appunto segnalando la netta distinzione tra i due ambiti e risolvendosi infine in poco più che una sequenza di nomi³⁷. Il coevo manuale di Francesco Schupfer recava l'impronta dell'immensa erudizione e dell'apertura intellettuale dello studioso, tutt'altro che ristretto nella conoscenza delle opere nazionali e non incline a operare una netta distinzione tra scienziati e pratici del diritto; e tuttavia mancava una storicizzazione dei metodi, sicché, per esempio, gli umanisti settecenteschi erano senz'altro assimilati ai loro avi cinquecenteschi, e catalogati come protagonisti della 'reazione' contro la 'decadenza'³⁸. Complessivamente, era un accostamento panoramico, erudito e foriero di dati attinenti essenzialmente a una storia 'esterna'; l'attenzione era riservata alle figure principali, alle opere salienti, ai luoghi di attività, a qualche tratto distintivo e specialmente alle polemiche in cui i vari giuristi furono impegnati³⁹. Rifletteva una visione della storia del diritto per la quale la conoscenza storica doveva accompagnare il giurista, essendo parte integrante, ma solo in funzione complementare, della sua formazione.

La seconda modalità di accostamento sovvenne a questo punto. Prevedeva l'approfondimento di ciascun istituto o tema, ma, come esplicazione di quella che si riteneva la principale caratteristica del giurista, esigeva il possesso della dogmatica. Era una chiara affermazione del principio *historia ancilla iuris*⁴⁰. Essenzialmente, dunque, il cultismo costituiva un campo di indagine

37 G. Salvioli, *Storia del diritto italiano*, Torino, Unione Tipografico-Editrice Torinese, 1930, pp. 116-124 (Cinquecento), 124-129 (Seicento) e 129-133 (Settecento).

38 F. Schupfer, *Manuale di storia del diritto italiano. Le fonti. Leggi e scienza*, Città di Castello, Tipografia Lapi, 1892, pp. 425-468 (è la I edizione, seguita da numerose altre fino al 1908).

39 Non mette conto soffermarsi su altri manuali del medesimo periodo, ove i caratteri ora rilevati appaiono addirittura accentuati senza il gioco dell'erudizione che almeno animava la citazione delle opere e i loro aspetti più rimarchevoli (ne è un esempio il manuale di Solmi, pubblicato in tre edizioni, 1908, 1918 e 1930. Qui si cita la seconda: A. Solmi, *Storia del diritto italiano*, Milano, Società Editrice Libreria, 1918, pp. 786-797).

40 Un segno di questa impostazione è dato dal ritardo con cui la disciplina storico-

solo per misurare la dogmatica sfoggiata dai suoi esponenti⁴¹. Se poca attrattiva poteva esercitare lo studio di quel filone di opere riguardanti il metodo logico nell'esposizione del diritto, uguale sorte toccava alle multiformi applicazioni pubblicistiche dell'umanesimo, perché sostanzialmente estranee ai paradigmi romanistici e riferite all'emersione storica dello Stato moderno in condizioni molto diverse dalla situazione in Italia. Meno ancora attirava l'approfondimento dei lavori culti dedicati al diritto patrio, spesso con l'uso della lingua nazionale (francese, tedesca, olandese...). E se, qua e là, i profili sistematori potevano interessare i lavori storici dedicati agli istituti privatistici, terreno eletto per una dogmatica che dall'antichità romana arrivava alla modernità, si trattava per lo più di citazioni cursorie disseminate nell'esposizione⁴².

Un'attenzione ristretta, quindi, che peraltro soffriva spesso di due pregiudizi sfavorevoli: da un lato, infatti, alle sistemazioni umanistiche si preferiva l'imponente trattatistica italiana che si era occupata con ottica teorico-pratica di numerosi istituti (Bossi, Claro, Stracca, Mantica, Menochio, Losa, Marta e tanti altri, a seconda delle materie); dall'altro, ai fini di una ricostruzione dogmatica storicista, anziché le opere dei culti era ritenuto più profittevole utilizzare i successivi lavori di Domat e Pothier, anch'essi influenzati dal metodo umanistico, ma soprattutto considerati direttamente incidenti sulla codificazione napoleonica e dunque sulla dogmatica contemporanea⁴³.

giuridica si dotò di una rivista autonoma (la *Rivista di storia del diritto italiano*, 1928): in precedenza i saggi storici si pubblicavano per lo più nei periodici generalisti maneggiati dai giuristi positivi.

41 Era questa la visuale di Astuti, illustrata all'inizio del saggio.

42 Quasi eponimo di questo indirizzo dogmatico può essere considerato Emilio Betti, che lo teorizzò nella famosa prolusione milanese del 1927 (E. Betti, "Diritto romano e dogmatica odierna", ora in Id., *Diritto Metodo Ermeneutica. Scritti scelti*, a cura di G. Crifò, Milano, Giuffrè, 1991, pp. 59-133) e che a più riprese ebbe a ribadirlo (ad esempio, Id., "La dogmatica moderna nella storiografia del diritto e della cultura" [1962], *ibidem*, pp. 495-521, ove l'indirizzo dogmatico era contrapposto a quello filologico e antiquario e valorizzato per la sua pregnanza nel comprendere il fenomeno giuridico: pp. 510-511). Egli lo applicò nelle sue opere sistematorie (per tutte: Id., *Teoria generale del negozio giuridico* [1943], Torino, Unione Tipografico-Editrice Torinese, 1952), nelle quali il possesso della letteratura del passato si scioglieva nelle categorie dogmatiche del presente, sicché le citazioni non ne davano conto, se non molto raramente.

43 E questo a prescindere dalla considerazione che Domat era stato allievo di Mé- rille e che Pothier, oltre che di trattati direttamente utilizzati dal legislatore napoleonico, era autore delle *Pandectae in novum ordinem digestae*.

Si comprende allora come l'interesse per i culti si appuntasse ancora sulle polemiche in relazione al metodo (di nuovo venivano in considerazione le opere di Gribaldi Mofa e di Alberico Gentili e si approfondivano le posizioni di Alciato e di Deciani sulla giurisprudenza consulente), con un sostanziale travisamento derivante appunto dalla ristretta angolazione di studio.

La terza modalità proponeva anch'essa l'esigenza di superare l'erudizione, ma sottolineava il pericolo di anchilosare il compito dello storico entro una dogmatica pur storicizzata. Cronologicamente, si incrociava con la precedente – cominciò a emergere già tra gli anni Venti e Trenta – e metteva al centro dell'attenzione il pensiero giuridico, riflesso diretto delle mutevoli condizioni sociali. Il punto di vista dogmatico ne usciva rovesciato, non perché esso non contasse più, ma perché le categorie giuridiche consolidate non erano considerate un *prius* rispetto al continuo affiorare di esigenze e di attori sociali, che proponevano contaminazioni tra gli schemi preesistenti e le innovazioni. Gli orizzonti si aprivano e, nel corso del tempo, all'interno di questo terzo approccio si manifestarono diversi orientamenti, dall'idealismo di Francesco Calasso all'indirizzo statualista, a quello dell'istituzionalismo pluralistico⁴⁴. Restava ferma la caratterizzazione storicista, che però ben ammetteva discontinuità e rotture. Soprattutto la storia non era più *ancilla iuris*, nella convinzione che il diritto è storia, non potendo l'uomo vivere in società senza diritto.

Rientrava nel campo dello storico del diritto considerare non solo il diritto esistente – ora in tutte le sue relazioni col mondo letterario, politico, teologico, sociale –, ma anche quello che si veniva progettando. Nelle nuove visuali dell'umanesimo c'era spazio perché gli aspetti critici che connotavano il suo pensiero non venissero solo analizzati come polemica nei confronti dei prammatici o di giuristi di altri indirizzi dell'umanesimo, bensì fossero essi stessi considerati parte integrante della prassi in cui i culti, niente affatto dediti alla pura contemplazione dei modelli antichi, erano impegnati.

6. *L'umanesimo giuridico come problema*

Quanti manoscritti, quanti epistolari del mondo dei culti sono ancora da scoprire? E più ancora, quante loro opere sono da rileggere secondo le più

44 Nella sua ricostruzione storica della categoria dogmatica del negozio giuridico, Calasso rinveniva giustamente nel cultismo lo snodo verso la modernità: F. Calasso, *Il negozio giuridico*, Milano, Giuffrè, 1967 (I edizione, in due parti: 1957 e 1959), p. 329 ss., che parla di "intrecci di correnti di pensiero" (p. 333).

recenti acquisizioni della storiografia ormai vastamente articolata secondo le diverse specializzazioni delle discipline storiche?

Nessun dubbio che il cultismo fosse un modo di pensare e di agire che muoveva dalla considerazione del 'dato', anche quando disegnava orizzonti irenici antitetici ai rovinosi scenari delle guerre in atto o si spostava sul teatro dell'utopia. Il 'dato' era l'elemento realistico – in fin dei conti, l'assetto sociale e di potere – entro cui riflettevano e operavano il giurista, l'uomo di lettere, il teologo, il politico. I confini disciplinari erano labili e comunque il 'metodo' si applicava ai problemi di volta in volta affrontati.

Capita così di constatare che il teologo Johann Eck – il campione della Chiesa di Roma contro Lutero – trovasse una soluzione giuridica arzigogolata (la costruzione del contratto trino) per asserire la liceità degli interessi nel mutuo; egli lavorava d'intesa con i Fugger; grazie alla scuola di Zasius, maneggiava le categorie giuridiche; presentò la sua elaborazione ai maestri del diritto bolognesi; non stupisce che, di lì a non molto, Du Moulin arrivasse molto più linearmente alla stessa soluzione⁴⁵. E capita pure che, al tempo di Carlo V, lo storico di corte Juan de Sepúlveda affrontasse dialetticamente Las Casas nella diatriba sulla liceità della servitù dei nativi americani attingendo umanisticamente dalla teoria aristotelica della 'naturale' supremazia della civiltà superiore su quella inferiore (dei nativi)⁴⁶.

Applicato al diritto, in realtà il 'metodo' sfociò in un insieme culturale complesso. Esprimeva un aggregato di valori, di saperi, di credenze e di competenze che orientavano e sorreggevano le regole degli ordinamenti in cui gli umanisti operavano⁴⁷. Contribuì a formare criticamente la nuova legislazione, a sorreggere il potere ma anche a porre limiti al potere, attraverso l'invenzione delle 'leggi fondamentali' o la ripresa del diritto di resistenza esteso fino al regicidio come rimedio estremo per la liberazione dal tiranno.

Ricordando le tre fasi attraversate dalla storiografia giuridica precedentemente delineate, per afferrare la *koiné* culturale del cultismo l'antica erudizione

45 Dettagli in I. Birocchi, "Tra elaborazioni nuove e dottrine tradizionali. Il contratto trino e la natura contractus", *Quaderni fiorentini per la storia del pensiero giuridico moderno*, XIX (1990), pp. 243-322; per il pensiero di Du Moulin sulle usure v. J.-L. Thireau, *Charles Du Moulin*, p. 348 ss.

46 I. Birocchi, "Juan Ginés de Sepúlveda internazionalista moderno? Una discussione sulle origini della scienza moderna del diritto internazionale", in *A Ennio Cortese*, I, Roma, Il Cigno Galileo Galilei, 2001, pp. 81-116.

47 Per la definizione di "cultura giuridica" v. F. Audren – J.-L. Halpérin, *La culture juridique française. Entre mythes et réalités. XIX^e-XX^e siècles*, Paris, CNRS, 2013, p. 8.

deve oggi compiutamente trasformarsi in storia: non più memoria di notizie, nomi, opere, date, bensì attività di comprensione nell'esaminare l'uso dei generi letterari, collocare le idee, risalire agli ambienti, alle circostanze in cui il culto agiva e alle relazioni di cui si avvaleva. Parallelamente, l'interesse per la dogmatica non può che manifestarsi come interesse per il pensiero giuridico; e questo a sua volta può comprendersi solo nella storia, recuperata integralmente.

All'immenso materiale prodotto dai culti, e oggi sempre più accessibili grazie alle tecniche digitali, si può attingere solo con la vecchia ricetta, e cioè immergendosi al suo interno, ma con animo critico e senza la tentazione di accreditare precorrimenti e presentimenti di culture successive; così, ad esempio, l'aspirazione all'ordine e al sistema, l'omaggio alla superiorità delle *leges* non sono da considerarsi come anticipazioni del modello di diritto positivo incarnato dalle codificazioni ottocentesche⁴⁸. E tuttavia in modo diffuso, attraverso il cultismo, si affacciava una pluralità di idee che daranno frutti in molte direzioni: l'idea che il diritto non fosse solo la legge del sovrano (civile o canonico) congiunta con l'*interpretatio*; che esso potesse essere criticato, cioè valutato in base a parametri (equitativi, razionali, o con riferimento a modelli storici), modificato, sistemato; addirittura, che potesse essere strumento per governare il futuro.

Prospettazioni, potenzialità, che appartenevano al terreno della cultura e si articolavano in molteplici percorsi. Dal punto di vista giuridico, quella umanizzazione che tendeva alla laicizzazione sollevava il problema – non certo la soluzione, che non può esistere se non come conquista continua – fondamentale della modernità: come contrastare la forza dei potenti costringendola nelle maglie del diritto.

48 Anziché battere la pista dei 'precorrimenti' converrebbe piuttosto guardare indietro, cercando i nessi col pensiero medievale. In questo senso una ben provveduta prova è costituita dal recentissimo D. Quaglioni, "Figures de l'humanisme juridique. Aire italienne", in X. Prévost – L.-A. Sanchi (dir.), *Introduction à l'humanisme juridique. Auteurs, oeuvres, idées, formes, destinées*, Genève, Droz, 2025, p. 35 ss. Ma tutta l'opera si raccomanda per la capacità di soddisfare l'esigenza di illustrare panoramicamente e problematicamente i molti versanti che confluiscono nell'umanesimo giuridico e nel contempo di approfondirne l'analisi: raro esempio di libro che, lungi dall'essere semplice silloge di contributi prodotti da singoli specialisti, racchiude una trattazione unitaria e connessa non solo nella distribuzione delle cinque parti in cui essa è suddivisa, ma anche all'interno di ciascuna parte. L'opera restituisce in pieno la complessità e la varietà dell'umanesimo giuridico, grazie anche al lavoro di introduzione e di coordinamento dovuto a L.-A. Sanchi, S. Akimoto, X. Prévost, V. Hayaert, G. Cazals.

Wouter Druwé
KU Leuven

1. *L'humanisme juridique ?*

Lorsque l'on s'interroge sur une définition de l'humanisme juridique dans le contexte des Pays-Bas méridionaux, on se heurte à plusieurs obstacles¹. En effet, les juristes des XVI^e et XVII^e siècles n'utilisaient pas ce terme. Le pionnier des historiens du droit à avoir publié un travail en Belgique dédié à l'humanisme juridique était René Dekkers, dont l'ouvrage sur l'humanisme juridique aux Pays-Bas a paru en 1938². Dans cet ouvrage, il décrit l'œuvre de cinq éminents juristes, qu'il considère comme humanistes juridiques : Nicolas Everaerts (c. 1462-1532), Gabriel Mudaeus (1500-1560), Viglius d'Aytta (1507-1577), Jacobus Raevardus (1534-1568) et Matthias de Wezembeke (1531-1586). D'autres historiens de droit plus récents, tels que Bernard Stolte³, Robert Feenstra et Alain Wijffels⁴, ont également étudié l'humanisme juridique aux Pays-Bas. Feenstra, par exemple, s'est concentré sur les travaux d'Hugues Doneau, qui était actif à l'université de Leyde aux Pays-Bas septentrionaux⁵. Bram Van Hofstraeten a étudié le rôle de l'humanisme juridique

1 L'auteur tient à remercier les organisateurs du colloque pour l'invitation, les suggestions et la coordination de la publication. Cette contribution a été rendue possible grâce au support du Fonds de la Recherche Scientifique – Flandre (FWO), nr. GoC4421N.

2 R. Dekkers, *Het humanisme en de rechtswetenschap in de Nederlanden*, Anvers, De Sikkel, 1938.

3 B. Stolte, "Joannes Leunclavius (1541-1594), Civilian and Byzantinist?", en P.J. du Plessis – J.W. Cairns (eds.), *Reassessing Legal Humanism and its Claims. Petere Fontes?*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2016, pp. 194-210.

4 A. Wijffels, "Early-Modern *consilia* and *decisiones* in the Low Countries: The Lost Legacy of the *mos italicus*", en P. Maffei – G.M. Varanini (eds.), *Honos alit artes. Studi per il settantesimo compleanno di Mario Ascheri. La formazione del diritto comune. Giuristi e diritti in Europa (secoli XII-XVIII)*, Firenze, Firenze University Press, 2014, pp. 127-139. Alain Wijffels a aussi beaucoup travaillé sur Alberico Gentili: A. Wijffels, "Antiqui et recentiores: Alberico Gentili – Beyond Mos Italicus and Legal Humanism", en P.J. du Plessis – J.W. Cairns (eds.), *Reassessing Legal Humanism and its Claims. Petere Fontes?*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2016, pp. 11-40.

5 Par exemple : R. Feenstra, "Hugues Doneau et les juristes néerlandais du XVIII^e siècle:

dans l'élaboration du droit coutumier à Anvers et en Gueldre⁶. Constant Matheussen a travaillé beaucoup sur l'œuvre du juriste brugeois Juan Luis Vives⁷.

Cependant, dans la littérature, il ne semble pas y avoir une définition claire de l'humanisme juridique. Certains éléments sont toutefois mentionnés souvent. L'humanisme se réfère à la méthode *ad fontes* ; les humanistes s'intéressent au texte original. Ils pratiquent la critique textuelle, d'une façon limitée ou étendue, ils sont sensibles aux interpolations et prêtent attention à la tradition d'un texte. C'est pourquoi, dans ma première définition, les humanistes juridiques sont des universitaires – avec ou sans formation de juriste – qui appliquent ces méthodes philologiques des humanistes aux textes juridiques.

Cependant, l'application de ces méthodes humanistes aux sources juridiques a également conduit à de nouvelles perspectives dans le traitement des problèmes juridiques traditionnels. En effet, elle a amené les juristes à considérer le *Corpus iuris civilis* dans une perspective différente. Grâce à la critique textuelle, ils ont détecté (ou soupçonné) des interpolations, qui pouvaient également conduire à d'autres opinions juridiques sur des points précis, mais les humanistes ont surtout veillé à ce que les fragments du *Corpus iuris civilis* soient davantage lus dans leur contexte historique et à ce qu'une attention soit accordée à l'évolution au sein même de l'Antiquité romaine. En se concentrant sur l'évolution historique, il est devenu plus facile de supposer que certains passages des compilations de Justinien n'étaient plus en vigueur. Cela a également permis de comprendre certaines contradictions dans le Digeste comme des conflits entre différentes écoles juridiques romaines sans devoir tomber dans toutes sortes de distinctions. L'humanisme juridique a remis en question l'autorité éternelle du *Corpus iuris civilis* et a ainsi créé

L'influence de son 'système' sur l'évolution du droit privé avant le Pandectisme", en B. Schmidlin – A. Dufour (eds.), *Jacques Godefroy (1587-1652) et l'Humanisme juridique à Genève. Actes du colloque Jacques Godefroy*, Bâle, Helbing & Lichtenhahn, 1991, pp. 231-243.

6 B. Van Hofstraeten, *Juridisch humanisme en costumiere acculturatie. Inhouds- en vormbepalende factoren van de Antwerpse Consuetudines compilatae (1608) en het Gelderse Land- en Stadsrecht (1620)*, Maastricht, Universitaire Pers Maastricht, 2008.

7 Par exemple : C. Matheussen, *J.L. Vives: De subventione pauperum sive de humanis necessitatibus, libri II: Introduction, Critical Edition, Translation and Notes*, Leyde, Brill, 2002.

plus d'espace pour le droit local, le *ius proprium*⁸. Dans ma deuxième définition, les humanistes juridiques sont donc des juristes qui, par leur méthode historique, ont commencé à faire des fragments du *Corpus iuris* de Justinien des autorités juridiques parmi de nombreuses autres sources et ont osé remettre en question le rôle exalté du *Corpus iuris*.

Comme nous le pouvons lire dans d'autres contributions de ce volume, les humanistes étaient également très soucieux de la pédagogie, c'est-à-dire de l'enseignement du droit et de la présentation structurée des sources⁹. Dans une troisième définition, l'humanisme juridique serait donc un mouvement de juristes-pédagogues.

Finalement, la particularité de nombreux juristes d'inspiration humaniste réside également dans l'enthousiasme avec lequel ils se réfèrent à toutes sortes de sources classiques dans leurs textes, latins ainsi que grecs, comme pour montrer qu'ils les ont lus. Dans une quatrième – mais très large et par conséquent assez faible – conception, l'humanisme juridique est un mouvement de juristes intéressés à l'Antiquité.

Cette contribution examinera tout d'abord la montée de l'humanisme juridique dans les Pays-Bas, en discutant de l'intérêt pour les sources anciennes, ainsi que de certaines de leurs conséquences juridiques. Dans un deuxième temps, la contribution se concentrera sur la seconde moitié du xvi^e siècle et le début du xvii^e siècle. Elle se focalisera sur certaines idées pédagogiques qui circulaient à l'ancienne université de Louvain et sur la façon dont l'humanisme juridique a également eu quelques adhérents, bien que modestes, parmi les praticiens du droit.

2. La montée de l'humanisme juridique aux Pays-Bas

Ceux qui discutent de l'humanisme juridique dans les Pays-Bas commencent depuis longtemps – à la suite de Dekkers – par Nicolas Everaerts. Ce juriste très connu des Pays-Bas de l'époque avait d'abord été professeur à l'université de Louvain, mais il était également actif en tant qu'official de Cambrai, puis président de la Cour de Hollande et enfin président du Grand Conseil de Malines. Si Everaerts était considéré comme un précurseur de l'humanisme, c'était

8 R. Lesaffer, *European Legal History. A Cultural and Political Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, pp. 338-359.

9 Voir aussi W. Druwé – G. Sluijs, "Reforming Legal Education in Leuven. The Humanist Ideas of Diodorus Tuldenus (1594-1645)", *Historia et ius*, 20 (2021), paper 18.

principalement en raison de sa *Topica*, imprimée à Louvain en 1516¹⁰. Dans cet ouvrage, il énumère plusieurs méthodes d'argumentation juridique. Bien qu'il se réfère fréquemment aux gloses et à la littérature bartoliste, il se détache de la structure du *Corpus iuris* et se concentre – plutôt que sur le *maior copia* des autorités – sur les modes de raisonnement juridique. Il a ainsi montré que le droit évoluait par le biais de la micro-réception, par exemple en adoptant des principes sur la tutelle pour élaborer le régime juridique des églises¹¹. Ses *Topica* contenaient déjà quelques références à des sources de l'Antiquité classique. Pourtant, selon Laurent Waelkens, il n'était en aucun cas un humaniste¹². Il n'a pas travaillé sur des éditions de textes, n'a pas adopté une attitude critique à l'égard des sources anciennes, n'a pas eu d'intérêt prononcé pour le grec, mais a travaillé entièrement à partir de la doctrine des juristes médiévaux.

2.1. L'édition et l'intérêt pour les sources anciennes

Ami de Desiderius Erasmus (c. 1466-1536), Petrus Aegidius (1486-1533), fut l'un des premiers à se lancer dans l'édition de sources anciennes aux Pays-Bas. Il a étudié le droit à Orléans et à Louvain. En tant qu'imprimeur à Anvers, Aegidius a publié, entre autres, un *epitome* du *Breviarium Alaricianum*. Cet *epitome* est encore connu aujourd'hui sous le nom d'*epitome Aegidii*¹³. Cependant, il n'a pas écrit de commentaires juridiques sur ces œuvres. Il ne rentre que dans la première définition de l'humanisme juridique: un humaniste travaillant sur des sources juridiques.

Sous l'impulsion d'Érasme et avec le soutien financier du juriste Hieronymus de Busleyden (c. 1470-1517), le Collège trilingue de Louvain fut fondé en 1517, souvent portraité comme précurseur du Collège de France.¹⁴ On y

10 Nicolaus Everardi, *Topicorum seu de locis legalibus liber*, Lovanii, in aedibus Theodorici Martini Alustensis, 1516.

11 *Ibidem*, locus 31: *a minoribus ad ecclesiam vel piam causam*.

12 L. Waelkens, "Nicolaas Everaerts, un célèbre méconnu du droit commun (1463/4-1516)", *Rivista internazionale di diritto comune*, 15 (2004), pp. 173-183.

13 Petrus Aegidius (ed.), *Summae sive argumenta legum diversorum imperatorum, ex corpore Divi Theodosii, novellis Divi Valentiniani Aug. Martiani, Maioriani, Severi, preterea Cai et Iulii Pauli sententiis nunc primum diligentissime excusa*, Lovanii, apud Theodoricum Martinum Alustensem, 1517.

14 J. Papy (ed.), *The Leuven Collegium Trilingue 1517-1797: Erasmus, Humanist Educational Practice and the New Language Institute: Latin, Greek, Hebrew*, Louvain, Peeters, 2018.

étudiait le latin, le grec et l'hébreu, selon la méthodologie des humanistes italiens. De nombreux étudiants en droit assistaient aux cours. Parmi les professeurs, certains s'intéressaient explicitement aux sources juridiques. Parmi eux, il faut citer Petrus Nannius (1496-1557), professeur de latin¹⁵. Il fut impliqué dans une discussion autour de la publication de la *Paraphrase* de Théophile aux Institutes de Justinien. En 1534, Viglius d'Aytta, de Zwichem, l'un des principaux juristes des Pays-Bas, publia la *Paraphrase* de Théophile aux Institutes en grec, sur la base d'un manuscrit qu'il avait reçu du cardinal Pietro Bembo (1470-1547), administrateur de la bibliothèque de Saint-Marc à Venise. Il avait aussi consulté un second manuscrit grec qui lui avait été fourni par Joannes Baptista Egnatius (1473-1553). En janvier 1536, l'imprimeur louvaniste Rutger Rescius (c. 1495-1545), professeur de grec au Collège des Trois Langues, publia une autre version de la *Paraphrase* de Théophile¹⁶. L'édition de Rescius contenait également quelques commentaires de Petrus Nannius, déjà cité. La paraphrase de Théophile fut ensuite traduite en latin par un juriste brugeois, Jacob de Corte, alias Jacobus Curtius (1510-1567)¹⁷. Dans cette traduction, basée sur la version de Viglius, Curtius critiquait certains choix éditoriaux de Nannius et Rescius. Nannius se voyait alors contraint de publier une *Apologia* en novembre 1536¹⁸. Viglius réussit cependant à désamorcer le conflit entre Curtius et Nannius¹⁹.

15 G. Tournoy, "Petrus Nannius and Nicolaus Olahus", *Humanistica Lovaniensia*, 55 (2006), pp. 129-160.

16 Sur Rescius, voir R. van Rooy, "In Rutger Rescius' Classroom at the Leuven Collegium Trilingue (1543-44). His Study Program and Didactic Method", en R. van Rooy – P. Van Hecke – T. Van Hal (eds.), *Trilingual Learning: The Study of Greek and Hebrew in a Latin World (1000-1700)*, Turnhout, Brepols, 2022, pp. 179-205.

17 *Institutionum iuris civilis libri quatuor, olim a Theophilo Antecessore, in Graecum a Latino huberius diffusiusque translati, et nunc nuper in gratiam eorum, quibus operam Graecis literis dare non admodum vacat aut libet, e Graeco in Latinum per D. Iac. Curtium Brugensem Iurisconsultum conversi*, Pictavii, ex officina Marnesiorum fratrum, sub Pelicano, 1539. La première édition avait été publiée à Louvain en 1536.

18 Petrus Nannius, *Apologia super Annotatiunculis in Theophilum, adversus quendam Jacobum Curtium*, Lovanii, ex officina Rutgeri Rescii, 1536.

19 R. Dekkers, *Het humanisme en de rechtswetenschap...*, pp. 58-61 ; C. Matheeusen, "Theophilina Lovaniensia. Enkele opmerkingen over Viglius' editio princeps (1534) van Theophilus' Paraphrasis en over de polemiek tussen Petrus Nannius en Jacobus Curtius rond een Leuvense Theophilus-editie (1536)", *Tijdschrift voor Rechtsgeschiedenis*, 46 (1978), pp. 117-129.

Viglius n'était pas seulement un éditeur de textes. Il était également juriste. Dans la préface de son édition de la *Paraphrase* de Théophile, il donne quelques indications sur l'impact de ces éditions sur le droit²⁰. Il indique notamment que la purification des sources pouvait conduire à ce que de nombreux commentaires soient dépourvus d'objet.²¹ Il a déploré que la négligence de plusieurs générations de copistes et d'imprimeurs soit à l'origine du mauvais état des textes du *Corpus iuris*. La *Paraphrase* de Théophile, selon Viglius, pourrait aider à mieux comprendre les textes de Justinien. En effet, Théophile explique des *formulae* qui n'étaient plus utilisées entre-temps. Il a également choisi des exemples appropriés et a opté pour la simplicité plutôt que pour l'abondance de distinctions.²² Bref, Viglius était convaincu que son travail contribuait à une meilleure compréhension du droit romain. On reviendra plus loin sur lui et sur ses commentaires juridiques.

Mais quiconque parle d'attention aux sources juridiques historiques par des juristes des Pays-Bas ne peut pas non plus ignorer le juriste brugeois Jacob Reyvaert, alias Jacobus Raevardus (c. 1535-1568). Il étudia le droit à Louvain et à Orléans, devint ensuite professeur à Douai, et mourut à l'âge de 33 ans. Raevardus cite abondamment les sources classiques. Il s'est également employé à reconstruire ces sources anciennes. Par exemple, il a écrit un traité intitulé *Ad leges XII Tabularum*, dans la lignée d'Aymar du Rivail (1491-1558), qui avait auparavant attiré l'attention des érudits sur cette ancienne collection républicaine²³. À plusieurs endroits dans ce traité, Raevardus

20 Viglius ab Aytta, *Institutiones juris civilis in graecam linguam per Theophilum antecessorem traductae ac fusissime explicatae, nunc vero primum in lucem restitutae et recognitae*, Basiliae, in officina Frobeniana, 1534.

21 Viglius ab Aytta, *Institutiones*, 9: "Nemo enim, ut arbitror, sano praeditus iudicio dubitat, legum textibus ceu fontibus restitutis, permulta quoque in Doctorum commentariis, magno legentium fastidio a singulis prope hactenus repetita, resecaari posse."

22 Pour une édition récente de cette *Paraphrasis*, voir J.H.A. Lokin – R. Meijering – B.H. Stolte – N. van der Wal (eds.), *Theophili antecessoris paraphrasis institutionum*, Groningen, Chimaera Publishing, 2010.

23 Jacobus Raevardus, *Ad leges duodecim tabularum liber singularis*, Brugis Flandrorum, apud Hubertum Goltzium Herbipolitam Venlonianum, 1563. Voir aussi O. Diliberto, *Bibliografia ragionata delle edizioni a stampa della Legge delle XII Tavole (secoli XVI – XX)*, Rome, Robin Edizioni, 2001 ; J.-L. Ferrary, "Naissance d'un aspect de la recherche antiquaire. Les premiers travaux sur les lois romaines: de l'*Epistula ad Cornelium* de Filelfo à l'*Historia iuris civilis* d'Aymar du Rivail", en M.H. Crawford – C. Ligota (eds.), *Ancient History and the Antiquarian. Essays in Memory of Arnaldo Momigliano*, London, The Warburg Institute, 1995, pp. 33-72 ; P. Roos, *Hoe vernieuwend was Jakob*

du a fait des propositions pour restaurer le texte de la Loi des Douze Tables. Ses travaux montrent qu'il était conscient que le droit romain comportait de multiples couches historiques et ne devait pas être interprété comme un tout massif.

2.2. Commentaires juridiques dans le style de l'humanisme juridique

Raevardus ne se réfère presque jamais aux bartolistes et à la *glossa ordinaria*, et ne s'intéresse que modérément au droit en vigueur. Dans son commentaire *De diversis regulis iuris antiqui*, il interprète chaque passage du dernier titre du Digeste de Justinien en le remplaçant dans son propre contexte historique²⁴. Contrairement à nombre de ses contemporains, il se protégeait ainsi contre une lecture généralisée de ces *regulae iuris*. Les conséquences qu'il en a tirées pour la pratique du droit contemporaine ne sont pas claires. Son œuvre semble plutôt correspondre à la première définition de l'humanisme juridique. De ses activités d'enseignement, il ne reste malheureusement – à notre connaissance – aucune note de cours.

En revanche, en ce qui concerne Viglius, des notes de cours ont été publiées pour l'époque où il était professeur à Padoue (c. 1533) et pour ses cours à l'université d'Ingolstadt²⁵. Les notes de cours qu'il a rédigées à Padoue concernent en particulier le droit des testaments ; elles ont été publiées en 1534²⁶. Viglius y cite encore régulièrement la littérature bartoliste et la glose, mais indique qu'il s'est efforcé de minimiser le nombre des citations et de les transformer en notes marginales²⁷. Il intègre dans ses cours sa propre édition

Reyvaert (1535-1568) in zijn Ad leges XII Tabularum? Een vergelijkende studie met zijn humanistische voorgangers, thèse de master non-publiée, KU Leuven, 2020.

24 Jacobus Raevardus, *Ad titulum Pand. de diversis regulis iuris antiqui, commentarius*, Antverpiae, ex officina Christophori Plantini, 1568.

25 J.G.B. Pikkemaat, *Viglius van Aytta als hoogleraar te Ingolstadt. Een onderzoek naar de invloed van de rechtspraktijk, de traditionele rechtsgeleerdheid en de doorwerking van het humanisme op de colleges van Viglius van Aytta te Ingolstadt (1537-1542)*, Nijmegen, Gerard Noodt Instituut, 2009 ; R. Forrez, *Viglius' colleges de rebus creditis te Ingolstadt: een casestudy van problematische traditie van Latijnse juridische teksten*, Bruxelles, KVAB, 2005.

26 Viglius ab Aytta, *Commentaria in decem titulos Institutionum Iuris Civilis, quibus omnia pena testamentorum iura eleganter ac dilucide explicantur*, Lugdunum, impensis honestissimi viri Vincentii de Portonariis, 1534.

27 *Ibidem*, *epistola nuncupatoria*: "Quoniam vero plerique illam allegationum syl-

de la *Paraphrase* de Théophile. Il se réfère également au *Breviarium Alaricianum* et même aux *Basilica*, un recueil byzantin du IX^e siècle²⁸. Viglius a également cité de nombreuses sources littéraires de l'Antiquité, notamment Cicéron, Tacite, Suétone, Plutarque, Pline, Aulu-Gelle, Caton et Tite-Live. La méthode humaniste de Viglius ne se limitait pas à la simple citation de cette littérature plus ancienne. Viglius y associe également diverses remarques historiques et des implications substantielles, par exemple sur l'institution perdue du *testamentum per aes et libram*²⁹. Il a également signalé d'éventuelles interpolations par les compilateurs³⁰. Viglius semble entrer dans les deux premières définitions de l'humanisme juridique.

Déjà dans les années 1550, il y avait aussi des praticiens de droit qui s'intéressaient à la méthode humaniste. Ainsi, trois livres des *Coniecturalia iuris civilis*, publiés à Anvers en 1554, sont connus de Jacobus Curtius. Dans le premier livre, l'ouvrage contient de nombreuses réflexions historiques, notamment sur les Sabins et les Proculiens, sur la figure de Servius Sulpicius, etc. Dans d'autres parties, l'ouvrage est intéressant parce qu'il contient des arguments de droit coutumier. Curtius, par exemple, a été le premier auteur des Pays-Bas à accorder au porteur d'une lettre au porteur une créance plutôt qu'un simple mandat de recevoir³¹. Il l'a fait en se référant à un nombre de passages du droit coutumier à la lumière de la tradition du droit romain.

Bien que Raevardus, Curtius et Viglius aient eu des liens avec l'université de Louvain, ils n'y ont jamais été professeurs. Le premier professeur qui

vam magnopere abhorrent, ad ostentationem magis variae multaeque lectionis quam docendi gratia vulgo usurpatam, id studio habui ut locum aliquem insignem commottrarem, legemque sive constitutionem citarem, ex multis eam quae et maxime ad rem faceret et apud quam curiosus rerum scrutator plura eadem de re facile invenire posset. Et quo contextus interpretationis integer maneret, nec vulgaribus illis citationibus contaminaretur, quicquid fuit eius generis in marginem coniecimus, additis literarum notis, ne quae inde confusio exoriretur."

28 J.G.B. Pikkemaat, *Viglius van Aytta*, p. 119. Viglius lui-même pensait par erreur d'avoir consulté le *Codex Theodosianus* au lieu du *Breviarium Alaricianum*.

29 Viglius ab Aytta, *Commentaria*, ad Inst. 2.10, pp. 26-31.

30 *Ibidem*, ad Inst. 2.10, pp. 75-76: "*Verisimile tamen est, compilatorum autoritate pleraque fuisse immutata, ac novissimi iuris observationem accommodata.*"

31 W. Druwé, "La clause au porteur dans les consilia et decisiones aux Pays-Bas méridionaux (XVI^e siècle)", en L. Brunori – S. Dauchy – O. Descamps – X. Prévost (eds.), *Le droit face à l'économie sans travail*, tome I, *Sources intellectuelles, acteurs, résolution des conflits*, Paris, Classiques Garnier, 2019, pp. 343-359.

aurait réellement apporté l'humanisme juridique à la faculté de droit de Louvain est Gabriel van der Muyden, alias Gabriel Mudaeus, de Brecht. Il avait étudié avec Alciat à Bourges et a enseigné à la faculté de droit de Louvain de 1537 à 1560. Dans la Louvain de 1537, il y avait très peu d'ouverture à toutes sortes de nouveautés. En mars de cette année-là, Gubertus Loyden de Bois-le-Duc fut admis au collège des docteurs en droit, mais à condition qu'il aborde le texte et la glose d'une manière légale, "*non grammaticaliter, graece aut aliis novis modis*³²". Néanmoins, Mudaeus a prudemment innové. Il a accordé un peu plus d'importance que ses prédécesseurs aux Institutes et aux deux derniers titres du Digeste. Ailleurs, il déplore que les juristes soient souvent plus préoccupés par l'explication d'Accurse et de Bartole que par les textes sources³³. Pourtant, Mudaeus a opté tout au plus pour une *via media*. Il se référait encore à la littérature médiévale et travaillait toujours avec des distinctions scolastiques. Il ne cherchait pas encore les interpolations des compilateurs du *Corpus iuris civilis*. Ainsi, il adoptait quelques principes-clés de l'humanisme juridique comme mouvement de pédagogues, ce qui correspond à ma troisième définition, mais n'entre pas vraiment dans les deux premières définitions.

3. L'humanisme juridique à la fin du xvr^e siècle et au début du xviii^e siècle

Après avoir abordé quelques points essentiels des premières décennies de l'humanisme juridique dans les Pays-Bas méridionaux, la contribution

32 Valerius Andreas, *Fasti academici studii generalis Lovaniensis*, Lovanii, apud Hieronymum Nempaeum, 1650, p. 158: "*Gisbertus Loyden, Silvaeduc. 1537. Kalen. Martii, admissus ad docendum a Collegio Doct. I. V. ea lege, ut legeret diebes non legibilibus ordinarie, idque declarando textum et Glossam juridice ; non Grammaticaliter, Graece, aut aliis novis modis.*"

33 Gabriel Mudaeus, *De contractibus quatuor Digestorum tituli [...] publicis praelectionibus enarrati [...] quibus accesserunt in hac nova editione eiusdem Mudaei absolutissimi Commentarii [...] in Titulos [...] I. De petitione haereditatis, ex Digestorum libro V (...)*, Francofurti ad Moenum, sumptibus Sigismundi Feyerabendt, 1586, ad D. 5,3,20,6, p. 420: "*Quem morem, si servassent nostri interpretes, ac iuris professores, nec maiore honore dignati essent, alii Accursium, alii Bartolum, ut horum potius scripta, et commentarios nobis explicarent, quam ipsa responsa Iurisconsultorum, ac verba constitutionis Principum, melius haud dubie, cum hac nostra professione esset actum, et cognita haberemus, quae etiam hodie latent.*" Voir aussi R. Dekkers, *Het humanisme en de rechtswetenschap...*, p. 128.

se tourne maintenant vers la seconde moitié du xvi^e siècle et le début du xvii^e siècle. C'est dans cette période que les nouvelles idées pédagogiques de l'humanisme juridique ont progressivement fait leur chemin – ou du moins partiellement – dans l'enseignement du droit aux Pays-Bas méridionaux, en particulier à l'ancienne université de Louvain. Il faut certainement mentionner Gerardus Corselius (1568-1636) et Diodorus Tuldenus (1594-1645). De cette période, on connaît aussi quelques praticiens du droit qui ont été inspirés par (quelques traits de) l'humanisme juridique, comme Franciscus Zypaeus (1578-1650) et Jean de Deckher de Walhorn (1583-1646).

3.1. Visions pédagogiques de l'éducation

Examinons d'abord la pédagogie d'inspiration humaniste. L'université de Louvain a été fondée en 1425. Les chaires étaient principalement financées par la ville de Louvain et par le chapitre de Saint-Pierre. Sous l'impulsion de Viglius, deux chaires royales en droit civil ont été introduites³⁴. Le premier *professor regius* sur une chaire royale fut Jean Vendeville (1527-1592), qui avait obtenu son doctorat sous Mudaeus³⁵. Les titulaires d'une chaire royale enseignaient aux étudiants de première année. Le premier se focalisait sur les Institutes de Justinien. Il ne devait expliquer les Institutes que brièvement ; les étudiants devaient se concentrer sur le texte des Institutes lui-même, sans trop d'explications supplémentaires. L'objectif de l'autre chaire royale – celle des Paratitla – était de fournir une introduction aux Pandectes et au Code de Justinien, afin que les étudiants soient déjà familiers avec ces sources et puissent les étudier de manière plus approfondie dans les années suivantes³⁶. D'ailleurs, les deux titulaires alternaient régulièrement ; ils enseignaient l'autre cours d'une année sur l'autre.

34 L. Waelkens, "Royal Chairs and Competing Faculties of Law", en L. Waelkens – F. Stevens – J. Snaet (eds.), *The History of Leuven's Faculty of Law*, Bruges, die Keure, 2014, pp. 73-77.

35 V. Soen, "The Loyal Opposition of Jean Vendeville (1527-1592). Contributions to a Contextualized Biography", en D. Vansacker – P. Delsaerdt – J.-P. Delville – H. Schwall (eds.), *The Quintessence of Lives. Intellectual Biographies in the Low Countries, Presented to Jan Roegiers*, Turnhout, Brepols, 2010, pp. 43-61.

36 Un *professor regius* des Paratitla très célèbre était Petrus Peckius (1529-1589). Pour une étude récente sur lui, voir A.L. Ferreira Gomes Silva, *Shaping Canon Law in an Age of Reform. Petrus Peckius on Church Reparation and Clerical Discipline*, Leyde, Brill, 2026.

Gerardus Corselius (1568-1636) était titulaire d'une de ces chaires à la fin du xvi^e et au début du xvii^e siècle. Son *Auctarium* sur les Institutes de Justinien réflète son enseignement à Louvain. Cet *Auctarium* n'a survécu que sous forme de manuscrit. En 1606, Corselius décida, après avoir expliqué – de vive voix – les Institutes à ses étudiants, d'approfondir ses leçons sur la base de quelques *quaestiones* dictées. Dans cet *Auctarium*, Corselius accorde, même si souvent de manière peu originale, beaucoup d'attention à des auteurs tels que Jacques Cujas (1522-1590) et François Hotman (1524-1590)³⁷. L'*Auctarium* de Corselius entre, alors, dans la deuxième et troisième définition de l'humanisme juridique.

L'un des plus célèbres successeurs louvanistes d'une telle chaire royale fut Théodore van Tulden, alias Diodorus Tuldenus (1594-1645)³⁸. Tuldenus était un homme extraordinaire. À l'âge de 21 ans seulement, le 8 octobre 1615, il obtint son diplôme. Le livre des comptes du collège des *baccalaurei iuris utriusque*, où Tuldenus avait passé cet examen, parle en termes élogieux de cet homme exceptionnel³⁹. Il a marqué les esprits. Après avoir obtenu son diplôme, il retourne à Bois-le-Duc, où il exerce la profession d'avocat pendant plusieurs années. En 1620, âgé de 26 ans, il est nommé *professor regius*, avec dispense car il n'est pas titulaire d'un doctorat. Tuldenus connaît bien le *Collegium trilingue*, et en particulier Erycius Puteanus (1574-1646), juriste et professeur au Collège des trois langues⁴⁰. C'est chez lui que Tuldenus s'était

37 Gerardus Corselius, *Ad Institutiones Iustiniani auctarium*, Bibliothèque Royale de Belgique (KBR), ms. 4086. Voir, pour l'analyse d'un exemple, W. Druwé, "Qualitative Liability in the Early Modern Low Countries (ca. 1425-1650)", *Grotiana* 42 (2021), pp. 37-39.

38 Sur lui, voir entre autres G. Sluijs, "Stewardship and Statesmanship: Justus Lipsius and Diodorus Tuldenus on the Natural Law of Government in the Early Modern Low Countries", en W. Druwé – R. Lesaffer – G. Sluijs (eds.), *Natural Law and Domestic Government in the Early Modern Period*, Leyde, Brill, 2026, pp. 111-143 ; G. Sluijs, "Jurisdiction and its Attribution in the Works of Diodorus Tuldenus (1594-1645)", *Tijdschrift voor Rechtsgeschiedenis* 90/1-2 (2022), pp. 222-249. Pour une analyse plus profonde de sa pédagogie, voir aussi W. Druwé – G. Sluijs, "Reforming Legal Education in Leuven..."

39 Archives de l'Etat – Louvain, "Oude Universiteit Leuven", nr. 673, f. 253r. Voir aussi W. Druwé, "The Role of Legal Practice in Louvain's Legal Education (c. 1550-1650)", en V. Soen – W. Druwé – W. François – R. Dekoninck (eds.), *Innovationes Lovanienses: Arts, Law and Theology at the University of Louvain (1425-1797)*, Turnhout, Brepols, 2026, pp. 113-136.

40 T. Simar, *Étude sur Erycius Puteanus (1574-1646) considéré spécialement dans l'histoire de la philologie belge et dans son enseignement à l'Université de Louvain*, Lou-

spécialisé dans la philosophie. C'est sans doute là aussi – et à travers la lecture de textes d'autres humanistes, comme François Douaren (1509-1559), Mattheus van Wesembeke (1531-1586) ou Giulio Pace (1550-1635) – que Tuldenus a acquis de nouvelles idées pour la refonte de l'enseignement du droit à Louvain. Il expose notamment ces idées dans les discours d'ouverture qu'il prononce au début de chaque année universitaire et qui ont été publiés sous la forme d'un recueil, les *Initiamenta jurisprudentiae* ; le discours de 1624 est particulièrement fascinant⁴¹. Dans son traité sur les causes et les remèdes à tous les maux de la justice, *De causis corruptorum iudiciorum et remediis*, il accorde également une grande attention à l'importance d'un programme d'études juridiques bien construit⁴². Pour ses idées pédagogiques, ce Tuldenus s'est beaucoup inspiré des auteurs traditionnellement rattachés à l'humanisme juridique. Dans tous ses cours, il s'efforce également d'apparaître comme un véritable *poeta doctus*, dans un latin pompeux et plein de références aux philosophes classiques et aux sources littéraires.

Pour l'introduction à la matière, Tuldenus trouvait important de partir d'une perspective très générale, ce que l'on appelle l'*interpretatio universalis*, pour passer à une brève discussion titre par titre, l'*interpretatio generalis*. À partir de la troisième année d'études, les étudiants devaient se familiariser avec des méthodes plus spécifiques. Dans la tradition humaniste, il est important de replacer un texte dans son contexte, c'est l'*interpretatio historica*. Tuldenus adhère donc pleinement à la conviction humaniste selon laquelle le *Corpus iuris civilis* est aussi un produit historique. Selon Tuldenus, il est également important de déterminer la *ratio legis* initiale d'un texte dans le cadre de l'*interpretatio aetiologica*. La méthode d'interprétation analogique reste également importante.

Selon Tuldenus, dans un programme d'études bien construit, les étudiants plus avancés devaient être préparés à la pratique juridique, par exemple dans le contexte de *disputationes* et de *repetitiones* bien planifiés. Les étudiants y acquéraient des compétences qu'ils mettraient à profit dans la pratique juridique. Toutefois, ces exercices ne devaient pas être proposés dès la première

vain, Bureau du Recueil, 1909 ; D. Verbeke, "‘‘Condemned by Some, Read by All’’. The Attempt to Suppress the Publications of the Louvain Humanist Erycius Puteanus in 1608", *Renaissance Studies* 24/3 (2010), pp. 353-364.

41 Diodorus Tuldenus, *Dissertatio de consultissima ad jurisprudentiam via*, Coloniae, apud Conradum Butgenium, 1624.

42 Diodorus Tuldenus, *De causis corruptorum iudiciorum et remediis libri IV*, Coloniae, apud Conradum Butgenium, 1624.

année. Les étudiants devaient d'abord être initiés à la matière de manière simple. Tuldenus accentue l'importance de l'*interpretatio pragmatica* et de l'*interpretatio forensica*. C'est pourquoi Tuldenus considérait qu'il était essentiel que ses étudiants prennent également connaissance des volumes de *consilia* et des *decisiones*. C'était plus important que de leur faire parcourir la littérature médiévale des commentaires. En outre, Tuldenus souhaitait ajouter un exercice supplémentaire – qui n'était pas courant – au programme d'études, à savoir que les étudiants rédigent eux-mêmes un *consilium*. Tuldenus considérait qu'il était essentiel que les étudiants maîtrisent cette compétence, car une fois diplômés, ils seraient souvent amenés à rédiger de tels conseils⁴³.

Tuldenus lui-même connaissait bien la pratique juridique locale. Cela se voyait dans son enseignement, du moins dès qu'il enseignait à des étudiants avancés, après sa nomination à la première chaire de Digeste. En effet, parmi toutes les références aux classiques, il insérait aussi régulièrement des références à la pratique de son temps dans ses notes de cours au Digeste. Ce qui est particulièrement fascinant, c'est qu'il parlait également des affaires dans lesquelles il était lui-même impliqué en tant que conseiller, par exemple dans une affaire concernant l'interdiction de l'importation de la bière de Louvain à Bruxelles⁴⁴ ou les exigences formelles pour les testaments et le rôle de l'Édit perpétuel de 1611⁴⁵. En somme, Tuldenus entrerait – comme Corselius – dans la deuxième et troisième définition, par son *interpretatio historica* et son rôle de pédagogue.

3.2. Un exemple de praticiens du droit aux ambitions humanistes

Enfin, deux praticiens de droit remarquables des Pays-Bas méridionaux doivent être présentés, Franciscus Zypaeus (1578-1650) et Jean de Deckher de Fauquemont de Walhorn (1583-1646).

Franciscus Zypaeus était un canoniste anversois, mais il est également connu pour sa *Notitia iuris belgici*, une brève introduction au droit des Pays-

⁴³ *Ibidem*, lib. 1, cap. 16, pp. 31-34.

⁴⁴ Diodorus Tuldenus, *Commentarius in Digesta sive Pandectas methodicus, aetio-logicus, analogicus, pragmaticus*, vol. 1, Lovanii, typis et sumptibus Aegidii Denique, 1702, ad Dig. 1,1, quaestio 18: “An civitas conditam a se legem, quam deinde confirmavit Princeps, possit sine eius auctoritate abrogare, moderari, vel interpretari”, p. 12.

⁴⁵ *Ibidem*, ad Dig. 1,3, quaestio 6: “An ut leges obligent, necesse sit, eas usu populi corroborari”, p. 17.

Bas méridionaux. Dans plusieurs ouvrages, notamment dans son traité sur le rôle du juge et du souverain, *Judex, Magistratus, Senator*, il a cité un grand nombre d’auteurs classiques et de poètes. Il le fait moins dans son œuvre purement juridique. Ce qui est particulièrement fascinant dans les ouvrages juridiques de Zypée, c’est l’attention qu’il porte à l’histoire des Pays-Bas pour l’argumentation juridique. Ainsi, il se réfère régulièrement aux travaux de Petrus Divaeus (1535-1581) et de Franciscus Haraeus (1555-1631) sur l’histoire du Brabant, de Carolus Scribani (1561-1629) sur l’histoire d’Anvers et de Jacobus Marchantius (1537-1609) sur l’histoire de la Flandre. De plus, dans sa *Notitia iuris belgici*, il donne la priorité au *ius proprium* sur le droit savant. À plusieurs reprises, il souligne que le droit romain a été supplanté dans ces régions par un droit coutumier différent. Le *Corpus iuris civilis* a perdu son autorité absolue. Même s’il ne se focalisait pas vraiment sur les sources de l’Antiquité, Zypaeus a clairement été inspiré par le mouvement humaniste et entre probablement dans la deuxième définition de l’humanisme juridique⁴⁶.

Deckher de Fauquemont de Walhorn a exercé la profession d’avocat et, plus tard, celle de conseiller au Conseil du Brabant. Comme Tuldenus, il avait beaucoup appris au *Collegium trilingue* et en particulier auprès d’Erycius Puteanus. Lorsqu’il fut nommé conseiller en 1643, il fut applaudi par Puteanus dans un éloge⁴⁷. Jean de Deckher est le premier juriste des Pays-Bas à avoir publié lui-même ses *consilia*. Aux Pays-Bas, tous les recueils de consultations précédents avaient été publiés soit à titre posthume, soit, du vivant de l’auteur, par ses enfants. Deckher avait préparé lui-même ses *consilia* – qu’il appelait *dissertationes* – pour l’impression. Il est très probable qu’il les ait également adaptées dans ce but⁴⁸.

46 Sur Franciscus Zypaeus, avec d’autres références bibliographiques, voir W. Druwé, “Franciscus Zypaeus”, en W. Decock – J. Oosterhuis (eds.), *Great Christian Jurists in the Low Countries*, Cambridge, Cambridge University Press, 2021, pp. 80-96 ; L. Verbeek, “François Zypaeus (1580-1650). Juriste belge”, *Tijdschrift voor Rechtsgeschiedenis* 36/2 (1968), pp. 267-311.

47 Erycius Puteanus, “Johannis Deckheri a Walhorn elogium”, en Johannes Deckher Falckenbourgi, *Dissertationes juris et decisiones posthumae super illis factae in magnis supremisque Conciliis suae Majestatis in Belgio qua in Privato, qua in Magno Mechliniensi, qua in Supremo Brabantiae, qua in Suprema Curia Feudali Brabantiae qua in aliis, accessere aliquot miscellanea ejusdem Authoris*, Bruxellae, ex typographia Petri de Dobbeleer, 1673.

48 Sur la littérature des *consilia* et *decisiones* aux Pays-Bas, voir W. Druwé, *Loans and Credit in Consilia and Decisiones in the Low Countries (c. 1500-1680)*, Leyde, Brill,

Deckher aimait exposer sa connaissance des sources anciennes. Ses *consilia* sont pleins de rimes. Les références aux autorités médiévales sont présentes, mais peu nombreuses. Il se réfère en revanche beaucoup à la littérature française du droit coutumier, notamment aux *Institutiones forenses* de Jean Imbert (†1560) ou aux *Observationes ad usum fori gallici* d'Antoine Mornace (1554-1619), ou encore à *la Conférence du droit français avec le droit romain* de Bernard Automne (1574-1666). À titre d'exemple, on peut citer la neuvième dissertation de son deuxième livre⁴⁹. Il s'agit de la preuve de l'existence d'un titre de créance prétendument perdu dans l'incendie de l'hôtel de ville d'Anvers. Le créancier n'a présenté qu'une copie non signée et un inventaire dressé par un notaire. Pour Deckher, ces deux éléments sont insuffisants. Deckher discute également de la prescription civile, ainsi que de la partialité de certains témoins. Il s'agit donc de discussions assez techniques. Néanmoins, il s'est montré *vir doctus*. Le *consilium* contient des références aux *Métamorphoses* d'Ovide, aux lettres de Pline l'Ancien, à Juvénal et à Sénèque, à Quintilien et à Plaute, à Marcus Pacuvius et à Martial. Il avait également lu les Pères de l'Église, comme en témoigne des références à Augustin d'Hippone, entre autres. Des humanistes sont également cités, tel l'Écossais Georges Buchanan. Aucun autre auteur de *consilia* des Pays-Bas n'a utilisé ce style très particulier. Néanmoins, ce *consilium* ne contenait pas vraiment une *interpretatio historica*. C'est pourquoi Deckher me semble appartenir à la quatrième définition, la définition la plus large de l'humanisme juridique, celle des juristes intéressés par l'Antiquité.

4. Conclusion

Cette contribution a abordé quelques aspects de l'humanisme juridique aux Pays-Bas. Aucun juriste néerlandais ne s'est lui-même qualifié d'humaniste, et certainement pas d'humaniste juridique. Pourtant, de nombreux éléments de l'humanisme juridique y étaient présents. Certains juristes ont édité d'anciennes sources juridiques basées sur des manuscrits. D'autres ont proposé de nouvelles interprétations sur des points de détail en se basant sur ces sources publiées ou ont questionné la valeur universelle du *Corpus*

2020, pp. 24-145.

49 Johannes Deckher Falckenbourgi, *Dissertationum iuris et decisionum super illis factarum in magnis supremisque Conciliis suae Maiestatis in Belgio libri duo*, Bruxellis, sumptibus Ioannis Meursi, 1631, lib. 2, diss. 9.

iuris. Nombreux étaient ceux qui voulaient se montrer comme des érudits et n'étaient que trop heureux d'étaler leur connaissance de la littérature classique. Et il y en avait encore plus qui, au cours du xvi^e siècle, se sont rendu compte que, malgré l'autorité du *Corpus iuris civilis*, les étudiants devaient également se familiariser avec le *ius proprium*, et que ce *ius proprium* pouvait dans de nombreuses circonstances invalider le droit romain – également développé historiquement. Dans ce contexte, est-il vraiment possible de donner une seule définition de l'humanisme juridique, ou est-ce plutôt un courant avec de multiples sous-courants? Doit-on vraiment caractériser chaque auteur comme humaniste ou non, ou pourrait-on aussi dire que certains passages sont plutôt d'inspiration humaniste, tandis que d'autres ne le sont pas?

EL HUMANISMO JURÍDICO:
DEFINICIÓN, ETAPAS Y CATEGORÍAS PARA SU ESTUDIO¹

Rafael Ramis-Barceló
Universitat de les Illes Balears - IEHM

El denominado “humanismo jurídico²” constituye uno de los movimientos intelectuales más influyentes de la cultura jurídica europea de la Edad Moderna. Sin embargo, pese al notable desarrollo de los estudios dedicados a este fenómeno durante las últimas décadas, persisten importantes problemas conceptuales y terminológicos que dificultan una comprensión plenamente satisfactoria de su alcance. Con frecuencia, el humanismo jurídico ha sido descrito de manera restrictiva como una corriente esencialmente filológica orientada a la recuperación de las fuentes del derecho romano, o bien como una fase intermedia entre la jurisprudencia medieval y la ciencia jurídica moderna³. Estas aproximaciones, aunque fecundas, resultan insuficientes para dar cuenta de la complejidad de un movimiento que transformó de manera profunda no solo los métodos de estudio del derecho, sino también su inserción en el conjunto de los saberes⁴.

1 Edificio G. M. de Jovellanos. Universitat de les Illes Balears. Instituto de Estudios Hispánicos en la Modernidad, Unidad Asociada al CSIC. Carretera de Valldemossa, km. 7.5, 07122 Palma de Mallorca (España). Investigador asociado de la Universidad Bernardo O’Higgins. E-mail: r.ramis@uib.es. <https://orcid.org/0000-0003-1756-6695>. Este trabajo forma parte del proyecto “Respuestas jurídicas hábiles a conflictos sociales complejos (siglos XII-XX)”, PID2023-152772NB-I00, financiado por el Ministerio de Ciencia e Innovación y la Agencia Estatal de Investigación.

2 Sobre los diversos sintagmas de la noción “humanismo jurídico”, puede verse, R. Ramis Barceló, “Humanismo jurídico: origen y desarrollo de una noción polisémica”, (en prensa).

3 R. von Stintzing, *Geschichte der deutschen Rechtswissenschaft*, Vol. I, München und Leipzig, im Verlage von R. Oldenbourg, 1880, pp. 139-144.

4 La bibliografía es muy extensa y no podemos presentarla exhaustivamente. Algunos títulos destacados para una visión de conjunto podrían ser: P.F. Girard, “Les préliminaires de la renaissance du droit romain”, *Revue historique de droit français et étranger*, 4/1 (1922), pp. 5-46; G. Astuti, *La giurisprudenza culta e l’interpretazione del Corpus iuris*, Catania, Tip. Zuccarello & Izzi, 1940; G. Astuti, “L’Humanisme chrétien dans la Renaissance du droit”, en H. Bédarida (ed.), *Pensée humaniste et tradition chrétienne aux XVe et XVIe siècles*, Paris, CNRS, 1950, pp. 121-137; F. Calasso, “Umanesimo giuridico”,

en *Introduzione al diritto comune*, Milano, Giuffrè, 1951, pp. 183-205; D. Maffei, *Gli inizi dell'umanesimo giuridico*, Milano, Giuffrè, 1956; G. Kisch, *Erasmus und die Jurisprudenz seiner Zeit*, Basel, Helbing & Lichtenhahn, 1960; G. Kisch, "Humanistic Jurisprudence", *Studies in the Renaissance*, 8 (1961), pp. 71-87; V. Piano Mortari, *Diritto romano e diritto nazionale in Francia nel secolo XVI*, Milano, Giuffrè, 1962; M. Gilmore, *Humanists and Jurists: Six Studies in the Renaissance*, Cambridge, Mass., Harvard University-Belknap Press, 1963; E. Garin, "Leggi, diritto e storia nelle discussioni dei secoli XV e XVI", en E. Garin, *L'età nuova*, Napoli, Morano, 1969, pp. 237-260; G. Kisch, *Gestalten und Probleme aus Humanismus und Jurisprudenz*, Berlin, Walter de Gruyter, 1969; D. R. Kelley, *Foundations of Modern Historical Scholarship: Language, Law, and History in the French Renaissance*, New York, Columbia University Press, 1970; V. Piano Mortari, *Aspetti del pensiero giuridico del secolo XVI*, Napoli, Liguori Editore, 1970; A. Mazzacane, *Scienza, Logica e Ideologia nella Giurisprudenza tedesca del secolo XVI*, Milano, Giuffrè, 1971; H. E. Troje, *Graeca leguntur. Die Aneignung des byzantinischen Rechts und die Entstehung eines Humanistischen Corpus iuris civilis in der Jurisprudenz des 16. Jahrhunderts*, Koln-Wien, Böhlau, 1971; G. Kisch, *Studien zur humanistischen Jurisprudenz*, Walter de Gruyter, Berlin-New York, 1972; H. Hübner, "Jurisprudenz im Zeitalter des Humanismus", en G. Paulus (ed.), *Festschrift für Karl Larenz zum 70. Geburtstag*, München, C. H. Beck, 1973, pp. 41-60; M. Reulos, "L'interprétation des Compilations de Justinien dans la tradition antique reprise par l'humanisme", en *L'humanisme français au début de la Renaissance. Colloque international de Tours*, Paris, Vrin, 1973, pp. 273-286; C. Vasoli, "La dialettica umanistica e la metodologia giuridica nel secolo XVI", en B. Paradisi (ed.), *La formazione storica del diritto moderno in Europa (Atti del terzo congresso internazionale della società italiana di storia del diritto)*, I, Firenze, Olschki, 1977, pp. 237-279; F. Carpintero, "'Mos italicus', 'mos gallicus' y el Humanismo racionalista. Una contribución a la historia de la metodología jurídica", *Ius Commune*, 6 (1977), pp. 108-171; H. E. Troje, "Die Literatur des gemeinen Rechts unter dem Einfluss des Humanismus", en H. Coing (ed.), *Handbuch der Quellen und Literatur der neueren europäischen Rechtsgeschichte*, II.1, München, Beck, 1977, pp. 615-795; V. Piano Mortari, *Diritto, logica, metodo nel secolo XVI*, Napoli, Jovene, 1978; V. Piano Mortari, *Itinera juris. Studi di storia giuridica dell'età moderna*, Napoli, Jovene, 1991; I. Maclean, *Interpretation and Meaning in the Renaissance: The Case of Law*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992; H. E. Troje, *Humanistische Jurisprudenz. Studien zur europäischen Rechtswissenschaft unter dem Einfluss des Humanismus*, Goldbach, Keip Verlag, 1993; V. Piano Mortari, *Aequitas e ius nell'umanesimo giuridico francese*, Roma, Accademia Nazionale dei Lincei, 1997; J. Schröder, *Recht als Wissenschaft: Geschichte der juristischen Methode vom Humanismus bis zur historischen Schule (1500-1850)*, München, C. H. Beck, 2001, pp. 7-74; D. J. Osler, "Images of legal humanism", *Surfaces*, 9, 2001, online; J. M. Lahoz Finestres, *El Humanismo jurídico en Europa*, Las Palmas, Universidad de Las Palmas de Gran Canaria, 2002; G. C. J. J. Van Den Bergh, *Die holländische elegante Schule. Ein Beitrag zur Geschichte von Humanismus und Rechtswissenschaft in den Niederlanden 1500-1800*,

El presente trabajo parte de la convicción de que el humanismo jurídico debe interpretarse como un fenómeno cultural más amplio, caracterizado por la apertura del saber jurídico a la enciclopedia de las disciplinas humanísticas. La filología y la historia constituyeron, sin duda, pilares fundamentales de esta transformación; pero, junto a ellas, adquirieron una importancia decisiva otros ámbitos del conocimiento –los *studia humanitatis* y otras disciplinas promovidas por ellos– que contribuyeron a redefinir los horizontes intelectuales del saber jurídico. En este sentido, el humanismo jurídico no puede entenderse únicamente como una técnica de lectura de los textos jurídicos antiguos, sino como una profunda reconfiguración del estatuto cultural del derecho⁵.

Desde esta perspectiva, el objetivo de este capítulo es triple. En primer lugar, se propone ofrecer una definición amplia y operativa del humanismo jurídico que permita superar las visiones excesivamente restrictivas aún presentes en la historiografía. En segundo lugar, se plantea una tipología de los juristas humanistas que permita captar la diversidad interna del movimiento y evitar interpretaciones uniformadoras. En tercer lugar, se examinan las principales materias que contribuyeron a la expansión enciclopédica del derecho y se propone una periodización que distingue entre una primera fase del humanismo jurídico y una segunda etapa caracterizada como “neo-humanismo” jurídico, cuya influencia se prolonga hasta los inicios del siglo XIX.

Frankfurt a. M., Vittorio Klostermann, 2002; I. Birocchi, *Alla ricerca dell'ordine. Fonti e cultura giuridica nell'età moderna*, Torino, Giappichelli, 2002, pp. 1-49; P. J. du Plessis – J. Cairns (eds.), *Reassessing Legal Humanism and its Claims: Petere Fontes?*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2016; X. Prévost – L.A. Sanchi (eds.), *L'humanisme juridique. Aspects d'un phénomène intellectuel européen*, Paris, Classiques Garnier, 2022; X. Prévost – L. A. Sanchi (eds.), *Introduction à l'humanisme juridique. Auteurs, oeuvres, idées, formes, destinées*, Genève, Droz, 2025.

5 No proponemos una síntesis, sino unas categorías para su comprensión. Un apretado resumen puede verse en J.-L. Thireau, “Humaniste (Jurisprudence)”, en D. Alland – S. Rials (eds.), *Dictionnaire de la culture juridique*, Paris, Presses universitaires de France, 2003, pp. 795-800; A. Mazzacane, “Profilo breve dell'umanesimo giuridico”, en C. Cascione – C. Masi Doria (eds.), *Fides, humanitas, ius. Studii in onore di Luigi La-bruna*, Napoli, Editoriale Scientifica, 2007, pp. 3441-3452. Un trabajo reciente de síntesis es el de N. Jansen, “Aufbruch in die Moderne? Der Humanismus und die Jurisprudenz des 16. Jahrhunderts”, *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte: Germanistische Abteilung*, 141 (2024), pp. 189-246.

Lejos de constituir un episodio marginal o una mera transición entre etapas, el humanismo jurídico aparece así como un proceso de larga duración que redefinió profundamente la cultura jurídica europea. Comprender sus perfiles, sus límites y sus transformaciones resulta, por tanto, indispensable para situar adecuadamente el nacimiento del saber jurídico moderno.

1. Definición

Definimos el “humanismo jurídico” como el movimiento cultural surgido durante el Renacimiento⁶ que comprende tres fenómenos estrechamente relacionados: las críticas formuladas por los humanistas contra la cultura jurídica del *mos italicus*, la progresiva recepción de dichas críticas por parte de los juristas y, finalmente, la apertura del derecho al conjunto de los saberes humanísticos y a diversas disciplinas emergentes.

El humanismo, en sentido amplio, fue un movimiento de renovación intelectual iniciado en Italia a partir de los *studia humanitatis*, que comprendían la gramática, la retórica, la poesía, la filosofía moral y la historia⁷. Estos estudios privilegiaban una aproximación histórico-filológica a los textos grecolatinos de la Antigüedad clásica y supusieron una crítica profunda del sistema universitario tardo-medieval.

En el marco de la universidad bajomedieval, la Facultad de Artes –propedéutica para el acceso a las Facultades superiores de Teología, Medicina y Derecho– ofrecía una formación basada en la latinidad, la lógica, la física y la metafísica aristotélica. La enseñanza se articulaba en torno a la *disputatio* escolástica en latín y proporcionaba el aparato lógico y lingüístico que servía de base a los estudios superiores. En las Facultades de Derecho se enseña-

6 Nuestra concepción de Renacimiento tiene en cuenta la obra de E. Garin, *La cultura filosofica del Rinascimento italiano*, Firenze, Sansoni, 1961, y P. O. Kristeller, “Il Rinascimento nella storia del pensiero filosofico”, en VVAA, *Il Rinascimento. Interpretazioni e problemi*, Bari, Laterza, 1979, pp. 149-170. Véase, al respecto, las síntesis de C. G. Nauert, Jr., *Humanism and the Culture of Renaissance Europe*, Cambridge, CUP, 1995; C. Vasoli (ed.), *Le filosofie del Rinascimento*, Milano, Mondadori, 2003; y la obra de T. Leinkauf, *Grundriss Philosophie des Humanismus und der Renaissance (1350-1600)*, Hamburg, Meiner, 2017, 2 vols., así como VVAA, *Il Rinascimento italiano e l'Europa*, Treviso, Fondazione Cassamarca & Angelo Colla Editore, 2005-2010, 6 vols.

7 A. Buck, “Die *studia humanitatis* im italienischen Humanismus”, en W. Reinhard (dir.), *Humanismus im Bildungswesen des 15. und 16. Jahrhunderts*, Weinheim, Acta Humaniora, 1984, pp. 11-24.

ban el *Corpus iuris civilis* y las compilaciones canónicas mediante un método de lectura y exégesis orientado a construir una interpretación sistemática y unitaria de las fuentes jurídicas. La argumentación de legistas y canonistas descansaba, en buena medida, en los instrumentos lógicos aprendidos en la Facultad de Artes.

Frente a este modelo, los humanistas defendieron una aproximación contextual e histórica a los textos y reclamaron una relación más estrecha entre el saber y la vida moral y cívica. Propugnaron una reforma pedagógica que simplificara la lógica escolástica, reforzara la enseñanza de la retórica y la poesía –destinadas a deleitar y persuadir– y orientara la filosofía hacia el ideal del *honeste vivere*, mediante el recurso a ejemplos morales tomados del mundo clásico.

Desde esta perspectiva, los humanistas emprendieron una crítica “desde abajo” dirigida a mostrar los errores cometidos por teólogos, médicos y juristas en su aproximación a los textos. El humanismo jurídico nació, en particular, de las críticas de los gramáticos –como Valla o Nebrija– a los juristas seguidores del *mos italicus*. Les reprochaban, ante todo, su deficiente dominio del latín de los textos justinianos y, en segundo lugar, la ausencia de contextualización histórica en su lectura. Para estos humanistas, la reforma del saber exigía someter todas las disciplinas al tamiz de la filología y de la historia: restaurar el buen latín, conocer el griego y devolver los textos a su contexto histórico se presentaban como condiciones indispensables para la renovación intelectual.

En sentido histórico, el humanismo jurídico presenta así una doble dimensión. Por una parte, comprende la crítica humanista a las fuentes y a la enseñanza del derecho, así como la exigencia de vincular el saber jurídico con los *studia humanitatis* y con nuevas disciplinas del conocimiento. Por otra, incluye la respuesta de los juristas a este desafío, que consistió tanto en integrar los métodos filológicos e históricos en la exégesis jurídica como en abrir el derecho a campos como la retórica, la poesía, la política o la matemática.

La profunda transformación de la enseñanza del derecho y de la cultura jurídica constituye, en definitiva, la respuesta de los juristas a las reivindicaciones humanistas. Al término de este largo proceso –que, en sentido amplio, recorre toda la Edad Moderna– el saber jurídico había experimentado una auténtica metamorfosis.

2. Tipología

Con el fin de ubicar a los protagonistas del humanismo jurídico y de evitar interpretaciones excesivamente homogéneas, resulta útil proponer una tipología que permita captar la diversidad interna del movimiento. Se trata, naturalmente, de una clasificación pragmática y flexible, destinada a ordenar perfiles intelectuales más que a establecer compartimentos estancos. Proponemos distinguir cinco categorías: a) “humanista”; b) “humanista jurista”, c) “jurista humanista”, d) “jurista” (tradicional), y e) “jurista sincrético”. Ello nos permite una clasificación pragmática de los autores⁸.

a) el “humanista”: se trata de autores que asumieron plenamente los ideales del humanismo renacentista y realizaron aportaciones relevantes para el ámbito jurídico sin poseer formación jurídica específica. Lorenzo Valla (1407-1457)⁹ o Antonio de Nebrija (1444-1522)¹⁰ pueden ser ejemplos de esta categoría, aunque también Rodolfo Agricola (1443-1485)¹¹, Angelo Poliziano (1454-1494)¹², Erasmo de Rotterdam (1466-1536)¹³, Juan Luis Vives (1492-1540)¹⁴, Philipp Melanchthon (1497-1560)¹⁵ o Petrus Ramus (1515-1572)¹⁶.

8 La bibliografía de cada autor es muy copiosa y no pretendemos ser exhaustivos. Nos limitamos a señalar aquí un trabajo representativo sobre cada uno, de estudiosos pertenecientes a épocas diversas y escritos en lenguas diferentes.

9 G. Rossi, “Valla e il diritto: l’«Epistola contra Bartolum» e le «Elegantiae». Percorsi di ricerca e proposte interpretative”, en M. Regoliosi (ed.), *Pubblicare il Valla*, Firenze, Edizioni Polistampa, 2008, pp. 507-599.

10 M. Peset, “Nebrija y el humanismo jurídico”, en M. González García – D. Popaliscanu – J. Vergara Ciordia (ed.), *La idea de Europa en el siglo XVI*, Madrid, UNED, 2000, pp. 13-33.

11 F. Akkerman – A. J. Vanderjagt (eds.), *Rodolphus Agricola Phrisius (1444-1485)*, Leiden, E. J. Brill, 1988.

12 M. Ascheri, “Poliziano filologo del diritto tra rinnovamento della giurisprudenza e della politica”, en V. Fera – M. Martelli (ed.), *Agnolo Poliziano poeta scrittore filologo*, Firenze, Le Lettere, 1998, pp. 323-331.

13 G. Kisch, *Erasmus und die Jurisprudenz seiner Zeit*, Basel, Helbing & Lichtenhahn, 1960.

14 A. Monzón i Arazo, “Humanismo y derecho en Joan Lluís Vives”, en A. Mestre (ed.), *Opera omnia Ioannis Lodovici Vivis Valentini*, Vol. I: Volumen introductorio, Valencia, Generalitat Valenciana, 1992, pp. 263-316.

15 G. Kisch, *Melanchthons Rechts- und Soziallehre*, Berlin, Walter de Gruyter, 1967.

16 R. Ramis Barceló, *Petrus Ramus y el derecho. Los juristas ramistas del siglo XVI*, Madrid, Dykinson, 2016.

b) el “humanista jurista”: incluye a autores con formación jurídica que, sin embargo, orientaron su obra hacia el análisis filosófico, histórico o filológico más que hacia la praxis forense. Algunos ejemplos notables podrían ser Maffeo Vegio (1406-1457)¹⁷, Guillaume Budé (1467-1540)¹⁸, Johannes Ferrarius Montanus (1486-1558)¹⁹, Aymar du Rivail (1491-1558)²⁰, Jean de Drosay (†1550)²¹ o Jean Papire Masson (1544-1611)²².

c) el “jurista humanista”: esta categoría engloba a juristas que incorporaron de forma consciente los ideales del humanismo a la investigación y a la práctica jurídica, al integrar los métodos filológicos e históricos en el estudio del derecho. Aquí se encuentran algunas de las figuras más representativas del movimiento. Algunos ejemplos notables podrían ser Ulrich Zasius (1461-1535)²³, Andreas Tiraquellus (1488-1558)²⁴, Andrea Alciato (1492-1550)²⁵, Claudius Cantiuncula (c.1496-1560)²⁶, Antonio Agustín (1517-1586)²⁷, Jean Cujas (1522-1590)²⁸, Gio-

17 M. Speroni, “Il primo vocabolario giuridico umanistico: il ‘De verborum significatione’ di Maffeo Vegio”, *Studi Senesi*, 88 (1976), pp. 7-43.

18 C. Bénévnt – R. Menini – L. A. Sanchi (eds.), *Les Noces de Philologie et de Guillaume Budé. Un humaniste et son œuvre à la Renaissance*, Paris, École Nationale des Chartes, 2021.

19 J. K. Kipf, “Johannes Eisermann (Ferrarius Montanus) und die Gründung der Universität Marburg”, en J. Hauck – G. Strack (eds.), *Humanismus, Jurisprudenz und Konfessionalismus in Hessen (ca. 1500–1560)*, Harrassowitz, Wiesbaden, 2021-2024, pp. 119-130.

20 E. Möller, *Aymar du Rivail, der erste Rechtshistoriker*, Berlin, F. Ebering, 1907.

21 A. Rivier, *Jean de Drosay, l’un des réformateurs de la science du droit au XVIe siècle*, Bruxelles, F. Hayez, 1875.

22 P. Ronzi, *Un humaniste italianisant, Papire Masson (1544-1611)*, Paris, H. Champion, 1924.

23 S. Rowan, *Ulrich Zasius: a jurist in the German Renaissance, 1461-1535*, Frankfurt am Main, Vittorio Klostermann, 1987.

24 G. Rossi, *Incunaboli della modernità. Scienza giuridica e cultura umanistica in André Tiraqueau (1488-1558)*, Torino, Giappichelli, 2007.

25 A. Rolet – S. Rolet (eds.), *André Alciat (1492-1550): un humaniste au confluent des savoirs dans l’Europe de la Renaissance. Actes du Colloque international du Centre d’études supérieures de la Renaissance* (Tours, 30 novembre-2 décembre 2010), Turnhout, Brepols, 2013.

26 G. Kisch, *Cantiuncula. Ein Basler Jurist und Humanist des 16. Jahrhunderts*, Bale, Verlag Helbing und Lichtenhahn, 1970.

27 M. H. Crawford (ed.), *Antonio Agustín between Renaissance and Counter-Reform*, London, The Warburg Institute University of London, 1993.

28 X. Prévost, *Jacques Cujas (1522-1590). Jurisconsulte humaniste*, Genève, Droz, 2015.

van Paolo Lancellotti (1522-1590)²⁹, François Hotman (1524-1590)³⁰, Hugues Doneau (1527-1591)³¹ o Étienne Forcadel (1534-1573)³². A esta lista podemos añadir figuras destacadas como Johannes Oldendorp (1486-1567)³³, Eguinaire Baron (1495-1550)³⁴, Gabriel van der Muyden (1500-1560)³⁵, Charles Dumoulin (1500-1566)³⁶, Christoph Hegendorph (1500-1540)³⁷, François Duaren (1509-1559)³⁸, François Bauduin (1520-1573)³⁹ o Johann Thomas Freigius (1543-1583)⁴⁰. Como puede verse, esta categoría engloba a los principales representantes del “humanismo jurídico”.

d) el jurista (tradicional): bajo esta denominación se agrupan aquellos autores que permanecieron vinculados a la cultura del *ius commune* sin que las propuestas humanistas alteraran sustancialmente su método ni su comprensión del derecho. Muchos tratadistas del *mos italicus* de los siglos XV y

29 L. Kondratuk, *Les Institutiones iuris canonici de G. P. Lancellotti: l'émergence du systématisme moderne en droit canonique*, tesis doctoral, Strasbourg, 2007, 2 vols.

30 D. R. Kelley, *François Hotman: A Revolutionary's Ordeal*, Princeton-NJ, Princeton University Press, 1973.

31 V. Heise, *Der calvinistische Einfluss auf das humanistische Rechtsdenken. Exemplarisch dargestellt an den 'Commentarii de iure civili' von Hugo Donellus (1527-1591)*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 2004.

32 P. Mesnard, “Un rival heureux de Cujas et de Jean Bodin: Etienne Forcadel”, *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte: Romanistische Abteilung*, 67/1 (1950), pp. 440-458.

33 P. Macke, *Das Rechts- und Staatsdenken des Johannes Oldendorp*, Diss. jur., Köln, 1966.

34 E. Holthöfer, “Eguinaire François, Baron de Kerlouan (Baro)”, en M. Stolleis (ed.), *Juristen: ein biographisches Lexikon; von der Antike bis zum 20. Jahrhundert*, München: Beck, 2001, p. 64.

35 AAVV, *De humanist Gabriël Mudaeus, Brechtanus (1500-1560)*, Brecht, Kemisch museum, 1939.

36 J. L. Thireau, *Charles Dumoulin (1500-1566). Étude sur les sources, la méthode, les idées politiques et économiques d'un juriste de la Renaissance*, Genève, Droz, 1980.

37 H. Grimm, “Hegendorff, Christoph”, en *Neue Deutsche Biographie* (NDB), Band 8, Duncker & Humblot, Berlin, 1969, pp. 227-228.

38 W. Vogt, *Franciscus Duarenus, 1509-1559 – Sein didaktisches Reformprogramm und seine Bedeutung für die Entwicklung der Zivilrechtsdogmatik*, Stuttgart, Kohlhammer, 1971.

39 M. Erbe, *François Bauduin (1520-1573). Biographie eines Humanisten, Quellen und Forschungen zur Reformationsgeschichte*, Gütersloh, Mohn, 1978.

40 A. Mazzacane, *Scienza, Logica e Ideologia nella Giurisprudenza tedesca del secolo XVI*, Milano, Giuffrè, 1971, pp. 3-30.

XVI, como Giasone del Maino (1435-1519)⁴¹, Filippo Decio (1454-1535)⁴² o Gianfrancesco Sannazari della Ripa (1480 c.-1535)⁴³, se mostraron inmunes a la renovación humanista, y continuaron por las sendas del bartolismo. Esta corriente fue languidenciando a lo largo del siglo XVI.

e) el jurista “sincrético”: esta categoría designa, finalmente, a los juristas que adoptaron de modo selectivo elementos del humanismo sin abandonar por completo los métodos del *mos italicus*. La mayoría de estos autores fueron italianos o hispanos, como Giovanni Nevizzano (†1540)⁴⁴, Marco Mantova Benavides (1489-1582)⁴⁵, Diego de Covarrubias y Leyva (1512-1577)⁴⁶, Matteo Gribaldi Mofa (†1564)⁴⁷, Federico Scotti (1522-1590) o Alberico Gentili (1552-1608)⁴⁸.

Los historiadores del derecho romano y medieval han subrayado con frecuencia que la cultura del *mos italicus* mantuvo una fuerte implantación en el sur de Europa y que numerosos autores adoptaron un humanismo principalmente cosmético, limitado a la incorporación de citas eruditas o referencias en griego, sin alterar sustancialmente el método ni el corpus de fuentes⁴⁹.

41 F. Gabotto, *Nuove notizie e documenti su Giasone del Maino*, Torino, La letteratura, 1888.

42 G. di Renzo Villata, “*Pro tenui facultate mea et temporis angustia...*”: Noterelle intorno a Filippo Decio grande consulente ‘parsimonioso’, en U. Baldini – G. P. Brizzi (dir.), *Amicitiae pignus. Studi storici per Piero Del Negro*, Milan, Edizioni Unicopli, 2013, pp. 11-30.

43 M. Ascheri, *Un maestro del «mos italicus»: Gianfrancesco Sannazari della Ripa (1480 c.1535)*, Milano, A. Giuffrè, 1970.

44 G. Marchetto, “Il matrimonio tra politica e diritto: la «Sylva nuptialis» di Giovanni Nevizzano d’Asti (1518)”, *Annali dell’Istituto storico italo-germanico in Trento*, XXIX (2003), pp. 33-70.

45 F. Tomasi – C. Zendri, “Mantova Benavides, Marco”, en *Dizionario Biografico degli Italiani*, Vol. 69, Roma, Istituto dell’Enciclopedia Italiana, 2007, pp. 214-220.

46 I. Pérez Martín – M. Becedas González (eds.), *Diego de Covarrubias y Leyva: el humanista y sus libros*, Salamanca, Universidad de Salamanca, 2012.

47 D. Quagliani, “Tra bartolisti e antibartolisti. L’Umanesimo giuridico e la tradizione italiana nella Methodus di Matteo Gribaldi Mofa”, en F. Liotta (ed.), *Studi di storia del diritto medioevale e moderno*, Bologna, Monduzzi, 1999, pp. 185-212.

48 G. Minnucci, “*Silete theologi in munere alieno*”. *Alberico Gentili tra diritto, teologia e religione*, Milano, Monduzzi, 2016.

49 M. Ascheri, “Giuristi, umanisti e istituzioni del Tre-Quattrocento: qualche problema”, *Annali dell’Istituto storico italo-germanico in Trento*, 3 (1977), pp. 43-73. En la p. 72 indica: “Da ciò, in definitiva, il fallimento dell’incontro di diritto e umanesimo e quindi

Desde esta perspectiva, el humanismo jurídico ha sido interpretado como un fenómeno en gran medida continuista con el bartolismo, sin consecuencias decisivas para la sistemática del derecho ni para la formación de los juristas⁵⁰. Frente a esta lectura, otros autores han reivindicado la especificidad del humanismo jurídico como un movimiento transformador del saber jurídico. Sobre esta cuestión volveremos en la recapitulación final.

3. *Materias*

Si se examina el humanismo jurídico desde la perspectiva de la evolución del derecho romano, destacan de inmediato dos disciplinas fundamentales: la filología y la historia. Sin embargo, reducir el fenómeno a estas dos dimensiones ofrece una imagen parcial. No basta con limitarlo a la vía filológica y a la dogmática –como propuso Kisch– ni con añadir exclusivamente la perspectiva del derecho natural, subrayada por Carpintero. Tampoco resulta adecuado interpretarlo simplemente como un movimiento antibartolista o antitribonianista, pues numerosos autores no compartieron plenamente tales rasgos⁵¹.

Partiendo de estas limitaciones, proponemos analizar el humanismo jurídico desde la expansión del derecho hacia las cinco materias de los *studia humanitatis*, que a su vez impulsaron otras cinco disciplinas estrechamente vinculadas: pedagogía, dialéctica, metodología, política y matemática. Esta ampliación del horizonte disciplinar constituye uno de los rasgos más característicos del humanismo jurídico.

Todas estas materias pertenecían al ámbito de las artes liberales y supusieron una profunda transformación de los saberes superiores. Frente a la visión teológica medieval, se afirmó una concepción del hombre como ser histórico

sia la mancata nascita di un metodo critico di analisi del fenomeno giuridico, sia la permanenza del medievale diritto comune romano-canonico – il più adeguato a quel mondo politico privo di spinta e di programmi innovativi, adagiato sulla conservazione e abituato a far politica alla giornata, tanto per sopravvivere, per ‘durare’”.

50 Véase P. Koschaker, *Europa und das Römische Recht*, München, Beck, 1947; F. Wieacker, “Das römische und das deutsche Rechtsbewußtsein” y “Humanismus und Rezeption: Eine Studie zu Johannes Apels Dialogus oder Isagoge per Dialogum in IV Libros Institutionum”, en *Grunder und Bewahrer: Rechtslehrer der neueren deutschen Rechtsgeschichte*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1959, pp. 9-43 y 44-91; R. Orestano, *Introduzione allo studio storico del diritto romano*, Torino, Giappichelli, 1963.

51 Véase la crítica de D. J. Osler, “Budaeus and Roman Law”, *Ius Commune*, 13 (1985), pp. 195-212.

y lingüístico, orientado simultáneamente hacia el legado clásico y hacia la construcción de su futuro jurídico, moral y político.

Aunque estas diez materias se hallan estrechamente entrelazadas, su análisis separado permite apreciar mejor tanto su especificidad como las conexiones que las vinculan.

1) Gramática

La obsesión por la gramática y el buen latín de los humanistas se tradujo en todo un conjunto de técnicas filológicas, que los autores desarrollaron en el siglo XVI, entre las que destacan la edición crítica y la lexicografía. Los autores se aplicaron a la reconstrucción histórica de las fuentes y de la jurisprudencia romana clásica, a partir de anotaciones, enmendaciones y observaciones de carácter filológico.

El *Corpus iuris civilis*, concebido como un mosaico de textos clásicos reorganizados en el siglo VI, se convirtió en el principal objeto de esta empresa filológica. Los humanistas intentaron descomponer este conjunto para recuperar, en la medida de lo posible, las fuentes originales. La crítica textual permitió depurar errores de transmisión medieval, recuperar pasajes omitidos y analizar las inscripciones de los fragmentos del *Digesto* con el fin de reconstruir las obras de los juristas clásicos. En este contexto, adquirió especial relevancia la búsqueda de interpolaciones atribuidas a Triboniano, es decir, de las modificaciones introducidas por los compiladores justinianeos⁵².

La empresa filológica más importante fue la colación y edición del *Digesto*, que se llevó a cabo desde el siglo XV hasta la definitiva de Godefroy, publicada en 1583. En el *Quattrocento* italiano se produjeron las incursiones filológicas de Filippo Beroaldo (1453-1505) y Poliziano, seguidas de los trabajos de Lodovico Bolognetti. Con las *Annotationes in Pandectas* de Budé, cuya primera edición databa de 1508, se dio alas al estudio lexicográfico, compartido en esas mismas fechas por Antonio de Nebrija. La obra de Andrea Alciato fue enormemente influyente en todos los humanistas y, muy especialmente, en toda una generación de editores del *Digesto*. Sin embargo, los tortuosos caminos de la edición crítica de esta magna obra pasaron por Lelio Torelli (1489-1576) y luego Antonio Agustín. La edición de Torelli, publicada en 1553, tras una década de preparación, constituyó uno de los grandes logros de la filolo-

⁵² La bibliografía es enorme. Véase la clásica obra de L. Palazzini Finetti, *Storia della ricerca delle interpolazioni nel 'Corpus iuris civilis'*, Milano, Giuffrè, 1953.

gía humanista, y fue el precedente de la edición moderna de Mommsen. Esta edición, desprovista de su sofisticación filológica para lograr un texto más utilizable por parte de los juristas, constituye la base del afamado texto de Denys Godefroy (1549-1622), publicado por primera vez en 1583 y que se mantuvo como definitiva prácticamente durante tres siglos.

Asimismo, fueron también los humanistas quienes primero sacaron a la luz algunos de los textos jurídicos clásicos, que nos han llegado fuera del *Corpus Iuris*. También iniciaron el descubrimiento y la edición de las fuentes jurídicas bizantinas, cuya tradición perduró en el Imperio de Oriente hasta la caída de Constantinopla en 1453. El creciente dominio de la lengua griega fue un rasgo característico de la evolución del humanismo jurídico. Desde una perspectiva meramente filológica, cabe señalar que un importante punto de inflexión lo marcó la publicación del *Thesaurus Linguae Graecae*, en 1572, por Henri Estienne. Las aportaciones filológicas de los autores de los siglos XVII y XVIII (especialmente de la escuela salmantina y holandesa) fueron una continuación de todo lo anterior.

Cabe destacar asimismo la elaboración de diccionarios jurídicos de gran precisión: más allá de la tarea pionera de Nebrija, debe valorarse la labor lexicográfica de Jakob Spiegel (1483-1547)⁵³, Johannes Oldendorp, Pardoux du Prat (1520-ca.1569), Simon Schard (1535-1573), Hieronimus Verrutius (1546-1601), Alexander Scot (ca. 1593-1622) y Johannes Kahl (1550-1614)⁵⁴. Igualmente son muy destacados los comentarios de los humanistas a D. 50, 16, *De verborum significatione*; y D., 50, 17, *De diversis regulis iuris antiqui* y C. 6, 38, *De verborum et rerum significatione*, que dan fe de su interés por la filología.

La tríada *collatio*, *emendatio* et *interpretatio*, llevada a un gran perfeccionamiento por Jacques Cujas⁵⁵, supuso un avance fundamental en el ámbito de la filología aplicada al derecho. A partir del contraste con los manuscritos y a partir de fuentes literarias e históricas extrajurídicas, se logró un material

53 J. Spiegel, *Iuris civilis lexicon*, Argentorati, Io. Schottus excudebat, 1538.

54 J. Calvinus, *Lexicon Iuridicum iuris romani simul, et canonici: feudalis item, civilis, criminalis: theoretici, ac practici: et in schola, et in foro usitatarum: ac tum ex ipso iuris utriusque corpore, tum ex doctoribus et glossis, tam veteribus, quam recentioribus, collectarum; vocum penus*, Francofurti, apud haeredes Andreae Wecheli, Claud. Marnium, 1600.

55 J. Cujacius, *Opera omnia in decem tomos distributa, opera et cura Caroli Annibal Fabroti jurisconsulti*, Lutetiae Parisiorum, impensis Societatis librorum ecclesiasticorum, 1658, 10 vols.

crítico cada vez más depurado. Por lo tanto, el interés en la “gramática” puede entenderse en toda la filología, en un sentido amplio.

2) Historia

Junto con la gramática, la historia constituyó el segundo gran pilar de la renovación de los *studia humanitatis*. Frente a la interpretación del derecho justiniano como *ratio scripta*⁵⁶ –concebido durante siglos como un texto casi intocable–, la perspectiva histórica se convirtió en un instrumento decisivo de desmitificación. Los juristas comenzaron a estratificar cronológicamente a los autores citados en el Digesto y a reconstruir el contexto de producción de los textos allí recopilados.

En este proceso adquirieron especial relevancia las primeras historias del derecho romano, como la de Aymar du Rivail⁵⁷, a la que siguieron numerosos estudios sobre las fuentes del derecho griego y romano y sobre figuras como Justiniano o Triboniano. Paralelamente, aparecieron intentos de historia universal del derecho que pretendían describir las distintas etapas del desarrollo jurídico, y que incluían los avances del propio humanismo jurídico. Un ejemplo significativo es la *Universae iuris historiae descriptio* de Marin Liberge (1537-1599)⁵⁸.

De manera progresiva, el derecho justiniano comenzó a percibirse como un conjunto de textos pertenecientes a épocas y contextos diversos. Esta nueva conciencia histórica generó una creciente distancia hermenéutica respecto de las fuentes romanas. Autores como Vives y, posteriormente, Hotman comprendieron que tales textos no podían considerarse válidos para todos los tiempos ni para todas las sociedades. Si la historia romana había atravesado etapas diversas, también la Europa del siglo XVI podía elaborar leyes propias adaptadas a las nuevas realidades políticas.

La combinación de historia y filología permitió así concebir el derecho como un producto histórico y, por tanto, mutable. Lo que inicialmente fue

56 *Ratio scripta*, para los juristas hasta el siglo XVI, significó directamente “derecho romano”. A partir de entonces empezó a considerarse un derecho racional. Véase A. Guzmán, *Ratio scripta*, Frankfurt am Main, Vittorio Klostermann, 1981.

57 A. Rivallius, *Libri de historia juris civilis et pontificii*, Valentiae, Biblioteca Ludouici Oliuelli bibliopoli uniuersitatis Valen. iurati, 1515.

58 M. Libergeus, *Universae iuris historiae descriptio, ex variis auctoribus collecta, et in pictaviensi gymnasio exposita*, Pictavis, ex officina Enguilberti Marnesii, 1567.

erudición histórica adquirió pronto una dimensión política: el estudio del pasado jurídico favoreció el fortalecimiento de identidades territoriales mediante la revalorización de las costumbres locales y regionales. El derecho romano pasó a interpretarse como la expresión histórica de una civilización concreta en un momento determinado⁵⁹.

Las consecuencias políticas de esta transformación fueron desiguales en Europa. En los territorios del Sacro Imperio Romano Germánico se mantuvo una mayor continuidad con la tradición romanista, mientras que fuera de él –especialmente en Francia y, posteriormente, en Castilla– se reforzó el valor del derecho consuetudinario. Autores como Barthélemy de Chasseneuz (1480-1541), Étienne Pasquier (1529-1615) o Hotman⁶⁰ utilizaron en Francia la historia jurídica como instrumento para afirmar la autonomía del derecho patrio y consolidar la autoridad monárquica.

Los modelos históricos clásicos –desde Aristóteles y san Agustín hasta Plutarco, Demóstenes o Cicerón– nutrieron el imaginario político de los juristas humanistas. La amplitud de la experiencia histórica contribuyó a que los juristas situados fuera del marco imperial se mostraran especialmente receptivos a nuevos modelos políticos y a la progresiva cristalización nacional del derecho consuetudinario.

3) Retórica

Así como existe una abundante bibliografía sobre la historia y la filología humanísticas, la tercera disciplina de los *studia humanitatis* –la retórica– ha recibido mucha menos atención en el ámbito del derecho. Sin embargo, su importancia fue decisiva. Frente a la aridez característica de los escritos filosóficos, teológicos y jurídicos medievales, los humanistas reivindicaron la belleza del estilo y la eficacia persuasiva a partir de los modelos grecolatinos. La adopción del latín ciceroniano y la incorporación directa de textos griegos –incluso con sus caracteres originales– dan fe de la progresiva asimilación de estos ideales y favorecieron, además, el desarrollo de una literatura jurídica en lengua vernácula. Se trataba, en palabras repetidas por numerosos autores, del “*mariage de l’Eude du Droict avec les Lettres humaines*”, tópico

59 Véanse los clásicos trabajos de V. Piano Mortari, *Diritto romano e diritto nazionale in Francia nel secolo XVI*; V. Piano Mortari, *Aspetti del pensiero giuridico del secolo XVI*, pp. 21-127.

60 D. R. Kelley, *Foundations of Modern Historical Scholarship*, pp. 151-240.

que recorre la obra de Hotman y Pasquier, entre otros, como Louis Le Caron (1536-1613)⁶¹.

La preocupación por la forma y por la persuasión condujo a la adopción de nuevos géneros literarios. Entre ellos destacó especialmente el diálogo, que se convirtió en una forma característica del humanismo jurídico maduro a partir de la segunda mitad del siglo XVI. Obras como *Necyomantia iurisperiti sive de occulta iurisprudencia dialogi*, de Étienne Forcadet⁶²; *Bassanellus*, de Marco Mantova Benavides⁶³; *Dialogus relatoris et advocati Pinciani senatus*, de Juan de Matienzo⁶⁴ o *De juris interpretibus dialogi VI*, de Alberico Gentili⁶⁵, figuran entre los ejemplos más citados de este género.

Junto a estas obras de mayor ambición intelectual, proliferaron diálogos de carácter pedagógico, destinados a explicar instituciones y conceptos del derecho justinianeo de forma más accesible al lector. Así, Anselme Isambert publicó los *Dialogi duo de transactionibus apud Pandectas*⁶⁶, mientras que Ventidio Tamberlani dio a la imprenta un diálogo dedicado a la cuarta falci-
dia⁶⁷. El género alcanzó incluso la lengua vernácula: entre los ejemplos más conocidos se encuentra *La Claire ou de la prudence de droit*, de Le Caron⁶⁸.

4) Poesía

Como expresión de esa visión retórica de la vida, los juristas con sensibilidad humanista gustaron de introducir numerosos ejemplos de poesía griega, latina o *in volgare*, que salpicaba sus escritos, y les conferían vida. Cabe re-

61 D. Geonget, «*Le mariage de l'Estude du Droict avec les Lettres humaines*». *L'œuvre de Louis Le Caron Charondas*, Genève, Droz, 2021.

62 S. Forcatellus, *Necyomantia iurisperiti sive de occulta iurisprudencia dialogi*, Ludguni, apud. Ioan. Tornaesium, 1549.

63 M. Mantua Benavitius, *Bassanellus*, Venetiis, ex officina Erasmiana, 1553.

64 J. Matienzus, *Dialogus relatoris et aduocati Pinciani senatus*, Pinciae, excudebat Sebastianus Martinez, 1558.

65 A. Gentilius, *De juris interpretibus dialogi VI*, Londini, apud Johannem Vvol-
fium, 1582.

66 A. Isambertus, *Dialogi duo de transactionibus apud Pandectas*, Parisiis, apud Martinum Iuuenem, 1564.

67 V. Tamberlanis, *Iuris dialogus ad L. in quartam ff. ad L. falcidiam*, Romae, apud Haeredes Antonii Bladii Impressores Camerales, 1582.

68 L. Le Caron, *La Claire ou de la prudence de droit, dialogue premier plus, la clarté amoureuse*, Paris, par Guillaume Cavellat, 1554.

cordar que la obra justiniana contiene citas poéticas, poco apreciadas por los autores medievales. Frente a la aridez de los comentarios del *ius commune*, casi siempre técnicos, las citas de autores clásicos y la inserción de versos rompía esa monotonía y conectaba, una y otra vez, el derecho con la literatura. Fueron muy frecuentes las alusiones a Homero, Píndaro, Horacio, Ovidio y Virgilio⁶⁹. Sin embargo, así como estos autores habían estado presentes en la tradición medieval, lo más rupturista fue la inserción de autores *in volgare*. En este sentido, cabe indicar que diversos juristas humanistas citaron a Dante, Petrarca, Poliziano o Ariosto.

Entre los que mentaron una y otra vez a Dante⁷⁰ debemos citar de nuevo a Marco Mantova Benavides. Por ejemplo, en *Dialogismos sive Glossarium iuris*, al referirse a las llaves de la Iglesia, citó Inf., III, v. 9: “Lasciate ogni speranza voi ch’entrate⁷¹” y luego, al referirse a los perros, Inf., V, v. 4: “Stavvi Minos, horribilmente, et ringhia⁷²”. Y en su comentario a las *Decretales*, al explicar la simonía, refiriéndose a Inf., XIX, vv. 1-4, escribió:

“...sunt emptores et venditores spiritualium, sed emptores alio nomine simoniaci vocantur, a Simone mago, qui gratiam a beato Petro emere voluit tradit Host. in summa [...]; his Dan. aligerius Flo.

O Simon mago ò miseri seguaci,
Che le cose di Dio che di bontate,
Deon esser spose, voi lupi rapaci,
Per oro et per argento adulterate⁷³”.

La inserción de algunos versos en italiano en obras escritas en latín suponía un nuevo modelo retórico, más abierto a la vida cotidiana, incluso a cuestiones triviales, como el juego de ajedrez, sobre el que Thomas Actius escribió un tratado jurídico, en el cual insertó numerosas referencias a los autores grecolatinos (César, Eurípides, Herodoto, Lucano, Luciano, Plauto, Plinio, Salustio, Terencio...). En esta obra hallamos asimismo no solo versos

69 Por ejemplo, F. Scotus, *Scholia [...] ad volumina vniuersa, tam iuris Pontifici, quam Caesarei*, Venetiis, ex officina Damiani Zenarii, 1589, pp. 12, 14, 15, 19, passim.

70 Véase R. Ramis Barceló, “Dante Alighieri e i giuristi del Rinascimento”, *Bibliothèque d’Humanisme et Renaissance*, 84/2 (2022), pp. 305-326.

71 Mantua [Benavidius], *Dialogismos sive Glossarium iuris sermonesque socratici rerum sane variarum*, Venetiis, Apud Christophorum Zanettum, 1572, p. 75.

72 *Ibidem*, p. 437.

73 Marcus Mantua Benavidius, *Commentariorum iuris pontificii in omnes quattuor ordinarias decretalium partes*, Tomus II, Patavii, apud Gratosum Perchacinum, 1563, p. 588.

de autores latinos y griegos (Homero, Horacio, Ovidio, Propertio), sino también de poetas *in volgare* (Dante, Petrarca, Ariosto, Tasso)⁷⁴.

Incluso hubo referencias de juristas humanistas a la poesía neolatina. Por ejemplo, René Choppin (1537-1606), en su *De privilegiis rusticorum libri III*, al describir la frugalidad de la vida de los agricultores, utilizó los versos 31-37 de la silva *Rusticus* de Poliziano:

“Non mentem pavet ipse suam, nec conscius omnes
Exhorret strepitus, nec edaci pectora culpa
Carpitur occulte, aut celsa conspectus in arce
Degeneri patet invidiae: sic ipse vicissim
Non ullo livore macet, foetusque veneno
Aestuat, atque aliena oculis bona limat acutis⁷⁵”.

Las citas a los poetas griegos, latinos, neolatinos y vernáculos permearon las obras de muchos autores, lo que permitió no solo una exhibición –a veces, vacua– de erudición, sino también la asunción de un modelo retórico que bañaba el derecho en las aguas de la literatura.

5) Moral

La moral constituyó la principal dimensión filosófica de los *studia humanitatis*, orientados a enseñar el *honeste vivere* y a formar ciudadanos capaces de actuar en la vida cívica y política. Junto al humanismo civil de Coluccio Salutati (1331-1406) y de otros humanistas como Brunni (1370-1444) y Poggio (1380-1459), debe subrayarse el retorno al mundo político romano⁷⁶. El autor de referencia –especialmente durante el siglo XV– fue, una vez más, Cicerón⁷⁷, cuya obra influyó de manera decisiva en las generaciones posteriores.

Sin embargo, desde comienzos del siglo XVI hasta aproximadamente 1540, se observa una moral jurídica profundamente inspirada un cristia-

74 T. Actius, *De Ludo Scacchorum in legali methodo tractatus*, Pisauri, apud Hieronymum Concordiam, 1583.

75 R. Choppinus, *De privilegiis rusticorum libri III*, Parisiis, Apud Nicolaum Chesnau, 1575, p. 135.

76 E. Garin, *L'Umanesimo italiano. Filosofia e vita civile nel Rinascimento*, Bari, Laterza, 1952.

77 J.-L. Thireau, “Cicéron et le droit naturel au XVI e siècle”, *Revue d'histoire des facultés de droit et de la science juridique*, 1/4 (1987), pp. 55-85.

nismo renovado, principalmente por Erasmo y, en menor medida, por Juan Luis Vives. Ambos desarrollaron una concepción del derecho fundada en la equidad⁷⁸. A partir del adagio *summum ius, summa iniuria*, tomado de *De officiis* (I, 10, 33), sostuvieron que la *aequitas* debía prevalecer sobre la estricta literalidad de la ley. Erasmo identificaba equidad y justicia, nociones que la tradición medieval había distinguido con mayor precisión, y defendía así la necesidad de un derecho verdaderamente cristiano basado en la justicia ejercida en conciencia⁷⁹.

Esta concepción del derecho cristiano se desarrolló en direcciones diversas. Por un lado, con la recuperación de corrientes neoplatónicas se vinculó la equidad con la justicia y el amor, como puede apreciarse en autores como Forcadel⁸⁰ o Le Caron. Por otro, inspirándose también en las epístolas paulinas⁸¹, se afirmó la idea de la conciencia como lugar en el que el ser humano recibe la justicia divina.

A partir de 1540, la reflexión moral se orientó progresivamente hacia la ley natural inscrita en la conciencia –considerada superior a la ley positiva– o, en una clave más estoica, hacia la recta razón manifestada en la naturaleza.

A finales del siglo XVI, la moral se vinculó cada vez más con la idea de un derecho natural universal próximo al *ius gentium*, desarrollado tanto por la segunda escolástica como por juristas luteranos y calvinistas. En los países católicos, el recurso al derecho natural constituyó una vía de teologización del derecho en el contexto de la Contrarreforma⁸². Entre los juristas reformados, en cambio, surgieron diversas tendencias. Particular relevancia tuvo la corriente hugonote francesa⁸³, que rechazó el derecho romano y promovió

78 Véase L. Maniscalco, *Equity in Early Modern legal scholarship*, Leiden, Brill, 2020.

79 G. Kisch, *Erasmus und die Jurisprudenz seiner Zeit*; y R. Ramis Barceló, “Erasmo y los juristas del siglo XVI”, *Bibliothèque d’Humanisme et Renaissance*, 81/3 (2019), pp. 475-496.

80 S. Forcatulus, *Cupido iurisperitus*, Lugduni, apud Ioan. Tornaesium, 1553.

81 R. Ramis Barceló, “San Paolo e l’umanesimo giuridico”, en A. Fiori – M. Rizzi (eds.), *L’eredità del pensiero di Paolo di Tarso nella tradizione giuridica occidentale*, Torino, Giappichelli, 2026, pp. 175-196.

82 W. Decock – C. Birr, *Recht und Moral in der Scholastik der Frühen Neuzeit 1500-1750*, Berlin-Boston, Walter de Gruyter, 2016; y R. Ramis Barceló, *La segunda escolástica. Una propuesta de síntesis histórica*, Madrid, Dykinson, 2024.

83 C. Strohm, *Calvinismus und Recht. Weltanschaulich-konfessionelle Aspekte im Werk reformierter Juristen in der Frühen Neuzeit*, Tübingen, Mohr Siebeck, 2008.

la construcción de un derecho nacional. Para ello recurrió al derecho natural como fundamento de autonomía y, simultáneamente, a las costumbres francesas como depósito de una moral secular (*mores*). La reivindicación del *droit coutumier* se convirtió así en un instrumento para articular un derecho moralizado y arraigado en la tradición.

A comienzos del siglo XVII, la moralización del derecho se había bifurcado en dos grandes vías. Por un lado, la apelación a la costumbre como consolidación de los *mores maiorum* y fundamento de un derecho nacional distinto del romano. Por otro, el desarrollo del derecho natural como base de un *ius naturae et gentium* de alcance cosmopolita, capaz de superar los límites del derecho romano y de los derechos particulares⁸⁴.

6) Política

Se ha podido constatar que la práctica de los cinco saberes de los *studia humanitatis* generó otros tantos desarrollos específicos. Como acabamos de ver, la moral se desenvolvió estrechamente vinculada a la política y al derecho natural. En efecto, el rasgo distintivo del primer humanismo fue la conexión entre moralidad y política en sentido cívico, ya apuntada desde Salutati.

Sin embargo, a partir de la obra de Niccolò Machiavelli (1469-1527)⁸⁵ se asistió a una progresiva separación entre moral y política, hasta el punto de que esta pasó a situarse por encima de aquella: el príncipe podía, llegado el caso, actuar contra la moral y la religión. La política se concebía como una realidad estrictamente humana, cuyo objetivo era la conservación del poder. Ello contribuyó a configurar una política estrechamente vinculada al derecho, entendido como instrumento de dominio tanto en repúblicas como en principados y en los emergentes Estados. Jean Bodin (1530-1596)⁸⁶, con la formulación de la soberanía, terminó de perfilar esta subordinación del derecho a la política. Autores como Machiavelli y Bodin se miraban en el espejo de la Antigüedad clásica para modelar la figura del nuevo príncipe: la historia –Tucídides, Tito Livio– les mostraba la mutación de las formas políticas, mientras que una relectura crítica de Cicerón y Aristóteles evidenciaba la pluralidad de regímenes.

84 M. Scattola, “Natural Law. Part I. The Catholic Tradition”, en H. Lagerlund – B. Hill (eds.). *Routledge Companion to Sixteenth-Century Philosophy*, New York/Oxon, Routledge, pp. 561-579.

85 N. Machiavelli, *Il Principe*, [Venetiis], Aldus, 1540.

86 J. Bodin, *Les six Livres de la Republique*, Paris, chez Jacques du Puys, 1578.

Al igual que en el ámbito moral, los pensadores se movían entre la construcción de la realidad nacional y un horizonte supranacional, que abarcaba la comunidad política en su conjunto, a partir de una nueva visión contractualista que secularizaba el derecho y la política. Vázquez de Menchaca (1512-1569) elaboró una doctrina de la comunidad política en la que –a diferencia de los iusnaturalistas clásicos– naturaleza y razón aparecían claramente contrapuestas⁸⁷. Desde entonces, el estado de naturaleza era ordenado por la razón a partir de la voluntad política: la política se concebía así como una construcción humana fundada en un *status naturae*, en la que la voluntad buscaba racionalizar y legitimar el poder⁸⁸.

El derecho quedaba, por consiguiente, subordinado a la política, entendida como acto de voluntad que debía revestirse de racionalidad. Algunos humanistas defendieron la autonomía de la política, que incluso llegó a proponerse como saber independiente por parte de Ramus⁸⁹, con método propio. Otros autores reformados, en cambio, sostuvieron una política cristiana de inspiración erasmiana, basada en las Sagradas Escrituras y contraria al derecho romano pagano. Con todo, a finales del siglo XVI y comienzos del XVII, la política no solo se diferenció de la ética y del derecho, sino que tendió progresivamente a subyugarlos.

7) Pedagogía

Para llevar a cabo esta transformación del conocimiento, era necesario que la enseñanza del derecho se volviera más didáctica y se orientara hacia una formación gradual, que mostrase sus conexiones y sus distinciones respecto de otras disciplinas, como la moral y la política.

De ahí que muchos autores se interesaran por la pedagogía jurídica: era preciso desterrar la enseñanza exegética del *mos italicus* y presentar el derecho de forma más persuasiva, racional y ordenada, apta para su aprendizaje⁹⁰. Para ello, los estudiantes debían entrar en contacto no solo con fuen-

87 F. Vasquius Menchacensis, *Controversiarum illustrium aliarumque usu frequentium libri tres*, Barcinone, in aedibus Claudii Bornat, 1563-1564, 2 vols.

88 El camino desde el voluntarismo medieval puede seguirse en F. Todescan, *Auctoritas non veritas facit legem. Variazioni sinfoniche su giusnaturalismo e voluntarismo giuridico*, 2 vols., Milano-Padova, Wolters Kluwer-Cedam, 2023.

89 Véase R. Ramis Barceló, “Los márgenes de la Reforma: Petrus Ramus, el calvinismo y la autonomía del saber político”, *Hispania Sacra*, 141 (2018), pp. 51-63.

90 J.-L. Thireau, “L’enseignement du droit et ses méthodes au XVIe siècle, Conti-

tes depuradas filológica e históricamente, sino también con una enseñanza progresiva, acompañada de ejemplos y –como se ha indicado– de una presentación retórica más atractiva.

Durante el siglo XVI se sucedieron opúsculos y tratados dedicados a las necesidades didácticas: desde las *orationes* sobre el adecuado estudio del derecho (Cantiuncula, Hegendorph, Cujas), hasta los planes de estudios y de lecturas del jurisperito perfecto (Zasius, Hotman, Baudouin), pasando por diversos escritos de iniciación al estudio jurídico (tirocinios, propedéuticas, prolegómenos).

Las orientaciones fueron muy dispares. La mayoría pretendía enseñar de manera más eficaz el derecho romano, aunque no faltaron quienes se opusieron a su centralidad. Una de las expresiones más vehementes y conocidas fue el *Antitribonian*⁹¹ de Hotman, obra de un devoto calvinista que pretendía demostrar que la selección de Triboniano respondía a circunstancias políticas concretas y carecía de validez intemporal. En la línea de Erasmo, Hotman aspiraba a cristianizar plenamente el derecho pagano de los romanos. Para ello proponía la elaboración de nuevos manuales de derecho público y privado, con el fin de que los jóvenes, tras una adecuada formación humanística, pudieran estudiarlos con rapidez y eficacia en la universidad bajo el juicio de la equidad y la justicia, y aplicarlos después en la práctica.

En general, estos tratados insistían en la necesidad de reorganizar el *Corpus iuris civilis* para facilitar su explicación por los profesores y su comprensión por los estudiantes, mediante presentaciones más esquemáticas e intuitivas. Algunos seguidores de Petrus Ramus, como Freigius⁹² o Johannes Althusius (1557-1638)⁹³, intentaron descomponer el derecho en esquemas diairéticos de llaves. En la misma línea retórica se redactaron manuales como

nuité ou rupture?”, *Annales d'histoire des facultés de droit et de la science juridique*, 2 (1985), pp. 27-36. Subraya este autor, p. 34, que “au *mos gallicus* correspond un ars docendi nouveau”. Véase también X. Prévost, “Mos gallicus jura docendi. La réforme humaniste de la formation des juristes”, *Revue historique de droit français et étranger*, 84/4 (2011), pp. 491-513.

91 [F. Hotman], *Antitribonian, ou discours [...] sur l'estude des loix*, Paris, chez Jeremie Perier, 1603 [Segunda edición].

92 J. T. Freigius, *Partitiones iuris utriusque: hoc est, omnium iuris tam civilis quam canonici materiarum... digestio*, Basileae, ex officina Sixti Henricpetri, 1571.

93 J. Althusius, *Iuris Romani Libri duo: ad leges Methodi Rameae conformati*, Basileae, ad Lecythum Waldkirchianam, 1586.

*Seduardus*⁹⁴, de Joachim Hopper (1523-1576), que ofrecía una explicación dialogada del conjunto del derecho.

8) Dialéctica

Uno de los principales problemas pedagógicos era que la silogística enseñada en los cursos universitarios de lógica resultaba inadecuada para el razonamiento jurídico. Muchos autores, desde Lorenzo Valla, reivindicaron una reforma destinada a transformar la lógica aristotélica en una dialéctica jurídica basada, sobre todo, en la tópica de Cicerón y Aristóteles⁹⁵. La flexibilidad de los *loci* proporcionaba a los juristas una herramienta más apropiada para la argumentación.

El modelo ciceroniano se impuso en la obra de Rodolfo Agricola, y Philipp Melanchthon hizo una adaptación humanista de Aristóteles. Al final, en la primera mitad del siglo XVI, se fueron publicando diversos tratados de tópica o dialéctica jurídica, como los de Nikolaus Everardus (1461/62-1532)⁹⁶, Petrus Andreas Gammarus (1480-1528)⁹⁷, Cantiuncula⁹⁸, Johannes Apel (1486-1536)⁹⁹... que, en la segunda mitad, se transformaron en tratados de dialéctica o lógica jurídica, siguiendo principalmente el método de Ramus, como los de Freigius¹⁰⁰, Abraham Fraunce (ca. 1558-1633)¹⁰¹, o Nicolaus Vigelius (1529-1600)¹⁰². Todo ello discurrió en paralelo a la búsqueda de una nueva metodología para la clarificación del derecho.

94 I. Hopperus, *Seduardus sive de vera iurisprudencia ad Regem libri XII*, Antwerpiae, in Officina Plantiniana, 1590.

95 C. Vasoli, *La dialettica e la retorica dell'Umanesimo. Invenzione e metodo nella cultura del XV e XVI secolo*, Milano, Feltrinelli, 1968.

96 N. Everardi, *Topicorum seu de locis legalibus Liber*, Lovanii, in aedibus Theodorici Martini, 1516.

97 P. A. Gammarus, *Legalis dialectica, in qua de modo argumentandi et locis argumentorum legaliter disputatur*, Bononiae, per Benedictum Hectoris, 1507.

98 C. Cantiuncula, *Topica legalia*, Basileae, Apud Andream Cartandrum, 1520.

99 J. Apellus, *Methodica dialectices ratio ad iurisprudenciam adcommodata*, Norimbergae, apud Fridericum Peypus, 1535.

100 J. T. Freigius, *Logica iurisconsultorum libro duo*, Basileae, per Sebastianum Henricpetri, editio postrema, [1590?].

101 A. Fraunce, *The Lawiers Logike, exemplifying the precepts of Logike by the practise of the common Lawe*, London, Imprinted by William How, for Thomas Gobin, and T. Newman, 1588.

102 N. Vigelius, *Dialectices iuris civilis libri tres*, Basileae, ex Officina Oporiana, 1573.

9) Metodología

La convergencia de los intereses pedagógicos y dialécticos propició un cambio más profundo en la ordenación del saber, orientado a una organización epistemológica más clara y a una presentación más coherente de sus contenidos. Muchos pensadores humanistas defendieron el retorno a la tónica aristotélica y ciceroniana, así como a la obra de Quintiliano. La importancia del *ars*, el *ordo* y la *methodus* adquirió una centralidad creciente en el pensamiento de Erasmo, Budé, Melanchthon o Johannes Sturm (1507-1589), y se tradujo en obras jurídicas como la de Conrad Lagus (1500-1546)¹⁰³.

Los juristas humanistas incorporaron progresivamente estas ideas, retomando la sensibilidad ciceroniana (*ius in artem redigere*), lo que favoreció la floración de obras de orientación sistemática, como las de Joachim Hopper. Algunos se limitaron a una mejor distribución de las materias del derecho romano –a partir de la tripartición personas-cosas-acciones–, mientras que otros aspiraron a establecer un método nuevo para la organización del saber jurídico, como Hermann Vultejus (1555-1634), o incluso a refundar el derecho como disciplina¹⁰⁴.

Entre quienes propusieron una nueva *oeconomia* o *distributio*, más allá de los discípulos de Petrus Ramus, destacan Matthaeus Wesenbeck (1531-1586)¹⁰⁵, Jean Bodin¹⁰⁶, o también Giulio Pace (1550-1635)¹⁰⁷, en cuya obra confluyen ecos ramistas, aristotélicos y lulianos. Entre los que pretendieron elaborar un método capaz de penetrar en la estructura profunda del saber jurídico debe mencionarse a Pierre Grégoire (c. 1540-1597), influido por el platonismo, el aristotelismo y el lulismo¹⁰⁸.

103 C. Lagus, *Iuris utriusque traditio methodica*, [Francofurti], apud Chr. Egenolphum, 1552.

104 H. Vultejus, *Jurisprudentiae Romanae a Justiniano compositae libri duo*, Murgurg, Typis Pauli Egenolphi, 1590.

105 M. Vuesenbecius, *Utriusque iuris oeconomia*, Parisiis, apud Gervasium Mallot, 1573.

106 I. Bodinus, *Iuris universi distributio*, Coloniae Agrippinae, apud Ioannes Gymnicum, 1580.

107 I. Pacius, *Oeconomia iuris utriusque tam civilis, quam canonici, perspicuis tabulis ad memoriam iuuandam repraesentata, et annotationibus illustrata*, Lugduni, sumptibus Viduae Antonii de Harsy, 1616.

108 P. Gregorius Tholosanus, *Syntagma Iuris Universi Legum omnium pene gen-*

En conjunto, estos tratados contribuyeron a la racionalización y a la sistematización del derecho justiniano –y, en menor medida, del derecho canónico–, proceso que desembocaría en el racionalismo jurídico del siglo XVII.

10) Matemática

En esta misma línea racionalizadora debe mencionarse el último de los saberes que influyó en la configuración del derecho: la matemática. El neoplatonismo del siglo XV reactivó el interés por esta disciplina, y ya en la obra de Giorgio Valla (1447-1500) encontramos la defensa de los principios matemáticos como fundamento de todo conocimiento¹⁰⁹. Sin embargo, quien mejor teorizó esta cuestión fue Petrus Ramus, para quien las matemáticas debían constituir la base de todos los saberes, incluido el derecho¹¹⁰.

Frente a la dispersión y complejidad del derecho justiniano, Ramus evocaba el ejemplo de Cicerón, que proponía como modelo la Ley de las XII Tablas, conocida por todos los romanos desde la juventud. Esta idea –expuesta en *Ciceronianus*– se desarrolló posteriormente en *Scholarum mathematicarum*¹¹¹, donde Ramus propuso para la Francia de su tiempo un programa análogo al de la República romana: la clarificación del derecho a partir de principios matemáticos que permitieran superar la oscuridad del *Corpus iuris civilis*. Los primeros principios jurídicos debían ser simples y evidentes –axiomas–, de los cuales pudieran deducirse otras tesis y conclusiones.

Esta reivindicación de la matemática fue utilizada en la racionalización del derecho francés por los defensores de la reforma del *droit coutumier*. Los casos de Antoine Loisel (1536-1617) y François Hotman son especialmente representativos. Hotman, por ejemplo, sostenía en *Antitribonien* que la duración de los estudios jurídicos podía abreviarse si el derecho se reducía a axiomas. Antoine Loisel llevó esta idea a la práctica en sus *Institutes coutumières*¹¹², al transformar el derecho francés en una suerte de código axiomá-

tium et rerumpublicarum praecipuarum, in tres partes digestum, Ludguni, apud Antonium Gryphium, 1582.

109 G. Cifoletti, “Sciences mathématiques”, en X. Prévost – L. A. Sanchi (eds.), *Introduction à l’humanisme juridique. Auteurs, oeuvres, idées, formes, destinées*, pp. 303-326.

110 R. Ramis Barceló, *Petrus Ramus y el derecho. Los juristas ramistas del siglo XVI*, pp. 66-74, 187-189.

111 P. Ramus, *Scholarum mathematicarum, libri unus et triginta*, Basel, Eusebius Episcopus and Nicolai Fratris haeredes, 1569.

112 A. Loisel, *Institutes coutumières ou Manuel de plusieurs et diverses reigles*,

tico: un edificio compuesto por bloques jurídicos homogéneos y ensamblados entre sí, accesible al conocimiento de todos.

La enciclopedia

La revolución humanista vino acompañada de una noción decisiva: la “enciclopedia” de los saberes. Este ideal no solo integraba los *studia humanitatis* y el *quadrivium*, sino también la filosofía y diversas disciplinas especializadas, como la política, la geografía o la historia. Poliziano ofreció una primera formulación al proponer una comunidad intelectual que reuniera a filósofos, médicos, juristas, dialécticos y filólogos dentro del orbe de las disciplinas “enciclopédicas”¹¹³. Guillaume Budé definió posteriormente la *encyclopedie* como una *eruditio circularis*, es decir, una perfección de las artes liberales y de las ciencias políticas concebidas como un saber integral¹¹⁴. Joachim du Bellay empleó igualmente esta noción para designar la convergencia de diversas ciencias, desde la retórica hasta la filosofía¹¹⁵.

La aspiración de extender el método de las Artes a las Facultades superiores¹¹⁶ –formulada por el último Ramus– fue asumida parcialmente por Freigius y desarrollada por autores como Christofle de Savigny (1530/35-1585?) en sus *Tableaux accomplis de tous les arts libéraux*¹¹⁷. Esta obra, orga-

sentences et proverbes, tant anciens que modernes, du droit coutumier et plus ordinaire de la France, Paris, chez Abel L’Angelier, 1607.

113 A. Politianus, *Miscellaneorum centuria prima*, ed. H. Katayama, Tokyo, Tokyo University Press, 1982, p. 189: “Nec prospiciendae autem philosophorum modo familiae, sed et iureconsultorum, et medicorum item, et dialecticorum, et quicumque doctrinae illum orbem faciunt, quae vocamus encyclia, sed et philologorum quoque omnium”.

114 G. Budé, *De l’institution du Prince*, Paris, Imprimé à l’Arrivour, 1547, p. 88: “Une perfection des arts liberaux et sciences politicques, qu’on appelle en Grec Encyclopedie, qui veult autant à dire (pour le declairer brièvement) comme erudition circulaire”.

115 J. du Bellay, *La deffence, et illustration de la langue françoise (1549)*, ed. crítica de J. C. Monferran, Genève, Droz, 2001, p. 100.

116 R. Ramis Barceló, “Las enciclopedias del saber (1550-1650): propuesta de estudio”, *Bruniana & Campanelliana: ricerche filosofiche e materiali storico-testuali*, 2 (2020), pp. 489-501.

117 C. de Savigny, *Tableaux accomplis de tous les arts libéraux, contenant brièvement et clèrement par singulière méthode de doctrine, une générale et sommaire partition des dicts arts, amassez et reduicts en ordre pour le soulagement et profit de la jeunesse*, Paris, par Iean et François de Gurmont freres, 1587. Las tablas o disciplinas son: Gramática, Retórica, Dialéctica, Aritmética, Geometría, Óptica, Música, Cosmo-

nizada en dieciséis tablas o disciplinas, proponía una disposición no jerárquica del conocimiento, conforme al ideal ramista de una progresión lógica de lo general a lo particular¹¹⁸. Se realizaba así el ideal del saber circular defendido por Budé, en el que no existían disciplinas superiores e inferiores, y en el que todos los ámbitos del conocimiento aparecían interconectados, en sintonía con la tradición combinatoria luliana¹¹⁹.

En este horizonte, el derecho pasaba a concebirse como un saber integrado en el conjunto de las disciplinas, vinculado tanto a la gramática, la retórica o la dialéctica como a la historia, la teología y la medicina. Este planteamiento respondía plenamente al ideal humanista de unidad del saber.

Las propuestas enciclopedistas suscitaron, sin embargo, fuertes resistencias entre los defensores de la jerarquía universitaria tradicional. Teólogos, médicos y juristas recordaron reiteradamente la existencia de un orden jerárquico entre las Facultades superiores, lo que limitó la plena realización de la aspiración igualitaria del humanismo. Aun así, la revolución humanista estrechó de forma duradera los vínculos entre los saberes propedéuticos.

Las relaciones entre las Facultades superiores siguieron siendo complejas. Juristas y médicos mantenían desde la Baja Edad Media una disputa sobre la nobleza de sus respectivas disciplinas, que persistió durante el siglo XV¹²⁰. No obstante, en el siglo siguiente algunos juristas humanistas –como Tiraqueau– mostraron un interés creciente por la medicina, especialmente en ámbitos como la fisiognómica o la medicina legal¹²¹.

Más estrecha fue la relación con la teología, aunque tampoco en pie de igualdad. Entre los juristas reformados, la adopción de categorías metodológicas procedentes de Lutero, Melanchthon o Calvino implicó una notable influencia teológica sobre la teoría jurídica¹²². En el ámbito católico, los au-

grafía, Astrología, Geografía, Física, Medicina, Ética, Jurisprudencia, Historia, Tabla Teológica.

118 A. Angelini, *Metodo ed Enciclopedia nel cinquecento francese, I: Il pensiero di Ramo all'origine dell'enciclopedismo moderno*, Firenze, Leo S. Olschki Editore, 2008.

119 R. Ramis Barceló, “El derecho en el enciclopedismo del siglo XVI”, *Revista de Estudios Histórico-Jurídicos*, 40 (2018), pp. 423-441.

120 P. Gilli, *La Noblesse du droit. Débats et controverses sur la culture juridique et le rôle des juristes dans l'Italie médiévale (XII^e-XV^e siècles)*, Paris, Champion, 2003.

121 M. Bragagnolo, “Medicine”, en X. Prévost – L. A. Sanchi (eds.), *Introduction à l'humanisme juridique. Auteurs, oeuvres, idées, formes, destinées*, pp. 283-301.

122 P. Astorri – L. C. Nørgaard, “Théologie”, en X. Prévost – L. A. Sanchi (eds.), *Introduction à l'humanisme juridique. Auteurs, oeuvres, idées, formes, destinées*, pp. 273-284.

tores de la segunda escolástica abordaron sistemáticamente cuestiones como *de legibus*, *de iustitia et iure* o *de contractibus*, ámbitos que anteriormente habían pertenecido en gran medida a juristas y canonistas¹²³.

En definitiva, el ideal enciclopedista alcanzó mayor éxito en las artes liberales que en las Facultades superiores. Aunque se produjo una creciente porosidad entre las categorías empleadas por médicos, teólogos y juristas, la relación entre estas disciplinas nunca llegó a organizarse en condiciones de plena igualdad.

4. Cronología

La percepción del humanismo jurídico varía notablemente según se contemple desde la historia del derecho romano –como hacen Koschaker, Orestano u Osler– o desde la historia de la cultura jurídica –como Mesnard, Piano Mortari o Thireau–. De ahí la dificultad de establecer una cronología unitaria del fenómeno.

En términos generales, pueden distinguirse dos grandes tradiciones cronológicas. La primera, representada por Troje u Osler y heredera de la historiografía germánica, concibe el humanismo jurídico como un fenómeno europeo de larga duración, desarrollado entre los siglos XV y XVIII. La segunda, predominante en la historiografía francesa e italiana –Maffei, Piano Mortari, Kelley, Thireau–, lo identifica principalmente con los siglos XV y XVI: surgido en el humanismo italiano, alcanzaría su apogeo en la renovación jurídica francesa del *mos gallicus* y tendría continuidad en el Sacro Imperio.

Ambas perspectivas resultan complementarias. La primera permite seguir la evolución del derecho romano hasta la Pandectística en una perspectiva de *longue durée*; la segunda ilumina las grandes transformaciones culturales que culminan a comienzos del siglo XVII.

Debe señalarse, en todo caso, una cesura decisiva: la Guerra de los Treinta Años (1618-1648). Desde comienzos del siglo XV hasta ese conflicto, el humanismo jurídico adquirió una dimensión auténticamente europea y abarcó las diez materias antes analizadas. Tras la guerra, el movimiento quedó principalmente restringido a una dimensión histórico-filológica y pedagógica, circunscrita a algunas regiones del Sacro Imperio, Francia, Castilla y las Provincias Unidas. Sin embargo, el empuje enciclopédico hizo germinar otras

123 R. Ramis Barceló, *La segunda escolástica. Una propuesta de síntesis histórica*, pp. 154-161.

iniciativas, aunque diluidas en diversas corrientes de la cultura jurídica de los siglos XVII y XVIII.

4.1. Revisión del relato tradicional

Douglas Osler¹²⁴ ha mostrado que el relato más arraigado –presente en muchos romanistas hasta Wieacker¹²⁵– resulta insuficiente. Según esa narrativa, el humanismo jurídico habría comenzado con la enseñanza de Alciato en Bourges, centro del *mos gallicus*, y habría estado estrechamente ligado al protestantismo. La matanza de la Noche de San Bartolomé (1572) habría marcado su final en Francia, y el protagonismo se trasladó a Leiden y a la “escuela elegante holandesa”. Osler ha cuestionado este esquema por su carácter reductivo: limita la escuela francesa al siglo XVI, ignora la escuela salmantina de juristas humanistas, fecha erróneamente la escuela holandesa y omite contribuciones italianas, portuguesas, escocesas o alemanas. Osler propone, en consecuencia, una visión paneuropea del humanismo jurídico entre los siglos XV y XVIII.

Tomando en cuenta esta perspectiva, proponemos distinguir dos grandes períodos¹²⁶:

- 1430-1620
- 1620-1806 (disolución del Sacro Imperio).

El primero corresponde al humanismo jurídico en sentido estricto; el segundo ha recibido denominaciones diversas (“escuela holandesa”, “jurisprudencia elegante”), que no reflejan plenamente su carácter epigonal y transformador.

4.2. El período clásico del humanismo jurídico (1430-1620)

Al hilo de lo que se ha comentado antes, proponemos dividir este período en tres etapas:

- Primera etapa (1430-1510)

124 Véanse las consideraciones de D. J. Osler, “Jurisprudentia Elegantior and the Dutch Elegant School”, *Ius Commune*, 23 (1996), pp. 339-354.

125 F. Wieacker, *Privatrechtsgeschichte der Neuzeit unter besonderer Berücksichtigung der deutschen Entwicklung*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1952, p. 88.

126 Intentamos precisar la interesante cronología acumulativa de J.-L. Thireau, “Humaniste (Jurisprudence)”, pp. 795-800.

En ella, se concentraron las obras de los “humanistas” (como Valla, Poliziano o Nebrija) y los “humanistas juristas” (como Vegio o Budé). Fue un momento predominio de los “humanistas”, basado en críticas de carácter eminentemente filológico, y no hubo reacción por parte de los juristas.

– Segunda etapa (1510-1590)

Fue la época central del movimiento, iniciada con la reacción de los juristas tras Alciato.

Puede subdividirse de la siguiente manera:

1510-1540: se produjo la expansión del programa humanista hacia la historia, la pedagogía y la dialéctica.

1540-1590: se incorporaron la poesía, la retórica, la política, la metodología y la matemática.

Hacia 1590 se alcanzó la madurez del movimiento: se logró edición canónica del Digesto (1583), se desarrolló la lexicografía jurídica, y se produjo una consolidación pedagógica y una reorganización metódica del derecho.

– Tercera etapa (1590-1620)

Fue el período de sistematización y culminación. En ella se completaron o sistematizaron logros de la época precedente, tanto en el derecho francés (Pasquier, Loisel...), en la lexicografía (Kahl), como en el *ordo iuris* del derecho romano (Vigelius, Grégoire, Vultejus, Pace...), así como se continuaron los trabajos para lograr ediciones más exactas de textos de derecho romano y bizantino. Fue en 1606 cuando Charles Labbé de Monvéron (1582-1657) publicó su colección de novelas y léxicos bizantinos, con sus anotaciones sobre la *Synopsis Basilicorum*¹²⁷. Cuatro años más tarde, se publicaron los comentarios póstumos de François Ragueau (†1605), sucesor de Cujas en Bourges, sobre las constituciones de Justiniano¹²⁸, tal como podían aislarse del *Codex*.

4.3. El período epigonal (1620-1806)

Para este lapso, pueden proponerse dos interpretaciones complementarias, que tienen ventajas e inconvenientes:

1) Continuación estricta del humanismo jurídico:

Considerar que se trataba una mera persistencia, en un sentido estricto,

127 C. Labaeus, *Impp. Nouellae Constitutiones Graeco-Latinae*, Parisiis, apud Adrianum Beys via Iacobaea, 1606.

128 F. Raguellus, *Commentarius ad constitutiones et decisiones Justiniani, quae XII libris codicis continentur*, Parisiis, apud Joseph Cottereau, 1605.

del “humanismo jurídico” de Cujas (histórico-filológico), centrado especialmente en los juristas franceses¹²⁹, los maestros de Salamanca¹³⁰ y los holandeses de la escuela culta¹³¹. Ello permitiría mostrar la prolongación de este período con respecto del anterior.

2) Humanismo jurídico en sentido amplio:

El derecho se fue transformando al calor de su contacto con las diez mate-

129 En Francia, cabe destacar a Edmond Mérille (1579-1647), también profesor en Bourges, que publicó en París ocho libros de *Observaciones* humanistas entre los años 1618 y 1638. Fue entre 1641 y 1647 cuando Charles-Annibal Fabrot (1580-1659) publicó traducción latina de las *Basilicas* del emperador León el Filósofo, la traducción de la obra de Teófilo, comentarista de las *Instituciones*, y preparó la ya citada edición anotada de las obras de Jacques Cujas, en 1658.

130 En Salamanca, que ya había existido un notable interés por el humanismo en la segunda mitad del siglo XVI, se produjo una floración de una pléyade de juristas humanistas, discípulos de Francisco Ramos del Manzano (1604-1683), quien mostró una adopción completa del método de Cujas, con un dominio de las fuentes prejustinianas, las compilaciones bizantinas, y un buen uso de manuscritos, conjeturas textuales, fuentes epigráficas, búsqueda de interpolaciones y manejo de toda la bibliografía. Cabe citar también a José Fernández de Retes (1620-1678) y al canonista Manuel González Téllez (1626-1678). Estos juristas no rompieron por completo con la tradición del *mos italicus*, sino que también aceptaron críticamente la bibliografía bartolista, aunque siempre con un exacto cotejo de fuentes. Véase M. Peset – P. Marzal, “Humanismo jurídico tardío en Salamanca”, *Studia Historica – Historia Moderna*, 14 (1996), pp. 63-83; S. de Dios, “Corrientes jurisprudenciales, siglos XVI-XVII”, en L. E. Rodríguez-San Pedro (coord.), *Historia de la Universidad de Salamanca*, III.1 Saberes y confluencias, Salamanca, Universidad de Salamanca, 2006, p. 75-102; y M. P. Alonso Romero, *Salamanca, escuela de juristas*, Madrid, Dykinson, 2012.

131 Los juristas holandeses recogieron el guante de los salmantinos y fueron seguidores aún más estrictos del método cuyaciano, de modo que se desvincularon prácticamente del *mos italicus*. Según Govaert van den Bergh, su período de esplendor abarcó desde 1670 a 1750, aunque precedidos de no pocos juristas de peso. Sin embargo, cabe indicar que una historia continuada de la jurisprudencia holandesa desde Donellus a comienzos del siglo XIX no puede ser aceptada sin reservas. En su obra estableció una lista con 46 autores que forman parte de la “escuela elegante”. Cabe recordar que, al igual que sucedía en muchos lugares del Sacro Imperio, en todas las provincias de la República de los Países Bajos Unidos, buena parte del derecho civil tenía como fuente el *Corpus Iuris*, y ello solo fue abolido por ley en 1809. Gerard Noodt (1647-1725) puede ser considerado el iniciador de esta escuela, cuyos precedentes se pueden hallar indirectamente en Hugo Grocio (1583-1645). Sus exponentes más significativos fueron Cornelis van Bijnkershoek (1673-1743), Henrik Brenkman (1681-1726) o el bizantinista Willem O. Reitz (1702-1769).

rias antes expresadas, a lo largo de los siglos XVII y XVIII. El humanismo se fusionó con nuevas corrientes: secularización del derecho natural, racionalismo jurídico y *philosophia iuris*¹³².

Autores como Grocio o Leibniz (1646-1716) integraron herencias humanistas con la segunda escolástica y el iusnaturalismo racionalista. En los territorios donde se impuso el derecho patrio (Francia, Castilla), el romanismo humanista se volvió progresivamente erudito. En cambio, en el Sacro Imperio y los Países Bajos surgió una tensión entre la erudición histórica y la práctica jurídica del *usus modernus pandectarum*, representada por Arnold Vinnius (1588-1657) y Johannes Voet (1647-1713), quienes querían acomodar las fuentes del *Corpus iuris* al derecho en vigor.

4.4. Hacia la noción de “neohumanismo”

Quizás la mejor solución sea distinguir entre el primer período (1430-1620) del “humanismo jurídico” (más creativo, combativo y original) y un segundo (1620-1806), de carácter más epigonal, que, por un lado, continúa y perfecciona los logros del primero y, por otro, fecunda y se integra en otras corrientes culturales, que desdibujan su fisonomía:

- Primer período (1430-1620): “humanismo jurídico” creativo y expansivo.
- Segundo período (1620-1806): “neohumanismo” o fase epigonal.

De hecho, consideramos que la mejor categoría para el segundo período sería la de “neohumanismo¹³³”, aplicada por Birocchi para algunos juristas italianos. Este neohumanismo integraría dos líneas:

1. Continuación del humanismo histórico-filológico.

132 La corriente de la *philosophia iuris* fue inicialmente una respuesta a la inquietud antiaristotélica en el Sacro Imperio, y la voluntad de afirmar una metodología y una pedagogía que favoreciera la unidad entre la enseñanza de la filosofía y del derecho romano. El neoestoicismo de la *philosophia iuris consultorum veterum*, encabezado por Johann Philipp Slevogt (1649-1727), quería esa misma unidad, desembarazándose, sin embargo, del aristotelismo: abogaba por una vuelta a la filosofía estoica como fuente para poder interpretar mejor el derecho romano clásico, especialmente en un sentido lógico y ético. No hay duda de que se trata de una actitud claramente humanista, aunque adaptada a las luchas políticas e intelectuales de su tiempo. Véase R. Ramis Barceló, *El nacimiento de la Filosofía del derecho. De la Philosophia iuris a la Rechtsphilosophie*, Madrid, Dykinson, 2021, caps. 5 y 8.

133 I. Birocchi, *Alla ricerca dell'ordine. Fonti e cultura giuridica nell'età moderna*, pp. 317-327.

2. Apertura sincrética a nuevas corrientes filosóficas y jurídicas.

De este modo, el humanismo jurídico no desaparecería, sino que se transformaría y se integraría en las corrientes intelectuales de la Europa moderna.

Recapitulación

Al comienzo definimos el “humanismo jurídico” como el movimiento cultural surgido durante el Renacimiento, que comprendió tanto las críticas de los humanistas al *mos italicus* como su recepción por los juristas, así como la progresiva apertura del derecho a los demás saberes.

Para situar a sus protagonistas propusimos cinco categorías: “humanistas”, “humanistas juristas”, “juristas humanistas”, “juristas sincréticos” y juristas (tradicionales). Solo los últimos permanecieron plenamente ajenos a los planteamientos humanistas.

El fenómeno ha sido examinado a partir del despliegue de las cinco materias de los *studia humanitatis* –gramática, retórica, poesía, historia y moral–, que generaron otras cinco –pedagogía, dialéctica, metodología, política y matemática–. El ideal humanista consistía en promover una reforma ascendente de los saberes que superara la distinción entre disciplinas superiores e inferiores e integrara el derecho en la enciclopedia de las artes liberales.

Esta transformación fue necesariamente gradual y estuvo llena de tensiones: ningún autor llegó a abarcar las diez materias de forma simultánea. Desde el punto de vista cronológico, hemos distinguido dos grandes períodos: el primero (1430-1620), correspondiente al humanismo jurídico en sentido estricto; y el segundo (1620-1806), que proponemos denominar “neohumanismo jurídico”, caracterizado por la continuación y, al mismo tiempo, la disolución progresiva del programa humanista en nuevas corrientes culturales.

Para el “humanismo jurídico” (1430-1620), propusimos tres etapas:

- 1430-1510
- 1510-1590
- 1590-1620

Asimismo, resulta infructuoso intentar encerrar el humanismo jurídico en dicotomías rígidas –derecho romano frente a derecho nacional, derecho natural frente a derecho positivo, universalismo frente a historicismo–. Se trata de un fenómeno plural y tensional, susceptible de ser ordenado mediante tipologías y materias, aunque imposible de reducir a esquemas exhaustivos.

El movimiento comenzó como empresa filológica, a la que pronto se añadió la historia; más tarde incorporó dimensiones ética, pedagógica y dialécti-

ca, y finalmente cristalizó en la retórica, la política, la metodología, la poesía y la matemática, y completó así el ideal enciclopédico. Sin embargo, ningún jurista llegó a incidir en las diez materias, de modo que resulta muy difícil encontrar un autor paradigmático. El carácter acumulativo del fenómeno impide identificar un representante completo del “humanismo jurídico”.

Sin embargo, desde una perspectiva histórica, sí puede apreciarse con claridad la magnitud de la transformación. El movimiento comenzó con el análisis gramatical de las fuentes justinianas y se extendió a la historia, la retórica y la poesía; tuvo consecuencias prácticas en la moral y la política en el contexto del fortalecimiento de los Estados; renovó la dialéctica jurídica y la pedagogía; impulsó nuevas formas de ordenación metodológica del derecho; y culminó con aspiraciones de racionalización matemática.

Tras la crisis de la Guerra de los Treinta Años, el humanismo jurídico recorrió de nuevo estos caminos en un ámbito geográfico más restringido –principalmente el Sacro Imperio y los Países Bajos–, donde la tensión entre derecho romano y derechos territoriales generó interrogantes cada vez más sofisticados. Este proceso justifica la noción de “neohumanismo”, entendida como continuación y transformación del programa humanista en diálogo con nuevas corrientes.

Llegados a este punto, cabe una valoración final. En la práctica forense cambiaron relativamente pocas cosas entre la Baja Edad Media y el siglo XVIII, como han señalado los historiadores del derecho romano. Sin embargo, en el plano de la cultura jurídica, la transformación fue profunda. Entre comienzos del siglo XVI y mediados del XVII se advierten diferencias decisivas: entre los juristas se hizo común el uso crítico de las fuentes, una mayor sensibilidad histórica, un dominio más elegante del latín, el conocimiento del griego, la precisión terminológica, la preocupación pedagógica y un progresivo refinamiento metodológico.

De hecho, desde la década de 1530 resultó cada vez más raro encontrar juristas completamente ajenos al mundo de las letras. Muchos continuaron trabajando dentro del *ius commune*, aunque lo hicieron desde presupuestos intelectuales nuevos. El jurista inmune al humanismo fue desapareciendo progresivamente.

En fin, esta lenta mutación de la mentalidad, con matices y resistencias, constituye la verdadera aportación del humanismo jurídico: la integración paulatina de los juristas europeos en el novedoso marco cultural del Renacimiento y de la primera Edad Moderna.

TEXTOS

FRANÇOIS DOUAREN,
DE DOCENDI DISCENDIQUE IURIS RATIONE (1544) :
PROPOSITION DE TRADUCTION¹

Philippe Cocatre-Zilgien

Alors qu'il était professeur de droit en l'université de Bourges, François Douaren² (1509-1559) rédigea une sorte de projet de réforme des études de droit. Cet écrit programmatique, daté de Bourges le 1^{er} septembre 1544, fut publié à Lyon trois ans plus tard, en 1547, par l'imprimeur Sébastien Gryphe, sous la forme d'une plaquette de 31 pages. Le texte consiste en une épître adressée à André Guillart³, étudiant en droit qui venait de suivre les enseignements de Douaren à Bourges. Le destinataire appartenait à une importante famille de la robe : il était le fils homonyme d'un maître des requêtes en l'hôtel du roi, André Guillart (vers 1495-1568). Le texte traduit est celui qui est conservé à la Bibliothèque municipale de Bourges (cote : By 2430) : *De Docendi discendique iuris ratione. Fran. Duareni ad Andr. Guillartum Clariss. viri Andr. Guillarti, libellorum in regia magistri filium Epistola*. Apud Seb. Gryphium Lugduni, 1547⁴.

1 Les journées d'étude organisées en l'université Paris – Panthéon-Assas les 12 et 13 juin 2025 sous l'égide de MM. Rafael Ramis Barceló, Xavier Prévoist et Luigi-Alberto Sanchi ont montré que les historiens du droit de nos jours accordaient dans leurs recherches une place de plus en plus grande à ce qu'on appelle l' « humanisme juridique ». La lettre de Douaren étant un des textes phares de ce mouvement, on s'est proposé de mettre à la disposition de la communauté scientifique une version française aisément accessible de cet important document. Le but de notre contribution reste cependant modeste : comme nous ne sommes aucunement spécialiste de cette époque de la longue histoire du droit romain, nous laissons à d'autres, plus savants que nous, la tâche délicate de commenter l'épître.

2 En latin, *Duarenus*. En français, son nom s'écrit aussi "Le Douaren". Notice "Douaren" (O. Descamps), *Dictionnaire historique des juristes français*, Paris, PUF, 2007, pp. 481-482.

3 Le patronyme est parfois écrit "Guillard".

4 Le petit livre a été mis en ligne par les "Bibliothèques virtuelles humanistes" sous l'égide de l'université de Tours à l'adresse suivante (consultée encore le 28 novembre 2025) : https://www.bvh.univ-tours.fr/Consult/index.asp?numfiche=991&numtable=B180336101_BYAZ2430&url=/resauteur.asp?numauteur=1786-ordre=titre.

On trouvera ci-dessous : I. une simple transcription de l'*Epistola* de Douaren ; II. la traduction de l'épître en français ; III. le texte latin mis en forme pour être collationné à la traduction⁵.

5 Je tiens à remercier ici MM. Thomas Rowe, ami d'enfance et ancien élève de l'École normale supérieure, et François Waquet, jeune docteur en histoire du droit, pour l'aide précieuse qu'ils m'ont apportée, le premier pour la traduction du grec de Galien, le second pour l'identification de certaines citations explicites ou implicites d'auteurs antiques contenues dans l'épître.

I.

Transcription de la *Lettre* de François Douaren

Nota. J'ai transcrit le texte de la lettre de François Douaren en y apportant le moins de changements possible : je n'ai pas corrigé les quelques coquilles que j'ai cru pouvoir y relever (elles le sont en revanche dans le texte mis en forme à la fin de cet article) et j'ai conservé la ponctuation initiale, notamment les très nombreuses virgules⁶.

DE DOCENDI DISCENDIQVE IVRIS RATIONE FRAN. DVARENI

Ad Andr. Guillartum Clariss. uiri Andr. Guillarti,

libellorum in regia magistri filium Epistola.

APVD SEB. GRYPHIVM LVGDVNI, 1547.

FRAN. DVARENUS AND. GUILLARTO S. D.

[p. 3] Saepe mecum egisti, Guillarte, ut quae tu et ex aequalibus tuis nonnulli civilis disciplinae studiosi iuvenes, me aliquando de ratione docendi, ediscendique iuris, ex tempore disserentem audieratis, ea vobis paulo accuratius descripta traderem, ac communicarem : quo et diutius permanerent prodata literis, et facilius etiam a vobis repeti, ac per otium considerari possent. Quod autem expectatione tua id tardius effecerim, una haec causa me hercule fuit, quia verebar, ut satis maturum nostrum istud consilium esset, quod in gratiam potissimum tuam a nobis descriptum, ad multorum manus perventurum augurabar. Itaque ego aliquantisper cunctandum esse duxi, ut non solum in eius rei cogitatione diutius versari, verum etiam cum viris sapientibus et eruditis, de toto hoc genere colloqui, ac commentari possem : haudquaquam ignarus, quantum ea συζήτησις, et communicatio opinionum, ad quanque rem cognoscendam percipiendamque momentum habeat. Illud vero percommode

6 Pour rendre la lecture plus facile, j'ai néanmoins pris le parti de distinguer le *u* et le *v* ; de remplacer le *f* long par un *s* rond ; d'écrire *ae* et *oe* au lieu de *æ* et *œ*, que ce soit en minuscules ou en majuscules ; d'écrire *ss* au lieu de *ß* ; d'écrire « et » au lieu d'employer l'esperluette (&) ; d'écrire *n* ou *m* au lieu de conserver les tildes (~) ; de ne mettre aucun accent sur les mots latins ; de développer les *-que* à la fin des mots (au lieu de conserver les *q̃*) ; d'ignorer l'apostrophe qui sépare un mot du *-ve* (« ou ») qui lui est accolé ; de développer les abréviations (*Populus Romanus* ; *Res Publica*). Dans les citations en grec, j'ai copié le texte sans les ligatures ; laissé les esprits et les accents sur les mots ; distingué le *β* initial et le *β* médian quand ils sont distingués dans le texte. Enfin, j'ai indiqué entre crochets les numéros des pages de la brochure imprimée.

cecidit, quod sicut M. Cicero de optimo Reipublicae statu scripturus, [p. 4] Romanam tantum Rempublicam sibi describendam esse putavit, quod ea omnibus aliis antecelleret, ita et mihi quodnam esset optimum illud iuris docendi genus inquirenti, quo etiam magna ex parte eiusdem discendi ratio videtur contineri, non aliud tandem mihi hoc tempore praestantius occurrit, quam quod in nostra schola haud ita pridem institutum, et a te, caeterisque felicioris ingenii atque indolis iuvenibus magno cum plausu exceptum fuit. Sic enim futurum spero, aut confido potius, ut nostrum hoc institutum, quod vel primoribus degustatum labris tantopere placuit, ubi variam multiplicemque eius utilitatem, ac suavitatem ostendero, singulari quodam studio et amore complectamini. Atque utinam ego tam graphice rem totam depingere vobisque velut oculis spectandam proponere possim, quam vehementer, quamque ex animo de vestris, omniumque proborum adolescentium studiis bene mereri studeo. Non enim sum nescius, quam personam in hac celebri schola sustineam, et quantum expediat iuventuti, de his rebus quae ad studiorum rationem pertinent, subinde admoneri : cum praesertim hodie quam paucissimi sint, qui ea recto consilio aggrediantur, et in quos illud non conveniat, καλῶς μὲν τρέχουσιν ἀλλ' ἐκτὸς τῆς ὁδοῦ. Inde fit, ut sedulo quidem plerosque, [p. 5] sed irrita labore, et admodum infeliciter moliri videamus : quos ab errore in viam revocare, boni praeceptoris esse existimo. Sed cum vos iam cohortatione nostra excitati, rectam (nisi fallor) viam ingredi coeperitis, non adeo fortassis necessarium vobis hoc nostrum officium videri possit. Attamen ut currentes (quod aiunt) instigemus, dabimus operam ut quae nos ad rectam studiorum institutionem idonea, atque utilia esse comperimus, ea si minus eleganti, et splendida oratione, simplici certe, et non nimis, ut speramus, abiecta, nunc breviter exponamus. Verum antequam ad eius rei tractationem aggrediamur, quaeda de vulgari illo professorum in legibus interpretandis more, qui etiamnum ubique in scholis retinetur, dicturi sumus, Ismeniamque tibicinem imitaturi, qui discipulis suis non tantum bene, sed etiam male canentes ostendebat, dicens, Hoc modo canendum est, illo nequaquam. Nam et hac ratione adversariorum calumnias refellemus, quos utique nobis aequiores fore confidimus, ubi intellexerint veterem, receptamque docendi consuetudinem non temere a nobis, nec qualibet de causa, immutatam fuisse. Scimus enim quanta nos premant invidia apud imperitam plebeculam nonnulli, duorum scilicet vitiorum insimulantes, quorum unum Graeci φιλόκατον, id est novarum rerum appetentiam, alterum [p. 6] hic germanum ac propinquum ἀνίκορον vocant, quo mox fastidiuntur paulo ante adamata. Quibus vitiis haud scio an aliud in

Republica sit periculosius. Et utinam accusatores nostri a maledicentia, et obtrectandi libidine tam alieni essent, quam nos haec vitia odimus, ac detestamur. Etenim tantum abest, ut res bonas, atque utiles innovantibus faveamus, ut ne eas quidem, quae aliquid habent incommodi, modo nimis intolerabile non sit, facile mutari patiamur. Nec adeo Plautinum illud usquequaque improbamus, quod a quibusdam accepimus nobis obiici solere, Nota res mala, optima est. Verumtamen si quid, tempore ipso admoniti, in veteribus institutis deprehendimus, quod seculi nostri moribus parum conveniat, idque emendatione aliqua dignum iudicavimus, equidem non arbitrari iure id nobis vitio verti posse. Nam et in legibus publicis idem usuvenire scimus, quae (ut ait Livius) Mortales, ac temporibus ipsis mutabiles sunt, ut quae in bello latae sunt, pax : quae in pace, bellum plerumque abroget. Sic et in navis administratione, alia in secunda, alia in adversa tempestate usui esse videmus, et experimur. Iam vero cum inter omnes sanos, et eruditos homines, qui sese huic studio dediderunt, constet, eam interpretandi iuris consuetudinem inolevisse, ut nullo unquam [p. 7] seculo ferri a quoquam debuerit, nedum hoc felicissimo, et praecellentium ingeniorum feracissimo tempore, quis tam iniquus in nos iudex, ut causam nostram, bonorum omnium favore ac patrocinio magis, quam insectatione dignam esse non protinus iudicet ? Nec sane opus est, quae peccantur in ea re, singula copiosius hic recenseri, quae vobis non ignota esse reor. Memini siquidem ex vobis audire, cum nuper in huiusmodi Doctores incidissetis, tantum istius corruptissimae doctrinae odium animo concepissem, ut parum adfuerit, quin studio iuris multa salute dicta, ad quamvis aliam ex inferioribus, ac levioribus disciplinis, animum applicaretis : idque vos facturos fuisse, nisi nova nostra docendi ratio, aut, ut verius dicam, vetus, sed a nobis longo intervallo repetita, ac renovata, cuius fama vos in scholam auditoriumque nostrum pertraxerat, eosdem repressisset, et continuisset. Dicam igitur ex multis, ac propemodum infinitis pauca, ex quibus nostrum de ea re iudicium a vestro non multum discrepare cognoscetis : et vos istius incepti, quasi ex certa ratione magis, quam errore aliquo, ac levitate juvenili profectum sit, minus (ut spero) poenitebit. Ac imprimis illud magnopere improbandum ducimus, quod proprietates Latini sermonis, cuius merito tribuitur laus veteribus Iureconsultis, hodie in omnibus fere [p. 8] gymnasiis negligitur. Nam pro Latinis propriis, et elegantibus vocabulis, nova, eademque inepta, et monstrosa a professoribus cuduntur, ex quibus conflata oratio, quia prae nimia obscuritate non intelligitur, idonea ad docendum esse non potest. Idque factum a plerisque scio, qui cum verbis propriis, et apud scriptores probatos, quos quotidie

manibus tererent, usitatis, satis commode et dilucide cogitata sua efferre possent, tamen quo disputationes suas obscuriores redderent, et offusa rudioribus caligine maiori in vulgus essent admirationi, nova, atque inaudita comminisci maluerunt, quae nemo, nisi ab ipsis permultos annos edoctus, aut in huiusmodi scriptis diu multumque versatus, intellegeret. Erunt fortasse, qui dicent, rudi adhuc, et impolito seculo verbis ex medio sumptis utendum fuisse, quae ab idiotis et plebeiis hominibus, quales tum plerique huius artis studiosi erant, minore negotio perciperentur. Balbus enim, ut in proverbio est, balbum rectius intellegit. Sit ita sane : Non enim summo iure cum iis, qui ista defendunt, contendere cupio. Sed quae, malum, dementia est, vobis, vestrique similibus id est bonarum artium linguarumque peritia non leviter instructis iuvenibus, quales hodie magna ex parte videmus, eos qui ad iuris civilis studia se conferunt, hasce ineptias obtrudere, et ea oratione [p. 9] uti, quae rebus obscuris nullam addat lucem, claris vero et perspicuis tenebras obducat. Accedit hoc etiam mali, quod ea sermonis rusticitas et plusquam Scythica barbaries, auditores ipsos elegantioribus perpolitos literis, ab hac disciplina prorsus alienat, et avertit : quos ad eam potius, utpote severiorem, et primo aspectu inamoenam, orationis nitore et puritate, velut illecebris quibusdam, et lenociniis, alluci conveniebat. Nec tantum ideo nocet iuventuti horrida, incultaque istorum oratio, quod nullis eam blanditiis demulceat, verum etiam quia nullius fere creduntur esse iudicii, qui tam inepte, et inquinata, sive scribunt, sive loquuntur. Nam incredibilis illa infantia, eos in recte discendi studio, et iis autoribus legendis, quibus prudentia et iudicium acquiritur, et confirmatur, seriam operam non posuisse, ac ne puerilibus quidem disciplinis imbutos esse satis arguit. Itaque talibus professoribus si qui dant operam, vel inopia meliorum, vel aliqua fortassis necessitate adacti, quia contemptim, et oscitanter audiunt magis, quam auscultant, minore cum fructu id faciant necesse est. Caeterum ista corrupte loquendi, ac scribendi consuetudo quos errores, quasque contentiones pariat, tam facile mihi esset hic demonstrare, quam liquido confirmare possum, ingentem illam commentariorum molem, qua totum [p. 10] pene ius obrutum est, magna ex parte ex futilibus et otiosis alterationibus, quas puri sermonis contemptus et ignoratio peperit, natam esse. Sed quia instituti nostri ratio fusius haec disseri non patitur, ad reliqua iuris professorum vitia atque errata iam nostra festinat oratio. In quibus illud non minimum est, quod methodus, et ars docendi, non minus, quam sermonis proprietas apud eos contempta iacet, licet utraque res ad docendum aequae sit necessaria. Nam, ut praeclare inquit Cicero, non solum aliquid scire artis est,

sed est quaedam ars etiam docendi, in qua Servium Sulpitium valde exercitatum fuisse, ideoque caeteris excelluisse Iureconsultis, idem autor est. Fieri enim non potest, ut sine ea methodo, quam Aristoteles, Galenus, et alii eruditissimi viri docuerunt, quaque in scriptis suis nunquam non usi sunt, quicquam recte doceatur. At in istorum doctrina, dii boni, quam confusanea, ac (ut vere dicam) monstrosa sunt omnia ? Miscentur, et confunduntur, quae oportebat secerni, et quae natura coniugi postulat, seiunguntur, ac distrahuntur : ut quod de veteribus quibusdam, Iureconsultis scriptum reliquit Cicero, multo rectius in istos torqueri posse videatur : Sed Iureconsulti, inquit, sive erroris obiiciendi causa, quo plura, et difficiliora scire videantur : sive, quod similis veri est, ignoratione docendi saepe quod [p. 11] positum est in una cognitione, id in infinita dispertuntur. Nonne videtis, ut omnes in omnium interpretum, qui prope innumerabiles sunt, commentariis magis, quam legibus interpretandis occupati, de re paucissima, praeter rem infinita tum scribunt tum loquuntur ? ut alienissimis locis inculcant quaecumque libet ? ut unius voculae arrepta occasione evagantur a proposito, nihil pensi habentes, quid quoque loco aut dicatur, aut scribatur ? ut denique Bartolis, Baldis, Paulis, Fulgosiis, Alexandris, Iasonibus, Socinis, Curtiis, Deciis, Purpuratis, aliisque multo ignobilioribus appellandis, eorumque recensendis opinionibus, sibi placent ? quasi vero non cuivis homini ingenioso, et mediocriter in his studiis versato, id factu perquam facile sit : aut obscurum sit, eos ad inanem quandam memoriae ostentationem, non ad studiosorum utilitatem id facere. Titus Quintius imperator Populi Romani cum Aetolorum legati in concilio quodam Achaeos a fide Romana abducere volentes, vires suas supra modum extollerent, ac variis generibus armorum et inauditarum gentium nominibus commemorandis ipsos terrerent, facete sic eos elusisse fertur : Res, inquit, simillima est coenae Chalcidensis hospitis mei, hominis et boni, et sciti convivatoris, apud quem solstitiali tempore convivio accepti, cum miraremur, unde illi eo tempore anni tanta suppeteret [p. 12] venatus copia : tum arridens homo non quam isti sunt, gloriosus, ex uno sue domestico varietatem illam et speciem ferinae carnis factam esse confessus est : non secus isti faciunt, inquit, qui variis, et horrendis nominibus vos territant, cum una gens sit. Hi enim omnes Syrii sunt, sed armis inter se ad speciem ingentis exercitus distincti. Idem et vos de hac tam magnifica et fastuosa variorum iuris interpretum, librorum, tractatum, commemoratione proculdubio existimare debetis : quae sine ullo fructu et commodo ad miraculum excitandum fieri solet. Eadem enim descripta sunt a pluribus, sed paucis commutatis verbis, ac plerumque ne commutatis quidem, toties repe-

tita, ut non dubitem quin omnia huiusmodi scripta quam libet prolixa et verbosa, si quis in eo modice sibi elaborandum esse duxerit, ad paucissimum numerum librorum facile redigi queant. Est et aliud, idque tertium, in quo ita graviter meo iudicio, peccatur a multis, ut caetera, quae per se gravia sunt, errata, prae hoc uno levia, ac prope contemnenda videantur : nempe quod illis impostoribus non satis est barbare, et confuse omnia tractare, nisi etiam disputationibus suis sophisticen perpetuo admisceant. Summam enim ingenii laudem esse ducunt, non vera explicare, sed bonas, utiles, et receptas aliorum sententias petulanter [p. 13] evertere, quasi ipsos pudeat usquam cum quoquam consentire, et nihil verum, nisi idem diversum sit. Et quia turpe sibi existimant homines plus satis ambitiosi, quae recta, et simplicia sunt, quia nimium scilicet vulgaria et facilia sequi, quibus praestigiis (dii boni), et commentis veritatem obruunt, quo aliquid paulo argutius, nec ab aliis ante excogitatum (id enim palmarium est inter eos) in medium adduxisse videantur. Itaque de huiusmodi doctoribus illud vere dici potest, quod Antonius apud Ciceronem de Philosophis scribit : Ipsi se compungunt suis acuminibus, et multa quaerendo reperiunt non modo ea, quae iam non possint ipsi dissolvere, sed etiam quibus ante exorsa, et potius detexta prope retexantur. Haec quia non intelliguntur a iuvenibus nec adeo intelligi possunt, videntur plerisque ingeniosa, qui ea sola mirantur, et habent in pretio quae non intelligunt, et subtilissimam oportere rem esse arbitrantur, quam ipsi non cernant. Quae vero simplicia, atque perspicua sunt, quaeque plus operis habent, quam ostentationis, ipsis ut puerilia sordent, ac nihili fiunt. Ego vero, tantum abest ut acumen istud magnopere mirer, ut etiam bonorum omnium virorum, et eruditorum odio, et insectatione dignum esse putem. Nam pleraque id genus inventa, quae magno illi cum fastu, ut nova, atque inaudita in coelum efferunt, [p. 14] huiusmodi esse certo scimus, ut mirum videri non debeat, si homini sano, et integri iudicii, nullo unquam tempore in mentem venerint. Quaequidem ut arguta sint, atque ingeniosa, quia tamen inanissima prudentiae sunt, nullum adferunt studiosis fructum : quin potius ita iudicium omne pervertunt, et corrumpunt, ut vulgus hominum rectius, ac sincerius, quam qui talibus argutiis, sophisticisque cavillis assueverunt, de civilibus, ac seriis rebus iudicare soleat. Quid enim aliud eos facere videas, quam λεπτολογεῖν, καὶ περὶ καπνοῦ στενολεσεχεῖν, ut de Philosophis Aristophanes ait : id est, non tantum de rebus tenuibus ac frivolis disputare, sed etiam de meris nugamentis anxie torqueri. Euclidis schola, quod arguta quidem, sed ad recte vivendum inutilia docere videretur, χολή, id est bilis, ac molestia, a quodam vocitata est : cum tamen

discipulis suis ea traderet, quae si minus ad mores, et rectam vitae institutionem, saltem ad id ipsum, quod profitebatur, magnopere pertinerent. Quo igitur nomine istorum scholam vocari par est, qui veram, germanamque philosophiam, id est boni et aequi scientiam professi, non tam iustitiae, et aequitatis, quam litigandi monstrant vias ? Quaedam fortassis augendi criminis causa nonnullis confinxisse videbor : verum non dubito, quin homines sani et eruditi, quibus [p. 15] haec σοφιστομανία ignota non est, multo parcius, quam res tanta postulet, de ea me loqui existiment. Ac brevi futurum auguror, ut fucus ille, quem pauci tantum hodie perspiciunt, non minus innotescat hominibus, quam Aristotelicae (ut de Christiana taceam) philosophiae professorum impostura, nostro seculo omnibus patefacta atque explorata est. Eo enim iam evaserunt istorum praestigiae, ut nulla dissimulatione tegi diu possit, quas ne ipsi quidem omnino probant : sed eos id piget confiteri, tum quia seram esse poenitentiam credant, tum etiam quia nisi omnia perturbent, et de industria nebulas offundentes, artem redunt obscuriorem, verentur, ne in tenui, et exposita omnibus scientia versari, nec tanta mercede, quanta plerique eorum docent, id est amplissima digni videantur. Scitum est illud Catonis, qui mirari se aiebat, quod non rideret aruspex, quoties aruspicem vidisset : sentiens hoc genus divinationum nihil aliud, quam meram imposturam esse. Nobis vero longe aliud accidit, quam Catoni, qui iuventutis imperitiae stultitiam, et patientiam facete, et suaviter eos ridere solitos, non ignoramus. Malam eorum mentem, atque improbitatem magis demiramur, quos non pudet studiosorum iuvenum simplicitate sic abuti, et in ea re, quae maxime omnium seria est, maximique momenti, tam procaciter ludere : [p. 16] idque vel in ipsis Institutionum libris, qui elementa iuris civilis, via, et ratione perquam eleganter, accurateque descripta, continent. Quo quid indignius dici cogitarive potest ? Haec sunt mi Andrea, quae de corruptissima illa iuris interpretandi, consuetudine, quae vulgo in gymnasiis hodie recepta est, quantum instituta brevitatis, et modus epistolae patiebatur, immo vero magis quam patiebatur, dicenda putavi. Ex quibus (opinor) intelligis, quantopere haec pestis discentium studia remoretur, quantumque detrimenti qua publice, qua privatim adferat. Unde fit, ut cum scientia iuris omnium facilima merito a veteribus existimata sit, nullus tamen labor, nulla aetas ad percipiendam eam satis esse credatur. Menedemus quidam Heretriensis dicebat, Plurimos navigare Athenas studiorum gratia, qui primum essent sapientes. deinde philosophi, hoc est sapientiae amantes, postea Rhetores, denique progressu temporis evadere idiotas. Idem de huius disciplinae studiosis vulgo iactari solere quis nescit ? Nimirum, quod

primo anno sint Doctores, altero Licentiati, tertio Bacculaurei, postremo rerum omnium imperiti. Quod utique de his qui a sycophantis istis et praestigiatoribus instituuntur, qui frigidissimis nescio quibus argumentiis instructi arcem iurisprudentiae solos se tenere [p. 17] iactitant, verissimum esse puto. Nec tamen inficias eo, ex illis tenebris quam libet densis, ac plane cymmeriis, quosdam fortassis emergere, et ad culmen eruditionis aliquando aspirare : id quoque si forte nobis obiiciat aliquis, in promptu est quod respondeam : qui hoc exemplo adducti a methodo, et recta discendi ratione abhorrent, iis hominibus persimiles videri, quos accepimus, cum ipsis Romam contendentibus tuta, plana, compendiaria, et facilis monstrata esset via, per aliam nihilominus asperiolem, longioremque, ac longe periculosiorem iter facere maluisse, quod eo itinere plerosque cum ingenti sudore, ac summis difficultatibus eo pervenisse intelligerent. Superest ut illam ipsam vobis commonstremus viam, qua facile, et sine ullo, aut certe quam minimo errore, ut quidem nostra est opinio, ad summum doctrinae civilis fastigium conscendere possitis. Qua in re vereor, ne si forte reconditum quiddam, aut valde difficile, et magnificum a me expectatis, intellecta oratione, consilioque nostro protinus audiam, ὅδινεν οὔρος εἶτα μὲν ἀπέκτεκεν. At videndum est vobis, ne quod plerique faciunt, rei utilitatem et fructum ex specie eiusdem metiamini, idemque vobis eveniat quod cani Aesopico, qui umbram carniū, quod ea maior appareret, captans, veras amisit carnes. Quae enim hac de re [p. 18] a nobis dicentur, et si primo aspectu tenuia forte appareant, ea tamen multo plus habere in recessu quam in fronte polliceantur, confirmare ausim. Sed iam ad institutum revertor meum. Si igitur mihi iuvenis in iure civili detur instituendus, explorabo primum, ac perspiciam, an his literis, quibus tinctum esse eum oportet, qui non tam leguleius, quam iurisconsultus, ac (ut Graeci dicunt) πολιτικὸς sit futurus, mediocriter saltem instructus sit. Nam sicut Arcesilaus dicebat, in officinam fullonis lanam defurendam non esse : ita magno in errore versari eos existimo, qui cum literis Graecis ac Latinis ne imbuti quidem sint, intempestive et illotis (quod aiunt) pedibus ad iuris civilis studium irrumpunt. Ac si mihi quidem videbitur ab iis rebus non omnino inparatus esse, quae viam ad cognoscendum ius civile muniunt, hortabor eum ante omnia, ut libros quatuor Institutionum accurate legat, atque ediscat : quos magna ex parte vel absque doctoris opera per se ipse assequi, et intelligere poterit. Quia tamen viva praeceptoris vox maiorem fere vim habet, quam lectio, nec sicut praeceptor, ita libri dubitantibus nobis (ut ait Plato) satis commode respondent, hoc quoque adiumento laborem eius minuere, ac sublevare conabor : sed ita, ut praeter simplicissimi-

mam quandam, et brevissimam obscuriorum vocum [p. 19] et propriarum huius artis explanationem nihil a me accipiat. Quod cum paucis mensibus perfectum a nobis fuerit, is si me audiet, eandem crebro repetet lectionem, ac tandiu leget, relegetque, quoad memoriae penitus haeserint, quaecumque illis libris descripta sunt. Est autem ea Iustiniani isagoge tam artificiose contexta, ut si quis οἰκονομίαν eius, atque ordinem, quo nihil est ad memoriam iuvandam utilius, consideraverit, adhibita mediocri diligentia, facile totam recitare memoriter queat. Hoc veluti iacto gradu, ad Pandectarum lectionem progrediendum erit, quae ut nomen ipsum indicat, universam boni et aequi scientiam, atque doctrinam complectuntur. Sed ne rerum infinita prope multitudine et varietate, obscuriorum praesertim, et perplexarum, quae iis libris disputatae sunt, paulo rudius adhuc ingenium obruatur, facturus mihi videor operae pretium, si titulos ipsos, eo quo descripti sunt ordine a Triboniano, levi ac simplici interpretatione percurrero, et tanquam in tabula depinxero, quid sub quoque summatim contineatur. Ac in singulis fere edictum aliquod a Praetore propositum videas, cui ex Ulpiano, aliisque veteribus consultis subiecta interpretatio. Quod qui non animadvertunt, quia scopum non vident, ad quem referenda sint omnia, maximis saepe, et gravissimis erroribus implicantur. [p. 20] Itaque demonstrata serie ac dispositione titulorum, quam vulgo continuationem vocant, eius edicti tum auditorem admoneri, tum verba, si quae sint quae lucem interpretationis desiderent, breviter et perspicue declarari sufficet. Quod munus in nostro gymnasio quanta cum laude obierit collega meus Doctorque vester, nomine BARO, sed doctrina, et eruditione Varro, nemo vestrum est, qui ignoret. Earum vero quaestionum omnium quae ex singulis edicti verbis existunt, et ab Ulpiano, ac caeteris diligentissime explicantur, in aliud tempus tractatio reiicienda est. Huiusque consilii mei sane gravissimas causas habeo. Nam eruditorum consensu receptum est, In docendis artibus, ab iis, quae universalialia, et nobis notiora sunt, ad singularia procedendum esse. Ac saepenumero expertus ipse sum, quantum ea res fructum studiosis adferat. Legendo siquidem, ac docendo in pleraque Iureconsultorum responsa crebro incidi, quae et si brevissima sint, et ad titulum unum specialem maxime pertineant : nemo tamen ex eis sensum aliquem idoneum, nisi perceptis quinque, sexve aliis titulis, elicere possit. Titulos cum dico, capita, et summas rerum intelligo, quas tenere, ac velut in conspectu habere, mirum in modum prodest iuris studioso, antequam vastissimum illud pelagus praeceptionum, quae circa singula versantur, ingressus [p. 21] fuerit. Tantaque est huius rei utilitas, ut confirmare non dubitem, si quis ita se bona fide

exercuerit, eum in iure civili rudem habendum non esse. Verum ut operi inchoato fastigium imponatur, nihilque praetermittatur eorum, quae iuris nostri autores prodiderint, quaeque ad cumulandam iurisprudentiam pertineant, conabor equidem eum, quem (ut dixi) instituendum suscepero, quasi decurso spatio a calce, ut ita dicam, ad carceres revocare. Itaque iam inde ab initio repetita Pandectarum praelectione, omnia sic excutiam, ut nihil tam minutum sit in his libris, quod non persequar, et explanem. Nam etsi prima illa, de qua iam diximus, informatio mire utilis sit, non tamen ea est, ut hominem civilis disciplinae avidissimum omnino explere, et satiare queat. Nec vero haec paulo subtilior disputatio, ut ingentem eius fructum mittam, aut iniucunda, aut omnino difficilis ei futura est, si ratione, ac modo gubernetur : id est, si explosis primum argutissimis illis (si diis placet) interpretum nugis, omnia ad boni et aequi normam sincera, et commoda interpretatione exigantur : deinde disponantur, et artificiose digerantur ea, quae sparsim, et sine ullo ordine a Triboniano sub singulos Pandectarum et Codicis Iustiniani titulos congesta sunt. Tametsi enim de titulorum collocatione neminem iure conqueri posse arbitrator : [p. 22] tamen res ipsa loquitur, Tribonianum in tractando cuiusque tituli argumento, nullam ordinis, aut methodi rationem habuisse. Quamobrem ad professoris munus maxime hoc pertinere existimo, ut quae sic diffusa, ac dissipata sunt, generatim describere, et tum diffinitionibus, tum divisionibus ex arte petitis digerere, atque illustrare studeat. Ita enim fiet, ut quae infinita, ac innumerabilia videntur, in certa, eademque paucissima cogantur genera, nec solum commodius doceri, et percipi, sed etiam multo facilius memoria comprehendi possint. Idque ego pluribus ostenderem, nisi ad quos haec a me scribantur cernerem. Nam ex quo hanc iuris discendi viam in publico auditorio iuventuti praemonstrare, atque adeo praeire coepi, equidem facile animadverti, quam cupide eam secuti sitis : ut iam non possit tota nostra ratio vobis perspecta non esse, quam quo vehementius amare, et amplecti in animum induxeritis, eo maiorem, ac uberiores ex ea fructum vos percepturos speramus, atque confidimus. Confecto enim hoc cursu, librisque Pandectarum et Codicis Iustiniani hac ratione arte compositis, et conclusis, si quis tertio, aut quarto quoque mense non oscitanter eos perlegerit, quod fieri commodissime posse non semel expertus sum, non dubito, quin omnia tandem, quaecunque eisdem voluminibus continentur, velut [p. 23] ungues, digitosque suos in memoria, et tanquam in numerato habiturus sit. Itaque quod caeteri toto vitae suae tempore vix credendis laboribus, et vigiliis, ac permagno valetudinis incommodo, aut raro, aut nunquam assequuntur, facile et cum tanta voluptate,

quanta ex cuiusque artis studio maxima percipi potest, brevi tempore perveniet. Quod tamen non ita accipi velim, quasi eo aspirare quenquam hoc studio posse contendam, ut omnes casus, qui quandoque inciderint quidque de singulis respondendum sit, in promptu habeat. Natura enim rei non patitur haec ullis literis, aut scriptis, comprehendere : tantum abest, ut hominis memoria contineri possint. Quapropter eorum stultitiam admirari soleo, qui in vulgatissimis interpretum commentariis omnem aetatem terunt, ut inde singulorum negotiorum cognitionem hauriant : ei profecto non absimiles, cuius meminit Lucianus qui in maris littore sedens, conabatur singulas undas pernumerare, donec undas undis trudentibus obrueretur, animoque angeretur, quod eas numero complecti non posset. Nam ut quis memoriae mandet quaecunque a Bartolo et ceteris scripta sunt, quod fieri profecto nequit. Quota tamen erit portio eorum, quae quotidie inter mortales contingunt, nec ullis adhuc scriptis definita sint ? Ex hoc igitur studio praeceptionum quarundam et theorematum [p.24] universalium, quibus ad iudicandum ex bono et aequo de singulis negotiis praeparemur, et informemur, cognitio tantum speranda est. Nam singularia, quia infinita sunt, sub nullam artem aut praeceptionem cadunt. Verum ut certius atque expeditius boni et aequi artem ad negotia singula accommodare queamus, adhibendus est usus, sine quo disciplinae fructus omnis perit : ut vice versa usus absque methodo et via minimum valet : alterius sic altera poscit opem res, et coniurat amice. Iis igitur qui ad perfectionem huius artis consequendam acervum ingentem librorum sibi parant, periculum est, ne idem quod illi medico eveniat, quem Galenus scribit, cum nullam unquam methodum camponendorum pharmacorum didicisset, amissis libris, quibus multae huiusmodi compositiones descriptae erant, tabe confectum periisse. Sed verba ipsa Galeni, quibus ille divinus vir nos docet, quam infeliciter in quibusque artibus et disciplinis versetur is, qui duabus hisce rebus non utitur, in universalibus methodo, in singulariis exercitatione, subiiciam : Τῆς προκειμένης πραγματείας σκοπὸν ἐχούσης σὺν τοῖς ἄλλοις καὶ τοῦτον, ὡς ἐὰν ἀπολέσωμέν ποτε τὸ βιβλίον, ἐν ᾧ τῶν φαρμάκων οἷς χρώμεθα τὰς συνθέσεις γεγραμμένας ἔχομεν, αὐτοὺς ἡμᾶς δύνασθαι συντιθέναι παραπλήσια τοῖς ἀπολλυμένοις, ἀναγκαῖον ἐστὶ, πρῶτον μὲν ἡμᾶς καθόλου τινὰ τύπον [p. 25] ὁδοῦ μεμαθηκέναι, δι' ἧς εὐρήσομεν ὃ προεθέμεθα. Δεύτερον δὲ γεγυμνάσθαι κατὰ τὴν ὁδὸν ταύτην ἐπὶ πολλοῖς τῶν κατὰ μέρος, εἰδότας ὅτι χωρὶς τοῦ γυμνάσασθαι τὸ τοιοῦτο γυμνάσιον, οὐδὲν τῶν ἔργων ὀρθῶς περαίνεται. Δεινὸν δὲ καὶ τὸ συμβᾶν ἤδη τισὶν, ὧν ἐγὼ γινώσκω δυσὶν ἰατροῖν, ὁ μὲν γὰρ ὑπὸ λύπης, ἐπὶ τῇ τῶν τοιούτων γραφῶν ἀπωλείᾳ συντακεῖς, ἀπέθανεν, ὁ δὲ ἀπέστη τῶν ἰατρικῶν ἔργων. Ὑπάρχει δὲ τοῖς γυμνασθεῖσιν,

ὡς ἐγὼ λέγω, πρὸς τῷ δύνασθαι συντιθέναι φάρμακα, χρήσιμα, καὶ τὸ κριτικοῦ εἶναι τῶν γεγραμμένων τοῖς πρὸ ἡμῶν ἰατροῖς, ἐπιτηδείως τε χρῆσθαι πᾶσι τοῖς ὑπ' ἐκείνων γεγραμμένοις, οἷς τ' ἂν αὐτὸς εὔρη κατὰ τὴν διδαχθησομένην μέθοδον. Expectas forsitan a me, ut quid de Bartolo, Baldo, Iasone, et aliis eiusdem notae scriptoribus sentiam, quoque in numero apud me sint : et an eorum scripta existimem ad id, quod instituimus profutura, planius explicem. Quod an facturus essem, hoc tempore multum addubitavi. Qui enim istorum auctoritatem aut convellere omnino, aut labefactare student, quanta etiam nunc flagrent invidia, quantaque tum inscitiae, tum arrogantiae, et temeritatis suspicione laborent, non sum tam imperitus rerum, ut non intelligam. Quosdam item scio clari nominis Iureconsultos mandasse literis, adeo necessaria huiusmodi commentaria esse, ut sine illis [p. 26] tueri se non possit iuris civilis disciplina. Quorum auctoritatem, ac iudicium elevare, hominis confidentis, atque impudentis esse videtur. Attamen quia non ego is sum, qui me falli non putem posse, neque hoc mihi assumo, ut quenquam ex his, qui aliter quam ego sentiunt, ad meam opinionem traducam, equidem in nullius hominis iustam reprehensionem incursum me putavi, si de rebus utilissimis et cognitione dignissimis, qui meus sit sensus, tibi id efflagitanti familiariter et humaniter, ut singularis tua in me benevolentia, atque observantia, et meus in te amor postulat, explicarem at patefacerem. Haec igitur mea ratio est, ut quamvis non nemo ex eorum authorum lectione aliquid forte utilitatis referre possit, si quis tamen via a nobis monstrata ad verae solidaeque eruditionis laudem grassari volet, nulla re vehementius cursum eius tardari, atque impediri existimem, quam si in huiusmodi scriptis haereat. Quae qualia sint, quia abunde iam a nobis disputatum est, hoc loco nihil attinet dicere. Ne tamen haec ad vivum (ut dicitur) resecare videamur, Platonicae cuiusdam legis in hac re exemplum secuturi sumus. Sicut enim in legibus suis aquam alienam vicinis haurire prohibet, antequam in suis fundis ad argillam usque terram effoderint, regionemque aqua carentem invenerint, ita et nos huius disciplinae studioso [p. 27] permitimus, ut cum se in veterum iuris authorum lectione diligenter exercuerit, si doctrina eorum suavissima non vorata modo, sed concocta etiam, et in succum ac sanguinem conversa, nondum expletus fuerit, ad praeclaros hosce magistros se conferat, eorumque doctrina arbitrio suo se ingurgitet. Verum non puto, ut dicam ingenue, cuiquam mortalium hoc accidere posse, ut tam lautis innutritus epulis, istorum mensas unquam expetat. Quanquam enim homini in veterum scriptis feliciter versato, multa ex facto proponi poterunt in quibus haerere videbitur : subsidium tamen non ab huiusmodi commentariis,

sed ab usu, et exercitatione magis petendum sibi esse cogitabit. Recte siquidem, et vere Anaxagoras dixit, manum esse causam sapientiae : his verbis innuens, eam sine usu et experientia parari non posse. Sed quia non paucos huic nostrae sententiae adeo refragaturos esse satis perspicio, ut nullis possint rationibus flecti, quibus videlicet persuasum est, omnia quaecunque in quaestionem venire possunt, ex lectione et libris discenda esse : auctoris gravissimi, et locupletissimi Ciceronis iudicium istis opponam, qui libro II. de Orato. ita scribit : Sic statuo, ut in caeteris artibus, cum tradita sunt cuiusque artis difficillima, reliqua quia aut facilliora, aut similia sint, tradi non necesse esse : ut in pictura, qui [p. 28] hominis speciem pingere perdidicerit, posse eum cuiusvis vel formae, vel aetatis : etiam si non didicerit, pingere : neque esse periculum qui leonem, aut taurum pingat egregie, ne idem in multis aliis quadrupedibus facere non possit : neque est omnino ars ulla, in qua omnia, quae illa arte effici possunt, a doctore tradantur : sed qui primarum, et certarum rerum genera ipsa didicerint, reliqua persequuntur. Similiter arbitror in hac sive ratione, sive exercitatione dicendi, qui illam vim adeptus sit, ut eorum mentes, qui aut de Republica aut de ipsius rebus, aut de iis, contra quos, aut pro quibus dicat, cum aliqua statuendi potestate audiant, ad suum arbitrium movere possit, hunc de toto illo genere reliquarum orationum non plus quaesitum esse quid dicat, quam Polycletum illum cum Herculem fingebat, quemadmodum pellem, aut hydram fingeret, etiam si haec nunquam separatim facere didicisset. Habes mihi Andrea omnem rationem consilii mei, quae ut gravior sit apud vos, atque etiam gratior, illud vere dixero, non tantum me, si ita tulerit occasio, libenter ea usurum, ut illa apud Homerum Calypso loquitur,

Ἀλλὰ τὰ μὲν νοέω καὶ φράσσομαι ἅσσο' ἂν ἐμοί περ
 Αὐτῇ μηδοίμην, ὅτε με χρεῖω τόσον ἴκοι.

Verum etiam post quindecim, et eo amplius annos, [p. 29] quos evolendis interpretum omnium quamlibet levium, ac plebeiorum commentariis consumpsi, cum me profectus mei maxime poeniteret, aliis prius tentatis diligenter omnibus viis, in hac una tandem me conquievisse, nec portum ullum adhuc, qui me tanquam ex longo errore diu iactatum exciperet, alium reperire potuisse. Cum igitur tantum in hac studiorum ratione commodi depraeendis mihi videar, quantum vix eloqui possum, non solum tibi sepius idem roganti consilium impertiri meum volui, sed hortari etiam, et admonere, ut ab ea, quam pleno iam gradu me auctore ingressus es, via ne unquam deflectas. Tametsi enim me errare, et labi posse cogito : tamen quia te prop-

ter suavissimos mores, eximiamque tuam, ac vere heroicam indolem unice diligo, meque tibi charissimum esse sentio, facere profecto non possum, quin te ad id studiorum genus extimulem, atque incendam, quod cum longo usu et meditatione optimum esse iudicavi, tum usque eo mihi probatum est, ut prae caeteris id mihi amplectendum esse duxerim. Excitat me praeterea non mediocriter hinc muneris mei illinc generis ordinisque tui recordatio, ut tibi, quem sapientissimus, clarissimusque pater mihi in disciplinam tradidit, honestissima quaeque, et utilissima suggeram. Si enim longe utilior est is, qui multos reddit idoneos gubernandae [p. 30] Reipublicae quam qui ipse recte gubernat, ut Socrates dicebat, tanto certe felicius operam in studiis tuis promovendis positurus sum, quanto doctrina tua ob splendorem fortunae patriamque simul et avitam amplitudinem illustrior, et magis conspicua futura est, eiusque fructus et utilitas latius diffundetur. Marcus Cicero quondam Romae Senatum decrevisse scribit, ut de principum filiis sex singulis Etruriae populis in divinandi arte instituendi traderentur, ne ars, ut ipse inquit, tanta propter tenuitatem hominum a religionis autoritate abduceretur ad mercedem, atque quaestum. Sic mihi videtur iurisprudentia, (quam eorum hominum conditione, qui lucri tantum causa illi se dedunt, vulgo obsolescere videmus) non aliter dignitatem, maiestatemque suam retinere posse, quam si nobilitas capessendae Reipublicae avida, studio iuris praecipue excolatur, et velut interdicto aliquo in veterem restituatur possessionem. Nam priscis temporibus ita se huic studio nobiles adolescentes dabant, ut eius ordinis proprium quodammodo esse videretur. Quod ut summe optandum est hoc tempore, ita maiore quodam studio et alacritate in id incumbendum esse duximus, ut tritam a maioribus viam, quae asperitate sua non te solum, sed quoscunque alios generosioris animi iuvenes ab itinere suscepto deterrebat, aut industria [p.31] nostra complanaremus, aut certe quemadmodum id comode perfici queat, ostenderemus. Quod et si forte nos usquequaque assecuti non simus, honestam tamen voluntatem nostram, et conatum, qui in magnis rebus plerunque laudari solet, te alumnum disciplinae nostrae boni et aequi consulturum non diffidimus.

Vale.

Biturigibus Calendis Septembribus
Anno MDXLIIII.

II.

Traduction en français

ÉPÎTRE DE FRANÇOIS DOUAREN *SUR LA MANIÈRE D'ENSEIGNER ET D'APPRENDRE LE DROIT* À ANDRÉ GUILLART, FILS DE TRÈS ILLUSTRE ANDRÉ GUILLART, MAÎTRE DES REQUÊTES DE L'HÔTEL DU ROI. CHEZ SÉBASTIEN GRYPHE, LYON, 1547

[Nota. L'épître de Douaren semble être un écho de la constitution *Omnem* que l'empereur Justinien a adressée à huit professeurs de droit le 16 décembre 533, jour de l'entrée en vigueur du Digeste auquel le nom de cet empereur est resté attaché. La constitution impériale a réorganisé l'enseignement du droit dans l'empire des Romains. Elle commence par une brève introduction (*principium*) où l'empereur fait de la connaissance des *Institutes* le préliminaire indispensable à l'étude du droit. Suivent ce que l'on pourrait appeler trois parties. Une première partie (§ 1) critique l'enseignement du droit tel qu'il était pratiqué jusque-là. Une deuxième partie, plus longue (§§ 2-6), indique les matières qui doivent être enseignées dans chacune des cinq années que duraient alors les études de droit. Une troisième partie (§§ 7-11) est consacrée aux écoles de droit, aux livres de droit et à la discipline des étudiants. Douaren ne s'adresse pas à des professeurs de droit, mais aux étudiants de son temps. Sa lettre comprend une *introduction générale*, suivie par deux parties distinctes. La *première partie* énonce les *vices de l'enseignement traditionnel du droit* tandis que la *seconde partie* appelle à un profond *renouvellement des études de droit*. Chacune des deux parties a son introduction et sa conclusion particulières, et l'épître dans son ensemble s'achève par une conclusion générale.]

François Douaren à André Guillart, Salut !

[Introduction générale]

[p. 3] Tu m'as souvent demandé, Guillart, que je vous remette une version écrite avec un peu plus de soin de ce que toi et quelques autres jeunes étudiants en droit civil m'avez entendu exposer de façon improvisée sur la manière d'enseigner et d'apprendre le droit, afin que ces propos, désormais fixés par l'écriture, pussent être relus et étudiés à loisir, au besoin par vous-mêmes. Et si je répons si tard à ton attente, par Hercule !, c'est parce que je craignais que ne fût pas assez mûri un projet qui avait été avant tout formé pour toi, mais dont je prévoyais qu'il allait désormais tomber dans les mains d'une multitude. J'ai donc pensé qu'il fallait attendre un peu, pour que je puisse non

seulement me livrer à plus ample réflexion sur le sujet, mais encore m'entretenir sur toute cette question avec des hommes sensés et érudits : je sais très bien combien la *recherche en commun* [suzétésis⁷] et l'échange des opinions ont de l'importance pour comprendre quoi que ce soit.

Cicéron, alors qu'il envisageait d'écrire sur la meilleure constitution d'une république, crut qu'il lui suffisait de décrire la république [p. 4] romaine, parce que celle-ci l'emportait sur toutes les autres⁸. La même chose m'arriva à point nommé : alors que je recherchais comment donner à l'enseignement du droit une forme assez bonne pour qu'on pût aussi en déduire une façon d'apprendre le droit, au moins dans ses grandes lignes, rien de mieux ne me vint à l'esprit que le type d'enseignement qui a été instauré il n'y a pas si longtemps dans notre université et qui a été accueilli avec force applaudissements par toi-même et par d'autres jeunes gens aux talents et qualités remarquables.

Après que j'aurai montré à quel point ce plan d'études est utile, tout en étant facile, j'espère, je suis même convaincu que vous allez vous empresser de l'adopter avec un plaisir particulier puisque vous l'avez déjà beaucoup aimé quand ce n'était que *du bout des lèvres*⁹ que vous y goûtiez. Quant à moi, j'espère que je saurai décrire ce projet et le déployer sous vos yeux avec autant de clarté que je mets de courage et de passion à bien mériter de vos études, et de celles de tous les adolescents de valeur.

Je ne suis pas sans ignorer quel rôle je joue dans cette célèbre université ni combien il est utile à la jeunesse que d'être sans cesse tenue au courant de ce qui touche à l'organisation de ses études : car ils sont aujourd'hui très rares les jeunes gens qui se lancent dans leurs études après s'être livrés à une véritable réflexion, et auxquels cet adage ne s'applique pas, *ils courent bien, certes, mais en-dehors de la route*¹⁰. En fait, nous voyons trop d'étudiants [p. 5] s'acharner en pure perte à un travail assidu mais vain et je pense que le rôle d'un bon professeur est de les ramener sur la route. Peut-être que les propositions que nous allons faire ne vous paraîtront pas tellement nécessaires,

7 Cicéron, *Lettres familières* 16, 21 (4). Il s'agit d'une lettre de Cicéron fils à Tiron.

8 Cicéron, *République* 2, 1.

9 Cicéron, *Pour Caelius* 12 (28).

10 Érasme, *Adage* 48 (http://ihrim.huma-num.fr/nmh/Erasmus/Proverbia/Adagium_48.html).

puisque, motivés par nos exhortations, vous vous êtes déjà engagés sur le bon chemin (si je ne me trompe), mais, pour stimuler ceux qui sont encore *en piste* (comme on dit¹¹), nous allons maintenant nous efforcer d'exposer brièvement ce que nous avons conclu être adapté à un plan d'études rationnel. Espérons que notre discours, qui ne veut être ni trop élégant ni trop recherché, ne sera pas non plus trop banal.

[Première partie.

Les vices de l'enseignement traditionnel du droit]

[Nota. L'introduction de cette partie est une sorte de plaidoyer pour une *prudente emendatio de l'enseignement du droit*. Douaren souligne ensuite les trois défauts principaux de cet enseignement : A) l'emploi d'un *mauvais latin*, B) l'absence de méthode et C) ce qu'il qualifie de *sophistomanie*.]

[Introduction de la première partie :

plaidoyer pour une prudente *emendatio* de l'enseignement du droit]

Avant que de nous mettre à traiter de notre projet, nous allons dire quelques mots des pratiques qui sont encore habituellement suivies par les professeurs des universités quand il s'agit d'interpréter les lois. Nous imitons ici Isménias, ce fameux joueur de flûte qui non seulement donnait en exemple à ses élèves ceux qui chantaient bien en disant *voici comme il faut chanter*, mais encore montrait ceux qui le faisaient mal : *et non pas comme cela*¹². En procédant ainsi, nous repousserons les calomnies de nos adversaires : j'ai bon espoir qu'ils seront plus équitables envers nous quand ils auront compris que ce n'est ni par esprit de provocation ni sans raison que nous avons changé les façons d'enseigner le droit venues du passé. Nous savons en effet que certains de nos adversaires s'efforcent d'exciter l'hostilité envers nous auprès d'une petite plèbe sans expérience en nous accusant faussement de deux vices, d'abord de celui que les Grecs appellent *philókainon*, c'est-à-dire la « recherche de la nouveauté » et, ensuite, [p. 6] de son proche parent, l'*apsíkoron*, le « dégoût précoce » qui rend bientôt fastidieux¹³ ce qu'on a commencé par aimer beaucoup. Je ne sais s'il n'y a rien de plus dangereux

11 Pline le Jeune, *Lettres*, 3, 7, 15.

12 Plutarque, *Vie de Démétrius* 1, 6.

13 Érasme, *Adage* 1885 (http://ihrim.huma-num.fr/nmh/Erasmus/Proverbia/Adagium_1885.html).

dans une république que ces deux vices. Si seulement nos accusateurs se retenaient autant de médire et de dénigrer que nous, nous haïssons et détestons ces vices !

En vérité, nous sommes si loin d'être favorable à ceux qui veulent innover dans des choses bonnes et utiles que nous ne souffrons pas même que soient changées à la légère celles qui pourtant présentent quelque inconvénient, du moins quand cet inconvénient n'est pas intolérable. Nous ne réprouvons pas même ce mot de Plaute (car nous savons qu'on a l'habitude de s'en servir contre nous) qu'*une chose mauvaise, mais connue, est une très bonne chose*¹⁴. Néanmoins, quand, instruit par l'observation de la vie d'aujourd'hui, nous avons trouvé dans les institutions du passé quelque chose qui convenait mal aux mœurs de notre siècle et que nous le jugeons digne de quelque correction, je ne pense vraiment pas qu'on puisse en toute justice nous imputer cela à faute. À propos des lois publiques elles-mêmes, non seulement nous savons, comme dit Tite-Live¹⁵, *que certaines sont mortelles et peuvent être changées selon les époques, si bien que la paix abroge les lois qui ont été faites en temps de guerre et la guerre celles qui ont été faites en temps de paix ; de même que, dans la manœuvre d'un navire, nous voyons que certaines règles sont en usage quand le temps est favorable, d'autres quand il est contraire*, mais encore c'est ce que nous faisons en pratique.

Il est vrai que cette façon habituelle d'interpréter le droit a été suivie depuis très longtemps par tous les hommes sensés et érudits qui se sont consacrés à l'étude du droit mais, à supposer qu'elle eût jamais dû être suivie par qui que ce fût [p. 7] en aucun siècle, cette habitude doit l'être encore moins en l'époque très heureuse où nous vivons, qui est si féconde en génies excellents : quel juge sera donc assez inique pour ne pas juger tout de suite que notre cause est plus digne de la faveur de tous les gens de bien que de leur hostilité ?

Il n'est certainement pas nécessaire de recenser ici trop en détail tout ce qui pêche dans la façon habituelle d'enseigner le droit, car je pense que vous ne l'ignorez pas. Je me souviens en effet vous avoir entendus dire, après que vous fûtes tombés il y a peu de temps sur cette sorte d'enseignants, que

14 Plaute, *Les Trois Écus*, 63 ; Érasme, *Adage 1885* (http://ihrim.huma-num.fr/nmh/Erasmus/Proverbia/Adagium_1885.html).

15 Tite Live, *Histoire romaine* 34, 6, 5-6.

vosre esprit avait conçu pour leur enseignement corrompu une aversion si forte qu'il s'en était fallu de peu que, après avoir fait un bel adieu à l'étude du droit, vous ne vous fussiez orientés vers un autre enseignement, dans des disciplines inférieures et plus faciles. Et vous l'eussiez fait, si notre nouvelle méthode d'enseigner n'eût neutralisé ces docteurs, ou plutôt, à vrai dire, cette méthode antique que nous avons redécouverte et remise en vigueur après un long intervalle de temps, méthode dont la réputation vous avait attirés et dans notre université, et dans notre salle de cours.

Parmi tous les griefs que je pourrais élever (ils sont en nombre infini !), je n'en aborderai que quelques-uns, au moyen desquels vous allez comprendre que notre jugement en cette affaire n'est guère différent du vôtre. Quand vous saurez que notre projet procède davantage d'un raisonnement solide que d'une erreur due à la légèreté de la jeunesse, j'ai bon espoir que vous éprouverez alors moins de regret de vous y être engagés.

[A. Mauvais latin]

En premier lieu, nous pensons qu'il est tout à fait regrettable que, dans presque toutes les universités, on néglige aujourd'hui [p. 8] la correction de la langue latine, pour laquelle on adresse pourtant des louanges méritées aux jurisconsultes de l'Antiquité. En fait, à la place de mots latins appropriés et bien choisis, les professeurs fabriquent des mots nouveaux aussi ineptes que monstrueux, à cause desquels leur langage artificiel, parce qu'il est trop obscur pour être compris, est impropre à l'enseignement. Je sais ce qu'ont fait la plupart des professeurs : alors qu'ils auraient pu exprimer leurs pensées à l'aide des mots appropriés utilisés par les bons auteurs qu'ils maniaient tous les jours, eh bien, pour rendre leurs démonstrations plus obscures et pour être encore plus admirés par le vulgaire en plongeant les ignorants dans les ténèbres, ils ont imaginé des mots nouveaux encore jamais entendus, que personne ne pouvait comprendre, sinon celui qui eût été formé par eux pendant de nombreuses années, ou qui se fût consacré sans cesse à cette sorte d'écrits.

Certains diront peut-être que, dans un siècle encore brut et inculte, il fallait se servir de mots pris dans la langue vulgaire, qui pouvaient être compris plus facilement par d'incultes plébéiens comme l'étaient alors la plupart

des étudiants en droit. *Le bègue*, dit le proverbe, *comprend mieux le bègue*¹⁶. Admettons : je ne désire pas combattre de haute lutte contre ceux qui soutiennent cette opinion. Mais quelle folie, diantre ! que de vous imposer ces inepties, à vous et à vos semblables, c'est-à-dire à des jeunes gens qui ne sont pas peu instruits dans les arts et les langues, comme on voit que sont aujourd'hui la plupart de ceux qui se destinent aux études de droit civil ; quelle démente, donc, que d'utiliser un langage [p. 9] qui, loin de jeter la moindre lumière sur les questions obscures, plonge dans les ténèbres celles qui sont claires et transparentes.

À ce mal s'ajoute le fait que la grossièreté de leur langage, et sa barbarie pire que celle des Scythes, rebutent complètement les auditeurs et détournent du droit ceux qui ont déjà été polis par des lectures plus raffinées, alors qu'il s'agirait plutôt d'attirer ces auditeurs vers le droit en les séduisant par cette espèce de charme que sont l'élégance et la pureté du langage, même si la discipline est à première vue sévère, voire déplaisante.

Le discours rugueux et inculte de ces professeurs ne nuit pas seulement à la jeunesse en ce qu'il ne la séduit par aucune douceur, mais encore parce que ceux qui écrivent ou parlent de cette façon si inepte et si incorrecte, en vérité, sont considérés comme dépourvus du moindre jugement. Car leur incroyable rabâchage montre qu'ils n'ont jamais fait un effort sérieux ni pour apprendre correctement ni pour lire les auteurs chez lesquels on acquiert la faculté de juger avec prudence : il révèle clairement que ces professeurs ne sont pas même imprégnés des disciplines qu'on doit pourtant apprendre dans l'enfance. Quand donc certains étudiants suivent les leçons de ces professeurs, que ces étudiants soient arrivés là faute de mieux ou bien parce qu'ils y ont été poussés par quelque nécessité, ils en tirent peu de fruit parce que, loin d'écouter leurs professeurs avec attention, ils se contentent de les entendre, avec mépris et sans application.

Il me serait en outre facile de montrer ici quelles erreurs et quelles querelles engendrent une habitude si corrompue de parler et d'écrire ; je pourrais aussi démontrer que la masse immense des commentaires sous lesquels [p. 10] le droit se trouve presque entièrement écrasé sont nés pour la plupart

¹⁶ Érasme, *Adage* 877 (http://ihrim.huma-num.fr/nmh/Erasmus/Proverbia/Adagium_877.html).

des discussions oiseuses qu'engendre l'ignorance d'un langage épuré. Mais, parce que l'exposé de notre projet ne permet pas de traiter ce point plus longuement, notre discours va maintenant se hâter d'aborder les autres défauts et erreurs de ces professeurs de droit.

[B. Absence de méthode]

Parmi ces autres défauts, le moindre n'est pas que ces professeurs méprisent autant l'art d'enseigner que la correction du langage, alors que l'un et l'autre sont également nécessaires à l'enseignement. Car, comme le dit très clairement Cicéron, *savoir, certes, est un art, mais il y a aussi un art d'enseigner*¹⁷, art dans lequel Servius Sulpicius fut très exercé et grâce auquel il dépassa les autres jurisconsultes, comme le dit le même auteur¹⁸. Quel que soit l'enseignement dont il s'agisse, il n'est pas possible de le donner correctement sans la méthode qu'Aristote, Galien et d'autres hommes très érudits ont enseignée et que jamais ils ne se sont dispensés de suivre dans leurs écrits. Alors que dans l'enseignement de ces professeurs, grands dieux !, comme tout est confus et à vrai dire monstrueux ! On mélange et on confond ce qu'il fallait séparer, on disjoint et sépare ce qui naturellement va ensemble, de sorte qu'on peut très pertinemment retourner contre ces professeurs-là ce que Cicéron a écrit au sujet de quelques anciens jurisconsultes : *que ce soit pour induire en erreur en paraissant connaître beaucoup de choses, et des choses très difficiles, ou que ce soit parce qu'ils ne savent pas enseigner, ce qui est plus vraisemblable, les jurisconsultes – dit-il – divisent souvent à l'infini [p. 11] le point sur lequel porte un même procès*¹⁹.

Ne voyez-vous pas que tous ces professeurs, plus absorbés par l'interprétation des innombrables commentaires de tous les interprètes que par l'interprétation des lois elles-mêmes, écrivent et dissertent sans fin, en-dehors du sujet, de choses d'importance mineure ; qu'ils traitent de ce qu'ils veulent en des endroits tout à fait déplacés ; qu'à l'occasion d'un seul petit mot, ils sortent du sujet sans tenir aucun compte du moment où on doit parler d'une question ou la traiter par écrit ; que, enfin, c'est à eux-mêmes qu'ils font plaisir en citant et en énumérant les opinions des Bartole, Balde, Paul de Castro,

17 Cicéron, *Des lois*, 2, 19 (47).

18 Cicéron, *Brutus*, 40 (150) – 42 (157).

19 Cicéron, *Des lois*, 2, 19 (47).

Fulgosius, Alexandre de Tartagnis, Jason Mainus, Mariano Socini, François Curtius, Philippe Décius, Porporato et d'autres beaucoup moins célèbres ? Comme si quelqu'un d'un peu intelligent, même moyennement versé dans les études de droit, ne pouvait pas facilement en faire autant ! N'est-il pas évident que ces professeurs agissent plus pour faire un vain étalage de tout ce qu'ils ont accumulé dans leur mémoire que pour être utiles aux étudiants ?

On raconte que Titus Quinctius, chargé par le peuple romain du commandement en chef d'une campagne militaire, se trouva un jour dans quelque conférence où les envoyés des Étoliens, voulant détourner les Achéens de leur fidélité envers Rome, exagéraient démesurément leurs propres forces et cherchaient à effrayer ces Achéens en faisant mention d'armes en tout genre et de noms de nations encore inconnues ; et Quinctius de se moquer d'eux par cette plaisanterie : *ceci me fait penser, dit-il, à ce banquet offert par mon hôte à Chalkis, un homme de bien et qui sait recevoir, chez lequel, ayant été invités à dîner en plein été, alors que nous nous demandions avec étonnement d'où lui venait une telle [p. 12] abondance de gibier en cette saison de l'année, cet homme, moins prétentieux que ne le sont ces gens-là, confessa en souriant que cette venaison aussi variée que bien imitée, avait été confectionnée à partir d'un seul porc domestique. Ils ne font pas autrement, dit-il aux Achéens, ceux qui vous terrorisent avec des noms aussi variés que terribles, alors qu'il ne s'agit que d'une seule nation : car ce sont tous des Syriens, mais qui se distinguent les uns des autres par leur armement, de manière à ressembler à une armée immense*²⁰.

Vous aussi, vous devez sans hésiter porter le même jugement sur ces ronflantes références à tous les livres et traités de ces interprètes du droit : car en général on les cite sans aucun fruit ni avantage, seulement pour exciter l'admiration. Ce sont toujours les mêmes choses qu'on trouve écrites chez la plupart de ces auteurs, à quelques mots près et même, le plus souvent, sans aucun changement du tout, et tous ces écrits, aussi prolixes, aussi verbeux soient-ils, se répètent si souvent que je ne doute pas qu'ils pourraient être facilement ramenés à un très petit nombre de livres, si quelqu'un pensait devoir se consacrer patiemment à un tel travail.

20 Tite Live, *Histoire romaine* 35, 49, 6-8.

[C. Sophistomanie]

Il y a encore un troisième point sur lequel, selon moi, beaucoup de ces professeurs pèchent si gravement que leurs autres défauts, déjà graves en eux-mêmes, pourraient être considérés comme mineurs et presque négligeables en comparaison de celui-ci, à savoir que, pour ces imposteurs, il ne suffit pas de tout traiter de façon barbare et confuse, mais qu'en plus, ils mêlent sans cesse de la *sophistique*²¹ à leurs disputes. Ils pensent en effet que la marque d'un génie suprême, ce n'est pas d'expliquer des choses vraies, mais de renverser agressivement [p. 13] les opinions des autres, même solides, utiles et acceptées, comme s'ils avaient honte de jamais être d'accord avec quiconque et comme si rien n'était vrai, sinon la contradiction. Et parce que ces hommes très infatués estiment qu'il serait honteux de leur part d'admettre des choses correctes et simples, croyant qu'elles sont vulgaires et trop faciles, par quels tours de prestidigitation (grands dieux !), par quels artifices n'étouffent-ils pas la vérité, de manière à être considérés comme ayant lancé dans le public une idée particulièrement ingénieuse qui n'eût jamais été exprimée par personne d'autre auparavant (car pour eux c'est la palme) ! On peut donc dire des enseignants de cette sorte ce qu'Antoine écrit chez Cicéron des philosophes : *enfin, ils s'embarrassent eux-mêmes dans leurs subtilités et, en cherchant beaucoup, non seulement ils en découvrent certaines qu'ils ne peuvent démêler eux-mêmes, mais ils en trouvent encore d'autres avec lesquelles ils remmêlent presque celles qui avaient été traitées, voire démêlées*²². Les questions de ce genre, parce qu'elles ne sont pas comprises par les jeunes gens, ni d'ailleurs ne peuvent être comprises du tout, sont considérées comme étant géniales par la plupart de ceux qui admirent et qui tiennent seulement en haute estime ce qu'ils ne comprennent pas, ou qui jugent très subtile toute chose qu'eux-mêmes ne discernent pas. En revanche, les choses simples et claires qui tiennent plus du travail que de l'ostentation, celles-là, ils les méprisent comme puérides et n'en tiennent aucun compte. Moi, en revanche, je suis si loin d'admirer cette subtilité que je la considère plutôt comme digne de l'hostilité de tous les hommes sensés et érudits. Car la plupart des inventions de cette sorte, que les professeurs portent aux nues [p. 14] avec tant de morgue comme autant de choses nouvelles et encore jamais entendues, nous savons avec certitude qu'elles sont de celles dont on ne doit pas s'étonner

21 Apulée, *Platon et sa doctrine* 2, 9.

22 Cicéron, *De l'orateur* 2, 38 (158).

qu'elles ne soient jamais venues à l'esprit d'aucun homme sensé, au jugement intègre.

Même quand elles sont d'une haute ingéniosité, ces inventions, parce qu'elles manquent totalement de prudence, non seulement ne sont d'aucun fruit pour les étudiants, mais elles pervertissent encore leur discernement et le corrompent à un point tel que le commun des hommes porte en général sur les affaires civiles qui doivent être traitées sérieusement un jugement plus sensé que ceux qui sont habitués à ces arguties et balivernes sophistiquées. Ils ne font rien d'autre que *d'épiloguer et de bavarder sur des riens*, comme le dit Aristophane des philosophes²³ : non seulement ils discutent de petites questions frivoles, mais encore ils se querellent avec aigreur à propos de sornettes. L'école d'Euclide, parce qu'elle était considérée comme enseignant des choses subtiles certes, mais inutiles au bien-vivre, a été qualifiée de *cholé* par quelqu'un²⁴, c'est-à-dire « bile » ou « aigreur ». Elle dispensait à ses disciples des préceptes qui, s'ils étaient sans rapport avec la morale ou la conduite d'une vie droite, étaient du moins pertinents par rapport aux objets mêmes sur lesquels elle portait. Par quel mot pourrait-on qualifier l'école de ces professeurs de droit qui, alors qu'ils sont consacrés à la vraie et naturelle philosophie²⁵, c'est-à-dire à la science du bon et de l'équitable²⁶, ne montrent pas tant les voies de la justice et de l'équité que celle de la chicane ?

On va peut-être penser que j'ai fabriqué ces arguments dans le but d'aggraver l'accusation, mais en vérité je ne doute pas que les hommes sensés et érudits, auxquels [p. 15] cette *sophistomanie*²⁷ n'est pas inconnue, estimeront que j'en parle avec beaucoup plus de retenue qu'une affaire de cette importance ne le requerrait. Je prévois d'ailleurs que bientôt, tout ce maquillage, que si peu de gens remarquent aujourd'hui, sera très bien repéré par le public, comme a été dévoilée aux yeux de tous, en notre siècle, et étalée au grand jour

23 Aristophane, *Les nuées* 320.

24 Par Diogène de Sinope : Diogène Laërce, *Vies et doctrines des philosophes illustres* 6, 24. Jeu de mots entre *scholé* (école) et *cholé* (bile).

25 Ulpian, *Institutes*, livre 1 (= Digeste de Justinien 1, 1 *De la justice et du droit*, 1, 1 *in fine*).

26 Ulpian, *Institutes*, livre 1 (= Digeste de Justinien 1, 1 *De la justice et du droit*, 1, *pr.*)

27 Terme attesté dans l'Antiquité tardive. La forme verbale du mot est employée par Grégoire de Nazianze, mais non pas le substantif. Chez les Modernes, le substantif est employé par Philipp Melanchthon (entre autres ?).

l'imposture des professeurs d'autrefois au sujet de la philosophie d'Aristote (pour ne rien dire de la chrétienne). Déjà, en effet, les artifices de ces professeurs en sont arrivés au point où on ne peut même plus dissimuler qu'eux-mêmes n'y croient plus du tout : mais ils ont honte de l'avouer, d'abord parce qu'ils pensent qu'il est trop tard pour se repentir et, ensuite, parce que, s'ils ne compliquent pas tout le droit ni ne rendent leur art très obscur, en répandant exprès les brumes autour de lui, ils craignent d'être considérés comme versés dans une science étriquée et accessible à tous, ou craignent de n'être plus jugés dignes de la rémunération très élevée (vraiment très élevée !) pour laquelle la plupart d'entre eux enseignent. On connaît ce mot de Caton, qui disait s'étonner qu'*un haruspice ne rît pas chaque fois qu'il en voyait un autre*²⁸, voulant dire que ce genre de divination n'était rien d'autre qu'une imposture.

Nous sommes cependant dans une situation très différente de celle dont parle Caton, car nous savons bien que ces professeurs ont l'habitude, pour s'amuser, de tourner en dérision la laborieuse ignorance d'une jeunesse encore novice. Mais nous nous étonnons de l'arrogante méchanceté de ceux qui n'ont pas honte d'abuser ainsi de la simplicité de ces jeunes étudiants et de s'en moquer avec autant d'insolence [p. 16] dans une affaire qui est la plus sérieuse de toutes, et de la plus grande importance, en particulier à propos des livres des *Institutes* elles-mêmes, qui contiennent les éléments du droit civil exposés avec méthode et raison, de façon tout à fait élégante et soignée. Que peut-on dire ou penser de plus indigne que cela ?

[Conclusion de la première partie]

Voici, cher André, ce que j'ai pensé devoir dire pour autant que le permettait (et même plus que ne le permettait) la brièveté que je recherchais dans le format épistolaire au sujet de la façon très critiquable qu'ont ces docteurs d'interpréter le droit, même si elle est actuellement répandue dans toutes les universités. Tu comprends maintenant, je pense, à quel point cette peste retarde les études des étudiants et quels dégâts elle cause, aussi bien dans le public qu'en privé. À cause d'elle, on en est arrivé au point que, alors que les Anciens estimaient avec raison que la science du droit était la plus facile de toutes les sciences²⁹, on pense aujourd'hui qu'aucun travail ni aucune durée

²⁸ Cicéron, *De la divination* 2, 24 (51).

²⁹ Cicéron, *De l'orateur* 1, 185.

ne sont suffisants pour la connaître. Un certain Ménédème d'Érétrie disait que *beaucoup de ceux qui débarquaient à Athènes pour y faire des études étaient d'abord sages, puis devenaient philosophes, c'est-à-dire amants de la sagesse, ensuite rhéteurs et qu'enfin, le temps ayant passé, ils en repartaient idiots*³⁰. Qui ne connaît la plaisanterie qu'on fait souvent sur les étudiants en droit ? Qu'en première année, ils sont docteurs, en seconde licenciés, en troisième bacheliers et, en fin de compte, ignorants en tout. Je pense que cela est surtout vrai de ceux qu'ont éduqués ces sycophantes et charlatans qui, forts de je ne sais quels arguments complètement figés, se vantent d'être les seuls [p. 17] à occuper les cimes de la jurisprudence.

Je ne nie pas cependant que quelques-uns de ces commentateurs, parfois, émergent de ces ténèbres d'une opacité proprement cimmérienne et s'approchent du sommet de l'érudition ; mais, si par hasard quelqu'un nous objectait ce fait, ce que je répondrais est clair : les étudiants qui, s'appuyant sur cette constatation, s'écarteraient de la méthode et de la correcte manière d'apprendre, seraient tout à fait semblables à ces hommes dont nous avons entendu parler³¹ auxquels, alors qu'ils devaient se rendre à Rome, on avait indiqué une route sûre, aplanie, courte et facile, mais qui ont préféré voyager par un autre itinéraire, plus difficile, plus long et beaucoup plus dangereux, parce qu'ils avaient entendu dire que la plupart des voyageurs étaient parvenus à destination par cet itinéraire-là, fût-ce au prix d'un effort immense et de très grandes difficultés.

[Deuxième partie.

Le renouvellement des études de droit]

[Nota. Après une brève *introduction*, Douaren articule son propos en quatre sections. A) Il fait de la *connaissance des auteurs antiques* la condition primordiale de l'étude du droit. Il inclut expressément les auteurs grecs dans ce bagage et ne prend pas seulement en considération la maîtrise des langues grecque et latine : il insiste sur l'élément « politique » de cette culture. B) Dans une longue section très détaillée, Douaren plaide pour une étude graduelle des recueils de Justinien. C) Il expose ensuite la nécessaire *transformation de la fonction des juristes* dans la résolution des litiges. D) Sans les évincer complètement, Douaren plaide enfin pour ce que l'on pourrait appeler la « marginalisation » des juristes médiévaux. La deuxième partie de l'épître s'achève par une *conclusion*.]

³⁰ Plutarque, *Comment s'apercevoir qu'on progresse dans la vertu* 10 *in fine*.

³¹ La source n'a pas été trouvée.

[Introduction de la deuxième partie]

Il nous reste à vous montrer la route par laquelle selon moi vous pourrez facilement parvenir sans faire de détours, ou en faisant le moins de détours possible, à un stade supérieur de la connaissance du droit civil. Cependant, si vous attendez ici de moi quelque chose de mystérieux ou de très difficile, voire de grandiose, je crains qu'une fois que vous aurez compris notre propos, je n'entende aussitôt que *la montagne a accouché d'une souris*³² ! Vous devez cependant prendre garde de ne pas estimer l'avantage que procure une chose d'après son apparence extérieure, comme le font la plupart des gens, afin qu'il ne vous arrive pas ce qui est arrivé au chien d'Ésope qui, en sautant sur l'ombre d'un morceau de viande parce qu'il lui paraissait plus grand, a perdu la viande elle-même³³. Car sur les propositions [p. 18] que nous allons faire maintenant, j'oserais affirmer que, même si elles peuvent paraître chétives au premier coup d'œil, elles ont beaucoup plus à offrir à l'arrière-plan qu'elles ne promettent d'abord. Mais je retourne à mon projet.

[A. Une condition primordiale :
la connaissance des lettres grecques et latines]

Si on me confiait un jeune homme à former en droit civil, je commencerais par rechercher et examiner avec soin s'il a reçu une instruction au moins moyenne dans les lettres où on doit avoir été plongé quand on aspire à devenir non pas un simple procédurier mais un juriconsulte et même (comme disent les Grecs) un homme politique [*politikòs*]. Car, comme disait Arcésilas, *ce n'est pas à la boutique du foulon qu'on apporte la laine*³⁴ : j'estime donc qu'ils sont dans une grave erreur ceux qui, alors qu'ils ne sont pas assez imbibés de lettres grecques et latines, se précipitent intempestivement et *le pied mal lavé* (comme on dit³⁵) vers l'étude du droit civil.

32 Érasme, *Adage* 814 (http://ihrim.huma-num.fr/nmh/Erasmus/Proverbia/Adagium_814.html).

33 Ésope, *Fable* 185, *Le Chien qui porte de la viande*.

34 Érasme, *Adage* 3639 (http://ihrim.huma-num.fr/nmh/Erasmus/Proverbia/Adagium_3639.html).

35 Aulu Gelle, *Nuits attiques* 1, 9 (8) ; 17, 5 (14) ; Érasme, *Adage* 854 (http://ihrim.huma-num.fr/nmh/Erasmus/Proverbia/Adagium_854.html) ; cf. 2 *Reg.* 19:24.

[B. Étude graduelle des recueils de Justinien]

[*Nota.* Douaren distingue le cas des *Institutes* de Justinien (1) et celui des *Pandectes* (2). Pour les unes comme pour les autres, il envisage une étude graduelle qui respecte des étapes clairement balisées.]

[1. Les *Institutes* de Justinien]

[*Nota.* Dans le plan d'étude proposé par Douaren, les *Institutes* de Justinien occupent la première place. Les étudiants sont même appelés à les connaître par cœur. Cela se fait en deux étapes. Pendant une *première étape* (a), l'étudiant doit *lire* l'ouvrage de Justinien sous la supervision d'un professeur dont le rôle se borne à donner quelques explications terminologiques. Lors de la *deuxième étape* (b), l'étudiant ainsi éclairé doit relire les *Institutes* par lui-même aussi souvent qu'il faudra pour les *mémoriser*.]

[a] Première étape : lecture assistée]

Si ce jeune homme me semble n'être pas complètement dépourvu de ressources dans le domaine des lettres, qui rendent plus sûr le chemin menant à la connaissance du droit civil, je l'exhorterai en premier lieu à lire attentivement et à apprendre les quatre livres des *Institutes*³⁶, qu'il pourra en général assimiler et comprendre par lui-même, même sans intervention de l'enseignant. Cependant, puisque la voix vivante³⁷ du précepteur a presque plus de force que la lecture et que les livres (comme dit Platon³⁸) *ne répondent pas à nos doutes aussi efficacement qu'un précepteur*, je m'efforcerais de surcroît d'alléger son travail par ma parole, mais de manière à ce que ce disciple n'obtienne de moi rien d'autre qu'une très simple et très brève explication des mots obscurs [p. 19] ou des mots qui sont spécifiques au droit.

[b] Deuxième étape : mémorisation]

Quand, au bout de quelques mois, ceci aura été mené à bien, si ce jeune homme m'écoute, il refera cette lecture à plusieurs reprises et même lira et

36 Constitution *Omnem*, 16 décembre 533, *pr.*

37 Marcién, *Institutes* 1 (= Digeste de Justinien 1, 1 *De la justice et du droit*, 8) ; cf. Cicéron, *Des lois* 3, 1 (2).

38 Érasme, *Adage* 118 (http://ihrim.huma-num.fr/nmh/Erasmus/Proverbia/Adagium_118.html).

relira les Institutes aussi longtemps qu'il faudra pour que tout ce qui est écrit dans ces livres soit complètement ancré dans sa mémoire. Cette *introduction* [*eisagōgē*] de Justinien est en effet composée avec tant d'art que, si on en étudie la *disposition* [*oikonomía*] et l'ordre (il n'y a d'ailleurs rien de plus utile que cela pour cultiver la mémoire), même si on ne s'y applique que modérément, on se trouve en mesure de la réciter tout entière de mémoire, et facilement.

[2. Manière d'étudier les *Pandectes*]

[*Nota*. Il faut souligner que Douaren s'occupe principalement des *Pandectes*, ou *Digeste* de Justinien. Il ne fait au *Code* justinien que deux fugitives allusions. Et en ce qui concerne l'apprentissage du Digeste, Douaren distingue de nouveau deux étapes : la *première étape* (a) n'est qu'une *simple entrée en matière* (*prima informatio*) ; la *deuxième* (b), consiste en une *relecture approfondie* (*repetita praelectio*) du recueil.]

[a] Première étape : une simple entrée en matière (*prima informatio*)]

[*Nota*. Douaren encadre strictement cette entrée en matière et propose un cheminement en trois mouvements : d'abord (i), le maître devra donner au disciple un *aperçu général de tous les titres des Pandectes* ; ensuite (ij), le professeur révélera à l'étudiant les dispositions empruntées à l'*édit du préteur* qui se trouvent dans la compilation ; mais le professeur (iij) *n'entrera pas d'emblée dans le détail des questions* que soulèverait un examen trop approfondi des titres du recueil.]

[i] Aperçu général des titres des *Pandectes*]

Cette base étant en quelque sorte posée, il faudra passer à la lecture des *Pandectes* qui, comme leur nom même l'indique, renferment dans son universalité la connaissance du bon et de l'équitable, et ce qui doit en être enseigné. Mais, pour que l'esprit encore un peu simple de l'étudiant ne soit pas écrasé par la multitude presque infinie et par la variété des points de droit qui sont discutés dans ces livres, surtout quand ils sont assez obscurs et emmêlés, il me semble que je ferais œuvre utile si, au moyen d'une explication toute simple, je passais en revue les titres mêmes des *Pandectes*, dans l'ordre où ils ont été placés par Tribonien, et que je fisse un tableau sommaire de ce qui est contenu dans chacun d'eux.

[ij) Révélation de l'édit du préteur]

Dans presque tous les titres, tu remarqueras qu'il y a quelque mesure édictée par le préteur, à laquelle a été jointe une interprétation tirée d'Ulpian et des autres jurisconsultes antiques. Ceux qui ne remarquent pas cela, parce qu'ils ne voient pas le but auquel tout doit être rapporté, tombent souvent dans des erreurs très grandes et très graves. [p. 20] Donc, une fois qu'auront été mises en lumière la suite et la disposition des titres (c'est ce qu'on appelle vulgairement la « continuation »), il suffira d'attirer l'attention de l'auditeur sur le passage de l'édit du préteur dont il s'agit et d'en expliquer brièvement et clairement les mots, si quelques-uns ont besoin des lumières de l'interprétation. Nul d'entre vous n'ignore avec combien d'éloges mon collègue et votre professeur, BARON quant au nom, mais un autre Varron quant à la doctrine et l'érudition, s'est chargé de cette fonction dans notre université.

[iij) Ne pas entrer d'emblée dans le détail]

En revanche, le traitement de toutes les questions qui s'élèvent à chaque mot de l'édit et qui sont expliquées en détail par Ulpian et par les autres jurisconsultes doit être reporté à plus tard. J'ai en vérité de bonnes raisons de donner ce conseil. Le consensus des érudits veut en effet que, pour enseigner un art comme le droit, il faut partir de choses générales et bien connues pour aller vers les points particuliers. Un grand nombre de fois, j'ai moi-même constaté combien cette démarche porte de fruit chez les étudiants. En lisant et en enseignant, je suis tombé à plusieurs reprises sur des réponses de jurisconsultes qui étaient certes très brèves et qui se rapportaient de façon tout à fait appropriée au titre où elles se trouvaient, mais auxquelles personne ne pouvait donner un sens pertinent à moins d'avoir étudié attentivement cinq ou six autres titres des Pandectes. Quand je dis « titres », je veux parler de ces récapitulatifs et sommaires des matières qu'il sera très avantageux à l'étudiant en droit de conserver et d'avoir en quelque sorte sous les yeux avant de se lancer [p. 21] sur la mer immense de préceptes qui se trouvent dans chaque titre des Pandectes. L'utilité de cette démarche est telle que je n'hésiterais pas à affirmer que, si quelqu'un de bonne volonté s'exerce ainsi, il ne pourra jamais être considéré comme un ignorant en droit.

[b] Deuxième étape :
une relecture approfondie (*repetita praelectio*)

[Nota. Lors de la deuxième étape de son apprentissage des Pandectes, l'étudiant devra, en trois ou quatre mois, *relire* la compilation ; mais, cette fois-ci, le professeur lui expliquera les difficultés du texte (i). Là ne s'arrêtera d'ailleurs pas le rôle du maître : celui-ci devra *réorganiser selon un critère thématique les fragments* (« lois ») insérés dans les titres du Digeste. (ij)]

[i] Une relecture dirigée par le professeur (*subtilior disputatio*)

En vérité, pour couronner l'ouvrage commencé et pour ne rien laisser de côté de ce que nos juristes ont écrit, ni de ce qui permet de porter à son comble la connaissance du droit, je m'appliquerai alors à faire revenir le jeune homme que j'eusse reçu pour l'instruire (comme j'ai dit plus haut) *de la ligne à l'écurie*³⁹, si j'ose dire, comme si son premier tour de piste était achevé. Il recommencera depuis le début la lecture des Pandectes ; mais, à ce stade-là, j'éplucherai tout, au point qu'il ne reste rien d'aussi ténu, dans ces livres, que je n'eusse traité, ni expliqué. Car, même si la première entrée en matière dont j'ai parlé plus haut est étonnamment utile, elle ne peut cependant rassasier complètement un homme très désireux⁴⁰ d'apprendre le droit.

Cette étude un peu plus pénétrante, pour ne pas parler de l'immense profit qu'on peut en tirer, ne sera ni désagréable ni même trop difficile à ce jeune homme, s'il est dirigé avec raison et mesure, c'est-à-dire si, après avoir rejeté d'emblée (plût aux dieux !) les futiles arguties des interprètes, on ramène tout par une explication pratique et directe à la norme du bon et de l'équitable et si, ensuite, on dispose et on classe avec art ce qui a été entassé au hasard et sans aucun ordre par Tribonien dans chaque titre des Pandectes et du Code de Justinien.

[ij] Réorganisation thématique de la matière des titres]

Si je pense en effet que personne ne peut se plaindre de l'ordre des titres dans les Pandectes, [p. 22] il est cependant évident que Tribonien n'a sui-

39 Cicéron, *Caton l'Ancien* ou *De la vieillesse* 23 (83) : Id. *Laelius* ou *De l'amitié* 27 (101).

40 Cette expression est peut-être une allusion à la *cupida legum iuventus* à laquelle s'adresse la constitution *Imperatoriam* de Justinien, préface des *Institutes*.

vi aucune considération d'ordre ni de méthode en disposant la matière de chaque titre. C'est pourquoi j'estime que cela fait au plus haut point partie de la fonction du professeur que de s'appliquer à regrouper par thèmes ce qui se trouve ainsi diffus et dispersé et, ensuite, de tout remettre en ordre et de tout expliquer selon des définitions et divisions tirées des livres du droit. On aboutira ainsi à ce que les très nombreuses règles de droit, qui paraissent impossibles à retrouver, se trouveront rangées sous un petit nombre de thèmes déterminés : et cela pourra non seulement être enseigné et compris plus commodément, mais encore beaucoup plus facilement mémorisé.

Tout cela, je pourrais le démontrer par d'autres arguments encore, si je ne me rappelais pour qui j'écris ici : car, en salle de cours, dès que j'eus ouvertement commencé à exposer à la jeunesse cette méthode d'apprentissage du droit et, plus encore, à la mettre en œuvre, j'ai tout de suite remarqué avec quel empressement vous l'avez suivie. Notre méthode est maintenant assez connue de vous pour que nous puissions en toute confiance espérer que, plus vous vous serez résolument mis en tête de l'aimer et de l'adopter, plus vous en récolterez un fruit aussi riche qu'abondant.

Une fois que ce cours-là aura été achevé et que les livres des Pandectes et du Code justinien auront été rangés et recadrés dans les règles de l'art selon cette méthode, quand un étudiant les aura lus sans nonchalance en trois ou quatre mois (ce qui peut se faire très aisément, j'en ai fait plusieurs fois l'expérience), je ne doute pas qu'en fin de compte, il ne connaisse [p. 23] *sur le bout des doigts*⁴¹ et *prêt à l'emploi*⁴² tout ce qui est contenu dans ces volumes. Ainsi, là où les autres, pendant toute leur vie, au prix d'un labeur et de veilles à peine croyables, et même au péril de leur santé, n'arrivent que rarement, voire jamais, notre étudiant, donc, y parviendra facilement en peu de temps, et avec le plus de plaisir qu'on puisse prendre dans l'étude de quelque art que ce soit.

[C. Nécessaire transformation de la fonction des juristes]

[Nota. Pour Douaren, la fonction des juristes est de participer à la résolution des li-

41 Juvénal, *Satire* 7, 231.

42 Érasme, *Adage* 3282 (http://ihrim.huma-num.fr/nmh/Erasmus/Proverbia/Adagium_3282.html).

tiges. Et il aspire à transformer cette activité : *les juristes ne devront plus se fier exclusivement aux livres de droit* (1) ; ils devront tirer de ces livres des *principes et des théories applicables généralement* (2) ; ils n'hésiteront pas à s'inspirer des *solutions de la pratique* (3).]

[1. Ne plus se fier exclusivement aux livres]

Je ne voudrais cependant pas que tout ceci fût compris comme si je soutenais que quelqu'un pût arriver au moyen de cette étude à éclairer tous les *casus* qui se présenteront un jour à lui, ni donner d'emblée tous les conseils qu'on peut donner sur chacun d'eux. La nature du droit fait qu'aucun livre, aucun écrit ne peut renfermer tous les litiges, pas plus que la mémoire d'un homme ne peut les retenir. Pour cette raison, j'admire toujours la sottise de ceux qui consomment toute leur vie dans les commentaires les plus éculés des interprètes pour y trouver le moyen de résoudre chaque litige : ils ne sont vraiment pas différents de cet homme qui, assis sur le rivage de la mer, comme le raconte Lucien⁴³, s'efforçait de compter chaque vague jusqu'à ce qu'il finît par se décourager parce que, comme les vagues poussaient sans cesse les vagues, il n'y arrivait point. À supposer même qu'on mémorise tout ce qui a été écrit par Bartole et par les autres, ce qui est impossible, ce qu'on aura appris ne sera jamais qu'une petite fraction des litiges qui s'élèvent quotidiennement entre les mortels, litiges qui n'ont jamais encore été capturés par aucun écrit.

[2. Rechercher des principes et des théories applicables généralement]

De l'étude du droit, il faut seulement espérer acquérir la connaissance de quelques théories et principes [p. 24] généraux grâce auxquels nous nous préparons et nous nous formons à résoudre chaque litige à la lumière de ce qui est bon et équitable. Les situations particulières, en effet, parce qu'elles sont en nombre infini, ne peuvent tomber dans le champ d'aucune recette ni d'aucun précepte.

[3. S'inspirer des solutions de la pratique]

En vérité, pour que nous soyons en mesure d'appliquer de façon plus cer-

⁴³ Lucien, *Les sectes à l'encan* 84 ; Érasme, *Adage* 345 (http://ihrim.huma-num.fr/nmh/Erasmus/Proverbia/Adagium_345.html).

taine et plus efficace l'art du bon et de l'équitable à des situations particulières, il faut le mettre en rapport avec son application pratique, sans laquelle s'évanouit toute l'utilité du droit que nous avons appris. À l'inverse, une application pratique sans plan ni méthode ne vaut rien du tout : l'art et la pratique ont besoin l'un de l'autre et s'allient amicalement. Ceux donc qui se procurent un gigantesque monceau de livres pour parvenir à la perfection dans l'art du droit courent le danger qu'il ne leur arrive la même chose qu'à ce médecin dont Galien écrit que, parce qu'il n'avait jamais appris aucune méthode pour composer des médicaments, il mourut de consommation après avoir perdu les livres dans lesquels étaient transcrites beaucoup de recettes pour en composer. Mais je vais copier les mots mêmes de Galien par lesquels cet homme divin nous apprend que celui qui ne fait pas usage de ces deux moyens, de la méthode dans les choses générales et de l'expérience dans les particulières, se consacre sans aucun succès à ces arts et disciplines⁴⁴ : *puisque le présent exposé vise entre autres à ce que, si jamais nous perdions le livre dans lequel sont consignées les recettes de composition des médicaments que nous utilisons, nous puissions en composer de pareils à ceux qui ont été perdus, il est nécessaire, d'une part, d'acquérir nos connaissances selon une démarche rigoureusement* [p. 25] réglée, grâce à laquelle nous trouverons ce que nous voulons et, d'autre part, de nous entraîner conformément à cette démarche en vue de faire face à tous les cas, en gardant à l'esprit qu'à défaut de pratiquer cet entraînement, aucun des traitements ne pourra correctement aboutir. Terrible fut ce qui arriva il y a peu à deux médecins que je connaissais : l'un, accablé de chagrin à la suite de la perte de recettes écrites de cette sorte, mourut et l'autre se retira de la profession médicale. Il sera loisible à ceux qui s'entraînent comme je dis, non seulement de pouvoir composer des médicaments utilisables, mais encore de porter un jugement sur ce qui a été écrit par les médecins d'avant nous et même d'utiliser convenablement tout ce qui se trouve écrit chez eux, ce que d'ailleurs tout médecin entraîné suivant la méthode apprise pourra retrouver de lui-même.

[D. Marginalisation des commentateurs médiévaux]

[Nota. Après avoir souligné la modération de son propos, Douaren se prononce néanmoins contre le recours des juristes aux innombrables ouvrages des docteurs médié-

44 Galien, *De la composition des médicaments par genres* (= 2.1, ed. Kühn, 1827).

vaux : il envisage successivement le cas des *étudiants en droit* (1) et celui des *juristes confirmés* (2).]

Tu attends peut-être de moi que j'exprime une opinion au sujet des Bartole, Balde, Jason et autres auteurs de cette sorte et que je dise en quel rang je les place, voire que j'explique plus clairement si j'estime que leurs écrits peuvent encore être utiles dans le cadre de ce que nous avons entrepris. J'ai beaucoup hésité à le faire dans les circonstances présentes. Je ne suis pas naïf au point pour ne pas voir de quelle jalousie brûlent ceux qui s'appliquent à ruiner complètement l'autorité de ces auteurs ou bien à l'ébranler, ni combien on peut soupçonner nos contemporains d'ignorance ou d'arrogante témérité. Je sais aussi que quelques jurisconsultes de grand renom ont écrit que les commentaires de ces auteurs étaient à ce point nécessaires que, sans eux, [p. 26] l'enseignement du droit civil ne pourrait se soutenir. Amoindrir l'autorité des commentateurs et de leurs décisions semble être le fait d'un homme insolent et impudent.

Je ne suis pas quelqu'un qui pense que je ne puisse me tromper et je ne prétends convertir à mon opinion aucun de ceux qui ne sont pas de mon avis, mais pour ma part, je ne crois pas que quiconque puisse me frapper d'une réprobation justifiée parce que je t'ai expliqué, à toi qui insistais avec une douce confiance pour que je le fasse, ce que je pense au sujet de choses les plus utiles et les plus dignes d'être connues, comme le commandent la très bienveillante déférence que tu montres envers moi et l'amour que j'ai pour toi.

[1. Chez les étudiants en droit :
recours subsidiaire aux commentateurs]

Je pense que certains étudiants pourraient peut-être tirer quelque chose d'utile de la lecture de ces auteurs ; mais j'estime cependant que, si un étudiant voulait progresser sur la voie que nous avons indiquée au point de récolter les lauriers qui sont le fruit d'une érudition solide et véritable, rien ne pourrait davantage retarder sa progression que de s'arrêter à cette sorte de livres. De quelle qualité ils sont, parce que nous en avons déjà abondamment parlé, il ne reste rien à dire ici.

Pour ne pas avoir l'air de *trancher dans le vif* (comme on dit⁴⁵), nous allons suivre en cette affaire l'exemple d'une certaine loi de Platon. Dans ses *Lois*⁴⁶, en effet, il interdit aux voisins de puiser l'eau d'autrui avant que d'avoir creusé un puits jusqu'à l'argile sur leurs propres fonds et trouvé qu'il n'y avait pas d'eau : nous permettons de même à l'étudiant en droit, [p. 27] après qu'il se sera appliqué avec diligence à la lecture des juristes de l'Antiquité, s'il n'est pas rassasié par leur enseignement si suave, cet enseignement qu'il n'aura pas dévoré mais plutôt dégusté après l'avoir *cuit à petit feu et changé en jus et en sang*⁴⁷, nous lui permettons donc de se tourner vers ces éminents commentateurs et de se gorger à son goût de leur doctrine. En vérité, je ne pense pas qu'il puisse arriver à aucun mortel que, nourri aux si brillants banquets de l'Antiquité, il ait encore envie des repas offerts par ces maîtres-là.

[2. Chez les juristes confirmés :
préférer la pratique aux commentaires]

Du reste, même à un homme versé avec succès dans les écrits des Anciens se présenteront beaucoup de questions auxquelles il pourra être embarrassé de répondre : il décidera en ce cas d'aller trouver de l'aide non pas dans des commentaires de cette sorte, mais plutôt dans l'application pratique et dans son expérience du droit. Oui, c'est avec autant de rectitude que de vérité qu'Anaxagore a dit que la main avait été à l'origine de la sagesse⁴⁸, voulant dire par ces mots que celle-ci ne peut être acquise sans usage et expérience. Mais, parce que je sais bien qu'ils ne seront pas peu ceux qui vont s'opposer à notre opinion (car ceux qu'on a persuadés que tout ce qui peut jamais faire l'objet d'une question doit être appris par la lecture et dans les livres ne se laissent fléchir par aucun argument), je leur opposerai le jugement de Cicéron, auteur aussi solide qu'il est riche en enseignements, qui écrit ces mots au livre II du *De l'orateur*⁴⁹ : *j'affirme que, comme dans tous les autres arts, une fois qu'ont été apprises les [règles] les plus difficiles de chaque art, il n'est pas nécessaire d'apprendre les autres, parce qu'elles sont ou bien plus faciles ou bien similaires : ainsi dans la peinture, celui qui [p. 28] aura bien*

45 Columelle, *De l'agriculture*, 6, 12, 3.

46 Platon, *Les Lois* 8 (844b).

47 Cicéron *Lettres à Atticus* 4, 18, 2 ; *L'Orateur* 76.

48 Aristote, *Parties des animaux*, 687a-b.

49 Cicéron, *De l'orateur* 2, 16 (70).

appris à peindre le visage de l'homme, pourra le peindre de quelque forme ou âge que ce soit, même s'il ne l'a pas appris spécialement. Et il n'y a point de risque que celui qui peint bien un lion ou un taureau ne puisse faire pareil pour beaucoup d'autres quadrupèdes. Il n'y a en effet aucun art dans lequel toutes les règles qui rendent cet art possible soient transmises par le maître, mais ceux qui ont appris les règles générales des choses principales et fixes acquièrent les autres. J'ai la même opinion et sur l'étude et sur la pratique de l'éloquence : celui qui a acquis une force telle que, soit qu'il fasse un discours au sujet de la république en général ou au sujet de certaines des affaires de celle-ci en particulier, soit qu'il plaide sur les affaires de ceux contre qui ou pour qui il parle, il puisse convertir à son opinion les esprits de ses auditeurs au moment où ceux-ci ont quelque pouvoir de statuer, celui-là ne cherchera pas davantage quoi dire en tout autre genre de discours que le fameux Polyclète, après avoir peint Hercule, ne chercherait comment peindre la peau du lion ou l'hydre, même s'il n'avait jamais appris spécialement à le faire.

[Conclusion de la deuxième partie]

Voici, cher André, toutes les raisons de mon projet : et pour qu'elles aient plus de poids auprès de vous et qu'elles soient mieux acceptées, j'ajouterai que je serais le premier à les appliquer de bon gré si l'occasion s'en présentait, comme dit la fameuse Calypso chez Homère⁵⁰ :

*Mais je pense et dis ce que pour moi-même
je résoudrais de faire si m'advenait pareille aventure.*

En vérité, après avoir passé plus de quinze ans [p. 29] à compulsier les commentaires de tous les interprètes, y compris les plus inconsistants et les plus grossiers, comme je n'étais pas du tout satisfait de mon avancement, j'ai entrepris d'explorer avec diligence toutes les autres méthodes et c'est dans cette celle-ci que j'ai finalement trouvé le repos : car je n'ai trouvé aucun autre port qui me reçût après que j'eus été si longtemps ballotté au cours de ma longue errance. Puisqu'il me semble enfin qu'on peut tirer de ce plan d'études plus d'avantages que je ne puis l'exprimer, j'ai non seulement voulu partager mon projet avec toi, comme tu me l'as souvent demandé, mais j'ai encore voulu t'exhorter à ne t'écarter jamais de cette voie où tu es déjà entré d'un pas

⁵⁰ Homère, *Odyssée* 5, 188-189.

décidé, sous mon autorité. Certes, je sais que je peux être dans l'erreur et me tromper ; mais, parce que je t'aime de façon unique en raison de tes mœurs très douces et de tes qualités supérieurement héroïques et parce que je sens que je te suis très cher, je ne peux vraiment pas me dispenser de te stimuler et de t'exhorter à choisir le plan d'études que, à l'issue d'un long usage et d'une longue réflexion, non seulement j'ai jugé être le meilleur, mais encore que j'ai expérimenté au point de conclure que je devais l'adopter à l'exclusion de tout autre.

[Conclusion générale de l'épître]

[Nota. La conclusion de l'épître a une forte connotation « sociologique » : Douaren, conscient que son disciple est appelé à jouer un rôle de premier plan dans les échelons supérieurs de ce qu'on peut déjà appeler l'État, plaide pour la constitution d'une noblesse spécialement formée pour le gouverner, notamment par l'étude du droit. La référence à la *nobilitas* de la république romaine est expresse.]

Le souvenir de ma fonction, d'une part, celui de ta race et de ton rang, d'autre part, ne m'incitent pas peu à ne te proposer, à toi que ton très savant et très excellent père m'a confié comme disciple, que des choses très honnêtes et très utiles. Si vraiment, comme disait Socrate⁵¹, *celui-là est beaucoup plus utile qui rend de nombreux jeunes gens capables de gouverner* [p. 30] *la république que celui qui la gouverne avec rectitude*, c'est assurément avec d'autant plus de joie que je vais m'appliquer à pousser tes études : car ta science est destinée à atteindre un niveau de considération remarquable (à en juger par la splendeur de ta fortune et par la grandeur de ton père et de ton aïeul) et tu es appelé à mettre largement en pratique au bénéfice du public les fructueuses connaissances que tu auras acquises.

Marcus Cicéron écrit⁵² qu'à un moment donné, le sénat de Rome décréta que six fils des principaux citoyens de la cité seraient confiés à chacun des peuples d'Étrurie pour être instruits dans l'art de la divination afin que cet art si important, comme il le dit lui-même, ne fût pas soustrait à l'autorité de la religion pour être dévoyé, à cause du trop petit nombre d'hommes qui le pratiqueraient, vers le commerce et la recherche du profit. De même, il me semble que la jurisprudence (que nous voyons en général s'étioler dans les

51 Érasme, *Apothtegmes* 3, 10.

52 Cicéron, *De la divination* 1, 92.

mains de ceux qui s'y adonnent seulement dans un but lucratif) ne peut autrement conserver sa dignité et sa majesté que si une noblesse désireuse de se dévouer à la république⁵³ se cultive, surtout par l'étude du droit, et qu'elle se retrouve restituée dans son ancienne possession comme par l'effet d'un interdit du prêteur. Car, dans l'Antiquité, les adolescents de la noblesse s'adonnaient tellement à cette étude que le droit était en quelque sorte considéré comme propre à leur ordre. Et puisque cela est à souhaiter au plus haut point en notre temps, nous avons pensé qu'il fallait s'efforcer avec un zèle toujours plus ardent, d'abord d'aplanir par notre projet la voie foulée par les ancêtres, cette voie qui jusqu'à présent décourageait de faire le voyage non seulement toi, mais encore maints autres jeunes gens à l'esprit généreux ; [p. 31] et, ensuite, s'efforcer de montrer que cela est vraiment facile à faire. Il est certes possible que nous n'ayons pas atteint ce but en tous ses aspects, mais nous ne désespérons pas que toi qui es notre disciple dans notre enseignement du bon et de l'équitable, tu répondras favorablement à notre bonne volonté et à notre effort, qui souvent reçoivent des éloges dans les grandes choses.

Porte-toi bien !

Bourges, 1^{er} septembre 1544

⁵³ Cicéron, *Devoirs* 1, 21 (71) ; Tacite, *Annales* 16, 26 ; Boèce, *Consolation de la philosophie* 1, 44.

III.

Texte latin mis en forme pour être collationné à la traduction

[*Nota.* Les règles suivies ci-dessus pour la transcription du texte s'appliquent aussi ici. Dans le texte ci-dessous, j'ai en outre supprimé quelques coquilles : ces corrections sont écrites en *italiques* et sont soulignées ; j'ai unifié l'orthographe de deux mots, qui était variable dans le texte : j'ai écrit *iureconsultus* et non pas *iurisconsultus* ; *author* et *authoritas* et non pas *autor* ou *autoritas* (Douaren n'emploie pas *auctor*, *auctoritas*) ; j'ai distingué *i* et *j* (*objicio* au lieu de *obiicio*) ; j'ai conservé les capitales initiales des mots auxquels Douaren en a donné (*Res publica*) ; j'ai supprimé beaucoup de virgules et de deux-points ; j'ai mis en *italiques* les citations explicites ou implicites. Les alinéas et les intertitres ne sont pas dans le texte original de la lettre : je les ai seulement ajoutés pour faciliter la comparaison entre le texte latin et la traduction proposée.]

DE DOCENDI DISCENDIQUE IURIS RATIONE Francisci Duareni ad Andream Guillartum clarissimi Andreae Guillarti libellorum in regia magistri filium epistola. Apud Sebastianum Gryphium, Lugduni 1547

Franciscus Duarenus Andreae Guillarto salutem dat

[Introduction générale]

[p. 3] Saepe mecum egisti, Guillarte, ut, quae tu et ex aequalibus tuis nonnulli civilis disciplinae studiosi iuvenes me aliquando de ratione docendi ediscendique iuris ex tempore disserentem audieratis, ea vobis paulo accuratius descripta traderem ac communicarem, quo et diutius permanerent prodita literis et facilius etiam a vobis repeti ac per otium considerari possent. Quod autem expectatione tua id tardius effecerim, una haec causa me hercule fuit, quia verebar ut satis maturum nostrum istud consilium esset quod in gratiam potissimum tuam a nobis descriptum ad multorum manus perventurum augurabar. Itaque ego aliquantisper cunctandum esse duxi, ut non solum in eius rei cogitatione diutius versari, verum etiam cum viris sapientibus et eruditibus de toto hoc genere colloqui ac commentari possem : haudquaquam ignarus quantum ea συζήτησις⁵⁴ et communicatio opinionum ad quanque rem cognoscendam percipiendamque momentum habeat.

54 CIC. *Fam.* 16, 21 (4).

Illud vero percommode cecidit quod, sicut M. Cicero de optimo Reipublicae statu scripturus [p. 4] Romanam tantum Rempublicam sibi describendam esse putavit quod ea omnibus aliis antecelleret⁵⁵, ita et mihi quodnam esset optimum illud iuris docendi genus inquirenti quo etiam magna ex parte eiusdem discendi ratio videtur contineri non aliud tandem mihi hoc tempore praestantius occurrit quam quod in nostra schola haud ita pridem institutum et a te caeterisque felicioris ingenii atque indolis iuvenibus magno cum plausu exceptum fuit.

Sic enim futurum spero, aut confido potius, ut nostrum hoc institutum, quod vel primoribus degustatum labris⁵⁶ tantopere placuit, ubi variam multiplicemque eius utilitatem ac suavitatem ostendero, singulari quodam studio et amore complectamini. Atque utinam ego tam graphice rem totam depingere vobisque velut oculis spectandam proponere possim quam vehementer quamque ex animo de vestris omniumque proborum adolescentium studiis bene mereri studeo !

Non enim sum nescius quam personam in hac celebri schola sustineam et quantum expediat iuventuti de his rebus quae ad studiorum rationem pertinent subinde admoneri, cum praesertim hodie quam paucissimi sint qui ea recto consilio aggrediantur et in quos illud non conveniat *καλῶς μὲν τρέχουσιν ἀλλ' ἐκτὸς τῆς ὁδοῦ*⁵⁷. Inde fit ut sedulo quidem plerosque [p.5] sed irrito labore et admodum infeliciter moliri videamus, quos ab errore in viam revocare boni praeceptoris esse existimo. Sed cum vos iam cohortatione nostra excitati rectam (nisi fallor) viam ingredi coeperitis, non adeo fortassis necessarium vobis hoc nostrum officium videri possit. Attamen ut *currentes* (quod aiunt⁵⁸) *instigemus*, dabimus operam ut quae nos ad rectam studiorum institutionem idonea atque utilia esse comperimus, ea, si minus eleganti et splendida oratione simplici certe et non nimis ut speramus abiecta, nunc breviter exponamus.

[Première partie.

Les vices de l'enseignement traditionnel du droit]

55 Cic. *Rep.* 2, 1.

56 Cic. *Cael.* 28 (12).

57 ERASM., *Adag.* 48 (http://ihrim.huma-num.fr/nmh/Erasmus/Proverbia/Adagium_48.html).

58 PLIN. *Ep.* 3, 7, 15.

[Introduction de la première partie :
plaidoyer pour une prudente *emendatio* de l'enseignement du droit]

Verum antequam ad eius rei tractationem aggrediamur, quaedam de vulgari illo professorum in legibus interpretandis more qui etiamnum ubique in scholis retinetur dicturi sumus, Ismeniamque tibicinem imitaturi qui discipulis suis non tantum bene sed etiam male canentes ostendebat, dicens *hoc modo canendum est illo nequaquam*⁵⁹. Nam et hac ratione adversariorum calumnias refellemus quos utique nobis aequiores fore confidimus, ubi intellexerint veterem receptamque docendi consuetudinem non temere a nobis nec qualibet de causa immutatam fuisse. Scimus enim quanta nos premant invidia apud imperitam plebeculam nonnulli, duorum scilicet vitiorum insimulantes quorum unum Graeci φιλόκωνον, id est novarum rerum appetentiam, alterum [p. 6] hic germanum ac propinquum ἀντίκορον vocant, quo mox fastidiuntur paulo ante adamata⁶⁰. Quibus vitiis haud scio an aliud in Republica sit periculosius. Et utinam accusatores nostri a maledicentia et obtrecandi libidine tam alieni essent quam nos haec vitia odimus ac detestamur.

Etenim tantum abest ut res bonas atque utiles innovantibus faveamus, ut ne eas quidem quae aliquid habent incommodi, modo nimis intolerabile non sit, facile mutari patiamur. Nec adeo Plautinum illud usquequaque improbamus quod a quibusdam accepimus nobis objici solere, *nota res mala, optima est*⁶¹. Verumtamen si quid, tempore ipso admoniti, in veteribus institutis deprehendimus quod seculi nostri moribus parum conveniat idque emendatione aliqua dignum iudicavimus equidem non arbitror iure id nobis vitio verti posse. Nam et in legibus publicis idem usuvenire scimus *quae* (ut ait Livius⁶²) *mortales, ac temporibus ipsis mutabiles sunt, ut quae in bello latae sunt, pax, quae in pace, bellum plerunque abroget. Sic et in navis administratione, alia in secunda, alia in adversa tempestate usui esse videmus, et experimur.*

59 PLUT. *Demetr.* 1, 6.

60 ERASM. *Adag.* 1885 (http://ihrim.huma-num.fr/nmh/Erasmus/Proverbia/Adagium_1885.html)

61 PL. *Trin.* 63 ; ERASM. *Adag.* 1885 (http://ihrim.huma-num.fr/nmh/Erasmus/Proverbia/Adagium_1885.html)

62 LIV. 34, 6, 5-6.

Iam vero cum inter omnes sanos et eruditos homines qui sese huic studio dediderunt constet eam interpretandi iuris consuetudinem inolevisse ut nullo unquam [p. 7] seculo ferri a quoquam debuerit nedum hoc felicissimo et praecellentium ingeniorum feracissimo tempore, quis tam iniquus in nos iudex ut causam nostram bonorum omnium favore ac patrocinio magis quam insectatione dignam esse non protinus iudicet ?

Nec sane opus est quae peccantur in ea re singula copiosius hic recenseri quae vobis non ignota esse reor. Memini siquidem ex vobis audire, cum nuper in huiusmodi Doctores incidissetis, tantum istius corruptissimae doctrinae odium animo concepissem, ut parum adfuerit quin studio iuris multa salute dicta ad quamvis aliam ex inferioribus ac levioribus disciplinis animum applicaretis, idque vos facturos fuisse nisi nova nostra docendi ratio aut, ut verius dicam, vetus, sed a nobis longo intervallo repetita ac renovata, cuius fama vos in scholam auditoriumque nostrum pertraxerat eosdem repressisset et continuisset.

Dicam igitur ex multis ac propemodum infinitis pauca ex quibus nostrum de ea re iudicium a vestro non multum discrepare cognoscetis : et vos istius incepti, quasi ex certa ratione magis quam errore aliquo ac levitate iuvenili profectum sit, minus (ut spero) poenitebit.

[A. Mauvais latin]

Ac imprimis illud magnopere improbandum ducimus quod proprietates Latini sermonis, cuius merito tribuitur laus veteribus Iureconsultis, hodie in omnibus fere [p. 8] gymnasiis negligitur. Nam pro Latinis propriis et elegantibus vocabulis, nova eademque inepta et monstrosa a professoribus cuduntur, ex quibus conflata oratio, quia prae nimia obscuritate non intelligitur, idonea ad docendum esse non potest. Idque factum a plerisque scio qui, cum verbis propriis et apud scriptores probatos quos quotidie manibus tererent usitatis satis commode et dilucide cogitata sua efferre possent, tamen quo disputationes suas obscuriores redderent et offusa rudioribus caligine maiori in vulgus essent admirationi, nova atque inaudita comminisci maluerunt, quae nemo nisi ab ipsis permultos annos edoctus aut in huiusmodi scriptis diu multumque versatus intellexeret.

Erunt fortasse qui dicent rudi adhuc et impolito seculo verbis ex medio sumptis utendum fuisse quae ab idiotis et plebeiis hominibus, quales tum plerique huius artis studiosi erant, minore negotio perciperentur. *Balbus enim*, ut in proverbio est, *balbum rectius intellegit*⁶³. Sit ita sane : Non enim summo iure cum iis qui ista defendunt contendere cupio. Sed quae, malum, dementia est vobis, vestrique similibus, id est bonarum artium linguarumque peritia non leviter instructis iuvenibus quales hodie magna ex parte videmus eos qui ad iuris civilis studia se conferunt, hasce ineptias obtrudere et ea oratione [p. 9] uti quae rebus obscuris nullam addat lucem, claris vero et perspicuis tenebras obducatur.

Accedit hoc etiam mali quod ea sermonis rusticitas et plusquam Scythica barbaries auditores ipsos elegantioribus perpolitos literis ab hac disciplina prorsus alienat et avertit, quos ad eam potius utpote severiorem et primo aspectu inamoenam orationis nitore et puritate velut illecebris quibusdam et lenociniis allici conveniebat. Nec tantum ideo nocet iuventuti horrida inculataque istorum oratio quod nullis eam blanditiis demulceat, verum etiam quia nullius fere creduntur esse iudicii qui tam inepte et inquinata, sive scribunt sive loquuntur. Nam incredibilis illa infantia eos in recte discendi studio et iis authoribus legendis quibus prudentia et iudicium acquiritur et confirmatur seriam operam non posuisse ac ne puerilibus quidem disciplinis imbutos esse satis arguit. Itaque talibus professoribus si qui dant operam, vel inopia meliorum vel aliqua fortassis necessitate adacti, quia contemptim et oscitanter audiunt magis quam auscultant, minore cum fructu id faciunt necesse est.

Caeterum ista corrupte loquendi ac scribendi consuetudo quos errores quasque contentiones pariat, tam facile mihi esset hic demonstrare quam liquido confirmare possum ingentem illam commentariorum molem qua totum [p. 10] pene ius obrutum est magna ex parte ex futilibus et otiosis alterationibus quas puri sermonis contemptus et ignoratio peperit, natam esse. Sed quia instituti nostri ratio fusius haec disseri non patitur, ad reliqua iuris professorum vitia atque errata iam nostra festinat oratio.

[B. Absence de méthode]

In quibus illud non minimum est quod methodus et ars docendi non mi-

⁶³ ERASM. *Adag.* 877 (http://ihrim.huma-num.fr/nmh/Erasmus/Proverbia/Adagium_877.html).

nus quam sermonis proprietas apud eos contempta iacet, licet utraque res ad docendum aequae sit necessaria. Nam, ut praeclare inquit Cicero, non solum aliquid scire artis est sed est quaedam ars etiam docendi⁶⁴, in qua Servium Sulpicium valde exercitatum fuisse ideoque caeteris excelluisse Iureconsultis, idem *author* est. Fieri enim non potest ut sine ea methodo quam Aristoteles, Galenus et alii eruditissimi viri docuerunt quaque in scriptis suis nunquam non usi sunt quicquam recte doceatur. At in istorum doctrina, dii boni, quam confusanea ac (ut vere dicam) monstrosa sunt omnia ! Miscentur et confunduntur quae oportebat secerni et quae natura coniugi postulat seiunguntur ac distrahuntur, ut quod de veteribus quibusdam Iureconsultis scriptum reliquit Cicero multo rectius in istos torqueri posse videatur : *sed Iureconsulti, inquit, sive erroris objiciendi causa, quo plura et difficiliora scire videantur sive, quod similis veri est, ignoratione docendi saepe quod* [p. 11] *positum est in una cognitione, id in infinita dispertuntur*⁶⁵.

Nonne videtis ut omnes in omnium interpretum, qui prope innumerabiles sunt, commentariis magis quam legibus interpretandis occupati, de re paucissima praeter rem infinita tum scribunt tum loquuntur ? ut alienissimis locis inculcant quaecumque libet ? ut unius vocolae arrepta occasione evagantur a proposito, nihil pensi habentes quid quoque loco aut dicatur aut scribatur ? ut denique Bartolis, Baldis, Paulis, Fulgosiis, Alexandris, Iasonibus, Socinis, Curtiis, Deciis, Purpuratis aliisque multo ignobilioribus appellandis eorumque recensendis opinionibus sibi placent ? quasi vero non cuivis homini ingenioso et mediocriter in his studiis versato id factu perquam facile sit, aut obscurum sit, eos ad inanem quandam memoriae ostentationem non ad studiosorum utilitatem id facere. Titus Quinctius imperator *Populi Romani* cum Aetolorum legati in concilio quodam Achaeos a fide *Romana* abducere volentes, vires suas supra modum extollerent ac variis generibus armorum et inauditarum gentium nominibus commemorandis ipsos terrerent, facete sic eos elusisse fertur : *res, inquit, simillima est coenae Chalcidensis hospitibus mei, hominis et boni, et sciti convivatoris, apud quem solstitiali tempore convivio accepti, cum miraremur unde illi eo tempore anni tanta suppeteret* [p. 12] *venatus copia, tum arridens homo non quam isti sunt, gloriosus, ex uno sue domestico varietatem illam et speciem ferinae carnis factam esse confessus est, non secus isti faciunt, inquit, qui variis et horrendis nominibus*

64 Cic. *Leg.* 2, 19 (47).

65 Cic. *Leg.* 2, 19 (47).

*vos territant, cum una gens sit. Hi enim omnes Syrii sunt sed armis inter se ad speciem ingentis exercitus distincti*⁶⁶. Idem et vos de hac tam magnifica et fastuosa variorum iuris interpretum, librorum, tractatum, commemoratione proculdubio existimare debetis, quae sine ullo fructu et commodo ad miraculum excitandum fieri solet. Eadem enim descripta sunt a pluribus, sed paucis commutatis verbis ac plerumque ne commutatis quidem, toties repetita ut non dubitem quin omnia huiusmodi scripta quam libet prolixa et verbosa, si quis in eo modice sibi elaborandum esse duxerit, ad paucissimum numerum librorum facile redigi queant.

[C. Sophistomanie]

Est et aliud idque tertium, in quo ita graviter meo iudicio peccatur a multis ut caetera, quae per se gravia sunt, errata prae hoc uno levia ac prope contemnenda videantur : nempe quod illis impostoribus non satis est barbare et confuse omnia tractare, nisi etiam disputationibus suis *sophisticen*⁶⁷ perpetuo admisceant. Summam enim ingenii laudem esse ducunt, non vera explicare sed bonas, utiles et receptas aliorum sententias petulanter [p. 13] evertere, quasi ipsos pudeat usquam cum quoquam consentire et nihil verum nisi idem diversum sit. Et quia turpe sibi existimant homines plus satis ambitiosi quae recta et simplicia sunt quia nimium scilicet vulgaria et facilia sequi, quibus praestigiis (dii boni) et commentis veritatem obruunt, quo aliquid paulo argutius nec ab aliis ante excogitatum (id enim palmarium est inter eos) in medium adduxisse videantur ! Itaque de huiusmodi doctoribus illud vere dici potest quod Antonius apud Ciceronem de Philosophis scribit : *ipsi se compungunt suis acuminibus, et multa quaerendo reperiunt non modo ea, quae iam non possint ipsi dissolvere, sed etiam quibus ante exorsa et potius detexta prope retexantur*⁶⁸. Haec quia non intelliguntur a iuvenibus nec adeo intelligi possunt, videntur plerisque ingeniosa qui ea sola mirantur et habent in pretio quae non intelligunt et subtilissimam oportere rem esse arbitrantur quam ipsi non cernant. Quae vero simplicia atque perspicua sunt quaeque plus operis habent quam ostentationis, ipsis ut puerilia sordent ac nihili fiunt. Ego vero tantum abest ut acumen istud magnopere mirer ut etiam bonorum omnium virorum et eruditorum odio et insectatione dignum esse putem. Nam

66 LIV. 35, 49, 6-8.

67 APUL. *Plat.* 2, 9.

68 CIC. *de Or.* 2, 38 (158).

pleraque id genus inventa quae magno illi cum fastu ut nova atque inaudita in coelum efferunt, [p. 14] huiusmodi esse certo scimus ut mirum videri non debeat, si homini sano et integri iudicii nullo unquam tempore in mentem venerint.

Quaequidem ut arguta sint atque ingeniosa, quia tamen inanissima prudentiae sunt, nullum adferunt studiosis fructum, quin potius ita iudicium omne pervertunt et corrumpunt ut vulgus hominum rectius ac sincerius quam qui talibus argutiis sophisticisque cavillis assueverunt de civilibus ac seriis rebus iudicare soleat. Quid enim aliud eos facere videas quam λεπτολογεῖν, καὶ περὶ κερνοῦ στενολεσχεῖν, ut de Philosophis Aristophanes⁶⁹ ait, id est, non tantum de rebus tenuibus ac frivolis disputare sed etiam de meris nugamentis anxie torqueri. Euclidis schola, quod arguta quidem sed ad recte vivendum inutilia docere videretur, χολή, id est bilis ac molestia a quodam vocitata est⁷⁰, cum tamen discipulis suis ea traderet quae si minus ad mores et rectam vitae institutionem, saltem ad id ipsum quod profitebatur magnopere pertinerent. Quo igitur nomine istorum scholam vocari par est qui veram, germanamque philosophiam id est boni et aequi⁷¹ scientiam professi⁷², non tam iustitiae et aequitatis quam litigandi monstrant vias ?

Quaedam fortassis augendi criminis causa nonnullis confinxisse videbor, verum non dubito quin homines sani et eruditi quibus [p. 15] haec σοφιστομανία ignota non est multo parcius quam res tanta postulet de ea me loqui existiment. Ac brevi futurum auguror ut fucus ille, quem pauci tantum hodie perspiciunt, non minus innotescat hominibus quam Aristotelicae (ut de Christiana taceam) philosophiae professorum impostura nostro seculo omnibus patefacta atque explorata est. Eo enim iam evaserunt istorum praestigiae ut nulla dissimulatione tegi diu possit quas ne ipsi quidem omnino probant, sed eos id piget confiteri tum quia seram esse poenitentiam credant tum etiam quia nisi omnia perturbent et de industria nebulas offundentes artem redunt obscuriorem verentur, ne in tenui et exposita omnibus scientia versari nec tanta mercede quanta plerique eorum docent, id est amplissima, digni videantur. Scitum est illud Catonis, qui mirari se aiebat *quod non ride-*

69 AR. *Nub.* 320.

70 DIOG. LAERT. 6, 24.

71 ULP. *Inst.*, 1 (= DIG. IUST. 1, 1 *De iustitia et iure*, 1, pr.).

72 ULP. *Inst.*, 1 (= DIG. IUST. 1, 1 *De iustitia et iure*, 1, 1).

*ret aruspex quoties aruspicem vidisset*⁷³, sentiens hoc genus divinationum nihil aliud quam meram imposturam esse.

Nobis vero longe aliud accidit quam Catoni, qui iuventutis imperitae stultitiam et patientiam facete et suaviter eos ridere solitos non ignoramus. Malam eorum mentem atque improbitatem magis demiramur, quos non pudet studiosorum iuvenum simplicitate sic abuti, et in ea re quae maxime omnium seria est maximique momenti tam procaciter ludere, [p.16] idque vel in ipsis Institutionum libris qui elementa iuris civilis, via et ratione perquam eleganter accurateque descripta continent. Quo quid indignius dici cogitarive potest ?

[Conclusion de la première partie]

Haec sunt, mi Andrea, quae de corruptissima illa iuris interpretandi consuetudine quae vulgo in gymnasiis hodie recepta est, quantum instituta brevitatis et modus epistolae patiebatur, immo vero magis quam patiebatur, dicenda putavi. Ex quibus (opinor) intelligis quantopere haec pestis discensium studia remoretur, quantumque detrimenti qua publice qua privatim adferat. Unde fit ut cum scientia iuris omnium facilissima merito a veteribus existimata sit⁷⁴, nullus tamen labor, nulla aetas ad percipiendam eam satis esse credatur. Menedemus quidam Heretriensis dicebat *Plurimos navigare Athenas studiorum gratia qui primum essent sapientes, deinde philosophi, hoc est sapientiae amantes, postea Rhetores denique progressu temporis evadere idiotas*⁷⁵. Idem de huius disciplinae studiosis vulgo iactari solere quis nescit ? Nimirum, quod primo anno sint Doctores, altero Licentiati, tertio Baccalaurei, postremo rerum omnium imperiti. Quod utique de his qui a sycophantis istis et praestigiatoribus instituuntur qui frigidissimis nescio quibus argumentis instructi arcem iurisprudentialis solos se tenere [p. 17] iactitant verissimum esse puto.

Nec tamen incicias eo ex illis tenebris quam libet densis ac plane cimmeriis quosdam fortassis emergere et ad culmen eruditionis aliquando aspirare ; id

73 CIC. *Div.* 2, 24 (51).

74 CIC. *De Or.* 1, 185.

75 PLUT. *De profectibus in virtute* 10 (*Quomodo quis suos in virtute sentiat profectus*).

quoque si forte nobis objiciat aliquis, in promptu est quod respondeam : qui hoc exemplo adducti a methodo et recta discendi ratione abhorrent, iis hominibus persimiles videri quos accepimus⁷⁶, cum ipsis Romam contendentibus tuta, plana, compendiaria et facilis monstrata esset via, per aliam nihilominus asperiores longioresque ac longe periculosiores iter facere maluisse, quod eo itinere plerosque cum ingenti sudore ac summis difficultatibus eo pervenisse intelligerent.

[Deuxième partie.

Le renouvellement des études de droit]

[Introduction de la deuxième partie]

Superest ut illam ipsam vobis commonstremus viam qua facile et sine ullo aut certe quam minimo errore, ut quidem nostra est opinio, ad summum doctrinae civilis fastigium conscendere possitis. Qua in re vereor ne si forte reconditum quiddam aut valde difficile et magnificum a me expectatis, intellecta oratione consilioque nostro, protinus audiam ὄδινεν οὐδὸς εἶτα μῶν ἀπέκτεκεν⁷⁷. At videndum est vobis, ne quod plerique faciunt, rei utilitatem et fructum ex specie eiusdem metiamini, idemque vobis eveniat quod cani Aesopico, qui umbram carniū quod ea maior appareret captans, veras amisit carnes⁷⁸. Quae enim hac de re [p. 18] a nobis dicuntur et si primo aspectu tenuia forte appareant, ea tamen multo plus habere in recessu quam in fronte polliceantur, confirmare ausim. Sed iam ad institutum revertor meum.

[A. Une condition primordiale :

la connaissance des lettres grecques et latines]

Si igitur mihi iuvenis in iure civili detur instituendus, explorabo primum ac perspiciam an his literis, quibus tinctum esse eum oportet qui non tam leguleius quam iurconsultus ac (ut Graeci dicunt) πολιτικός sit futurus, mediocriter saltem instructus sit. Nam sicut Arcesilaus dicebat, *in officinam fullonis la-*

⁷⁶ La source n'a pas été retrouvée.

⁷⁷ ERASM. *Adag.* 814 (http://ihrim.huma-num.fr/nmh/Erasmus/Proverbia/Adagium_814.html).

⁷⁸ Es. 185.

*nam deferendam non esse*⁷⁹ : ita magno in errore versari eos existimo, qui cum literis Graecis ac Latinis ne imbuti quidem sint, intempestive et *illotis* (quod aiunt) *pedibus*⁸⁰ ad iuris civilis studium irrumpunt.

[B. Étude graduelle des recueils de Justinien]

[1. Les Institutes]

[a] Première étape : lecture assistée]

Ac si mihi quidem videbitur ab iis rebus non omnino inparatus esse quae viam ad cognoscendum ius civile muniunt, hortabor eum ante omnia⁸¹ ut libros quatuor Institutionum accurate legat atque ediscat, quos magna ex parte vel absque doctoris opera per se ipse assequi et intelligere poterit. Quia tamen viva praeceptoris vox⁸² maiorem fere vim habet quam lectio *nec sicut praeceptor ita libri dubitantibus nobis* (ut ait Plato⁸³) *satis commode respondent*, hoc quoque adiumento laborem eius minuere ac sublevare conabor, sed ita ut praeter simplicissimam quandam et brevissimam obscuriorum vocum [p. 19] et propriarum huius artis explanationem nihil a me accipiat.

[b] Deuxième étape : mémorisation]

Quod cum paucis mensibus perfectum a nobis fuerit, is si me audiet, eandem crebro repetet lectionem ac tandiu leget relegetque quoad memoriae penitus haeserint quaecumque illis libris descripta sunt. Est autem ea Iustiniani *isagoge* [εἰσαγωγή, *eisagōgē*] tam artificiose contexta, ut si quis οἰκονομίαν eius, atque ordinem, quo nihil est ad memoriam iuvandam utilius, consideraverit, adhibita mediocri diligentia, facile totam recitare memoriter queat.

79 ERASM. *Adag.* 3639 (http://ihrim.huma-num.fr/nmh/Erasmus/Proverbia/Adagium_3639.html).

80 GELL. 1, 9 (8) ; 17, 5 (14) ; ERASM. *Adag.* 854 (http://ihrim.huma-num.fr/nmh/Erasmus/Proverbia/Adagium_854.html) ; cf. 2 *Reg.* 19:24.

81 Const. *Omnem*, 16 décembre 533, *in principio*.

82 MARCIAN. *Inst.* 1 (= *DIG. IUST.* 1, 1 *De iustitia et iure*, 8) ; cf. *Cic. Leg.* 3, 1 (2).

83 ERASM. *Adag.* 118 (http://ihrim.huma-num.fr/nmh/Erasmus/Proverbia/Adagium_118.html).

[2. Manière d'étudier les Pandectes de Justinien]

[a) Première étape :
une simple entrée en matière (*prima informatio*)]

[i) Aperçu général des titres des Pandectes]

Hoc veluti iacto gradu, ad Pandectarum lectionem progrediendum erit quae, ut nomen ipsum indicat, universam boni et aequi scientiam atque doctrinam complectuntur. Sed ne rerum infinita prope multitudine et varietate obscuriorum praesertim et perplexarum quae iis libris disputatae sunt paulo rudius adhuc ingenium obruatur, facturus mihi videor operae pretium si titulos ipsos, eo quo descripti sunt ordine a Triboniano, levi ac simplici interpretatione percurrerem et tanquam in tabula depinxero, quid sub quoque summam contineatur.

[ij) Révélation de l'édit du préteur]

Ac in singulis fere edictum aliquod a Praetore propositum videas cui ex Ulpiano aliisque veteribus consultis subiecta interpretatio. Quod qui non animadvertunt, quia scopum non vident ad quem referenda sint omnia, maximis saepe et gravissimis erroribus implicantur. [p. 20] Itaque demonstrata serie ac dispositione titulorum, quam vulgo continuationem vocant, eius edicti tum auditorem admoneri tum verba, si quae sint quae lucem interpretationis desiderant, breviter et perspicue declarari sufficet. Quod munus in nostro gymnasio quanta cum laude obierit collega meus Doctorque vester, nomine BARO sed doctrina et eruditione Varro, nemo vestrum est qui ignoret.

[iij) Ne pas entrer d'emblée dans le détail]

Earum vero quaestionum omnium quae ex singulis edicti verbis existunt, et ab Ulpiano, ac caeteris diligentissime explicantur, in aliud tempus tractatio reiicienda est. Huiusque consilii mei sane gravissimas causas habeo. Nam eruditorum consensu receptum est in docendis artibus ab iis quae universalis et nobis notiora sunt ad singularia procedendum esse. Ac saepenumero expertus ipse sum quantum ea res fructum studiosis adferat. Legendo siquidem ac docendo in pleraque Iureconsultorum responsa crebro incidi quae, et

si brevissima sint et ad titulum unum specialem maxime pertineant, nemo tamen ex eis sensum aliquem idoneum nisi perceptis quinque sexve aliis titulis elicere possit. Titulos cum dico, capita, et summas rerum intelligo, quas tenere, ac velut in conspectu habere, mirum in modum prodest iuris studioso, antequam vastissimum illud pelagus praeceptionum, quae circa singula versantur, ingressus [p. 21] fuerit. Tantaque est huius rei utilitas, ut confirmare non dubitem, si quis ita se bona fide exercuerit, eum in iure civili rudem habendum non esse.

[b] Deuxième étape :
une relecture approfondie (*repetita praelectio*)]

[i] Une relecture dirigée par le professeur (*subtilior disputatio*)]

Verum ut operi inchoato fastigium imponatur nihilque praetermittatur eorum quae iuris nostri *authores* prodiderint quaeque ad cumulandam iurisprudentiam pertineant, conabor equidem eum quem (ut dixi) instituendum suscepero quasi decurso spatio *a calce*, ut ita dicam, *ad carceres revocare*⁸⁴. Itaque iam inde ab initio repetita Pandectarum praelectione omnia sic excutiam ut nihil tam minutum sit in his libris quod non persequar et explanem. Nam etsi prima illa de qua iam diximus informatio mire utilis sit, non tamen ea est ut hominem civilis disciplinae avidissimum omnino explere et satiare queat.

Nec vero haec paulo subtilior disputatio, ut ingentem eius fructum mittam, aut iniucunda aut omnino difficilis ei futura est si ratione ac modo gubernetur, id est si, explosis primum argutissimis illis (si diis placet) interpretum nugis, omnia ad boni et aequi normam sincera et commoda interpretatione exigantur, deinde disponantur et artificiose digerantur ea, quae sparsim et sine ullo ordine a Triboniano sub singulos Pandectarum et Codicis Iustiniani titulos congesta sunt.

Tametsi enim de titulorum collocatione neminem iure conqueri posse arbitror : [p. 22] tamen res ipsa loquitur, Tribonianum in tractando cuiusque tituli argumento nullam ordinis aut methodi rationem habuisse. Quamobrem ad professoris munus maxime hoc pertinere existimo ut quae sic diffusa ac

84 CIC. CM. *de senectute* 23 (83) ; ID. *Lae. de amicitia* 27 (101).

dissipata sunt, generatim describere et tum diffinitionibus tum divisionibus ex arte petitis digerere atque illustrare studeat. Ita enim fiet ut quae infinita ac innumerabilia videntur in certa eademque paucissima cogantur genera nec solum commodius doceri et percipi sed etiam multo facilius memoria comprehendi possint.

[ij) Réorganisation thématique de la matière des titres]

Idque ego pluribus ostenderem, nisi ad quos haec a me scribantur cernerem. Nam ex quo hanc iuris discendi viam in publico auditorio iuventuti praemonstrare atque adeo praeire coepi, equidem facile animadverti quam cupide eam secuti sitis, ut iam non possit tota nostra ratio vobis perspecta non esse quam quo vehementius amare et amplecti in animum induxeritis eo maiorem ac uberiolem ex ea fructum vos percepturos speramus atque confidimus.

Confecto enim hoc cursu librisque Pandectarum et Codicis Iustiniani hac ratione arte compositis et conclusis, si quis tertio aut quarto quoque mense non oscitanter eos perlegerit, quod fieri commodissime posse non semel expertus sum, non dubito quin omnia tandem quaecunque eisdem voluminibus continentur velut [p. 23] ungues digitosque suos⁸⁵ in memoria et tanquam in numerato habiturus⁸⁶ sit. Itaque quod caeteri toto vitae suae tempore vix credendis laboribus et vigiliis ac permagno valetudinis incommodo aut raro aut nunquam assequuntur, facile et cum tanta voluptate quanta ex cuiusque artis studio maxima percipi potest brevi tempore perveniet.

[C. Nécessaire transformation de la fonction des juristes]

[1. Ne plus se fier exclusivement aux livres]

Quod tamen non ita accipi velim quasi eo aspirare quenquam hoc studio posse contendam ut omnes casus qui quandoque inciderint quidque de singulis respondendum sit in promptu habeat. Natura enim rei non patitur haec ullis literis aut scriptis comprehendi, tantum abest ut hominis memoria contineri

85 JUV. 7, 231.

86 ERASM. *Adag.* 3282 (http://ihrim.huma-num.fr/nmh/Erasmus/Proverbia/Adagium_3282.html).

possint. Quapropter eorum stultitiam admirari soleo qui in vulgatissimis interpretum commentariis omnem aetatem terunt ut inde singulorum negotiorum cognitionem hauriant, ei profecto non absimiles cuius meminit Lucianus qui in maris littore sedens conabatur singulas undas pernumerare, donec undas undis trudentibus obrueretur animoque angeretur quod eas numero complecti non posset⁸⁷. Nam ut quis memoriae mandet quaecunque a Bartolo et ceteris scripta sunt, quod fieri profecto nequit, quota tamen erit portio eorum quae quotidie inter mortales contingunt nec ullis adhuc scriptis definita sint ?

[2. Rechercher des principes et des théories applicables généralement]

Ex hoc igitur studio praeceptionum quarundam et theorematum [p. 24] universalium quibus ad iudicandum ex bono et aequo de singulis negotiis praeparemur et informemur cognitio tantum speranda est. Nam singularia, quia infinita sunt, sub nullam artem aut praeceptionem cadunt.

[3. S'inspirer des solutions de la pratique]

Verum ut certius atque expeditius boni et aequi artem ad negotia singula accommodare queamus, adhibendus est usus sine quo disciplinae fructus omnis perit, ut vice versa usus absque methodo et via minimum valet : alterius sic altera poscit opem res et coniurat amice. Iis igitur qui ad perfectionem huius artis consequendam acervum ingentem librorum sibi parant, periculum est ne idem quod illi medico eveniat quem Galenus scribit cum nullam unquam methodum componendorum pharmacorum didicisset, amissis libris, quibus multae huiusmodi compositiones descriptae erant, tabe confectum periisse. Sed verba ipsa Galeni⁸⁸ quibus ille divinus vir nos docet quam infeliciter in quibusque artibus et disciplinis versetur is qui duabus hisce rebus non utitur, in universalibus methodo, in singulariis exercitatione, subjiciam : τῆς προκειμένης πραγματείας σκοπὸν ἐχούσης σὺν τοῖς ἄλλοις καὶ τοῦτον, ὡς ἐὰν ἀπολέσωμέν ποτε τὸ βιβλίον, ἐν ᾧ τῶν φαρμάκων οἷς χρῶμεθα τὰς συνθέσεις γεγραμμένας ἔχομεν, αὐτοὺς ἡμᾶς δύνασθαι συντιθέναί παραπλήσια τοῖς ἀπολλυμένοις, ἀναγκαῖον ἐστὶ, πρῶτον μὲν ἡμᾶς καθόλου τινὰ τύπον [p. 25] ὁδοῦ μεμαθηκέναι, δι' ἧς εὐρήσομεν ὃ προεθέμεθα. Δεύτερον δὲ γεγυμνάσθαι κατὰ

87 LUC. *V. auct.* 84 ; ERASM. *Adag.* 345 (http://ihrim.huma-num.fr/nmh/Erasmus/Proverbia/Adagium_345.html).

88 GAL. *De comp. med. per gen.* (2.1, ed. Kühn, 1827).

τὴν ὁδὸν ταύτην ἐπὶ πολλοῖς τῶν κατὰ μέρος, εἰδόμενος ὅτι χωρὶς τοῦ γυμνάσασθαι τὸ τοιοῦτο γυμνάσιον, οὐδὲν τῶν ἔργων ὀρθῶς περαίνεται. Δεινὸν δὲ καὶ τὸ συμβῆναι ἤδη τισὶν, ὧν ἐγὼ γινώσκω δυσὶν ἰατροῖν, ὁ μὲν γὰρ ὑπὸ λύπης, ἐπὶ τῇ τῶν τοιούτων γραφῶν ἀπωλείᾳ συντακεῖς, ἀπέθανεν, ὁ δὲ ἀπέστη τῶν ἰατρικῶν ἔργων. Ὑπάρχει δὲ τοῖς γυμνασθεῖσιν, ὡς ἐγὼ λέγω, πρὸς τῷ δύνασθαι συντιθέναί φάρμακα χρήσιμα, καὶ τὸ κριτικοῖς εἶναι τῶν γεγραμμένων τοῖς πρὸ ἡμῶν ἰατροῖς, ἐπιτηδείως τε χρῆσθαι πᾶσι τοῖς ὑπ' ἐκείνων γεγραμμένοις, οἷς τ' ἂν αὐτὸς εὖρη κατὰ τὴν διδαχθησομένην μέθοδον.

[D. Marginalisation des commentateurs médiévaux]

Expectas forsitan a me ut quid de Bartolo, Baldo, Iasone et aliis eiusdem notae scriptoribus sentiam quoque in numero apud me sint et an eorum scripta existimem ad id quod instituimus profutura planius explicem. Quod an factururus essem, hoc tempore multum addubitavi. Qui enim istorum authoritatem aut convellere omnino aut labefactare student, quanta etiam nunc flagrent invidia quantaque tum inscitiae tum arrogantiae et temeritatis suspicione laborent, non sum tam imperitus rerum ut non intelligam. Quosdam item scio clari nominis Iureconsultos mandasse literis adeo necessaria huiusmodi commentaria esse ut sine illis [p. 26] tueri se non possit iuris civilis disciplina. Quorum authoritatem ac iudicium elevare hominis confidentis atque impudentis esse videtur.

Attamen quia non ego is sum qui me falli non putem posse neque hoc mihi assumo ut quenquam ex his qui aliter quam ego sentiunt ad meam opinionem traducam, equidem in nullius hominis iustam reprehensionem incursum me putavi, si de rebus utilissimis et cognitione dignissimis qui meus sit sensus tibi id efflagitanti familiariter et humaniter, ut singularis tua in me benevolentia atque observantia et meus in te amor postulat, explicarem at patefacerem.

[1. Chez les étudiants en droit :
recours subsidiaire aux commentateurs]

Haec igitur mea ratio est ut quamvis non nemo ex eorum authorum lectione aliquid forte utilitatis referre possit, si quis tamen via a nobis monstrata ad verae solidaeque eruditionis laudem grassari volet, nulla re vehementius cursum eius tardari atque impediri existimem quam si in huiusmodi scriptis

haereat. Quae qualia sint quia abunde iam a nobis disputatum est hoc loco nihil attinet dicere.

Ne tamen haec *ad vivum* (ut dicitur⁸⁹) *resecare* videamur, Platonicae cuiusdam legis in hac re exemplum secuturi sumus. Sicut enim in legibus suis aquam alienam vicinis haurire prohibet antequam in suis fundis ad argillam usque terram effoderint regionemque aqua carentem invenerint⁹⁰, ita et nos huius disciplinae studioso [p.27] permittimus ut cum se in veterum iuris authorum lectione diligenter exercuerit, si doctrina eorum suavissima non vorata modo sed concocta etiam et *in succum ac sanguinem* conversa⁹¹ nondum expletus fuerit, ad praeclaros hosce magistros se conferat eorumque doctrina arbitrio suo se ingurgitet. Verum non puto, ut dicam ingenue, cuiquam mortalium hoc accidere posse ut tam lautis innutritus epulis istorum mensas unquam expetat.

[2. Chez les juristes confirmés :
préférer la pratique aux commentaires]

Quanquam enim homini in veterum scriptis feliciter versato multa ex facto proponi poterunt in quibus haerere videbitur, subsidium tamen non ab huiusmodi commentariis sed ab usu et exercitatione magis petendum sibi esse cogitabit. Recte siquidem et vere Anaxagoras dixit manum esse causam sapientiae⁹², his verbis innuens eam sine usu et experientia parari non posse. Sed quia non paucos huic nostrae sententiae adeo refragaturos esse satis perspicio, ut nullis possint rationibus flecti quibus videlicet persuasum est omnia quaecunque in quaestionem venire possunt ex lectione et libris discenda esse, authoris gravissimi et locupletissimi Ciceronis iudicium istis opponam, qui libro II. *de Orato.* ita scribit⁹³ : *sic statuo, ut in caeteris artibus, cum tradita sunt cuiusque artis difficillima, reliqua quia aut facilliora aut similia sint tradi non necesse esse : ut in pictura, qui [p.28] hominis speciem pingere perdidicerit, posse eum cuiusvis vel formae vel aetatis etiam si non didicerit pingere ; neque esse periculum qui leonem aut taurum pingat egregie ne*

89 COL. *Rust.* 6, 12, 3.

90 PLAT. *Leg.* 8 (844b).

91 CIC. *Att.* 4, 18, 2 ; ID. *Or.* 76.

92 ARST. *P.A.* 687a-b.

93 CIC. *de Or.* 2, 16 (70).

idem in multis aliis quadrupedibus facere non possit ; neque est omnino ars ulla, in qua omnia quae illa arte effici possunt a doctore tradantur ; sed qui primarum et certarum rerum genera ipsa didicerint reliqua persequuntur. Similiter arbitror in hac sive ratione sive exercitatione dicendi, qui illam vim adeptus sit ut eorum mentes, qui aut de Republica aut de ipsius rebus aut de iis contra quos aut pro quibus dicat, cum aliqua statuendi potestate audiant, ad suum arbitrium movere possit, hunc de toto illo genere reliquarum orationum non plus quaesitum esse quid dicat, quam Polycletum illum cum Herculem fingebat, quemadmodum pellem, aut hydram fingeret, etiam si haec nunquam separatim facere didicisset.

[Conclusion de la deuxième partie]

Habes, mi Andrea, omnem rationem consilii mei quae ut gravior sit apud vos atque etiam gratior illud vere dixero non tantum me si ita tulerit occasio libenter ea usurum ut illa apud Homerum Calypso loquitur⁹⁴,

ἀλλὰ τὰ μὲν νοέω καὶ φράσσομαι ἅσ' ἂν ἐμοὶ περ
αὐτῆ μῆδοίμην, ὅτε με χρειώ τόνσον ἴκοι.

Verumetiam post quindecim et eo amplius annos [p. 29] quos evolvens interpretum omnium quamlibet levium ac plebeiorum commentariis consumpsi, cum me profectus mei maxime poeniteret aliis prius tentatis diligenter omnibus viis, in hac una tandem me conquievisse nec portum ullum adhuc qui me tanquam ex longo errore diu iactatum exciperet alium reperire potuisse. Cum igitur tantum in hac studiorum ratione commodi depraehendisse mihi videar quantum vix eloqui possum, non solum tibi sepius idem roganti consilium impertiri meum volui, sed hortari etiam et admonere ut ab ea quam pleno iam gradu me authore ingressus es via ne unquam deflectas. Tametsi enim me errare et labi posse cogito, tamen, quia te propter suavissimos mores eximiamque tuam ac vere heroicam indolem unice diligo meque tibi charissimum esse sentio, facere profecto non possum quin te ad id studiorum genus extimulem atque incendam quod cum longo usu et meditatione optimum esse iudicavi tum usque eo mihi probatum est ut prae caeteris id mihi amplectendum esse duxerim.

94 HOM. *Od.* 5, 188-189.

[Conclusion générale de l'épître]

Excitat me praeterea non mediocriter hinc muneris mei illinc generis ordinisque tui recordatio ut tibi quem sapientissimus clarissimusque pater mihi in disciplinam tradidit, honestissima quaeque et utilissima suggeram. Si enim *longe utilior est is qui multos reddit idoneos gubernandae* [p. 30] *Reipublicae quam qui ipse recte gubernat*, ut Socrates dicebat⁹⁵, tanto certe felicius operam in studiis tuis promovendis positurus sum quanto doctrina tua ob splendorem fortunae patriamque simul et avitam amplitudinem illustrior et magis conspicua futura est, eiusque fructus et utilitas latius diffundetur.

Marcus Cicero quondam Romae Senatum decrevisse scribit⁹⁶ ut de principum filiis sex singulis Etruriae populis in divinandi arte instituendi traderentur ne ars, ut ipse inquit, tanta propter tenuitatem hominum a religionis autoritate abduceretur ad mercedem atque quaestum. Sic mihi videtur iurisprudentia (quam eorum hominum conditione qui lucri tantum causa illi se dedunt vulgo obsolescere videmus) non aliter dignitatem maiestatemque suam retinere posse, quam si nobilitas capessendae Reipublicae⁹⁷ avida studio iuris praecipue excolatur et velut interdicto aliquo in veterem restituitur possessionem. Nam priscis temporibus ita se huic studio nobiles adolescentes dabant ut eius ordinis proprium quodammodo esse videretur. Quod ut summe optandum est hoc tempore ita maiore quodam studio et alacritate in id incumbendum esse duximus, ut tritam a maioribus viam quae asperitate sua non te solum sed quoscunque alios generosioris animi iuvenes ab itinere suscepto deterrebat aut industria [p.31] nostra complanaremus aut certe quemadmodum id commode perfici queat ostenderemus. Quod et si forte nos usquequaque assecuti non simus, honestam tamen voluntatem nostram et conatum, qui in magnis rebus plerunque laudari solet, te alumnum disciplinae nostrae boni et aequi consulturum non diffidimus.

Vale !

Biturigibus Calendis Septembribus
Anno MDXLIIII.

95 ERASM. *Apoth.* 3, 10.

96 CIC. *Div.* 1, 92.

97 CIC. *Off.* 1, 21 (71) ; TAC. *Ann.* 16, 26 ; BOETH. *Cons.* 1, 44.

LA PRÉFACE *DE RATIONE DOCENDI, DISCENDIQUE IURIS CIVILIS,*
AD IUVENTUTEM D'ÉGUINER BARON

Théo Crea
Université Paris-Panthéon-Assas

Le présent travail ne doit pas être perçu comme une simple traduction littérale, mais plutôt comme un outil de travail permettant d'approfondir la connaissance de l'humanisme juridique par de nouvelles études du contenu du texte traduit.

Il s'agit de la préface de l'ouvrage écrit par Éguiner Baron et adressé à Marguerite d'Angoulême (1492-1549), sœur du roi François I^{er}, reine de Navarre, intitulé *Institutionum civilium ab Iustiniano Caesare editarum lib. IIII. Bipartito commentario quam brevissime illustrati, cuius pars altera Romanum, altera Gallicum ius ad singulos titulos complectitur.*

Éguiner Baron, descendant des Baron de Kerlouan, est un juriste ayant vécu de 1495 à 1550¹. Il commence sa formation en droit à Poitiers pour la poursuivre successivement à Paris, Orléans et Bourges. Il revient ensuite à Poitiers où il débute sa carrière de professeur. Dans sa manière d'enseigner, se retrouve, notamment, le souhait de devenir un mentor fiable pour les étudiants tout en simplifiant l'enseignement du droit. Par la suite, il professe à Angers. Là, il propose l'étude particulière d'un titre du Digeste sur les servitudes, mais son attention se porte aussi sur les coutumes bretonnes. Après cette expérience, Éguiner Baron revient à Bourges en tant que professeur. Il y rencontre François Le Douaren, avec lequel il entretient de mauvais rapports qui tendent néanmoins à s'améliorer. Dans cette université, Éguiner Baron développe encore sa manière d'enseigner. Il exige que l'on se réfère toujours à la pensée des plus grands jurisconsultes romains et que l'on procède à l'analyse de ce qui fonde le droit romain c'est-à-dire les lois, les plébiscites, les constitutions impériales et les sénatus-consultes. Il procède de la sorte car, pour lui, ses contemporains humanistes ne s'intéressent pas suffisamment au fondement du droit et sont fortement empreints des idées bartolistes. Son intérêt se porte également sur l'éventuelle correspondance entre les livres des

1 Les éléments de cette présentation biographiques sont adaptés de la notice de G. D. Guyon, "Éguiner Baron", en P. Arabeyre – J.-L. Halpérin – J. Krynen (eds.), *Dictionnaire historique des juristes français (XII^e-XX^e siècle)*, Paris, PUF, 2007, pp. 51-53.

fiefs et l'application prévue dans ce domaine par les règles de droit applicables dans le royaume de France. Éguiner Baron se différencie des autres grands de son temps par la simplicité de ses explications du droit romain et par sa volonté de mettre en place un nouveau plan d'étude du droit plus éducatif et méthodique.

C'est dans cet esprit qu'Éguiner Baron a rédigé cette préface. En effet, celle-ci concerne le plan d'apprentissage du droit développé à Bourges pendant la première moitié du ^{xvi}^e siècle et plus précisément durant les années 1540 par cet éminent professeur. Ce dernier propose dans un premier temps une révision des études de droit avant de critiquer la méthode d'enseignement existante.

Bien qu'il existe diverses éditions du texte latin à l'origine de cette proposition de traduction, celle qui a été retenue a été imprimée par l'officine des Frères de Marnef en 1546 à Poitiers². En dépit des variations entre les différentes versions de ce texte, cette édition présente l'avantage de suivre de près l'écriture de la préface par Éguiner Baron. L'exemplaire utilisé est celui conservé actuellement à la Bibliothèque Cujas de Paris (Fonds patrimonial, cote 13.263-1).

Pour le rendre le plus lisible possible, certaines décisions ont été prises :

L'ensemble des eszett a été supprimé et remplacé par des doubles « s » ;

Les i longs en fin de mots ont été rétablis en « i » ;

Les s longs en début ou milieu de mots ont été remplacés par « s » ;

Pour éviter toute ambiguïté et améliorer l'accessibilité de ce texte, la lettre U a été introduite pour indiquer la voyelle tandis que la lettre V a été conservée uniquement pour la consonne. En latin, la lettre V représente à la fois la voyelle U et la consonne V. Par habitude des copistes et pour une question de lisibilité, les espaces étant parfois réduits dans les manuscrits, la forme V était placée en début de mot et la forme U à l'intérieur du mot. Toutefois, dans les titres en majuscules et pour les noms propres prestigieux, la forme V était conservée ;

Les quelques abréviations rencontrées ont été développées.

La traduction de la préface écrite par Eguiner Baron sera présentée en premier lieu, suivie du texte latin.

2 É. Baron, "De ratione docendi, discendique iuris civilis, ad iuventutem", en *Institutionum civilium ab iustiniano caesare editarum lib. IIII. Bipartito commentario quàm brevissimè illustrati, cuius pars altera Romanum, altera Gallicum ius ad singulos titulos complectitur*, Poitiers, Officina Marnefiorum fratrum, 1546.

A propos de la méthode d'enseignement et du plan d'apprentissage du droit civil destinés à la jeunesse

[Pour une meilleure compréhension en français, cette préface peut être subdivisée en cinq parties]

[La nécessité de combiner la lecture et la pratique du droit]

Marcus Tullius Cicéron, tenant un discours sur la méthode d'enseignement et le plan d'apprentissage grâce auxquels les matières qui se transmettent par écrit doivent être enseignées et apprises, est l'auteur de ces lignes : « Aucune de ces matières ne peut être comprise sans professeur et sans exercice ». À supposer qu'elles puissent être entièrement consignées par écrit, c'est sous cette forme qu'elles sont transmises aux hommes.

C'est ce qu'affirme assurément, en ces mots, Cicéron au sujet du droit civil dans une lettre adressée à Trebatius Testa : « Est-ce que par hasard votre droit civil peut être appris seulement à partir de livres ? Bien qu'il y en ait un grand nombre, ils ont cependant besoin d'un unique enseignant ».

Peu de temps après, Cicéron corrige son point de vue, de façon inhabituelle, lorsqu'il s'exprime ainsi dans ses *Topiques* écrits pour le même Trebatius Testa : « D'ailleurs, dit-il, si tu lis attentivement et assez souvent, tu arriveras à comprendre tout cela par toi-même avec certitude. Mais en vérité, c'est grâce à la pratique que tu parviendras à ce que des réponses te viendront à l'esprit lorsqu'une question te sera posée ».

Mais pourquoi, moi, ai-je cité Marcus Cicéron, même s'il est considéré sans conteste parmi les auteurs latins comme le meilleur juge dans la manière de traiter des études ?

Il existe, en outre, des lois publiques sanctionnées par l'interdiction de l'eau et du feu, par des relégations et de nombreuses autres peines variées qui t'imposent la même méthode que celle indiquée par Cicéron.

[Le plan d'enseignement de l'empereur Justinien]

Alors qu'autrefois le droit civil s'était développé jusqu'à compter presque deux-mille livres et plus de trois-mille lignes, Justinien l'a réduit à soixante-six livres, à savoir quatre des *Institutes*, cinquante des *Pandectes* et douze de constitutions auxquels s'ajoute un petit nombre de lois « nouvelles ».

Justinien lui-même a prescrit avec la plus grande diligence ce que les professeurs doivent enseigner, à quel moment et ce que tu dois apprendre. Et de fait, lors de la première année, il est bon que soient enseignés « aux Nouveaux Justiniens » par un seul enseignant quatre livres des *Institutes* et autant de livres des *Pandectes*. Lors de la seconde année, sept livres « au sujet des Jugements » et quatre des livres « singuliers ». Lors de la troisième année, huit livres « au sujet des Choses » et trois des livres singuliers. Lors de la quatrième année, dix livres singuliers. Lors de la cinquième année, tu peux te consacrer à l'étude des quatorze livres du *Digeste* qui restent, des douze livres des constitutions et des lois authentiques.

Ceci constitue donc la loi du grand Justinien concernant le plan de tes études. Ce Justinien, dont tu désires connaître les lois, a décidé qu'aucune abrogation ou dérogation ne serait autorisée par la décision et les mœurs d'hommes particuliers.

[Application du plan d'apprentissage de l'Empereur Justinien au XVI^e siècle]

En vertu de cette loi, que l'effectif de chaque université soit composé de trois ou de quatre professeurs, ceux-ci doivent s'organiser pour que chaque année le professeur qui a déjà interprété les quarante livres prescrits par Justinien recommence à enseigner les *Institutes* et les quatre premiers livres du *Digeste* : les uns enseigneront aux étudiants d'une année, les autres aux étudiants de deux années. Par conséquent, il arrivera que, chaque année, les nouveaux étudiants sur le campus pourront choisir eux-mêmes un enseignant qui leur expliquera la matière autant de fois que nécessaire pendant quatre ans conformément à la volonté du législateur. De même, les étudiants des années supérieures, s'ils le souhaitent, pourront dans cette période de quatre ans revoir sous la conduite d'un professeur trois ou quatre fois les *Institutes* et cinq des sept parties du *Digeste*.

Je ne doute pas que si on associe à l'étude du droit civil l'art de disserter, la science des lettres et le reste de la philosophie un étudiant puisse arriver de lui-même à comprendre la matière grâce aux livres de droit ou tout autre commentaire. Mais un professeur maîtrisant le droit civil précisera ces notions en temps opportun, après avoir réalisé un travail de longue haleine avec cet étudiant. Pour y arriver, une année d'étude suffira étant donné que Justinien a conçu un plan des études s'adressant à un grand nombre d'étudiants plutôt qu'à une poignée d'étudiants érudits.

Il est nécessaire que tu empruntes l'une et l'autre voies et que tu observes l'ensemble de l'œuvre au fur et à mesure que tu progresses car cela aide la mémoire d'une façon merveilleuse. En vérité, dans chaque titre singulier, comme les marins sont habitués à le faire vers la Grande Ourse, tu jetteras continuellement le regard vers la loi, le sénatus-consulte, le plébiscite, la constitution, l'édit sur lesquels portent les réponses des jurisconsultes, les questions, les commentaires rassemblés sous un même titre par Justinien.

Sur ce sujet, assurément, je ne t'apporte pas peu d'aide (si je ne me trompe) dans mes commentaires sur les *Pandectes*. Je m'efforce de bonne foi, sincèrement, à promouvoir tes études en t'exhortant activement, que je sois encore vivant ou que je sois mort, à polir ce qui est encore rugueux et à achever les choses imparfaites, comme le sont souvent les œuvres des hommes.

Ceci est assurément le plan correct pour enseigner et apprendre le droit civil mais j'ai dû en dire peu parce que François Le Douaren a récemment développé cet argument de manière élégante et abondante : ce Douaren voit la même chose que moi (pour parler à la façon des anciens jurisconsultes).

[Critique de l'enseignement traditionnel en 1546]

Quoi qu'il en soit, tu verras qu'à l'université tout est traité à l'envers et même contre le plan prescrit par les législateurs et les hommes les plus sages. En effet, il plait à ces grands professeurs non seulement de commencer la plupart du temps par la fin du droit et, à la façon des écrevisses, revenir vers les autres matières.

De plus, ils aiment placer les gloses avant les lois elles-mêmes (ce qu'il est indigne de présenter en ce siècle très savant) alors que Justinien lui-même leur a totalement interdit d'en ajouter par écrit.

Passons sous silence que, de tous ces livres de droit civil, seulement six sont interprétés dans l'espace de quatre ans dans toutes les universités. Ces six livres sont enseignés par extraits et contre l'ordre de l'édit perpétuel. Pour cela, ils utilisent des mots magnifiques, « avec apparat », « leçon ordinaire » etc., grâce auxquels ils persuadent les étudiants que cela seulement est le propre d'un jurisconsulte, ce qu'Ulpian par hasard ressuscité des enfers ne comprendrait pas sans un interprète.

[Le conseil donné aux étudiants par Eguiner Baron]

Quel besoin de mots ? Il semblerait que ces professeurs conspirent dans

un but unique, enseigner contre les préférences du législateur et placer en cette affaire je ne sais quelle mauvaise habitude d'enseignement avant les lois elles-mêmes. De sorte que, si tu veux développer et expliquer de ta propre initiative un plan d'études correct, tu dois dire que ton propre plan est contraire à celui qu'utilisent les malheureux auditeurs de notre temps dans les universités.

Donc, jeunesse destinée à ces études, considère comme le jurisconsulte Pomponius que le zèle de bien apprendre constitue le meilleur projet de vie. Vois encore pour en revenir au plan des études, s'il faut écouter les législateurs et les hommes les plus sages ou, au contraire, ceux qui enseignent des gloses sans aucun guide si ce n'est une habitude invétérée de barbarie.

Porte toi bien.

Fait à Bourges aux calendes de mai (premier mai) de l'année 1546.

De ratione docendi, discendique iuris civilis, ad iuventutem

Marcus Tullius Cicero, de via et ratione verba faciens, qua artes, quae literis continentur, doceri, discique oportet : nullam sine interprete, et sine aliqua exercitatione percipi posse, author est : etiam si quam plenissime scribi possint, in manus hominum scriptae veniant. Quod nominatim de iure civili eodem loco, nimirum quadam ad Trebatium Testam epistola, adfirmat his verbis : Num ius civile vestrum ex libris cognosci potest ? qui quanquam plurimi sunt, Doctorem tamen, unumque desiderant, qui tamen mox velut exceptione quadam, sententiam suam corrigit, de Topicis suis ad Trebatium eundem scriptis sentiens : quanquam, inquit, tu si attente leges, si saepius, per te omnia consequere, ut certe intelligas : ut vero etiam ipsi tibi loci proposita quaestione occurrant, exercitatione consequere. Sed quid ego Marcum Ciceronem profero ? etsi sine controversia inter Latinos optimus disciplinarum tractandarum censor habitus sit. Extant publicae leges, aquae, et ignis interdictione, relegationibus, poenis, multisque variis sanctae, quibus eadem via quam Cicero commonstrat, tibi praescripta est. Nam cum pene ad duo milia librorum, versuum vero plusquam tricenis centena ius civile olim excrevisset : Flavii Iustiniani Caesaris cura effectum est, ut in sexaginta sex libros, quatuor nimirum Institutionum, quinquaginta Pandectarum, et duodecim constitutionum, cum paucis novellis legibus, redigeretur. A quo etiam, quid quibusque temporibus tradi a professoribus, discique abs te oporteret, diligentissime praecipitur. Etenim primo professionis anno, quatuor libros

Institutionum, cum totidem Pandectarum libris, Iustinianeis novis, ab uno eodemque Doctore tradi par est : secundo anno libros septem De iudiciis, cum quatuor singularibus : tertio octo De rebus, et tres singulares : quarto anno libros singulares decem. Eos, qui supersunt, quatuordecim Digestorum libros, cum duodecim constitutionum, et authenticis legibus, per te consequi anno quinto potes. Et haec quidem de ratione tuorum studiorum, Iustiniani Magni, cuius leges scire cupis, lex est : cui statuto, moribusve privatorum hominum, neque abrogari, neque quicquam derogari fas est. Ex qua lege, sive terni, sive quaterni Doctores intra statutum numerum sint, in singulis academiis : ita profiteri oportet, ut singulis annis, singuli qui iam quadraginta libros a Iustiniano praescriptos, interpretati sint, Institutiones, et τὰ πρῶτα sibi rursus sumant : aliis iam unius anni professione, aliis duorum antecedentibus. Ita enim fiet ut quotannis in gymnasium euntes, sibi deligere Doctorem possint, qui modo, et ordine a legumlatore constituto, quantum cuique satis sit, intra quadriennium explicet : atque adeo sequentes, si lubet, audire, et ter, vel quater, intra praescriptum quadriennium, Institutiones cum quinque ex septem partibus Digestorum, praeunte magistro, ordine perlegere. Non ignoro si quis disserendi artem, literarum scientiam, et reliquam philosophiam ad ius civile attulerit, eum per se, partim ex iuris libris, partim ex quilibuscunque commentariis consequi posse, ut tandem intelligat : sed doctus professor in iis verbis, quae iuris civilis propria sunt, longo alioqui perferendo labore, ex tempore levabit. Sed et his annua professio satisfaciet : etsi Iustinianus rationem studiorum, pluribus potius quam paucis egregie praeter caeteros doctis, accommodet. Utranquamque viam ingrediare, totius operis dispositionem inter progrediendum observes necesse est, quod ea res (uti in caeteris) mirum in modum memoriam iuвет. In singulis vero titulis, ut nautae ad Cynosuram solent, ad legem, senatusconsultum plebiscitum, constitutionem, edictum, respicies perpetuo : quo iureconsultorum responsa, quaestiones, commentarii sub eundem titulum congesti per Iustinianum, spectant. Quam quidem ad rem nonnihil (nisi fallor) adiumenti in commentariis ad Pandectas tibi adfero : certe promovere tua studia bona fide conor : valde te obsecrans, ut vel me adhuc vivo, vel mortuo, rudia quandoque polias, et consummes imperfecta, qualia hominis opera esse solent. Et haec quidem recta docendi, discendique iuris civilis ratio est : de qua mihi parcius dicendum fuit, quod Franciscus Duarenus idem argumentum, et ornate, et copiose nuper explicaverit : cui (ut veterum consultorum more dicam) idem quod mihi videtur. Quae quanvis ita se habeant, adversus praescriptam a legum latori-

bus, et sapientissimis hominibus rationem, omnia praepostere in gymnasiis tractari videas. Nam et a fine iuris plerunque incipere, et neparum more ad caetera regredi, illis magnis professoribus placet : et glossas (quod indignius ferendum est hoc doctissimo seculo) legibus ipsis anteponere : quas tamen, omnino eis adscribere, vetuit Iustinianus. Ut omittam ex omnibus hisce libris, quibus ius civile continetur, vix senos, singulis quadrienniis, in singulis academiis interpretari : quos et ipsos passim, et contra edicti perpetui ordinem profitentur : repertis in hoc magnificis verbis, cum apparatu, ordinaria lectio, etc. quibus persuadent id demum esse iureconsulti, quod Ulpianus ab inferis forte suscitatus, sine interprete non intelligat. Quid verbis opus ? In hoc conspirasse ad unum dixeris, ut contra quam legum latori placuit, doceant, et nescio quodnam docendi cacoethes hac in re legibus ipsis praeponant. ut si rectam discendi rationem, propria oratione explicare, atque evolvere velis, eam dicas ei contrariam, qua miseri auditores utantur hoc tempore in gymnasiis. Ergo, destinata hisce studiis iuventus, recte discendi studium optimam vivendi rationem cum Pomponio consulto existima : et utrumve legum latoribus, et sapientissimis quibusque, an illis nullo duce praeter inveteratum barbariae morem, glossemata profitentibus de studiorum ratione audiendum sit, etiam atque etiam vide.

Et vale.

Datum Biturigibus Calendis Maii Anno M.D.XLVI.

PROGRAMA HISTORIA DEL DERECHO
PUBLICACIONES
ISSN: 2255-5137

1. Luis Grau, *Orígenes del constitucionalismo americano. Corpus documental bilingüe / Selected Documents Illustrative of the American Constitutionalism. Bilingual edition*, 3 vols., Madrid 2009, 653+671+607 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/5669>
2. Luis Grau, *Nosotros el pueblo de los Estados Unidos. La Constitución de los Estados Unidos y sus enmiendas. 1787-1992. Edición bilingüe / We the People of the United States. The U.S. Constitution and its Amendments. 1787-1992. Bilingual edition*, Madrid 2010, 338 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/8517>
3. Carlos Petit, *Fiesta y contrato. Negocios taurinos en protocolos sevillanos (1777-1847)*, Madrid 2011, 182 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/10145>
4. Pablo Mijangos y González, *El nuevo pasado jurídico mexicano. Una revisión de la historiografía jurídica mexicana durante los últimos 20 años*, Madrid 2011, 110 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/10488>
5. Luis Grau, *El constitucionalismo americano. Materiales para un curso de historia de las constituciones*, Madrid 2011, xxii+282 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/11865>
6. Víctor Tau Anzoátegui, *El taller del jurista. Sobre la Colección Documental de Benito de la Mata Linares, oidor, regente y consejero de Indias*, Madrid 2011, 175 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/12735>
7. Ramon Llull, *Arte de Derecho*, estudio preliminar de Rafael Ramis Barceló, traducción y notas de Pedro Ramis Serra y Rafael Ramis Barceló, Madrid 2011, 178 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/12762>
8. Consuelo Carrasco García, *¿Legado de deuda? A vueltas con la Pandectística*, Madrid 2011, 158 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/12823>
9. Pio Caroni, *Escritos sobre la codificación*, traducción de Adela Mora Cañada y Manuel Martínez Neira, Madrid 2012, xxvi + 374 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/13028>
10. Esteban Conde Naranjo (ed.), *Vidas por el Derecho*, Madrid 2012, 569 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/13565>
11. Pierangelo Schiera, *El constitucionalismo como discurso político*, Madrid 2012, 144 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/13962>

12. Rafael Ramis Barceló, *Derecho natural, historia y razones para actuar. La contribución de Alasdair MacIntyre al pensamiento jurídico*, Madrid 2012, 480 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/13983>
13. Paola Miceli, *Derecho consuetudinario y memoria. Práctica jurídica y costumbre en Castilla y León (siglos XI-XIV)*, Madrid 2012, 298 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/14294>
14. Ricardo Marcelo Fonseca, *Introducción teórica a la historia del derecho*, prefacio de Paolo Cappellini, Madrid 2012, 168 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/14913>
15. Alessandra Giuliani, *Derecho dominical y tanteo comunal en la Castilla moderna*, Madrid 2012, 134 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/15436>
16. Luis Grau, *An American Constitutional History Course for Non-American Students*, Madrid 2012, xx + 318 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/16023>
17. Antonio Ruiz Ballón, *Pedro Gómez de la Serna (1806-1871). Apuntes para una biografía jurídica*, Madrid 2013, 353 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/16392>
18. Tamara El Khoury, *Constitución mixta y modernización en Libano*, prólogo de Maurizio Fioravanti, Madrid 2013, 377 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/16543>
19. María Paz Alonso Romero/Carlos Garriga Acosta, *El régimen jurídico de la abogacía en Castilla (siglos XIII-XVIII)*, Madrid 2013, 337 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/16884>
20. Pio Caroni, *Lecciones de historia de la codificación*, traducción de Adela Mora Cañada y Manuel Martínez Neira, Madrid 2013, 213 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/17310>
21. Julián Gómez de Maya, *Culebras de cascabel. Restricciones penales de la libertad ambulatoria en el derecho codificado español*, Madrid 2013, 821 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/17322>
22. François Hotman, *Antitriboniano, o discurso sobre el estudio de las leyes*, estudio preliminar de Manuel Martínez Neira, traducción de Adela Mora Cañada, Madrid 2013, 211 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/17855>
23. Jesús Vallejo, *Maneras y motivos en Historia del Derecho*, Madrid 2014, 184 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/18090>
24. María José María e Izquierdo, *Los proyectos recopiladores castellanos del siglo XVI en los códigos del Monasterio de El Escorial*, Madrid 2014, 248 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/18295>

25. Regina Polo Martín, *Centralización, descentralización y autonomía en la España constitucional. Su gestación y evolución conceptual entre 1808 y 1936*, Madrid 2014, 393 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/18340>
26. Massimo Meccarelli/Paolo Palchetti/Carlo Sotis (eds.), *Il lato oscuro dei Diritti umani: esigenze emancipatorie e logiche di dominio nella tutela giuridica dell'individuo*, Madrid 2014, 390 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/18380>
27. María López de Ramón, *La construcción histórica de la libertad de prensa: Ley de policía de imprenta de 1883*, Madrid 2014, 143 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/19296>
28. José María Coma Fort, *Codex Theodosianus: historia de un texto*, Madrid 2014, 536 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/19297>
29. Jorge Alberto Núñez, *Fernando Cadalso y la reforma penitenciaria en España (1883-1939)*, Madrid 2014, 487 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/19662>
30. Carlos Petit, *Discurso sobre el discurso. Oralidad y escritura en la cultura jurídica de la España liberal*, Madrid 2014, 185 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/19670>
31. Jean-Étienne-Marie Portalis, *Discurso preliminar sobre el proyecto de Código civil*, Madrid 2014, 53 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/19797>
32. Cesare Beccaria, *Tratado de los delitos y de las penas*, Madrid 2015, 87 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/20199>
33. Massimo Meccarelli/Paolo Palchetti (eds.), *Derecho en movimiento: personas, derechos y derecho en la dinámica global*, Madrid 2015, 256 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/20251>
34. Alessandro Somma, *Introducción al derecho comparado*, traducción de Esteban Conde Naranjo, Madrid 2015, 193 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/20259>
35. A. F. J. Thibaut, *Sobre la necesidad de un derecho civil general para Alemania*, Madrid 2015, 42 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/21166>
36. J.-J.-R. de Cambacérès, *Discursos sobre el Código civil*, Madrid 2015, 61 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/21254>
37. Ramon Llull, *Arte breve de la invención del derecho*, estudio preliminar de Rafael Ramis Barceló, traducción de Pedro Ramis Serra y Rafael Ramis Barceló, Madrid 2015, 233 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/21406>

38. F. C. von Savigny, *De la vocación de nuestra época para la legislación y la ciencia del Derecho*, Madrid 2015, 130 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/21520>
39. Joaquín Marín y Mendoza, *Historia del derecho natural y de gentes*, Madrid 2015, 40 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/22079>
40. Rafael Ramis Barceló, *Petrus Ramus y el Derecho. Los juristas ramistas del siglo XVI*, Madrid 2016, 250 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/22197>
41. Emanuele Conte, *La fuerza del texto. Casuística y categorías del derecho medieval*, edición de Marta Madero, Madrid 2016, 194 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/22261>
42. *Constituciones españolas: 1808-1978*, edición de Javier Carlos Díaz Rico, Madrid 2016, 259 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/22905>
43. Giacomo Demarchi, *Provincia y Territorio en la Constituyente española de 1931. Las raíces europeas del Estado integral*, Madrid 2016, 362 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/22906>
44. Miguel Ángel Ladero Quesada/César Olivera Serrano (dirs.), *Documentos sobre Enrique IV de Castilla y su tiempo*, Madrid 2016, xx + 1446 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/23015>
45. Gustavo César Machado Cabral/Francesco Di Chiara/Óscar Hernández Santiago/Belinda Rodríguez Arrocha, *El derecho penal en la edad moderna: Nuevas aproximaciones a la doctrina y a la práctica judicial*, Madrid 2016, 217 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/23021>
46. Lope de Deza, *Juicio de las leyes civiles*, estudio preliminar de Víctor Tau Anzoátegui, edición de María José María e Izquierdo, Madrid 2016, 136 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/23228>
47. Henrik Brenkman, *Historia de las Pandectas*, estudio preliminar, traducción y notas de Juan Lorenzo, Madrid 2016, 426 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/23317>
48. Massimo Meccarelli (a cura di), *Diversità e discorso giuridico. Temi per un dialogo interdisciplinare su diritti e giustizia in tempo di transizione*, Madrid 2016, 287 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/23792>
49. Beatrice Pasciuta, *El diablo en el Paraíso. Derecho, teología y literatura en el Processus Satane (s. XIV)*, Madrid 2017, 264 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/24439>
50. Maximiliano Hernández Marcos, *Tras la luz de la ley: legislación y justicia en Prusia a finales del siglo XVIII. Un modelo de Ilustración jurídica*, Madrid 2017, 184 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/24488>

51. Eleonora Dell'Elicine/Paola Miceli/Alejandro Morin (comps.), *Artificios pasados. Nociones del derecho medieval*, Madrid 2017, 307 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/24514>
52. Eva Elizabeth Martínez Chavéz, *Redes en el exilio. Francisco Ayala y el Fondo de Cultura Económica*, Madrid 2017, 145 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/24715>
53. Pierre de Jean Olivi, *Tratado de los contratos*, estudio preliminar de Rafael Ramis Barceló, traducción de Pedro Ramis Serra y Rafael Ramis Barceló, Madrid 2017, 171 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/25200>
54. Daniel Panateri, *El discurso del rey. El discurso jurídico alfonsí y sus implicaciones políticas*, Madrid 2017, 284 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/25377>
55. Joaquín Costa, *El problema de la ignorancia del derecho y sus relaciones con el estatus individual, el referéndum y la costumbre*, Madrid 2017, 85 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/25578>
56. Massimo Meccarelli (ed.), *Reading the Crisis: Legal, Philosophical and Literary Perspectives*, Madrid 2017, 224 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/25705>
57. Pablo Ramírez Jerez/Manuel Martínez Neira, *La historia del derecho en la Real Academia de Ciencias Morales y Políticas. Los concursos de derecho consuetudinario*, Madrid 2017, 322 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/25809>
58. Thomas Duve (coord.), *Actas del XIX Congreso del Instituto Internacional de Historia del Derecho Indiano*, 2 vols., Madrid 2017, 1681 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/25729>
59. Víctor Saucedo, *Conspiracy. A Conceptual Genealogy (Thirteenth to Early Eighteenth Century)*, Madrid 2017, 350 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/26095>
60. Aurora Miguel Alonso (dir.), *Doctores en derecho por la Universidad Central. Catálogo de tesis doctorales 1847-1914*, Madrid 2017, 571 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/26198>
61. François Hotman, *Francogallia, o la Galia francesa*, estudio preliminar y traducción de Tamara El Khoury, Madrid 2017.
<https://hdl.handle.net/10016/26321>
62. Rafael Altamira, *Spain. Sources and Development of Law*, estudio preliminar y edición de Carlos Petit, Madrid 2018, lxxxvi + 126 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/26322>

63. Jesús Delgado Echeverría, *Joaquín Costa, jurista y sociólogo. Derecho consuetudinario e ignorancia de la ley*, Madrid 2018, 174 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/26335>
64. Rubén Pérez Trujillano, *Creación de constitución, destrucción de Estado: la defensa extraordinaria de la II República española (1931-1936)*, Madrid 2018, 367 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/27108>
65. Eugenia Torijano Pérez, *Los estudios jurídicos en la universidad salmantina del siglo XIX*, Madrid 2018, 625 pp. + apéndices complementarios.
<https://hdl.handle.net/10016/27392>
66. Laura Beck Varela/María Julia Solla Sastre (coordinadoras), *Estudios Luso-Hispanos de Historia del Derecho. Estudos Luso-Hispanos de História do Direito*, Madrid 2018, 543 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/27751>
67. Manuel Martínez Neira/Pablo Ramírez Jerez, *Hinojosa en la Real Academia de Ciencias Morales y Políticas*, Madrid 2018, 279 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/27810>
68. Rudolf von Jhering, *La lucha por el derecho*, estudio preliminar y edición de Luis Llorredo Alix, Madrid 2018, 137 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/27845>
69. Enrique Roldán Cañizares, *Luis Jiménez de Asúa: Derecho penal, República, Exilio*, Madrid 2019, 406 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/28236>
70. José María Puyol Montero, *Enseñar derecho en la República. La Facultad de Madrid (1931-1939)*, Madrid 2019, 486 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/28286>
71. Pedro L. López Herraiz, *Formar al hombre de Estado. Génesis y desarrollo de la École libre des sciences politiques (1871-1900)*, Madrid 2019, 333 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/28313>
72. Emiliano J. Buis, *El juego de la ley. La poética cómica del derecho en las obras tempranas de Aristófanes (427-414 a.C.)*, Madrid 2019, 442 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/28358>
73. Virginia Amorosi/Valerio Massimo Minale (ed.), *History of Law and Other Humanities: Views of the Legal World Across the Time*, Madrid 2019, 588 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/28459>
74. Carlos Petit, *Un Código civil perfecto y bien calculado. El proyecto de 1821 en la historia de la codificación*, Madrid 2019, 409 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/28678>

75. Eduardo de Hinojosa, *El elemento germánico en el derecho español*, Madrid 2019, 82 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/28877>
76. Carlos Petit (ed.), *Derecho ex cathedra. 1847-1936. Diccionario de catedráticos*, Madrid 2019, 491 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/28916>
77. Manuel Ángel Bermejo Castrillo (ed.), *La memoria del jurista español. Estudios*, Madrid 2019, 416 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/29108>
78. Elisabetta Fiocchi Malaspina/Simona Tarozzi (ed.), *Historical Perspectives on Property and Land Law. An Interdisciplinary Dialogue on Methods and Research Approaches*, Madrid 2019, 236 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/29290>
79. Daniel J. García López, *La máquina teo-antropo-legal. La persona en la teoría jurídica franquista*, Madrid 2020, 121 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/29463>
80. Concepción Arenal, *Las colonias penales de la Australia y la pena de deportación*, Madrid 2020, 99 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/29667>
81. Cristina Morales Segura, *Galeotes de mercurio. El caso de Mateo Alemán: la interacción entre el derecho y la literatura en el informe de la mina de mercurio de Almadén y El Guzmán de Alfarache*, Madrid 2020, 276 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/29888>
82. Eduardo de Hinojosa, *La condición civil de la mujer en el derecho español antiguo y moderno*, Madrid 2020, 50 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/30043>
83. Eduardo de Hinojosa, *Influencia que tuvieron en el derecho público de su patria y singularmente en el derecho penal los filósofos y teólogos españoles anteriores a nuestro siglo*, Madrid 2020, 146 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/30052>
84. Eva Elizabeth Martínez Chávez, *España en el recuerdo, México en la esperanza. Juristas republicanos del exilio*, Madrid 2020, 343 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/30520>
85. Rafael de Ureña y Smenjaud, *Una tradición jurídica española: La autoridad paterna como el poder conjunto y solidario del padre y de la madre*, estudio preliminar y edición de Carlos Petit, Madrid 2020, 174 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/30550>
86. Carlos Petit, *Derecho por entregas. Estudios sobre prensa y revistas en la España liberal*, Madrid 2020, 311 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/30841>

87. Massimo Meccarelli/Cristiano Paixão/Claudia Roesler (ed.), *Innovation and Transition in Law: Experiences and Theoretical Settings*, Madrid 2020, 352 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/31394>
88. Fernando Martínez-Pérez, *Posesión, dominio y Registro. Constitución de la propiedad contemporánea en España (1861-1944)*, Madrid 2020, 286 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/31430>
89. Fernando Liendo Tagle, *Prensa jurídica española. Avance de un repertorio (1834-1936)*, Madrid 2020, 235 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/31583>
90. Rafael Ramis Barceló, *El nacimiento de la Filosofía del derecho. De la Philosophia iuris a la Rechtsphilosophie*, Madrid 2021, 248 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/31704>
91. Eugenia Torijano Pérez, *Ser (de nuevo) doctor por Salamanca. Las tesis doctorales de la Facultad de Derecho en el Sexenio Revolucionario (1868-1874)*, Madrid 2021, 441 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/31694>
92. Víctor Saucedo, *The Poulterers' Case (1611): A Landmark in the History of Criminal Conspiracy*, Madrid 2021, 302 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/31790>
93. Albert Venn Dicey, *¿Puede enseñarse el derecho inglés en las universidades?*, estudio preliminar y traducción de Javier Carlos Díaz Rico, Madrid 2021, 134 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/31912>
94. Cristina Nogueira da Silva/Margarida Seixas (coordinadoras), *Estudos Luso-Hispanos de História do Direito. Estudos Luso-Hispanos de Historia del Derecho*, vol. II, Madrid 2021, 648 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/32002>
95. Giacomo Demarchi, Francesco Di Chiara, Elisabetta Fiocchi Malaspina, Belinda Rodríguez Arrocha (eds.), *Las fronteras de la Ilustración. Itinerarios entre historia y derecho*, Madrid 2021, 313 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/32201>
96. Manuel Ángel Bermejo Castrillo (ed.), *Temporalidades inter/disciplinares (Derecho, Filosofía, Política)*, Madrid 2021, 246 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/32263>
97. Julius Hermann von Kirchmann, *La falta de valor de la jurisprudencia como ciencia*, Madrid 2021, 43 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/32336>
98. Víctor Tau Anzoátegui, *Casuismo y sistema. Indagación histórica sobre el espíritu del Derecho Indiano*, Madrid 2021, xi + 617 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/32572>

99. Vicente Ángel Álvarez Palenzuela, *Documentos de Benedicto XIII referentes a la Corona de Castilla*, Madrid 2021, 3673 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/32581>
100. Jesús Bogarín Díaz, *Formación léxica y conceptualización jurídica: el vocablo «excepción»*, Madrid 2021, 193 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/33149>
101. Eduardo Esteban Magoja, *La obediencia a la ley como coraza del pueblo: la defensa de las instituciones jurídicas en el texto del Anónimo de Jámblico*, Madrid 2021, 141 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/33227>
102. Javier Carlos Díaz Rico, *El acceso a la cátedra. Inventario de oposiciones a cátedras jurídicas 1859-1983*, Madrid 2021, 1119 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/33711>
103. Clara Álvarez Alonso, *Rafael del Riego. Una vida por la Constitución*, Madrid 2021, 232 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/33721>
104. Rafael Jesús Vera Torrecillas, *Del escribano al secretario municipal. Antecedentes, origen y evolución de los cuerpos nacionales hasta la Ley de bases del régimen local*, Madrid 2021, 320 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/33764>
105. José Luis Egío, *El siglo de la experiencia: estrategias de traducción de conocimiento normativo en los albores de la Nueva España*, Madrid 2022, 239 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/34669>
106. César Olivera Serrano, *Las Cortes castellano-leonesas del siglo XV en sus documentos. El Registro o Libro de Cortes (1425-1502)*, Madrid 2022, 499 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/34998>
107. Manuel Cachón Cadenas, *Otras historias de procesalistas y del proceso*, Madrid 2022, 542 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/35074>
108. Luis González Alvo, *Faros y pantanos. Una historia de las prisiones provinciales argentinas (Córdoba, Santa Fe y Tucumán, 1853-1946)*, Madrid 2022, 384 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/35837>
109. Manuel Martínez Neira, *Revolución y fiscalidad municipal. La hacienda de la Villa de Madrid en el reinado de Fernando VII*, Madrid 2022, 296 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/35877>
110. Víctor Saucedo (ed.), *Memoria del derecho y disciplinas jurídicas. Estudios*, Madrid 2022, 426 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/35879>
111. Carlos Petit, *El Trienio y sus códigos. Estudios*, Madrid 2022, 199 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/35953>

112. Matías Rosso, *Codificando el derecho desde la base. El Código Penal de la provincia de Córdoba en la génesis de la Codificación Nacional (1867-1887)*, Madrid 2022, 241 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/35977>
113. Elisa Speckman Guerra, *Penalistas españoles y ciencias penales en el México de mediados del siglo XX*, México/Madrid 2022, 363 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/36165>
114. Fernando Martínez-Pérez, "Gubernativas e insuplicables". *Competencias de jurisdicción entre Monarquía judicial y Estado administrativo*, Madrid 2022, 347 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/36217>
115. Manuel Ángel Bermejo Castrillo, *Derecho procesal: una disciplina en construcción (1800-1940)*, Madrid 2022, 963 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/36275>
116. Fernando Liendo Tagle, *Disciplinas jurídicas en revistas españolas: un repertorio bibliográfico (1836-1935)*, Madrid 2023, 214 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/36663>
117. Carlos Petit, *Otros códigos. Por una historia de la codificación civil desde España*, Madrid 2023, 641 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/36878>
118. *La Historia del Derecho en la Universidad del siglo XXI. I Congreso de la Sociedad Española de Historia del Derecho*, Madrid 2023, 294 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/37215>
119. Javier Carlos Díaz Rico, *El cuerpo de profesores agregados de universidad: inventario de los concursos-oposición de Derecho (1967-1983)*, Madrid 2023, 448 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/38033>
120. María López de Ramón, *La libertad distorsionada. La injerencia del poder en la libertad de prensa durante la Restauración borbónica (1883-1923)*, Madrid 2023, 448 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/38615>
121. Gregorio López de Tovar, *Vida y memorias*, edición de Julián Gómez de Maya, Madrid 2023, 220 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/38639>
122. Aurora María López Medina, *Nolo episcopari. Las batallas jurídicas de Valentín Ortigosa (1784-1856)*, Madrid 2023, 357 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/38719>
123. Sebastián Martín, *Los libros de los otros. Debates metodológicos sobre historia del Estado y del pensamiento jurídico*, Madrid 2023, 620 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/37026>
124. Jorge Prádanos Fernández, *El corpus medieval de las Siete Partidas: catálogo de códices y fragmentos*, Madrid 2023, 676 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/38931>

125. Dámaso de Lario, *Sobre los orígenes del burócrata moderno. El Colegio de San Clemente de Bolonia durante la impermeabilización habsbúrgica (1568-1659)*, Madrid 2023, 219 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/38966>
126. Manuel Martínez Neira, *Una reforma ilustrada para Madrid: el reglamento del Consejo Real de 16 de marzo de 1766*, Madrid 2023, 119 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/39047>
127. Laura Beck Varela, *Index y Constitución. Heinecio o la impiedad del jurista*, Madrid 2023, 233 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/39144>
128. Marta Madero, *Derecho y scientia de anima en torno a la mentecapto. El divorcio de doña Antonia del Águila en la España del siglo XVI*, Madrid 2024, 122 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/39590>
129. José María Puyol Montero, *La facultad de derecho de Madrid durante la dictadura de Primo de Rivera*, Madrid 2024, 266 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/43754>
130. Ana M. Rodríguez González, *Lex inscripti maleficii. Análisis de una ley ficticia*, Madrid 2024, 135 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/43764>
131. Rubén Pérez Trujillano, *Jueces contra la República: el poder judicial frente a las reformas republicanas*, Madrid 2024, 320 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/43768>
132. Sergio Angeli/Jorge Núñez (eds.), *Travesías en la historia del derecho argentino: tributos a Víctor Tau Anzoátegui, forjador de puentes historiográficos*, Madrid 2024, 383 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/43800>
133. *Transiciones, cambios y retos en la Historia del Derecho. II Congreso de la Sociedad Española de Historia del Derecho*, Madrid 2024, 178 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/43879>
134. Josep Capdeferro (coordinador), *Estudios Luso-Hispanos de Historia del Derecho. Estudios Luso-Hispanos de História do Direito*, vol. III, Madrid 2024, 787 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/43926>
135. Jesús Vallejo, *Ocasión ilustrada del Fuero Real. Las ediciones de 1781 y 1836*, Madrid 2024, 204 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/44121>
136. Jorge Prádanos Fernández, *Iluminar a ley. Texto e imagen en las Siete Partidas*, Madrid 2024, 362 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/44150>

137. Eva Elizabeth Martínez Chávez (coordinadora), *Bicentenario de la Constitución de Jalisco de 1824. Instituciones y legado*, Madrid 2024, 293 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/44728>
138. Carlos Petit/Javier Carlos Díaz Rico/Manuel Martínez Neira (eds.), *Derecho ex cathedra. 1940-1983. Diccionario de catedráticos*, Madrid 2024, 476 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/45302>
139. Consuelo Carrasco García, *Pignoris loco. Metáfora y símil al servicio de la argumentación jurídica*, Madrid 2024, 76 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/45724>
140. *Centros y periferias en la Historia del Derecho: territorios, pueblos, tiempos, ideas. III Congreso de la Sociedad Española de Historia del Derecho*, Madrid 2025, 626 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/46318>
141. *La historiografía jurídica ante el siglo XXI. IV Congreso de la Sociedad Española de Historia del Derecho*, Madrid 2025, 419 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/46320>
142. Javier Carlos Díaz Rico, *Albert Venn Dicey y la Escuela de Derecho de Oxford (1835-1922)*, Madrid 2025, 875 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/47104>
143. Eduardo Serantes Gómez, *Dos estudios sobre el Patrimonio Nacional*, Madrid 2025, 211 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/48316>
144. Jordi Cerdà Serrano, *La monarquía franquista: discursos doctrinales y legislativos*, Madrid 2025, 399 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/48528>
145. Pilar García Trobat, *Cátedra, política y magistratura en la España liberal: la huella de Nicolás M^a Garellly*, Madrid 2025, 367 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/48681>
146. Mikel Lizarraga Rada, *El proceso recopilador navarro y las Ordenanzas del Consejo Real de Navarra*, Madrid 2025, 1884 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/48748>
147. Pedro Luis López Herraiz/Camilla de Freitas Macedo/Antonio Manuel Luque Reina (coords.), *Estudios Luso-Hispanos de Historia del Derecho. Estudos Luso-Hispanos de História do Direito*, vol. IV, Madrid 2025, 671 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/48787>
148. Pedro Luis López Herraiz/Regina Polo Martín/Eugenia Torijano Pérez (coords.), *Transmisión del saber jurídico: escuelas, disciplinas, docencia y poder. V Congreso de la Sociedad Española de Historia del Derecho*, Madrid 2026, 938 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/49716>

149. María Julia Solla Sastre, *Ultramar excepcional: construcciones del espacio jurídico de la España colonial (1837-1898)*, Madrid 2026, 472 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/49825>
150. Elisa Caselli/Ruy Farías/Daniel A. Panateri/María Agostina Saracino (coords.), *Derecho y violencia: estudios interdisciplinarios, desde los siglos medievales hasta la contemporaneidad*, Madrid 2026, 505 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/49850>
151. Eva Elizabeth Martínez Chávez/Nely Noemí García Corona/Leopoldo López Valencia (coords.), *Constitución política del Estado Libre Federado de Michoacán*, Madrid 2026, 324 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/49877>
152. Celia Hernández Cañete, *El conflicto de Gibraltar en la historia del derecho internacional: del Tratado de Utrecht a Naciones Unidas*, Madrid 2026, 351 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/50003>
153. Fernando Martínez Pérez/Laura Beck Varela/Máximo Juan Pérez García (eds.), *Registro de derechos: historia, comparación y problemas actuales*, Madrid 2026, 422 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/50092>
154. Xavier Prévost/Rafael Ramis Barceló/Luigi-Alberto Sanchi (eds.), *Qu'est-ce que l'humanisme juridique? Che cos'è l'umanesimo giuridico? ¿Qué es el humanismo jurídico?*, Madrid 2026, 202 pp.
<https://hdl.handle.net/10016/50157>